LA
CLOSERIE DE CHAMPDOLENT[1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

III. — PENDANT QU'ON COUPAIT L'AVOINE

La guerre était commencée.

Les hommes ne sont point revenus en permission pendant les dix premiers mois. Mais vers le commencement de l'été de 1915, tout à coup, les pères, les maris, les frères, les promis, débarquèrent dans les gares, par petits groupes, avec six jours de joie et d'amertume marqués sur une feuille blanche, et, traînant les souliers du gouvernement, vêtus de capotes fanées, coiffés du képi ou du casque, ils prirent chacun le chemin de la maison où quelqu'un les aimait, gens de guerre qui apportaient la vraie nouvelle, voyageurs chargés de musettes, de bidons, de paquets qui enflaient les basques de la capote, revenans du pays de la mort, qui cachaient dans le fin fond d'une poche, pour l'offrir à une femme ou à un enfant, un anneau d'aluminium, un couteau en cuivre d'obus, une broche, une croix; cœurs privés et douloureux, qui battaient vite à présent, et songeaient à la douceur des bras amis, et de la voix qui dit : « Bonjour Jean! Bonjour Louis! Bonjour!... Ah! que je t'attendais! »

Il n'en vint point à Kerjan; il n'en vint point à Champdolent.

(2) Voyez la *Revue* du 1er juin.

Marie avait bien du travail et du tracas. Un seul valet de ferme avait quitté Kerjan. Le Treff, refusé par le conseil de revision, à cause d'une vieille hernie, et mis en sursis d'appel, Quinquis le biquart, trop jeune encore, demeuraient à la ferme. Mais la ferme était grande, et il avait bien fallu que Marie prît sa part de travail, dans les étables, dans les greniers et même aux champs. Elle ne se plaignait plus. Elle ne prétendait plus que sa place fût à la maison seulement. L'exemple d'autres femmes de la campagne, ses voisines, l'avait atteinte dans son orgueil de fermière riche, d'enfant gâtée habituée à se ménager. Ç'avait été un changement rapide, comme il arrive chez les forts, que les choses plutôt que les raisons font plier, et qui veulent encore en s'abandonnant à une force inconnue. Sensible, nerveuse, imaginative, et cependant maîtresse d'elle-même, elle grandissait le péril, s'emplissait le cœur des nouvelles fâcheuses du début de la guerre et de tous les deuils qu'elle apprenait, et, ne parlant presque pas, ne lisant que de loin en loin quelques lignes d'un journal, le dimanche, elle écoutait autour d'elle la rumeur de toutes les âmes en voyage, en prière, en angoisse, en chagrin. Plus souvent qu'autrefois, elle s'offrait à aller le jeudi, qui était le jour de fournée de Kerjan, porter à Fouësnant le pain pétri par le vieux valet; elle rendait visite à des femmes qu'elle connaissait d'enfance, et qui lui disaient : « Mon mari est aux tranchées, ici, là, » mais dont aucune ne demandait : « Où est le vôtre ? » Ainsi, par la pitié pour les autres, elle essayait de rentrer dans la vie commune. Personne ne riait plus. Même celles qui étaient toutes jeunes, et qui essayaient de plaisanter, s'arrêtaient tout à coup, le temps de respirer, et il y avait une larme au bord de leurs yeux pleins du désir de la vie. Marie revenait, dans le char à bancs chargé de lourdes masses de pain gris dont l'odeur emplissait le chemin, et était bue par la terre et les feuilles, qui reconnaissaient l'avoine et le froment de la dernière moisson.

Sans doute, la curiosité, la malignité des autres femmes, ses compagnes, s'étaient retirées d'elle; on ne parlait plus de la « pauvre petite Marie; » chacun avait assez de porter son propre chagrin et de parler de son chagrin. Cette espèce d'encouragement à renier son amour passé, ces mots qu'elle avait si souvent entendus : « Comment as-tu pu épouser ce Pierre Quéverne, toi qui pouvais choisir? » on ne les lui adressait plus. Mais

elle n'occupait plus la pensée des autres. Dans l'universelle douleur, elle se sentait abandonnée, parfois même traitée en étrangère, devant qui mieux vaut ne pas dire certaines choses. Ne plus intéresser, ne plus amuser, être aussi peu regardée que la vachère à demi folle de Trémorvazec : quelle solitude ! La guerre avait fait cela, et bien d'autres choses encore sur la terre. Il y avait une petite Bretonne de Fouësnant, qui s'aimait trop elle-même, et qui reconnaissait à présent qu'elle n'était aimée que d'elle seule.

Les jours qui précédèrent l'Assomption furent rudes entre tous pour Marie. La chaleur, l'ennui de son cœur vide, la fatigue, avaient rompu les forces de ce jeune corps. Ses yeux étaient devenus trop grands pour le mince visage. Le 14 août, vigile d'une fête dont elle ne se réjouissait point, si ce n'est comme d'une demi-trêve, elle travaillait avec tous ceux de la ferme, avec la mère, de plus en plus lourde, turriforme et rhumatisante, avec Le Treff, avec Quinquis, dans une pièce contiguë à la lande de Kerjan. Depuis deux semaines, l'avoine avait été fauchée sur la croupe exposée au soleil, et d'où l'on voit les îles. Mais la partie basse, couverte, selon les heures, par l'ombre des terres penchées ou par celle des aulnes bordant le ruisseau, nourrissait maigrement et lentement la moisson. Il fallait moissonner à deux fois.

Marie était donc là, courbée, rouge, montant la pente, abattant d'un coup net de faucille la poignée d'avoine qu'elle venait de saisir, puis une seconde, puis une autre. Il y avait, dans la fourrure blonde, des épis encore verts, qu'elle écartait de la main et qu'elle laissait debout. Près d'elle, la mère travaillait de même. Les hommes marchaient en avant, un peu à droite. Tous se hâtaient, car des nuées d'orage, montagnes en mouvement, poussées par le vent du large, entamaient le ciel au-dessus des côtes. Elles étaient gonflées de tant de lumière, que leur ombre même était rousse sur le sol craquelé. L'air brûlait la poitrine. Et Marie, s'étant redressée afin de reprendre haleine, entendit une voix que le battement du sang dans les tempes et le crissement de la faucille avaient jusque là couverte. Un homme l'appelait. Elle reconnut le facteur, qui faisait signe, de l'autre côté de la haie, dans la lande où passe le sentier. Dolente, essuyant son front et ses joues avec sa manche retroussée, elle alla jusqu'au fossé. L'homme, penché par-

dessus les ajoncs du talus, la casquette en arrière, riait sous ses moustaches tombantes, couleur de cidre, et tendait un papier.

— Elle a de la chance, votre petite! dit-il. C'est son père qui lui écrit!

— Son père!

— Regardez plutôt! Et il n'écrit pas souvent!

Marie leva la tête, comme une chèvre qui donne un coup de corne.

— Il m'écrirait tous les jours, si je le voulais, facteur : mais je suis bien comme je suis.

Elle prit la carte postale, blanche, décorée des drapeaux alliés, et, avant de lire le verso, elle déchiffra l'adresse de Pierre. Il donnait son adresse complète : régiment d'infanterie coloniale, bataillon, compagnie, secteur. Elle essaya d'imaginer son mari sous l'uniforme colonial; mais l'image était confuse, celle du visage, celle du regard, qui s'efface vite, et que l'amour même est souvent impuissant à faire revivre en nous. Alors elle tourna la mince feuille de carton, et debout, dans le soleil, regardée de loin, elle lut : « Ma petite Jeanne-Marie, je vous écris des tranchées, pour votre fête. Voilà que vous allez avoir quatre ans et demi. Peut-être que vous ne vous souvenez pas beaucoup de moi, qui vous berçais et vous promenais dans mes bras. C'est déjà ancien, et vous avez un cœur si petit encore! Nous, on a passé l'hiver et le printemps dans la boue; à présent, on connaît le chaud; j'ai vu mourir bien des camarades, moi je suis resté. La mort ne veut pas de moi : c'est peut-être pour vous, Jeanne-Marie, ma mignonne. Mais ne vous attendez pas à me revoir : du côté où je suis, il n'y a pas de permissions. J'ai des amis, mais je n'ai pas vu de parens, sauf mon frère l'abbé, qui est aumônier. Je vous embrasse bien. — Pierre Quéverne. »

La mère Lanio observa que sa fille revenait bien lentement vers la cornière du champ d'avoine.

— Qu'est-ce qu'il vous a remis, le piéton?

— Rien : une carte postale d'un du front.

La mère insista : elle voyait le visage troublé de sa fille, qui passait devant.

— Ça ne serait pas de votre mari?

— Quand ça serait de lui? Ce n'est pas à moi qu'il écrit, vous comprenez, c'est à Jeanne-Marie.

Elle reprit sa place, et se courba de nouveau sur les épis, que le souffle qui balaie la terre avant l'orage enfiévrait. Des gouttes d'eau, larges, se mirent à tomber. La mère releva sa robe par-dessus sa tête, et dit, enjambant les poignées d'avoine coupée :

— Vous en venez-vous, Marie? Ça va être long. Le ciel est comme une suie sur la mer.

— Non.

Les hommes étaient déjà en haut du champ, et rentraient à la ferme, trottant l'un près de l'autre, et le plus vieux enfilant, les bras levés, les manches de sa veste. La jeune femme descendit jusqu'au bas de la lande, sauta dans le pré que coupe le ruisseau, et se mit à l'abri, sous les aulnes. La nuée creva. Marie, pour protéger contre les gouttes de pluie la carte postale de Pierre, la mit dans son corsage. Elle était adossée au tronc d'un arbre, dont le vent faisait tourner la pointe comme une roue. Le bruit des plages passait dans la tempête, et les feuilles jeunes encore et toutes vertes volaient. « Il n'a pas osé m'écrire; il a bien fait... Il sait que je ne suis pas de celles qui n'ont pas d'honneur, et qui oublient... Depuis bientôt trois ans, il a vécu comme il lui convient de vivre... Moi aussi, d'ailleurs. La guerre ne m'a pas changée, je ne suis ni plus, ni moins... Il espère peut-être que je lui répondrai?... » Toujours le « je » commandait ses pensées. Elle reprenait la litanie des reproches passés, comme si elle eût été menacée du retour prochain de son mari, et, à voix haute, le visage encore tout rouge de la fatigue du jour, la poitrine soulevée par l'émotion, elle parlait à des témoins imaginaires : « Je suis la mal mariée, qui n'a pas eu de chance. Il s'est mis à boire et à m'abandonner. D'autres que moi l'auraient-elles supporté aussi longtemps? J'avais un cœur fait pour aimer et pour rire. Mais je n'ai pas ri longtemps. Il est fermé, fermé, fermé! Dites-le dans les bourgs et dans les fermes : je suis rentrée dans mon bien, et Pierre n'y reviendra pas! »

Cependant, la pluie pénétrait ses vêtemens, le vent fraîchissait, les nuées se dépassaient l'une l'autre, les éclairs en dénombraient les étages en mouvement. Oh! comme l'Océan avait bâti de grosses tours! Comme elles s'avançaient! Comme elles croulaient et se reformaient plus hautes, toujours ardentes à la cime! Marie se trouva sotte d'avoir refusé de revenir à la

maison. Bientôt, elle vit une lueur, puis un rayon vif, sur les avoines et dans les gouttes pressées qui traversaient l'air. Des ramiers se levèrent d'un arbre, et elle reconnut que le grain allait finir. Tout le ciel était d'or vert, du côté d'où soufflait le vent. Le soir s'approchait, et il serait pur.

Encore un quart d'heure, et elle put sortir de la haie. Toute cette exaltation en elle et cette colère étaient tombées. Marie se sentait lasse. Elle monta, glissant sur la terre détrempée, jusqu'au sommet du plateau, et, avant de traverser la pièce dans la largeur, et de reprendre le chemin de la ferme, elle voulut juger de la nuit qui se préparait. Par-dessus la haie, qui était chétive à cause des falaises du sous-sol, la mer lointaine apparut, d'un vert clair jusqu'à l'horizon. Les îles et les cailloux, qui sont devant l'archipel des Glenans, faisaient des taches d'ombre sur cette nappe de lumière, et, aux deux extrémités, tandis qu'elle regardait, les deux phares s'allumèrent, le feu rouge de Penfret, le feu blanc de l'île aux Moutons. Alors, le souvenir des soirs de la première année et de la seconde même, où elle cherchait à reconnaître les voiles des bateaux de pêche, la ressaisit. Ici même, ou dans les pièces de Champdolent, qui sont sur le même flanc des pentes, combien de fois était-elle venue, à cette heure voisine de la nuit, où il semble que ceux-là qui tardent ne retrouveront pas leur route? Devant ces témoins, îles, écueils, lumière de la mer et du ciel, elle se sentit comme devant un juge. Elle entendit le démenti qui s'élevait de son propre cœur : « Tu ne dis pas vrai! Tu l'as aimé! Tu venais l'attendre, et tu ne pouvais rien voir de plus que ce que tu vois à présent : le luisant de l'eau déserte, et la ligne courte de l'horizon, et la brume roulée en bourrelet au bas du ciel; mais tu étais anxieuse, joyeuse selon les jours. Tu l'aimais bien. »

Elle revint à Kerjan au moment où les vaches, les flancs saignans de la piqûre des taons, regagnaient l'étable, et cherchaient l'une ou l'autre à s'échapper, pressentant la chaleur de la nuit. L'ombre descendit. Les gens de la ferme se mirent à table. Tous ils observaient Marie. Le Treff, entamant l'énorme pain posé sur la serviette, coupa une tranche, mordit dedans, et dit, la bouche pleine :

— Vous avez donc reçu des nouvelles, Marie?

Elle considéra le vieux valet, un petit instant, et éclata de rire :

— Je pense bien qu'il voudrait des paquets pour l'hiver ? Qu'en dites-vous? Mais il n'y a rien ici pour lui. Qu'il en fasse venir de chez son père !

Les deux hommes considéraient en silence, sans s'interrompre de manger, cette femme qui parlait de son mari devenu soldat comme elle avait parlé de lui au temps de la paix. Ils étaient assis en face d'elle, l'un près de l'autre, sur le banc, et, penchés en avant, la pupille de leurs yeux attentive et vivante au bord des paupières, ils guettaient les mots qui allaient venir comme si ç'avait été un gibier. Marie les étonnait et heurtait en eux l'obscur fond de leurs âmes. Ils avaient l'air de l'entendre pour la première fois dire du mal de Quéverne. Pourtant, elle ne faisait que réciter, ce jour-là, la leçon ancienne, variant à peine les mots :

— Pensez-vous que je vais me priver pour lui? S'il a voulu, avec son gain de pêcheur, il a pu faire des économies. Elles lui serviront, en campagne...

— Son argent, ma fille, il l'a tout bu ! Je ne veux pas que vous dépensiez celui de chez moi, pour un Quéverne !

— N'ayez peur : il ne m'est plus rien; nous sommes de deux familles !

La mère Lanio eut un petit regard tendre pour Marie. Le Treff ni Quinquis ne parurent d'accord avec elle. Mais le plus ancien demanda, tordant sa gueule pleine :

— Alors, il a écrit, tout de même? Où il est?

— Ma foi, je n'en sais rien : voyez vous-même !

Marie mit la main dans son corsage, en retira la carte, et la jeta de l'autre côté de la table, près de l'assiette du premier valet.

— Vous pouvez lire : c'est écrit pour l'enfant, pas pour moi, naturellement.

Et elle but un grand bol de cidre, pendant que, l'un après l'autre, le vieux valet et le jeune déchiffraient, péniblement, les lignes écrites de la tranchée. Quand ils eurent fini, le plus jeune tendit la lettre à Marie.

— C'est malheureux, tout de même !

Il ne savait pas ce qu'il disait. Il avait le cœur tout chaviré d'avoir lu cette pauvre carte. Et la jeune femme ne riait plus. Ils se levèrent de table plus tôt que d'ordinaire, comme s'il y avait eu une dispute entre eux. En vérité, ces deux hommes

étaient dans la guerre, et cette femme n'y était pas. Quand ils montèrent, par l'escalier en pierre dure, pour gagner la soupente où ils couchaient, Marie courut à la porte de la cuisine. Elle écouta, voulant savoir ce qu'ils pensaient d'elle. Ils se taisaient.

IV. — L'AGENT DE LIAISON

A la même heure, dans un abri creusé à six mètres de profondeur, boisé plus solidement et soigneusement qu'un puits de mine, et pourvu de deux sorties qui rendaient beaucoup moindre le risque d'être enterré vivant, — un des premiers abris perfectionnés de notre front français, — douze hommes étaient rassemblés : cinq agens de liaison de la compagnie, deux fourriers secrétaires, deux téléphonistes, deux agens de liaison des compagnies de droite et de gauche, un clairon. Deux bougies éclairaient l'étroit souterrain, établi perpendiculairement aux tunnels d'accès; l'une était fixée au mur par des clous, l'autre suspendue au bout d'un fil de fer en spirale, qu'on avait attaché au chapeau d'un des cadres de bois. Les couchettes de treillage, garnies de sacs à terre vides, et formant deux étages, occupaient presque tout l'espace; il ne restait de libre qu'un couloir au pied des lits, et, le long de la dernière couchette, un réduit où les téléphonistes avaient installé leur appareil et les fourriers leur table. En ce moment, une partie des hommes étaient déjà couchés; d'autres fumaient et blaguaient, assis à l'extrémité de leur couchette, les pieds dans le couloir, le dos courbé. Le passepoil rouge de leur culotte, le chiffre du régiment, rouge aussi sur l'écusson bleu du col, l'ancre modelée au-dessus de la visière du casque, — tout nouvellement distribué aux soldats du front, — disaient qu'ils faisaient partie des troupes d'infanterie coloniale. Un peu partout, accrochés ou épars, des objets d'équipement, sacs, ceinturons, musettes. Mais, selon l'expression du caporal Prigent, « on savait où c'était. » En cas d'alerte, chacun aurait eu vite fait de retrouver son bien. Les fusils seuls étaient en ordre, au râtelier d'armes, à l'endroit où la galerie de descente débouchait dans le gourbi. On venait de dîner. L'atmosphère était chaude et humide, saturée d'une odeur de cuir, de rat, de sueur, de vin et de fromage. Quelques soldats mâchaient encore. Contre l'habitude,

ils faisaient peu de bruit en causant, échangeant de rares propos, sur les incidens de la journée, le goût du pinard, qui ne valait rien depuis deux semaines, et l'espoir qu'ils avaient de bien dormir. On s'appliquait à modérer le tapage. Tout à l'heure, le capitaine Hellequin, de sa voix de commandement, bourrue et pas fâchée, avait crié, de l'autre côté de la cloison :

— Vous m'embêtez, les enfans! Je ne peux pas rédiger mon rapport! Vous faites un train!

Une cloison de planches assemblées à la diable séparait seule, en effet, la chambre des hommes d'avec le poste où travaillait, à droite, le capitaine. Celui-ci, officier jeune, lieutenant avant la guerre au 1er régiment étranger, avait eu la chance, comme il disait, d'être nommé dans un régiment d'infanterie coloniale aux premiers jours d'août 1914. Comme les vrais chefs, il aimait le soldat, il le ménageait, il avait tout le temps, dans son âme résolue, une inquiétude cachée : « Tout est-il prévu? Ne manquent-ils pas de ce qu'ils peuvent avoir? S'ils se plaignent de la pluie, j'en souffre; s'ils se plaignent d'autre chose, je m'accuse. » Mince, long, un peu voûté, le visage en lame orné de deux moustaches tombantes, l'œil bleu d'acier, le regard insistant, dur d'abord, la voix grave, peu causeur, mais donneur de poignées de main, de bourrades et de mots d'amitié qui lui gagnaient les cœurs, on le voyait sans cesse en tournée dans les tranchées, surtout la nuit. Les hommes le surnommaient : « Dort pas. » Il avait coutume de dire : « A la guerre, il y a des choses qu'on ne voit bien que la nuit. » Rarement, il avait le temps et l'occasion de rappeler ses souvenirs d'Afrique. Cependant, il lui était arrivé de faire une étape, à pied, à côté d'un homme de son ancien régiment, et, pendant trois heures de route, les voisins avaient entendu de singuliers noms de villages, et aussi des noms de jumens arabes qui devaient encore galoper dans le sable, là bas : Sarbacane, Gavotte, Houleuse, Ficelle, Lady of my heart, Jactance, Olive.

A présent, transporté d'Afrique en Champagne, il tâchait d'être prêt, lui et sa tribu d'hommes, toujours, à tout. Il écrivait, les coudes appuyés sur une table boiteuse, si mal éclairé par une petite lampe à essence, qu'il était obligé de se pencher beaucoup, pour voir les lettres tracées par la plume, et que le bout de ses moustaches blondes, par momens, touchait le

papier. Les parois de la sape, ici comme de l'autre côté, étaient recouvertes de planches, que soutenaient des cadres de hêtre, mais on avait piqué aux murs des gravures empruntées à divers *magazines :* un général Joffre, en petite tenue, embrassant une enfant alsacienne; un défilé de troupes; la décoration d'un drapeau; une messe en plein air; la vue des ruines de Carency. Chaque image rappelait la guerre. Qui les avait clouées là? Combien d'officiers avaient dormi, écrit, songé, donné des ordres, attendu l'heure d'une ronde, d'une relève, d'une marche en avant, dans cette hôtellerie où tous les voyageurs sont jeunes, et fréquentent la mort? Sur une table, dans un angle, des verres, des assiettes en aluminium, étaient rangés, et voisinaient avec deux bidons, une brosse et un casque bosselé. Dans un retrait, au fond, deux couchettes superposées, faites en grillages de cages à poules, et, dans celle du bas, sous un amas de couvertures brunes, un homme ronflant.

Le capitaine finissait d'écrire son rapport; il jetait un coup d'œil sur le plan du secteur placé devant lui, ajoutait une phrase, consultait encore la carte, et reprenait la rédaction, d'une main ferme et sans hâte. Un peu de temps s'écoula. On n'entendait plus de bruit dans le logement des hommes, qui s'étaient jetés sur leurs couchettes. La porte des agens de liaison s'ouvrit; une tête barbue, coiffée du calot, apparut, demi-éclairée, le nez luisant, les yeux vifs dans le poil brun :

— Mon capitaine?

— Hein? qu'y a-t-il?

— Il est onze heures.

— Merci, Vignard.

L'officier montra, d'un geste du menton, le paquet de couvertures :

— Tu vois, il est malade. Y a-t-il encore un agent de liaison qui ne dorme pas?

— Un, je crois : Pierre Quéverne.

— Tu lui diras de venir avec moi.

— Bien, mon capitaine.

L'ordonnance ne se douta pas de la grâce qui lui était faite. Il continua de ronfler. Le capitaine travailla encore un moment, relut la pièce, plia la feuille en deux, la mit sous enveloppe, écrivit une adresse en initiales, et tendit le pli à l'homme qui était entré tout à fait.

— Tiens, Vignard, tu feras porter le pli par Simon, le signaleur. C'est pour le bataillon. Si on me demande, je suis dans le secteur...

L'homme aida l'officier à endosser le manteau bleu tout délavé par les pluies anciennes, blanchi, verdi par la craie de Champagne, puis souffla la lampe, et, tandis que le capitaine montait les vingt-deux marches de l'escalier, rentra dans le gourbi :

— Vite en haut, Quéverne! Tu accompagnes le capitaine en secteur!

Quéverne fut rendu dans la tranchée en même temps que son chef. Il avait le fusil à la bretelle, et le casque sur la tête. A dix pas devant lui, à l'entrée de la seconde descente, se tenait le capitaine, qui demeura immobile une demi-minute, réhabituant ses poumons, ses oreilles et ses yeux à l'air libre. C'était une nuit très douce; on voyait les étoiles entre les deux murs de craie; le remblai de gauche tout en plein et le sommet du remblai de droite luisaient à la lune levante.

« Il y a de la fusée, » pensa Quéverne.

Il alluma une cigarette, et trouva que la vie avait de bons momens.

— Viens, mon petit.

Quéverne suivit le capitaine, de ce pas roulant et souple qu'il avait pris aux vagues de la mer. Ils firent une centaine de mètres. Leurs souliers, frappant en mesure la claie à trottoir, soulevaient un bruit clair, qui remplissait et vivifiait cette fosse tournante et profonde. Une balle, qui avait dû ricocher sur les fils de fer, siffla et vint se loger dans le parapet, en arrière.

— Abeille! dit Quéverne.

L'officier, ayant observé trois petits nuages, voyageurs non pressés, au-dessus de la tranchée, murmura de son côté :

— Est Nord-Est, le vent est aux Boches. Faudra veiller aux gaz!

Un grondement sourd, prolongé, ébranla jusqu'à la fine pointe les nerfs du capitaine et de son compagnon. Mais ni l'un ni l'autre des deux hommes n'eut l'air d'y prêter attention. Le coup, — un départ de 120, — avait dû être tiré en arrière, à l'extrémité du secteur. Le bruit de l'arrivée se perdit dans les espaces. Pendant une minute, rien ne troubla plus le silence.

On marchait sur une bosse de la plaine. Le sol était sans caillebotis. Tout à coup, à un tournant, une rumeur de voix toutes proches, arrivant en surprise, fit s'arrêter le capitaine et l'agent de liaison, qui, le long des parois blanches, s'effacèrent. Une ombre apparut, qui n'avait que le sommet du casque dans la lumière douteuse.

— Qu'est-ce que c'est? demanda l'officier.

— Corvée de matériel de la 5e. On revient.

— Combien êtes-vous?

— Vingt.

Les hommes passèrent. L'officier s'éloigna, la canne en avant, d'une allure plus rapide, à présent que les muscles et les os étaient bien en mouvement, avec leur plein de sang renouvelé et leur huile dégourdie. Il allait sans hésiter, en voyageur qui connaît chaque pierre et chaque courbe de ce chemin en dentelures, dans lequel on ne voit qu'à trois pas devant soi, et qui croise d'autres chemins.

— Halte-là!

Le cri est sinistre dans la nuit. L'officier, dans l'ombre, aperçut la pointe d'une baïonnette qui dépassait la masse d'un gros pare-éclat. La voix reprit :

— Qui vive?

— France! Ronde d'officier!

— Avance au ralliement!

L'officier fit quatre pas, et s'arrêta de nouveau.

— Carency!

— Passez... ah! c'est vous, mon capitaine? J'vous reconnaissais pas.

— Bonsoir, Lépard. C'est bien, tu fais ton métier. Tranquille, la nuit, hein?

— J'y pensais. Y a des momens, c'est comme chez nous.

Ces mots-là mirent les trois âmes à l'unisson. Mais personne n'en dit plus long. Le devoir était pour l'un de rester, pour les autres de continuer la ronde. Bientôt, ayant tourné encore, invisible dans la craie taillée, l'officier arriva dans un bout de tranchée, long d'une dizaine de mètres, dont les parapets, plusieurs fois écrasés, rompus, creusés par les bombardemens, avaient été renforcés d'un rang, et, çà et là, de deux rangs de sacs de terre. Cinq hommes, immobiles, se tenaient debout sur la banquette de tir, aux aguets, l'oreille tendue. L'un d'eux, le

sergent, au bruit des pas, sauta de la banquette sur le caillebotis, et vint au-devant.

— Ah ! c'est vous, mon capitaine?

— Oui, Regnaud. Rien de neuf?

— Peu de chose. J'ai fait tirer plusieurs feux de salve, tout à l'heure, sur des travailleurs que j'entendais, en face. Depuis ce temps-là, rien.

— Allons, mes gars, on sera relevé demain. Ça se tire! Bonsoir ! Veillez !

Il n'alla pas loin, revint seulement un peu en arrière, et monta sur la banquette de tir, pour inspecter la plaine. Quéverne s'assit, le fusil entre les jambes : il connaissait le tour d'horizon.

Mettre la tête à la hauteur où étaient, voilà un an, les sillons des champs; non pas se tenir debout sur le terrain des anciens labours, mais aventurer son casque et son visage, petite forme ronde, pas plus grosse qu'un lièvre au gîte, et regarder dans la direction des lignes ennemies, voilà tout ce que pouvaient se permettre, après le coucher du soleil, les hommes du poste d'écoute. Une vaste nappe de terre inculte en avant, légèrement montante, sans un arbre, et que la pauvreté de la lumière privait de tout relief, une ligne de crête longue, en arc, assez nette dans la brume lunaire, et pareille à l'horizon de la mer : voilà ce qu'auraient aperçu des yeux non habitués. A quelle distance était cette crête? Deux cents mètres? Cinq cents? La lueur sans franchise de la nuit ne le disait pas. Le capitaine, lui, le savait. Il observait, un peu en deçà de l'horizon, un bourrelet blanchâtre, irrégulier, nacré par endroits, à cause des reflets : la tranchée allemande. Derrière lui, la plaine encore, mais descendante, coupée et recoupée de tranchées et de boyaux, chacun ayant ses rejets de terre crayeuse, entrelacés dans le gris sombre des friches, ressemblait, en son milieu, à un marais indéfiniment long, où luisaient, sous la lune, ces rides d'eau claire, qui s'éveillent la nuit, et qui meurent, et qui renaissent plus loin, dans l'ombre des roseaux. Silence partout. Partout des yeux qui cherchent, des armes chargées, des signaux A gauche, loin cependant, une fusée se leva des lignes ennemies, et éclaira le paysage de mort. L'officier put fouiller du regard le chaos des chevaux de frise, en avant, qui protégeaient le poste.

Au moment où la flamme s'éteignait, il crut apercevoir, au delà d'un reste de prairie, nappe verte, en longueur, trouée par les obus, quelques ombres suspectes. Deux coups de feu, un troisième à une seconde d'intervalle, partirent de la tranchée en face. On vit la gerbe fine sortir des canons de fusil, les balles sifflèrent au-dessus du poste, pas très haut. Puis le majesté de la nuit d'août rentra dans son domaine : le ciel et la terre lui appartinrent.

Pas pour longtemps.

— Pierre, dit le capitaine, donne-moi ton fusil.

Les cinq hommes épaulèrent en même temps, sachant ce qu'il allait faire.

— A mon commandement! Feu par salve! Joue! Commencez le feu!

Les six coups de fusil partirent ensemble, brisant l'ombre et le repos commencé.

— Régnard, fais partir une fusée à présent.

— Une grosse, à baguette?

— Oui, dépêche.

Un ronflement de soufflet de forge, une fumée énorme emplirent le poste d'écoute. La fusée monta, traçant dans le ciel une ligne d'étincelles, puis elle s'alluma, et, déployant son parachute, descendit doucement balancée en spirale.

L'officier observa le terrain devant lui, et, satisfait, quitta la banquette de tir. Les Boches étaient prévenus qu'on veillait, au poste d'écoute Plard (du nom d'un soldat tué en février).

La ronde continua. Les quatre postes d'écoute furent visités. On rencontra des travailleurs qui revenaient, d'autres qui partaient avec la pioche sur l'épaule; des « hommes de soupe, » des guetteurs. Pierre s'était rapproché du capitaine, qui lui demandait : « C'est vrai que tu joues du flageolet? où diable as-tu appris ça? »

Quand le quatrième poste eut été inspecté, avant de prendre le boyau du Puits sans Eau, pour rentrer au gourbi, le capitaine fit signe à Pierre Quéverne de s'asseoir près de lui, sur la banquette d'un bout de tranchée déserte. La lumière était maintenant presque vive. Il étudiait ce masque court, ces sourcils roux que séparait un pli profond, ces yeux qui ne craignaient pas le regard, cette bouche que relevait un sourire vague et sans gaîté, comme une sorte de défi qui s'adressait aux chefs et

aux hommes : cet ensemble de traits et cette physionomie qui n'avaient point de pendant à la belle 7e du 2.

— Alors, tu dis que c'est en mer que tu as appris ta sacrée musique?

— Un peu dans les cafés aussi, mon capitaine, à entendre des airs bien chantés par des femmes, et quelquefois par des hommes... Ça amuse les camarades, voilà.

— Quand nous serons au cantonnement, j'irai t'entendre jouer!

Ensemble, involontairement, les deux hommes tressaillirent : une volée de coups de canon, cette fois à droite et partis des lignes françaises, ébranla toute la nuit, tout ce qui veillait et tout ce qui dormait, et les moindres mottes. Le capitaine avait sauté sur la banquette. L'éclatement de quatre obus, presque en même temps, le bruit de l'air déchiré, le bruit de plainte aiguë, et qui va diminuant, emplit à son tour la vallée.

— Des travailleurs, dit Quéverne. Le cuistot me l'avait dit : les Alboches font un boyau devant le poste des *Deux Moineaux*. Ils ont dû remiser!

— Écoute?

Non, plus rien, à peine un piétinement de troupe, dans les couloirs de terre, pas très loin.

Le capitaine alluma sa pipe. Il connaissait bien presque chaque homme de sa compagnie, mal Quéverne. Ce Breton lui avait été représenté par le précédent commandant de compagnie comme une forte tête, un soldat sans instruction, peu discipliné, brave, et d'humeur inégale. Mais le nouveau capitaine, dédaigneux de la paperasse et des histoires de la vie civile, habitué par la guerre africaine à choisir les hommes pour les coups de main, en appelait à lui-même de tous les rapports qu'on lui faisait, et formait son jugement en causant avec ses soldats. Il n'avait jamais causé avec Pierre Quéverne. Il trouvait l'occasion de le connaître un peu.

— Dis-moi, mon petit, est-ce que tu as des enfans?

Les yeux de Quéverne se mirent à ciller rapidement, et la main gauche, glissant le long de la cuisse, empauma le genou, et, sans raison, le tint serré. Mais le regard ne quitta point celui du chef.

— Un seul, mon capitaine, une fille, Jeanne-Marie. Je n'ai

pas pu faire mieux, parce que... Enfin, peu importe. Elle a quatre ans depuis le 1er de mars...

— C'est gentil, à cet âge-là! Moi, j'en ai trois... Sans cette guerre, je serais peut-être en permission, avec eux, à Saint-Jean-de-Luz.

— Connais! Il y a une barre, à Saint-Jean-de-Luz, et des femmes qui enveloppent leur chignon dans un petit mouchoir de soie... Il y a aussi des épis de maïs qui sèchent aux fenêtres.

— Ça nous changerait, dis donc!

— En effet!

— Tu n'es pas de ce pays-là, je le sais.

— Non : Fouësnant, un patelin où il y a de jolies femmes aussi, et des belles fermes, et des bateaux.

— Tu regrettes?

— Ça dépend; des fois.

— Tu n'as pas peur, au moins, quand ça chauffe?

— Non, mon capitaine.

— Tu te bats bien? On me l'a dit, et, d'ailleurs, je t'ai vu.

— Que voulez-vous? Le faut.

— Pourtant, ça ne te serait pas égal d'être tué?

— Si.

L'officier se prit à rire :

— Alors, c'est que tu n'aimes pas ta femme?

Quéverne détourna la tête, regarda la muraille de terre blanche, tout près de lui, et essaya de rire aussi.

— Ma femme? J'y tiens comme à un indicateur de chemin de fer de l'an passé...

Il s'arrêta de parler, aussitôt qu'il eut dit cela, et se mit à pleurer.

— Allons, mon petit, en avant! Ce n'est pas pour bavarder que nous sommes aux tranchées.

Ils s'en retournèrent, mais plus près l'un de l'autre, ne se disant rien, songeant aux mêmes choses. « Comment l'ai-je fait pleurer si facilement? se demandait l'officier. Il a un drame d'amour dans sa vie, ce garçon-là : et c'est le secret de l'humeur inégale, et du flageolet pendant des heures, et de ce mépris de la mort, de ce va au-devant dont il a donné plusieurs preuves. Poilâne m'a raconté... Je me souviens... Moi aussi, le 6 juillet, je l'ai vu... Je connais cette espèce-là : c'est un grand cœur de France embourbé dans le chagrin. Ces sacrées femmes l'ont

fait souffrir. Il faut que je sache! Je puis l'aider, qui sait? »

Revenu à l'entrée de la descente, il attendit Quéverne, et lui mit la main sur l'épaule.

— Tu es un brave, c'est connu. Poilâne m'a raconté des choses anciennes, du temps de la retraite,... avant la Marne. Tu as défendu une ferme, avec trois camarades, contre un peloton de uhlans; tu as donné à l'arrière-garde du régiment le temps de faire sauter le pont... A propos, comment es-tu revenu?

— A la nage, donc, un marin!

— Pourquoi n'as-tu pas reçu la croix de guerre?... C'est vrai, elle n'était pas créée,... mais une citation?

— On n'avait pas le temps de citer; on f...... le camp.

— Et depuis?

— Faut croire que je n'ai pas eu de chance.

— Quand tu as été à l'attaque de la tranchée de la Gale, où le bataillon a perdu tant de monde, avant que je ne sois là, moi, Hellequin, pourquoi...

Le rire jeune de Pierre s'éleva entre les deux bords de craie. Une chouette, qui chassait dans les friches, passa, frôlant le remblai de ses ailes muettes.

— Le commandant a été tué, le lieutenant aussi, auprès duquel j'étais.

— Tu as pris la mitrailleuse, toi avec Chassaing, le Gascon! Tu l'as rapportée.

— Possible, mais vous savez : pas vu, pas jugé. N'y a que Dieu qui compte juste.

— Je tâcherai de faire comme lui. Car je n'ai personne, dans ma belle 7e, qui désire aussi fortement que toi la croix de guerre?

— Peut-être bien.

— Ni qui soit plus près de l'avoir!

— Faut l'occasion!

— Tu la retrouveras. Tu la guettes. Tu as un secret, mon pauvre gars! Garde-le, si tu veux; ne me le dis que si je peux te servir.

Sous la lune qui pâlit ce qu'elle éclaire, le visage de Quéverne était devenu tout blanc. Plus de rire, plus de feinte : le cœur était touché. Pour la seconde fois, devant son chef, l'homme redevenait le fils douloureux du closier de Champdolent.

— Mon capitaine, quand je ris, ne faut pas me croire, et

quand je pleure non plus. Le vrai, c'est que j'ai eu du malheur, et qu'il m'en reste quelque chose.

Hellequin se baissa vers l'oreille du soldat.

— Je sais que tu as eu une affaire désagréable... J'ai des papiers qui le disent. Ne tremble donc pas, mon petit, ça n'a plus d'importance... La guerre, c'est l'ascension, ou c'est l'abaissement. Pour toi, c'est l'ascension... Les hommes se mesurent au sacrifice... Tu as cherché à te racheter...

— Moi ?

Quéverne avait penché la tête en arrière, et, les yeux tout grands, la bouche ouverte, toute l'âme répandue sur son visage en peine, il regardait son chef.

— Oui, toi! Tu veux la croix pour effacer!... Parce que tu aimes ta femme...

— Je ne l'ai pas dit.

— Non, tu le penses. Tu veux reprendre ta place, parmi les tiens, près d'elle, près de ton enfant... Est-ce vrai ?

Pierre se détourna un peu, et regarda la terre, qu'il se mit à pétrir et à tourmenter du bout du pied.

— Trois ans bientôt, mon capitaine, que j'ai quitté la maison!

— Une maison où tu as été heureux?

— Oui, dans les commencemens, tout à fait. Ensuite, il y a eu de sa faute, et de la mienne,... de la mienne.

— Toujours ainsi, mon pauvre ami.

— Alors, je suis parti. C'est moi qui ai voulu partir. Et depuis : un homme aussi malheureux qu'un chien, auquel on ne pense pas.

— Qu'en sais-tu?

— Un homme qui ne reçoit pas une ligne d'écriture, pas un paquet... Qui ne comprend pas pourquoi il vit... Un homme qui habitait dans les bateaux,... à présent dans les tranchées... Et qui n'a pas seulement un endroit où aller en permission.

— Je lui écrirai, à ta femme! Je lui dirai ce que je pense de toi...

— Oh! pas encore! pas maintenant!... Mon capitaine, je vois bien que vous avez deviné : une autre fois, je vous raconterai!

Mais déjà l'officier, d'un geste prompt, l'avait attiré. Il mit un instant, sur sa poitrine, la tête du Breton, il la serra, comme celle d'un enfant.

— Va dormir. Oublie le passé. Je te promets qu'à la pre-

mière affaire où tu te distingueras, je te l'aurai, ta croix de guerre... Et ça sera fini d'être malheureux : ça sera le paradis !

A l'entrée de ce tunnel qui s'enfonçait dans la terre, au milieu des armées en guerre, dans la solitude apparente et le silence de la nuit d'août, ce qu'il y avait de plus caché dans son cœur, Pierre Quéverne l'avait révélé.

Il se redressa vite, fit le salut militaire, d'un air qui voulait dire : « Je suis à vous, mon capitaine, à la vie, à la mort ! » puis, en trois enjambées, il gagna la seconde entrée du souterrain, et disparut.

Hellequin descendit lentement les marches de l'escalier. Il poussa la mauvaise porte de son gourbi, alluma la lampe, et posa sa montre sur la table, à côté de son revolver. Puis, sur l'étagère clouée à la muraille de bois, il prit un calepin usagé, dépenaillé, dont l'élastique détendu s'enlevait en courbe longue sur la reliure, et chercha une note qu'il avait dû prendre dans les premiers mois de l'année. Sa physionomie, bien commandée, ne décelait pas l'impatience. Sur les pages du cahier, criblées de renvois, de chiffres, de croquis, il avait inscrit les ordres reçus ou donnés, des comptes, des appréciations, en caractères sibyllins, sur des hommes de troupe, les dates des grands jours de la guerre, et, çà et là, trois ou quatre lignes de souvenirs. Il fallut une application soutenue pour s'y reconnaître. Enfin, Hellequin mit le pouce sur le haut d'une page, où le mot de réhabilitation venait de répondre à ses yeux aux aguets. Il approcha la page de la lampe, et lut, à demi-voix :

« Loi du 4 avril 1915, *Officiel* du 7 : « Si le condamné appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, a été, pour action d'éclat, l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée, de la division, de la brigade, ou du régiment dont il fait partie, la demande en réhabilitation ne sera soumise à aucune condition de temps ni de résidence. En ce cas, la cour pourra accorder la réhabilitation, même lorsque ni les frais, ni l'amende, ni les dommages-intérêts, n'auraient été payés... etc. »

« Voilà, songea-t-il, pourquoi ce brave garçon s'expose, en toute occasion... La croix rétablira sa réputation, et peut-être son ménage... Quel mauvais coup a-t-il fait ? Je n'en sais rien. Quatre mois de prison : ça ne dit pas tout... Qu'il y en a autour de nous, dans le long sépulcre des vivans, creusé de Calais à Verdun, de ces peines sans confident, de ces pauvres

histoires qui tuent les hommes, comme la fièvre!... Une jeunesse douloureuse, comme c'est prenant! Je l'aime bien, ce Quéverne. Je m'informerai. Nous nous reverrons, et nous recauserons. »

Il regarda la montre. Elle marquait une heure un quart. Il enleva son manteau, le jeta sur la couchette du haut, et, à la force du poignet, se hissa au-dessus de l'ordonnance, toujours endormi et ronflant.

. . . .

Les jours passèrent. La compagnie alla au repos, elle revint aux tranchées de seconde, puis de première ligne, elle retourna dans le village, aux trois quarts détruit, où les hommes buvaient, jouaient aux cartes et dormaient. Pierre Quéverne et le capitaine Hellequin se trouvèrent bien des fois l'un près de l'autre : mais pour un court moment. Le salut du soldat, ou son regard, disait : « Est-ce que vous vous souvenez de moi? » D'un petit clignement d'yeux, l'officier répondait : « Oui, je me rappelle; à bientôt, Quéverne! » Mais le loisir pour l'un de raconter toute une histoire, et pour l'autre de l'écouter, l'élan qui engage à la confidence, la solitude qui la permet, l'occasion enfin ne se retrouva point. La guerre est ainsi faite, et même le temps de la paix.

V. — LA POMMERAIE

Ils ont leurs pommeraies aussi, dans la Bretagne, moins bien encloses qu'en Normandie, moins amoureusement travaillées, souvent moins proches des fermes, mais couvrant de grands espaces, orientées s'il se peut au Midi ou à l'Est, et belles aux deux saisons du printemps et de l'été.

La pommeraie de Kerjan était faite de deux champs enveloppés de haies, et, de l'une à l'autre pièce, par une charroyère, on pouvait passer. C'était le chef-d'œuvre du père Lanio, le verger d'un riche et d'un connaisseur : arbres choisis, sol profond, pente légère qui présentait au vent du Sud les couronnes épanouies et revêches des pommiers, tout s'y trouvait. Dans les bonnes années, — une fois sur trois environ, — la vente du cidre suffisait à payer le fermage. Or, 1915 était une bonne année.

Le matin du 17 septembre, la mère Lanio, reniflant l'air sur

le pas de la porte, et entendant le bruit mou d'une pomme qui tombait dans l'herbe, devant elle, à l'angle d'un pailler, avait dit à sa fille :

— Marie, faudrait aller aux pommes?

— C'est de trop bonne heure.

— Non, il y en a tant cette année, qu'elles ont commencé plus tôt à tomber. Alors, vas-y, ma fille! Dans les temps, ce n'est pas toi que j'envoyais ramasser les pommes, mais avec la guerre, tout change.

Marie, un peu en arrière, répondit :

— Tout change, en effet.

Et Marie s'en alla, sa mère la suivant des yeux plus longtemps que d'habitude.

Elle était, depuis le petit matin, dans la première pommeraie, et, sur le bout de ses sabots, la rosée avait séché, faisant de la boue. Certes, il n'en manquait pas, des pommes tombées. Elle avait apporté dix sacs de toile, le sixième était déjà à moitié plein. D'un pommier à l'autre elle allait, soulevant la poche par les bords qu'elle tenait à deux mains, et la portant appuyée contre son ventre et ses jambes. Elle avait commencé, tout à droite, par les pommes amères, la Féro-Bris, qui est de robe rouge et blanche, par moitié; puis la Féro-Rhu, presque toute rouge. A présent, elle ramassait les Féro-Guen, qui sont jaunes avec des points de carmin. Et, quand elle se relevait, tout en sueur, elle voyait encore, jaunes et brunes dans l'herbe, sous les grands parasols, en face, à droite, à gauche, jusqu'aux trois haies formant clôture, les pommes douces qu'on nomme, dans le pays, Petite-Bouteille et Rous-Coumoulen. Que de travail! Il faisait chaud. Le cri des bêtes de soleil se levait des terres fendillées, et l'air dansait sur les champs voisins.

Marie acheva de remplir le sixième sac, puis, se redressant, elle s'étira, et s'appuya au tronc d'un vieil arbre qui déjà perdait ses feuilles, et dont l'ombre ronde était percée de soleil. Elle était presque en haut de la pièce, et tournée vers les files descendantes des pommiers, lasse, les yeux vagues, ne pensant à rien, lorsque, devant elle, montant la pente, elle vit venir un soldat. Elle rejeta en arrière, d'un mouvement de ses deux paumes effleurant les tempes, les cheveux qui s'étaient collés sur ses joues, et elle pensa : « C'est un bel homme! » Il marchait vite. Il fut bientôt tout près, coupant à travers le champ

pour atteindre la charroyère. Lui aussi, il la regarda. Ils se reconnurent :

— Kerdudal !

— Marie !

C'était le second valet de Kerjan, celui qui était parti dès le commencement de la guerre, mais combien changé ! Le visage plein, les yeux fermes, une moustache drue et coupée ras, — un peu comme celle de Pierre, — le casque d'acier bleui sur la tête, les bandes molletières serrant la jambe, l'allure rapide et aisée, un air de vie et de défi, faisaient de lui un personnage nouveau : terrien devenu guerrier. En le voyant, elle eut une idée de la bravoure.

— Est-ce qu'ils sont tous comme vous ? demanda-t-elle.

Il se mit à rire, montrant ses dents, que le pain de là-bas avait blanchies.

— Ceux qui ne meurent pas, oui, ils ont bonne mine.

— Le courage ne leur manque pas, à ce que je vois ?

— On en a besoin plus que pour être ici : mais il faut bien, il faut bien...

— Et vous voilà au pays ?

— Mon tour de permission ! Demain, ça sera fini.

— Déjà ?

— Oui donc. J'ai passé à Kerjan : je n'ai trouvé que la patronne, et la petite, qui promet. J'aurais eu de la peine de ne rencontrer personne, parce que, vous comprenez, on ne revient pas souvent. Ma permission, je l'ai passée à Pleuven, où j'ai de la famille, comme vous savez. Je retourne. Il se prépare quelque chose dans le secteur.

— Une attaque ?

— Peut-être bien.

— Une grande ?

— Voyons, Marie, ça n'est pas la peine de vous en faire ? Vous n'avez...

Il allait dire : « Vous n'avez personne au danger. »

La jeune femme, rieuse jusque là, fut ainsi rappelée à sa misère, et elle joignit sur sa robe noire ses mains tachées de terre. Elle demeura un moment silencieuse, sans détourner son regard de Jean-Jérôme Kerdudal, qui, lui aussi, était devenu grave.

— L'uniforme que vous portez là, est-ce celui de la coloniale ?

— Oui. On est tous horizon, n'est-ce pas? Mais nous, on a un petit peu de rouge, vous voyez, un passepoil, un écusson, des rien.

Elle dit, essayant de sourire, mais n'y parvenant point :

— C'est plus gai.

Ils se sentirent tout tristes, l'un près de l'autre. Ils pensaient à Pierre. Ils ne le nommaient pas.

Et, pendant une minute, ils écoutèrent le vent, qui se levait avec la marée, et brûlait en passant les feuilles de la pommeraie.

— Nous autres, en Champagne...

— Ah! vous êtes aussi?...

— Oui...

Il s'arrêta encore. Décidément, cette Marie Quéverne, toute secrète qu'elle fût, laissait paraître dans ses mots, maintenant, qu'elle avait au moins de l'inquiétude pour son mari. En brave homme qu'il était, et tout simple, Kerdudal en fut étonné et content. Ses yeux s'arrondirent et cherchèrent à lire dans les yeux verts, qui allèrent, comme d'habitude, se percher au loin. Marie avait vu ce qu'il pensait, et, secouant son sabot droit, comme si une pierre l'eût gênée, retirant son pied et le remettant dans la chaussure, elle dit :

— Le passé est bien fini, mon pauvre Kerdudal. Mais on s'informe, à cette heure, de tous ceux qu'on a connus, même des parens très loin, et qu'on ne voyait plus. Voilà tout. N'ayez pas l'air jugé.

Il fut piqué, raidit le torse, fronça le sourcil, et dit rudement :

— Au fait, ce que vous pensez ne me regarde pas, Marie. Je suis à d'autres commandemens que le vôtre et celui de votre mère. Je ne sais pas si je reviendrai. Vos histoires, il y a longtemps que je n'y pense plus. On se bat. C'est mon métier maintenant. Et, du diable si j'ai le temps de me rappeler les petites batailles d'ici, quand vous vous disputiez avec Pierre Quéverne. Pourtant, j'avais une commission à vous faire.

— De lui?

— Non. Je ne l'ai revu qu'une ou deux petites fois. On est du même régiment, mais pas du même bataillon. Dans les relèves, on s'est dit bonjour, comme ça, à la volée. Et puis, c'est grand, la Champagne, plus que d'ici à Douarnenez! Vous

n'y entendez rien, vous autres de l'arrière. On est comme des taupes, dans les tranchées, on ne se rend pas visite... Non, c'est l'abbé que je veux dire, le frère aîné.

— Alain? l'aumônier?

— Justement. Il est venu me trouver, il m'a demandé si vous le recevriez, à Kerjan, au cas où il viendrait. J'ai répondu oui, comme de juste : lui, ce n'est pas comme votre mari...

Et craignant de s'être trop avancé :

— Vous ferez d'ailleurs ce que vous voudrez.

Vivement, elle répondit :

— Vous pouvez le lui dire de ma part : bien sûr qu'on le recevra, quand il le voudra.

— Quand il le pourra! Vous compterez peut-être des semaines, et des semaines, et peut-être des mois avant de le voir. Dans notre métier, sûrs de rien! Au revoir, Marie. Y aura du joli cidre, cette année. Envoyez-m'en, si vous pouvez!

Elle lui tendit la main.

— Au revoir, Kerdudal. Merci de la visite. Où allez-vous par là-haut?

Il étendit le bras, dans la direction de la Closerie, et, de ses larges souliers, brisant l'herbe de la pommeraie, se baissant pour passer sous les branches ou pour ramasser une pomme, il continua de monter vers la charroyère.

Marie, qui l'avait suivi des yeux, le vit traverser la seconde pommeraie, arriver près du talus, enjamber les épines, et sauter légèrement dans le chemin. Elle pensa qu'il se rendait à Champdolent, pour y donner peut-être des nouvelles qu'elle n'avait pas. Elle pensa aussi qu'il était un autre homme, ce Kerdudal, et que la guerre, prenant tous ces jeunes gars comme des apprentis, avait vite découvert et éduqué les courages cachés. « Beau soldat, pensa-t-elle, mais quel mépris il a pour moi! Il est dur d'être traitée comme je viens de l'être, par le domestique de ma mère. »

Encore plusieurs sacs à remplir : elle se courba de nouveau. Mais son esprit n'était plus en Bretagne. Elle cherchait à imaginer son mari, sous cet uniforme et cette bourguignotte, dans les tranchées qu'elle connaissait par les mauvaises photographies des journaux. Lui, bien sûr, il avait dû être des premiers à réussir dans la guerre. « Il était de bataille même chez nous, songeait-elle, peu endurant, peu commode, mais brave, on ne

peut pas le nier. Il doit être à son avantage, lui aussi... Qu'a voulu dire ce Kerdudal, en parlant des attaques prochaines? Est-ce qu'on sait déjà ceux qui feront le combat? Est-ce que Pierre serait désigné? Il est capable de se proposer, à cause de son courage,... et puis d'autre chose. J'aurais dû en demander plus long à ce passant qui ne reviendra peut-être plus, et qui m'a traitée, oui, vraiment, avec toute sorte de pensées cachées dans son esprit, comme si j'étais de ces femmes qui ont manqué à leur mari, tandis que c'est lui, mon mari, qui a... »

Et tous les reproches, et toute l'histoire fausse et vraie, indéfiniment travaillée par l'amour-propre et par le ressentiment, repassaient dans sa mémoire. C'était sa plaidoirie qu'elle refaisait toujours, qui lui donnait raison, mais ne lui donnait point la paix.

Pommes de Petite-Bouteille, pommes Rous-Coumoulen, les sacs finissaient par s'emplir. Le long des talus, dans l'ombre courte des arbres de la lande, là-bas, les bêtes se mettaient à l'abri. Marie regarda le soleil, entre les branches des pommiers, et vit qu'il était près de midi. Elle se sentit lasse, à cause de son chagrin qui ruinait sa jeunesse. Ce Kerdudal s'en était bien aperçu, oui, qu'elle était moins plaisante. Lui qui, autrefois, savait faire des complimens, il l'avait à peine regardée. Pour lui, Kerjan ne comptait donc plus, ni la mère, ni Marie, ni personne du pays? Quand il parlait des « gens de l'arrière, » on se sentait jugé. Était-il bien sûr, même, qu'il ne fût pas du parti de son mari? C'eût été le premier assurément, dans tout Fouësnant; comme la guerre leur avait tourné le cœur, à ces jeunes hommes! Elle jeta le dernier sac, qu'elle venait de prendre et d'ouvrir. Le vieux valet, ce soir, en venant avec la charrette, enlèverait les neuf sacs pleins, et remplirait le dixième.

Rentrée à la ferme, elle dîna de mauvaise humeur, et, comme sa mère, les deux valets partis, lui reprochait de n'avoir rien dit, Marie, replaçant les assiettes dans le vaisselier, là, entre l'armoire et l'escalier qui mène au grenier, répliqua :

— Je suis saoule de moi et des autres, saoule de travailler, saoule de vivre.

La mère pensa que c'était la grande fatigue de la moisson, qui n'était point encore passée, et elle répondit :

— Faudra voir le médecin, ma pauvre fille. Ils ont quelquefois des remèdes pour reposer le monde.

VI. — LA VISITE A KERJAN

Jeanne-Marie ressemblait à son père, ayant les cheveux d'un roux doré, abondans, toujours sortant du petit casque de velours pailleté qui les emprisonnait; des yeux ardens, jamais en repos; des dents un peu séparées; un teint vif comme celui des pommes rouges, et surtout une humeur mobile, exubérante et abattue dans la même minute, tendre à l'excès, curieuse de tout, qui fatiguait la grand'mère, et amenait souvent des disputes entre les deux femmes, l'une portée à gronder, l'autre qui défendait l'enfant.

Cinq ans bientôt : c'est l'âge où l'esprit se met en route. L'esprit tourne plus d'une fois le jour, comme le vent, mais on connaît bientôt la direction maîtresse. Marie, comme une veuve, et plus qu'une mariée, tenait près de soi l'enfant unique, et l'enveloppait de son ombre et de son inquiétude. On les voyait ensemble à la maison, dans les champs, sur les routes. A présent que Jeanne-Marie pouvait fournir une bonne course et, s'aidant des deux mains, passer un échalier, elle accompagnait souvent sa mère à Fouësnant, les dimanches, quitte à revenir dans la carriole de quelque voisin riche, ou à dormir là-bas, après la messe, une heure ou deux, chez Mme Daniel, ou chez Mlle Frigent la couturière. « Tu la gâteras tant qu'elle ressemblera à ton mari! disait la mère Lanio. Elle te suit comme un chien. Quand vous vous regardez, j'aime mieux m'en aller : on dirait que tu la manges! »

C'était vrai. Les enfans ne comprennent pas toutes les pensées qui nous viennent à cause d'eux, de leur visage et de leurs gestes, de leur tendresse pure, de leurs défauts déjà si vifs, de leur âge qui les met à l'abri de tant de maux dont nous souffrons. Quand nous les regardons, ils comprennent seulement que nous les aimons. Et c'est tant mieux. Marie aimait sa fille de l'amour imparfait qu'elle-même avait eu de sa mère. Elle ne la reprenait guère, ayant horreur des larmes. Mais il lui arrivait, lorsqu'elle était ou se croyait seule à la maison, ou quand elle emmenait Jeanne-Marie dans la campagne, de demeurer en contemplation, plus d'un quart d'heure, devant la petite, et de dire ensuite, comme si elle demandait pardon : « Allons, Jeannette, il faut pourtant que je travaille!

Dis à maman de travailler! » Et elle élevait l'enfant jusqu'à ses lèvres. Que de choses elle voyait ainsi, dans le paysage immense que sont des yeux d'enfant! Tout son passé, les jours pareils aux jours que vivait Jeanne-Marie, et les autres qui avaient suivi. Elle voyait Pierre, bien souvent, un peu à cause de la ressemblance, un peu par la propre pente de son âme, qui la portait toujours vers sa misère et vers sa joie ancienne. Sans qu'elle le cherchât positivement, elle vivait avec le souvenir de son mari, et la présence de l'enfant l'y contraignait. Mais il n'y avait point de repentir en elle : parce que l'âme était orgueilleuse toujours.

Septembre était passé. La grande attaque de Champagne avait eu lieu. Victoire française, avance de nos troupes, prisonniers par dizaines de mille, les mots et les chiffres avaient pénétré peu à peu jusqu'au profond des fermes et des closeries de Bretagne, et, tout de suite après la joie brève, un cri s'était élevé de bien des âmes en peine : « Depuis cette victoire, mon fils? mon frère? mon fiancé? mon mari, qu'est-il devenu? » Par la rumeur publique, Marie savait que Pierre avait écrit, le 29 septembre, à Champdolent. Elle n'était plus inquiète, elle qui ne l'était jamais autant que d'autres. Elle avait même dit une fois à Catherine Frigent : « Je ne méritais pas d'avoir des nouvelles une des premières, moi qui suis la moins mariée de la campagne d'ici. »

Alors, les pluies d'automne avaient commencé. Le vent, le vent qui n'arrête plus de souffler, pendant des semaines, poussait, sur les terres déjà mouillées, les nuages toujours pleins d'eau et le mugissement de la mer qui les a formés. On entendait se plaindre les récifs dans la nuit. Les vagues de fond et de surface travaillaient, coupaient le goémon mûr, et le jetaient sur les plages pour les semailles de printemps. Déjà, depuis des jours, les charrettes étroites et faites comme des carènes portées sur des roues, s'en allaient à vide vers la pointe de Mousterlin, et revenaient en geignant.

Le vieux Le Treff, un soir, après souper, devant la cheminée de Kerjan, s'étant frotté les mains qui craquaient comme deux sacs de noix, dit :

— Je ne pourrai pas, tout de même, charger tout seul le goémon, après-demain?

Il disait cela un samedi. Depuis quelque temps, on remar-

quait qu'il prétendait moins travailler et faire augmenter ses gages. Mais, cette fois, il n'avait pas tort de demander de l'aide.

Les deux fermières, la servante Josie et le biquart, qui formaient un demi-cercle, assis pour un moment, les mains tendues, et prenant ce qu'ils appelaient une poignée de feu, se turent. Cependant, personne ne se proposa pour l'aider. Car l'ouvrage était vraiment dur, pour une jeunesse comme Marie. Quinquis, malade depuis trois jours et grelottant de fièvre, ne pouvait pas aller à la grève de Mousterlin. Quant à Josie, elle devait toujours se tenir à la dévotion de la mère Lanio, et ne point quitter la maison. Le silence fut grand, dans la salle, aux murs de laquelle l'ombre seule remuait de cinq personnes immobiles. La flamme dansait devant l'écran noir de la plaque de la cheminée. Les lèvres demeuraient closes, mais les esprits parlaient et discutaient dans le secret. Chacun disait son excuse ou son droit plus âprement que dans le temps passé. La misère de la guerre déjà longue aigrissait la jalousie même, et la tournait en inimitié. Elle rendait le valet intraitable; elle empêchait la vieille Lanio de répondre : « Mon défunt allait bien tout seul au goémon, Le Treff; vous irez, ou bien je réglerai avec vous! » Le bon sens et aussi le bien de la terre demandaient qu'elle dît cela. Mais non : les hommes étaient rares, exigeaient de gros prix, et rompaient pour un rien. Un mot de plus, l'apparence d'un reproche, et Le Treff quittait Kerjan. Cette résolution que le valet avait déjà prise, et qu'on voyait dans son regard, comme une bête rasée, prête à bondir, occupa bientôt seule l'esprit de ces cinq travailleurs de la terre, penchés vers le foyer. Ils continuèrent de se taire si longtemps que la fermière toussa, bien qu'elle n'en eût point envie. Le vent descendait en roulant par la cheminée. Puis Marie, de sa voix nette, qui émouvait on ne savait pourquoi, déclara :

— Moi, j'irai à la mer, lundi, avec Le Treff.

La crise était passée, une ferme était sauvée. La mère Lanio, qui avait la rage au cœur, dit cependant à Le Treff, un moment après :

— Dites, Le Treff, prenez donc une bolée de cidre avant d'aller dormir? Ça vous fera du bien.

Elle alla verrouiller la porte, et s'assurer que toutes les fenêtres étaient bien fermées, et, passant et repassant, elle ne

pouvait s'empêcher de jeter un regard sur Marie, qui était toujours assise devant le feu, et de penser :

« Elle est meilleure que je ne croyais, celle-là; peut-être meilleure qu'elle n'a été. D'où ça vient-il? »

Comme elle n'était point d'un esprit très aigu, la mère ne trouvait qu'une réponse :

« Elle prend de l'âge. »

Le lendemain, dans l'après-midi, Marie était seule à la maison. C'était son jour de garde. La mère, les deux valets, avaient quitté Kerjan après le dîner de midi. L'unique bruit dans la salle, et on peut dire dans toute la ferme, était la chanson bretonne que chantait à sa poupée la petite Jeanne-Marie, assise à contre-lumière, devant le lit clos de grand'mère Lanio, et berçant, d'un mouvement maternel, tendre et enveloppant, un magot de carton-pâte acheté dans quelque foire du pays. La pluie continuait de tomber. Marie, ayant achevé de laver la vaisselle et de la ranger dans le vaisselier, près de l'escalier, comme elle était lasse et savait le prix de la paix, ne s'arrêta point à regarder l'enfant, mais l'ayant repérée seulement entre ses cils, traversa la pièce, à pas lents, et vint à la porte, qui était ouverte. L'eau coulait, roussie par le purin des étables, dans la cour où le pied des bêtes changeait chaque jour la forme des ornières et le nombre des mares. Derrière les paillers, au delà, le voile qui tombe du grand métier, le voile tissé par les grains de pluie devenait si épais qu'on ne voyait plus, au travers, que des masses confuses, ployées sous le poids de l'averse, et qui étaient les chênes anciens de Kerjan. A l'abri du pignon de la grange, dans une bande de terre sèche large de deux mains, et où poussaient toute l'année quelques tiges vertes de blé, des pigeons roucoulaient. L'ennui fit bâiller Marie, qui se détourna, et aperçut, à côté du pain enveloppé de linge, sur la table à manger, le livre où elle commençait à faire épeler Jeanne-Marie.

— Allons, mignonne, viens apprendre à lire?

L'enfant tourna sa tête blonde, les sourcils froncés, observant le visage de la mère, pour voir s'il suffisait de bouder pour que celle-ci lui dît : « Tu ne veux pas? Eh bien, reste! » Elle vit, au contraire, que Marie s'asseyait, et posait sur le banc, bien en équilibre, une ancienne boîte à bougies, sur laquelle l'écolière s'assiérait. Soudainement changée, la petite figure s'éclaira, et

l'enfant, se levant, sa poupée encore dans les bras, vint près de la table, et grimpa jusqu'à la boîte, en disant :

— Alors, je lirai la page où il y a un soldat?

La mère céda, sans réfléchir.

Il y avait un soldat au port d'arme, en haut de la page carrée où les lignes étaient rares, et courtes, et imprimées en gros caractères.

— « Nous som-mes des Fran-çais. Nous dé-fen-dons la pa-trie. Mon pa-pa est sol-dat... » Est-ce que j'ai un papa, moi?

Le doigt de la mère, qui suivait les syllabes sur la page, se leva, mû par un bondissement du cœur. Les deux visages se touchaient presque. Celui de la mère s'écarta lentement. Car il n'était jamais parlé du père dans la maison, si ce n'est par allusions, et de telle façon qu'un enfant ne pût comprendre. Les yeux verts se fermèrent un moment. Toujours lui! L'homme, chassé depuis des années, et toujours présent : dans les gestes de l'enfant et maintenant dans ses mots; dans le silence de la mère ou des valets; dans le souvenir dont on est si peu maître! Il fallait cependant répondre.

— Mais oui, tu en as un.

— Où il est?

— A la guerre.

— Pourquoi n'est-il pas revenu en permission, comme Kerdudal?

— Je ne sais pas.

Jeanne-Marie, voyant que la mère levait les yeux, du côté du plafond, répliqua :

— Si, tu sais!

La mère, pour éviter de rencontrer ce regard clair, passa le bras autour du cou de la petite, et la serra doucement, puis plus fort, puis encore plus fort, et lui dit à l'oreille :

— Petite Jeanne-Marie, dans le régiment où il est, il n'y a pas de permissions.

Une voix faible, du fond de la prison de laine et de chair, mais tout près du cœur, qui l'entendit le premier, demanda :

— Jamais?

— Jamais.

— Même après la guerre?

Une espèce de sanglot étouffé répondit : « Non! » Mais, aussitôt, la jeune femme se dressa debout :

— Qui est là?

Un homme secouait rudement la boue de ses souliers sur le seuil. Un parapluie ouvert, dégouttant d'eau, entra d'abord.

— Excusez, la compagnie, il fait un temps de chien!

Le parapluie fut fermé. Marie reconnut l'abbé Alain Quéverne, l'aîné de la famille. Il lui parut plus grand, plus décharné qu'autrefois, et tout grisonnant. Son visage d'ascète, et qui ressemblait à celui du bienheureux Vianney, curé d'Ars, n'avait d'épaisseur qu'aux pommettes, et finissait en pointe. Du front jusqu'au menton, il était de la couleur d'un vieil ivoire. Les yeux seuls demeuraient vivans, ardens, pareils à tous ceux de la famille. Il ne les baissait plus, il ne les détournait plus, comme autrefois, au temps des noces de Kerjan; mais, bien qu'ils fussent toujours commandés et tenus étroitement, la jeune femme vit qu'ils avaient pris, à la guerre, une sorte de résolution et d'autorité, comme ceux de Kerdudal, bien plus grande encore et plus impressionnante, et que, désormais, entre eux et tout être vivant, il y avait un monde d'images, à elle inconnues, qui ne le quittaient pas, dont il marcherait enveloppé jusqu'à la fin de ses jours, et qu'il apercevait devant lui, entre Marie et lui, en cette extrémité de la Bretagne, en cette heure de dimanche et dans cette solitude. Ces yeux-là avaient trop contemplé la souffrance et la mort. Ils en gardaient l'immense pitié de la vie. Marie sentit si bien cela, elle eut une telle certitude immédiate que cet homme la jugeait du point de vue de la mort, qu'elle pensa : « C'est comme un crucifix qui me regarderait. » L'abbé portait, pendue au cou, la croix émaillée des aumôniers militaires.

— Vous êtes donc seule ici, Marie?

— Oui, la mère est aux vêpres, et les domestiques sont au cabaret, comme d'habitude. Moi, c'est mon tour de garde... Si vous vouliez vous chauffer?

— Pas de refus! Vos chemins sont plus mauvais que la vie : il y a de la boue partout.

Elle alla chercher une chaise, remua les cendres, jeta, sur les tisons, des brins de chêne qui séchaient sous l'auvent de la cheminée, puis elle se tint debout, à contre-jour, un peu à cause de l'émotion qui l'empêchait de sentir la fatigue, et aussi par habitude de respect pour le prêtre.

L'abbé Alain étendit ses longues jambes, releva un peu la

soutane qui était mouillée, et ses gros brodequins de marche commencèrent à fumer. Ils n'avaient pas un pouce de cuir qui ne fût couvert de boue. Les ayant considérés un peu de temps, l'abbé, qui était penché vers le feu, les mains à plat sur les genoux, ses deux longues mains blanches, dit :

— Je suis content que vous soyez seule, parce que je viens vous parler de votre mari.

Elle ne répondit pas.

— Il a beaucoup souffert.

— Moi aussi.

— Il cache sa peine.

— Moi, comme lui.

— Pourtant, une des deux fois que je l'ai vu, nous étions seuls, il a pleuré.

— Il est faible, je le sais, car moi, si j'ai pleuré, personne ne l'a vu.

— Si vous n'avez pas pleuré, c'est tant pis, Marie !

— Parce que?

— Les larmes effacent les fautes.

— Vous êtes bien de votre famille, Alain ! Vous m'accusez !

Elle se recula de deux pas, et dit :

— Prends ta poupée, Jeanne-Marie, et va jouer dans la chambre de maman.

— Ah ! dit l'abbé, sans se retourner, elle était là? Je ne l'avais pas vue. Vous faites bien de la renvoyer. Ça peut se souvenir.

On entendit la porte s'ouvrir et se fermer, et le bruit de l'eau du toit qui tombait dans l'eau de la cour.

La femme de Pierre Quéverne, les bras croisés, se remit à faire contre son mari un discours qu'elle avait tenu souvent. Et lui, l'abbé, il la laissa parler sans plus la regarder. Ses brodequins et le bas de sa soutane fumaient comme une cuve de lessive. Il se taisait, tandis qu'elle répétait : « Vous auriez voulu qu'une femme comme moi habitât avec un ivrogne, un brutal, un condamné, n'est-ce pas? Mais dites-le donc ! » Quand il eut été interrogé ainsi jusqu'à trois fois, sentant, au fléchissement de la voix, que la colère baissait, comme un feu qui n'a que des restes de bois à consumer, il dit :

— Marie, regardez-moi dans les yeux.

Elle laissa tomber les bras, le regarda, les yeux bien

droits, à cause de l'émotion, elle qui les avait bigles, et elle dit :

— Voilà !

Et elle rougit en même temps, parce qu'il l'avait devinée, et qu'elle en était déjà sûre.

— Marie, je ne l'excuse pas, mais j'ai connu mon frère avant vous : il n'était pas mauvais avant de se marier. Il ne l'était pas dans les premiers temps de votre mariage. Voyez : j'ai dépassé d'assez peu la quarantaine, et déjà je suis plus usé que mon père ; j'ai connu le mal qui se fait dans le monde, parce que je suis ordonné pour le connaître et pour le pardonner : et j'ai dans l'âme la certitude que la première faute a été la vôtre.

La réponse ne vint pas. Il dit alors :

— Je vous remercie. Je vois que vous êtes bonne, au fond. Marie, quand on revient comme moi du pays de la mort, on peut dire à une autre créature : « Qu'est-ce que c'est que la gêne ? Qu'est-ce que c'est que la peur ? » Vous étiez faible, comme tant d'autres, comme nous tous. Vous avez eu peur. Vous n'avez pas pensé au devoir, au salut de deux âmes jointes en mariage, à l'aide que vous deviez donner contre le péché toujours rôdant : non, rien qu'à votre plaisir, à votre corps, à vous-même, à votre convenance. Vous n'avez compris, ni la misère de l'homme, ni la vôtre.

Il vit que la tête de cette fière petite Marie faisait un signe d'assentiment.

— Vous avez été appelée au secours, et vous n'êtes pas venue. Tout ce qui est arrivé par la suite, les querelles, l'homme adonné à la boisson, la mésintelligence, le départ, tout le mal a été rassemblé par vous. Il n'y a pas jusqu'à sa condamnation dont vous ne méritiez votre part. Car votre homme n'aurait pas tant couru la mer et la marine, s'il avait été heureux à la maison. N'en faites plus argument, des quatre mois de prison ; vous en avez abusé : ça ne prendrait plus aujourd'hui. Quand la terre boit du sang de France, on vous rirait au nez, et vous le savez bien, si vous faisiez encore la dégoûtée, parce que Pierre, voilà deux ans, a tiré deux pintes de sang à un gars de la Vendée qui voulait empêcher la Bretagne de passer. Il a eu tort, je le veux bien, mais il a racheté sa faute ! C'est un soldat entre les soldats...

— Ça ne m'étonne pas.

— Un homme qui ne tremble pas sous le bombardement...

— Je l'aurais parié.

— Qui se propose pour le danger...

— Alors, là-bas, tout le monde le regarde, mon mari?

— Et il faut que je vienne ici pour vous dire ces choses-là! Pour vous faire souvenir de lui! Depuis quinze mois, il vit dans cet enfer, et vous ne lui avez pas seulement envoyé une chemise pour son pauvre dos, un mouchoir pour pleurer, un paquet de tabac! Il a juste son prêt pour acheter un verre de vin, au cantonnement; il est vêtu de boue comme mes souliers, sans soutien, sans nouvelles, obligé quand même de faire bonne figure devant les camarades. Je vous dis qu'il est admirable! mais vous, qu'est-ce que vous êtes?

Les yeux de l'abbé cherchèrent en vain ceux de Marie, qui regardait le sol battu et inégal de la ferme. Il eut le sentiment qu'elle ne se défendrait plus; il reprit :

— Croyez-vous que les tentations manquent, là où il est? qu'il n'y ait pas des gueuses pour remplacer les femmes comme vous, et que vous soyez sans péché, s'il vient à pécher avec elles, ce que je ne sais pas, lui qui n'a pas l'ombre d'une tendresse humaine pour le secourir? Tenez, je souffre encore en pensant à l'air qu'il avait quand il m'a demandé, il y aura huit jours demain : « Savez-vous si ma Jeanne-Marie se souvient de moi? » J'ai été embarrassé. Il ne faut pas mentir, même pour faire du bien. Je lui ai répondu : « Non, mon pauvre, c'est trop petit. Ça n'a pas de souvenir. » Nous étions tous deux dans une maison en ruines, la sienne et celle de trente autres. Il a changé tout de suite de conversation, comme ceux qui ne veulent pas s'attendrir. De vous, il n'a pas parlé, Marie; du moins, il ne vous a pas nommée une seule fois : mais il vous avait tout entière dans le cœur, comme une noyée dans la mer. Il me disait : « Je suis celui qui n'a plus d'enfant! »

— C'est vrai!

— « Celui qui n'a plus de femme! »

— C'est vrai!

— « Celui qui n'a plus de maison! »

— C'est vrai!

— Marie, tout ce que j'ai dit depuis le commencement, jusqu'au moindre mot, n'est-ce pas vrai aussi?

Il entendit une voix très basse qui répondait :

— Oui, mon père.

— Alors, Marie, qu'attendez-vous?

Lentement, elle s'approcha, et elle se mit devant l'abbé, le dos au feu, le visage dans la lumière de la fenêtre, afin qu'il n'y eût point de doute, et qu'on vît bien que son âme était d'accord avec ses mots. Elle ne pleurait pas. Elle était toute droite. Elle avait l'expression de lassitude extrême et de joie commençante de ceux qui ont soutenu une grande lutte contre eux-mêmes, et qui en sortent victorieux.

— Que demandez-vous de moi?

— Qu'il sache au moins qu'il n'est plus seul sur la terre. Vous lui ferez dire ce que vous voudrez; vous prendrez le moyen qui vous conviendra. Demain matin, à la première heure, je reviendrai de Champdolent où je vais passer la nuit. Je n'entrerai plus à Kerjan. Je ne m'arrêterai pas.

— Où serez-vous?

— Je suivrai le chemin qui est derrière la ferme, pour aller dire ma messe à Fouësnant et, de là, repartir pour la Champagne. Si vous venez, vous me donnerez au passage la réponse. Ne faites rien trop vite; priez afin d'être éclairée; que la paix soit avec vous!

Il crut entendre que Marie répondait :

— Elle n'est pas venue.

Il s'était levé, et comme, en parlant, elle avait dressé la tête, car il était bien plus grand qu'elle, il lui traça sur le front, du bout de ses doigts consacrés, un petit signe de croix.

Ce fut leur adieu. Ils avaient le cœur, l'un et l'autre, tout plein de pensées grandes. A travers la salle, sans mot dire, ils allèrent vers la porte. Sur le seuil, Marie s'inclina. Mais le prêtre ne la vit pas. Il s'éloignait déjà, n'évitant point les flaques d'eau, les épaules courbées, le parapluie de coton bleu tenu à deux mains et pliant sous les hargnes du vent.

Le soir venu, la mère Lanio, qui rentrait du bourg, trempée et de mauvaise humeur, en accrochant son manteau noir au clou, s'aperçut que la lumière passait en lame sous la porte de la chambre de Marie, et elle ouvrit la porte.

— Que fais-tu là, encore, avec ta fille, devant la table?

Mais, aussitôt, Marie souffla la lampe, et vint au-devant de sa mère, à tâtons.

— Dis, que fais-tu là?

— Je lui donnais une leçon.

— C'est bien l'heure! Et pourquoi une lampe? Il fait encore jour, plus qu'à moitié : on fait assez de dépense! Allons! Vite à la cheminée! Les hommes vont être ici dans vingt minutes, et ils en feront, un train, si rien n'est prêt pour le souper!

A peu près vers la même heure, le closier de Champdolent s'entretenait avec son fils Alain. Après avoir causé dans la cuisine, où la servante n'avait cessé, pour savoir des nouvelles, d'essuyer les meubles, d'ouvrir et de fermer l'armoire, de souffler le feu, et de faire mille tours qui n'étaient point dans sa coutume, le père et le fils s'étaient retirés, afin de parler plus librement, dans la chambre à côté, celle qui fut la chambre de Pierre et de Marie. Assis en face l'un de l'autre, sur des chaises dont le bois était verni, — les seules belles chaises de la maison, — graves tous deux, l'un épais de visage, l'autre maigre, mais pareils de traits, pareils de cheveux, et devenus, par le même chagrin, comme voisins d'âge, ils rassemblaient en souvenir la famille dispersée. C'étaient deux chefs tenant conseil. Ils ne différaient guère de jugement. Leurs âmes étaient surtout occupées du ménage « qui n'allait point. » Mais l'abbé, comme il le devait, s'était gardé de raconter le voyage à Kerjan. Il était pâle encore de l'espoir entrevu. Il lui arrivait de sourire bonnement, au milieu d'une phrase. Le père s'en étonnait, et, n'ayant pas les mêmes raisons de confiance, essayait d'en trouver quelqu'une, et de rejoindre son fils, qui lui donnait le ton. Ils s'encourageaient ainsi l'un l'autre. Dehors, la bourrasque continuait. Elle n'ébranlait que le toit, tout le reste étant terre ou granit. Les chevrons se plaignaient d'avoir à porter tant de chaume, de pluie et de vent.

— Ah! disait le père, s'ils pouvaient, un jour, rentrer tous deux, et se remettre ensemble! Je vois que vous y avez songé comme moi, Alain. Il reviendrait, je suppose. Lui, je ne lui ferais point de peine, je vous assure; je le laisserais naviguer, puisque c'est son goût... Je suis encore un peu solide; avec le métivier et la fille, je pare au plus gros du travail. On se remettrait à vivre, quatre au lieu de trois, sans se gêner. Pour Marie, je ne suis pas aussi sûr...

— Qui peut mesurer le chemin que font les âmes? Je ne la crois point mauvaise, notre Marie,

— Moi non plus. Elle ne parle guère, elle est fière, comme une riche. Mais elle a pu changer, sans rien nous dire?

— C'est ma prière de tous les jours.

— La mienne aussi. Ça peut repartir du pied, ce ménage-là, comme un brin coupé. S'il faut vous dire tout, Alain, mon fils, je l'ai toujours bien aimée, même quand j'ai eu de la peine à cause d'elle, même depuis qu'elle a voulu s'en aller.

— Vous la rencontrez, les dimanches?

— Souventes fois. Nous ne nous parlons point, comme de juste, mais elle a une manière, tout de même, de baisser la tête et de la tourner un peu de mon côté, quand je passe : ah! mon enfant, l'amitié n'a point besoin de paroles! Elle traverse l'air!

Dans la chambre, l'ombre s'épaississait. L'un en face de l'autre, penchés tous deux, parlant à voix basse, le père et le fils bâtissaient en rêve l'avenir de Champdolent. Le temps ne leur durait point. Ils causèrent jusqu'à ce qu'il fît tout noir, jusqu'à ce que la servante vînt dire : « Quand ça vous plaira? Les crêpes sont sur la table. »

En se levant, le vieux closier passa près du lit de noyer, que couvrait toujours la couverture rouge, tendue, et sous laquelle les deux oreillers, côte à côte, attendaient.

Au petit jour, dans la brume traversée de pluie qui rendait tristes les champs, les arbres, les herbes sans lumière et sans relief, la porte de Kerjan s'ouvrit. Marie descendit les deux pas de granit, et tourna, à l'angle de la ferme. Elle avait jeté, sur ses cheveux, un châle de laine noire. Elle allait vite, ses sabots tout vernis par l'eau de la pâture qui relie Kerjan au réseau des chemins errans. Ceux-ci dormaient encore. Rien ne remuait, pas même les feuilles. Elle s'accota à un pieu fiché dans la terre, là où finissait la pâture. Le chemin, à sa gauche et à sa droite, s'enfonçait dans la campagne, entamé par les buissons, les gaulis, la chevelure broussailleuse des arbres des talus. Elle attendit, inquiète bientôt de tant de silence. Elle tira sa montre d'argent à laquelle elle ne se fiait point. C'était là que l'abbé Alain lui avait dit d'attendre. Mais n'était-il pas déjà passé? Il devait se lever matin et marcher vite, ce grand abbé qui ne s'arrêterait pas. Alors, que faire?... Non, il venait. Dans le creux de la pente, là-bas, ce bruit de fer sur un caillou,

puis ce bruissement de ronces frôlées et de feuilles mortes qui tombent, annonçaient l'approche d'un homme, et de celui-là, bien sûr, qui connaissait la misère du monde. Marie écoutait. Elle tenait sa main droite dans la poche de son tablier, et dans sa main... Il venait, la tête penchée vers la terre qu'il ne voyait point, unique passant de cette heure matinale, tantôt songeant à la ferme dont il s'approchait, tantôt à la messe qu'il dirait dans une demi-heure. La charité du Christ formait le lien. Il disait : « Pourvu qu'elle ait persévéré ! Car son âme a été touchée par la peine de mon frère. Elle a reconnu sa part dans la misère commune. Comme c'est beau de voir qu'on s'est trompé et de ne point nier son tort ! Je crois que le grand amour de soi, qu'elle apportait en mariage, hélas ! comme beaucoup d'autres, a diminué ; je crois qu'avec le temps, elle est devenue jalouse de celles qui souffrent plus qu'elle parce qu'elles ont mieux aimé. Tout ce qu'elle a dit si souvent pour accuser son mari, de vrai et de faux, toute la fontaine de ses médisances, est comme tarie. Il reste l'orgueil sans doute, qui peut se glisser dans le regret et l'arrêter, qui peut l'empêcher de demander pardon, de dire même un mot de pitié. Qu'a-t-elle résolu? Quel conseil a donné la nuit? Non, ce n'est pas elle qui conseille, je parle comme le monde : c'est vous, mon Dieu ! car Marie a dû vous appeler à son aide. » La pensée s'offrait à lui, et il ne la repoussait point, qu'il avait été préservé de bien grandes tristesses et tribulations, lui qui n'avait lié son sort à celui d'aucune femme. Il rendait grâces d'être libre, et éprouvait une joie merveilleuse à marcher dans la solitude. Puis l'inquiétude renaissait : « Marie? Marie? Qu'a-t-elle décidé? » Il venait, appuyé sur une canne de houx, paysan d'autrefois, devenu semeur et moissonneur pour un maître nouveau.

Il n'aperçut la jeune femme que quand il fut tout près d'elle, et, la voyant tout humble et toute pâle, serrée dans le châle de deuil, il eut un bon sourire pour la grâce de Dieu qu'il avait devant lui.

Elle était immobile, à deux pas dans l'herbe, attendant qu'il parlât.

— Eh bien ! Marie, que lui dirai-je à celui qui est seul?

Elle ne répondit pas, elle n'avait plus de forces, elle tendit vers lui une enveloppe jaune. L'abbé prit la lettre, et, se baissant, la fit descendre jusqu'au fond de sa longue poche.

Puis se découvrant, comme s'il saluait une croix :

— Chère pauvre femme, vous avez bien fait! C'est du bonheur que j'emporte, n'est-ce pas?

Elle fit signe que oui.

Un moment après, Marie se trouvait de nouveau seule dans la pâture, à la même place, troublée du grand trouble qui suit, d'ordinaire, l'humiliation acceptée, lorsque l'orgueil déçu cherche à deviner l'avenir, et souffle : « Voici que tu as tout fait; mais l'autre, que va-t-il répondre? » Par le chemin, dans le matin gris, Alain Quéverne emportait la lettre qu'il ne connaissait pas, dont il savait seulement qu'elle remettrait en joie une âme désespérée.

Dans l'enveloppe jaune, il n'y avait pourtant qu'une carte postale, de celles qui sont fleuries, en haut, d'un bouquet de drapeaux, et qu'on trouve dans tous les villages. Là, sur le côté réservé à la correspondance, Jeanne-Marie, dont sa mère tenait et guidait les doigts, avait écrit, d'une grosse écriture ronde, comme un chapelet de pommes :

« Mon cher papa, je suis grande, puisque j'écris presque toute seule, je suis blonde comme vous, maman dit que je suis souvent gentille, mais je voudrais vous voir. Demandez de ma part une permission à votre capitaine, vous qui n'êtes jamais revenu à Kerjan. Je serai contente, et maman aussi : c'est elle qui me le dit pour vous. Je vous embrasse à deux grands bras.

« JEANNE-MARIE. »

L'adresse avait été écrite par la mère toute seule : il n'y aurait donc point de doute. L'abbé avait eu raison d'enfouir la lettre au fond de sa poche, comme un trésor.

RENÉ BAZIN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LES YEUX DE L'ASIE[1]

III[2]

UN COMPTE PERSONNEL

La scène se passe à trois milles et demi de la frontière indienne, vers Kohat.

L'heure : au coucher du soleil. Chambre isolée dans une tour, où l'on atteint par une échelle posée à terre. Une femme afghane, enveloppée dans une couverture de coton rouge, est assise par terre sur ses talons, arrangeant une petite lampe de kérosène. Son mari, vieil Afghan à la barbe teinte, est étendu sur un lit indigène recouvert d'un drap rayé bleu et blanc. Il est blessé au genou et à la hanche. Un fusil du gouvernement est appuyé contre le lit. Leur fils, âgé de dix-huit ans, s'agenouille à côté du père, en dépliant une lettre. Tandis que la mère place la lampe allumée dans un retrait du mur, le fils prend le fusil et du bout pousse la porte entr'ouverte. La femme passe à son mari une pipe bourrée de tabac, en soufflant sur le morceau de charbon placé dans le fourneau.

Le fils, dépliant la lettre. — C'est écrit de France. Son régiment y est encore.

Le père. — Que dit-il au sujet de l'argent?

Le fils, lisant. — « Je suis rassuré d'apprendre que vous recevez maintenant d'une façon régulière ce que je vous envoie sur ma solde. Vous pouvez compter que la somme arrivera désormais chaque mois. J'ai aussi envoyé un supplément de onze roupies en plus de l'allocation : c'est un cadeau pour l'achat de la machine dont vous avez besoin dans vos affaires. »

Le père, tirant de sa poitrine un revolver bon marché plaqué de nickel. — C'est une bonne machine, et il est un bon fils. Qu'y a-t-il encore?

(1) *Copyright by* Rudyard Kipling.
(2) Voyez la *Revue* des 1er mai et 1er juin.

Le fils, lisant. — « Vous me dites que nos ennemis ont tué mon oncle et mon frère aîné, outre qu'ils ont blessé notre père. Je suis au loin et ne peux vous aider en rien. C'est un grand regret pour moi. Nos ennemis ont maintenant deux vies à leur passif. Il faut que nous tirions prompte vengeance. La responsabilité, je suppose, est entièrement sur la tête de mon plus jeune frère. »

Le père. — Mais je suis encore bon pour tirer assis.

La mère, doucement. — Ahmed songe à toutes les dispositions qu'il faut prendre. Les hommes blessés ne peuvent pas penser clairement avant que la fièvre ne soit sortie de leur blessure.

Le fils, lisant. — « Mon plus jeune frère disait qu'il voulait s'engager comme moi quand la moisson serait faite. Il ne saurait plus en être question. Dites-lui qu'il doit se consacrer à l'œuvre qu'il a sur les bras. » (C'est vrai, je ne peux pas m'engager maintenant.) « Dites-lui de ne pas s'égarer à la recherche des gens qui ont commis le meurtre actuel. Ils auront probablement cherché un refuge de l'autre côté de la frontière dans la zone du Gouvernement. » (C'est encore vrai, c'est exactement ce qu'ils ont fait.) « Réglez le compte avec les plus proches parens de nos ennemis, cela forcera les meurtriers, pour sauver leur honneur, à revenir et à s'occuper de leur propre affaire; alors, — Dieu aidant, — nous pourrons les ajouter par-dessus le marché. Vengez-nous sans retard. »

Le père, caressant sa barbe. — Sans retard... C'est la sagesse même. Mon fils est un homme. Que dit-il d'autre, Akbar ?

Le fils. — Il dit : « J'ai reçu une lettre de Kohat, m'annonçant qu'un certain homme d'une famille que nous connaissons est en route pour venir ici avec un détachement (1) afin de régler avec moi un compte qu'il prétend que j'ai ouvert. »

Le père, vivement. — Serait-ce Gul Shere Khan, au sujet de cette jeune fille de Peshawer?

Le fils. — Peut-être. Mais Ahmed n'a pas peur. Écoutez ! Il dit : « Si cet homme ou même ses frères désirent venir me retrouver en France, j'en serai charmé. Si, en fait, quelqu'un désire me tuer, laissez-le partir par tous les moyens. Je suis ici présent sur le champ de bataille. J'ai placé ma vie sur un plateau. Les gens de notre pays qui parlent de tuer sont des enfans. Ils n'ont pas vu la réalité des choses. Ici nous ne tour-

(1) De recrues.

nons pas la tête quand il y a quarante tués d'un coup. Les hommes disparaissent ici comme si on les avalait ; ils sont mis en pièces, comme la viande qu'on coupe. Quand nous sommes dans les tranchées, on n'a pas le temps de frapper un coup pour une affaire personnelle. Quand nous sommes au repos dans les villages, on a tué tout son soûl. Deux hommes nous ont rejoints le mois dernier pour rechercher un de mes amis intimes avec qui ils avaient un compte personnel à régler. Ils étaient d'abord de grands ferrailleurs. Ils allèrent même en volontaires dans les tranchées, quoique ce ne fût pas leur tour de service. Ils s'attendaient à pouvoir régler leur compte au cours de quelque bataille. Depuis ce tour de service, ils sont devenus tout à fait doux. Ils n'avaient vu jusqu'alors tuer les hommes que par un et par deux, à plusieurs centaines de mètres les uns des autres. Cette fois, c'était une autre affaire : ils étaient comme des mouches sur du sucre dans une épicerie. N'ayez donc aucune crainte pour moi : vienne qui voudra rejoindre le régiment. Il faut un fort estomac pour ajouter à la ration de notre gouvernement. »

La mère. — Il écrit comme un poète, mon fils. C'est merveilleux cette manière d'écrire.

Le père. — Tous les jeunes hommes écrivent de même au sujet de la guerre. Elle satisfait complètement tous leurs désirs. Que dit-il d'autre ?

Le fils résumant. — Il dit qu'il est bien nourri et qu'il a appris à boire le café français. Il dit qu'il y a deux sortes de tabac français, un jaune et un bleu. Le bleu, dit-il, est le meilleur. On les nomme ainsi d'après les papiers qui les enveloppent. Il dit qu'il ne faut pour rien au monde lui envoyer de l'opium ou des drogues, parce que la punition est sévère et qu'on est vite pris par les médecins du régiment. Il désire qu'on lui envoie un peu de forte teinture comme celle dont se sert notre père.

La mère, avec un geste. — De la teinture ! Lui ! c'est un enfant. Qu'est-ce qu'il a bien pu faire ?

Le fils. — Il dit qu'il désire gagner la faveur de son officier indigène dont les poils blancs commencent à se voir et qui n'a pas de teinture. Il dit qu'il remboursera le prix et qu'il n'y a rien à payer pour le colis. Il faut que ce soit de la teinture de henné très forte.

La mère, riant. — Elle le sera. Je la ferai moi-même. Cela

m'a donné un coup de l'entendre demander des teintures! Il n'en aura pas besoin pour lui d'ici vingt ans.

LE PÈRE, avec mauvaise humeur. — Lis toujours! Lis bien tout, tel que c'est écrit, mot pour mot. Que dit-il d'autre?

LE FILS. — Il parle du pays des Français. Écoutez! Il dit : « Ce pays est plein d'objets précieux tels que grains, charrues et instrumens, et moutons qui passent la journée couchés dans les champs sans personne pour les garder. Les Français sont un peuple vertueux et ne se volent pas les uns les autres. Il suffit qu'un homme s'approche de quelque chose pour qu'il y ait des yeux fixés sur lui. Prendre un poulet, c'est délier les langues de cinquante vieilles femmes. Je fus averti à mon arrivée que le témoignage de l'une d'elles aurait plus de poids que celui de six honorables Pathans. C'est vrai. Aussi laisse-t-on l'argent et les objets de valeur dans les maisons sans les mettre sous clef. Personne n'ose même y jeter un regard de convoitise. J'ai vu pour deux cents roupies de vêtemens attachés à un clou. Personne ne connaissait la propriétaire : pourtant c'est resté là jusqu'à son retour. »

LA MÈRE. — Voilà un pays qui me conviendrait. Deux cents roupies de vêtemens attachés à des clous! Elles doivent être toutes des princesses.

LE FILS, continuant. — Écoutez encore ces merveilles. Il dit : « Nous habitons dans des maisons de briques; les murs sont peints de fleurs et d'oiseaux; nous nous asseyons sur des chaises recouvertes de soie. Nous dormons dans de hauts lits qui coûtent cent roupies chacun. Il y a du verre à toutes les portes et à toutes les fenêtres. L'abondance de fer et de cuivre jaune, de poterie et d'ustensiles de cuisine en cuivre ne saurait être évaluée. Chaque maison est un palais rempli de pendules, de lampes, de candélabres, de dorures et d'images. »

LE PÈRE. — Quel pays! Quel pays! Que va-t-il pouvoir nous rapporter de tout cela?

LE FILS. — Il dit : « Les habitans défendent leurs biens jusqu'à la dernière extrémité, ne s'agît-il que de la valeur d'un demi-poulet ou d'un rognon de mouton. Ils ne gardent pas leur argent dans leur maison, mais l'envoient au loin pour le placer. Leurs taux d'intérêt sont très bas. Ils parlent entre eux d'emprunts et de gages et de gagner de l'argent, tout comme nous faisons. Nous autres, les troupes indiennes, nous sommes

estimées et honorées par tous, surtout par les enfans. Ces enfans ne portent pas de bijoux. Aussi n'y a-t-il pas de meurtre commis pour l'amour de la parure, excepté par l'ennemi. Ces enfans ressemblent à de petites lunes. Ils s'amusent à faire avec de la terre des figures d'hommes et de chevaux. Celui qui peut y ajouter des figures de bœufs, d'éléphans avec leurs palanquins, reçoit de grands éloges. Vous rappelez-vous quand j'en faisais moi-même? »

La mère. — Si je me rappelle? Suis-je une bûche de bois ou une vieille baratte? Continue, Akbar. Que dit encore mon enfant?

Le fils. — Il dit : « Quand les enfans ne sont pas à l'école, ils sont au travail dans les champs dès leurs plus jeunes années. Ils perdent vite toute crainte à notre endroit et nous font manœuvrer par les rues du village. Les plus petits nous saluent à tout propos. Ils souffrent peu de la maladie. Les vieilles femmes d'ici sont expertes en médecine : elles font sécher les feuilles des arbres et leur en font une boisson contre les maladies. Une vieille femme m'a donné une herbe à mâcher pour un ver dans ma dent : cela m'a guéri en une heure. »

La mère. — Que Dieu récompense cette femme! Je me demande de quoi elle s'est servie.

Le fils. — Il dit : « C'est ma mère française. »

La mère. — Quoi? qui?... Combien de mères a un homme? Mais que Dieu ne l'en récompense pas moins. Ça a dû être cette vieille dent double au fond, à gauche, en bas, car je me rappelle...

Le père. — Laisse donc, c'est guéri maintenant. Qu'est-ce qu'il écrit encore?

Le fils. — Il écrit pour faire ses excuses de n'avoir point écrit. Il dit : « J'ai été si occupé, et envoyé d'un endroit à un autre, qu'en plusieurs occasions j'ai manqué la poste. Je sais que vous devez avoir éprouvé de l'inquiétude. Mais ne soyez point fâchés. Que ma mère se rappelle que je ne puis écrire que quand j'ai l'occasion. Et le seul remède, quand on ne peut rien, c'est la patience.

Le père, grognon. — Ah! il n'a pas encore été blessé et il joue au médecin...

La mère. — Ces paroles sont sages et belles. Mais qu'y a-t-il encore sur sa mère « française? » Que le feu la brûle!

Le fils. — Il dit : « De plus, cette mère française que j'ai

en France est fâchée contre moi si je ne lui écris pas sur ma santé. Mère, comme vous, ma mère française fait tout ce qu'elle peut pour mon bien. Je ne puis pas louer assez par écrit tout ce qu'elle fait pour moi. Quand j'étais dans le village derrière la tranchée, s'il arrivait qu'un jour, pour raison de service, je ne fusse pas rentré le soir, elle venait elle-même à ma recherche et me ramenait à la maison. »

La mère. — Ah! ah! Elle le connaissait! J'aurais voulu pouvoir le prendre par l'autre oreille.

Le fils. — Il dit : « Et quand je fus envoyé en service dans un autre village, et qu'ainsi je ne pus trouver le temps d'écrire ni à vous, ni à elle, elle vint tout près de l'endroit où j'étais et où l'on ne permet à personne de venir et demanda à voir son garçon. Elle avait avec elle un gros paquet de provisions qu'elle m'apportait à manger. Que pourrais-je dire encore sur le souci qu'elle a de mon bien-être? »

La mère. — Toutes ces vieilles femmes sont des folles! Mais que Dieu récompense cette femme kafir (1) pour sa bonté, et ses enfans après elle... Comme s'il y avait des ordres capables d'écarter une mère! Dit-il à qui elle ressemble de visage?

Le fils. — Non. Il continue à parler encore des coutumes des Français. Il dit : « Les nouveaux hommes qui nous rejoignent viennent avec la conviction qu'ils sont dans le pays des Nakashas (2). Ce sont les ignorans qui leur disent ça à leur départ. Ne le croyez pas! Il fait toujours froid ici. On porte beaucoup de vêtemens. Le soleil est absent, l'humidité est toujours là. Pourtant cette France est un pays créé par Allah, et son peuple est manifestement un peuple de gens raisonnables qui raisonnent tout ce qu'ils font. Les fenêtres de leurs maisons ont de bons barreaux. Les portes sont solides, avec des serrures d'une sorte que je n'ai jamais vue auparavant. Leurs chiens sont fidèles. Ils rentrent leurs vaches et leurs ânes et leurs poules avec eux pour la nuit et les ont ainsi sous la main. Leur bétail va au pâturage et revient au moment voulu sous la garde des enfans. Ils taillent leurs arbres fruitiers avec le même soin qu'apporte un barbier aux oreilles et aux narines d'un homme. Les vieilles femmes filent tout en allant et venant. Les ciseaux, les aiguilles, le fil, les boutons sont exposés pour la vente dans des boutiques au marché. On porte les poules par les pieds. Les

(1) Infidèle. — (2) Démons.

bouchers vendent des morceaux tout préparés de volaille et de mouton qu'il n'y a plus qu'à faire cuire. Il y a de la graine d'anis, du coriandre et du très bon ail. »

LA MÈRE. — Mais tout ceci, tout ceci est comme chez nous.

LE FILS. — C'est ce qu'il dit. Il dit : « En voyant ces choses, les nouveaux hommes ont le moral tout remonté. Ne soyez pas inquiets de moi. Ces gens ressemblent exactement au reste de l'humanité. Ils sont, pourtant, idolâtres. Ils ne parlent à aucun de nous de leur religion. Leurs Imans (1) sont des vieillards de pieuse apparence vivant dans la pauvreté. Ils vont à leurs offices religieux même pendant que les obus tombent. Leur Dieu est appelé Bondir (2). Il y a aussi la Bibbee Miriam (3). On l'honore à cause de l'intelligence et de la capacité des femmes. »

LE PÈRE. — Hum !... Ah ! c'est mauvais pour la jeunesse de voyager ainsi. Les femmes sont les femmes dans le monde entier. Et après, Akbar ?

LE FILS, lisant. — « Il y a de saintes femmes dans ce pays, vêtues de noir, avec des cornes de toile blanche sur leur tête. Elles non plus n'ont aucune espèce de peur de la mort quand tombent les obus. J'en connais une qui me fait souvent porter des légumes du marché à la maison où elles habitent. Cette maison est remplie d'orphelins. La femme est très vieille, de très haute naissance et de tempérament irascible. Tous les hommes l'appellent Mère. Le colonel lui-même la salue. C'est ainsi qu'on trouve toutes sortes de gens mêlés ensemble dans ce pays de France. »

LA MÈRE. — Ah ! bien, du moins cette sainte femme était de bonne naissance, mais il paraît qu'elle a la langue un peu vive. Continue.

LE FILS. — Il dit : « A cause de mon habileté au fusil, j'ai été fait tirailleur. On me donne une place spéciale pour viser individuellement l'ennemi. C'est du travail qui me connaît. Ce pays était plat et découvert au début. Avec le temps il est devenu tout *kandari-kauderi* (4) de tranchées, *sungars* (5) et chemins de traverse dans la terre. Leurs visages se montrent bien derrière les meurtrières de leurs *sungars*. La distance était de moins de trois cents yards. Il fallait beaucoup d'adresse.

(1) Prêtres. — (2) Bon Dieu. — (3) La Vierge Marie. — (4) Coupé. — (5) Petites redoutes où s'abritent les tireurs.

Avant qu'ils se fussent habitués aux précautions, j'en eus neuf à mon compte en cinq jours. C'est plus difficile de nuit. Ils lancent alors des globes de feu qui illuminent tout le terrain. C'est un bon moyen, mais la dépense serait trop grande pour de pauvres gens comme nous. »

Le père. — Il pense à tout, à tout. Même à la terrible dépense que ce serait pour de pauvres gens comme nous.

Le fils, lisant. — « J'ai assisté aux funérailles d'une petite fille française. Nous la connaissions tous par son nom de « Marie » qui est Miriam. Elle ne se gênait pas pour déclarer que le régiment était son régiment à elle, à la face du colonel se promenant dans la rue. Elle fut tuée par un obus en faisant paître son bétail. Ses restes furent portés sur une civière exactement selon notre coutume. Il n'y avait pas de pleureurs à gages. Tous les pleureurs marchaient lentement derrière la civière, les femmes avec les hommes. Ce n'est pas la coutume de pousser des cris ou de se frapper la poitrine. On récite toutes les prières sur la tombe elle-même, car la terre où on ensevelit est considérée comme sacrée. Les prières sont récitées par l'Iman du village. La tombe n'est pas garnie de briques et il n'y a rien en retrait. Ils ne savent pas que les Deux Anges visitent les morts. On dit à la fin : « Que la paix et la miséricorde soient avec vous. »

La mère. — Voyez comme il écrit! Il aurait fait un grand prêtre, notre fils. Ainsi, ils prient sur leurs morts, là-bas, ces étrangers.

Le père. — Même un kafir peut prier, mais ce sont manifestement des kafirs : autrement ils ne prieraient pas dans un cimetière. Continue!

Le fils, lisant. — « Quand leurs prières furent faites, notre havildar-major (1) qui est orthodoxe récita le verset approprié du Coran et jeta un peu de terre dans la tombe. L'iman du village alors l'embrassa. J'ignore si c'est la coutume. Les Français pleurent très peu. Les femmes françaises ont de petites mains et de petits pieds. Elles ont une démarche comme si elles étaient de grande naissance. Elles s'entretiennent avec elles-mêmes en allant et venant; leurs lèvres s'agitent : c'est à cause de leurs morts. Elles ne sont jamais décontenancées ni à court de paroles. Elles n'oublient rien. Elles ne pardonnent rien non plus. »

(1) Le plus haut rang parmi les sous-officiers.

La mère. — Bon ! Très bon ! C'est le véritable honneur.

Le fils. — Écoutez ! Il dit : « Chaque village tient compte par écrit de tout ce que l'ennemi a fait contre lui. Si c'est une vie, il inscrit une vie, que ce soit homme ou prêtre, otage, femme ou bébé. Chaque corne arrachée, et chaque plume, toutes les briques et les tuiles brisées, toutes les choses brûlées, et leur prix, sont inscrits dans le compte. Les hontes et les insultes sont aussi inscrites; mais il n'y a pas de prix en regard. »

Le père. — Ça, c'est parfait. Voilà un peuple! Il n'y a jamais de prix pour la honte infligée. Et ils font une liste de tout cela. Merveilleux!

Le fils. — Oui. Il dit : « Chaque village tient son propre compte, et tous les comptes sont envoyés au gouvernement pour ses dossiers. L'ensemble du pays de France a ainsi un grand compte à régler avec l'ennemi pour les pertes, pour les vies et pour les ignominies. Ce compte a été tenu depuis le début. Les femmes le tiennent avec les hommes. Toutes les femmes françaises savent lire, écrire et compter dès la jeunesse. Aussi sont-elles en état de tenir le grand compte contre l'ennemi. Je crois qu'il est bon que nos filles aillent à l'école comme cela. Alors nous n'aurons plus de confusion dans nos comptes. Il s'agit seulement d'additionner les sommes perdues et les vies. Nous devrions instruire nos filles. Nous sommes des fous en comparaison de ce peuple. »

La mère. — Mais une jeune fille pathane n'a pas besoin de toute cette comptabilité pour se souvenir. C'est du temps perdu. Qui donc, dans une famille honorable, a jamais oublié une dette de sang? Il faut être malade pour écrire ainsi.

Le père. — On ne doit pas oublier. Nous pourtant, nous sommes à la merci des chansons et des contes. Il est plus sûr, — certainement c'est plus pratique, — de tenir un compte écrit. Puisque ce sont les hommes qui doivent payer la dette, pourquoi ne serait-ce pas les femmes qui tiendraient le compte?

La mère. — Les femmes peuvent tenir les comptes en faisant des marques sur un bâton ou sur une quenouille. Il n'est pas nécessaire pour une jeune fille de griffonner dans les livres. Elles ne finissent jamais bien. Elles finissent par...

Le fils. — Quelquefois, ma mère, quelquefois. Du côté du gouvernement, à la frontière, on apprend aux femmes à lire, à écrire, à compter et...

La mère, avec intention. — Que loin soit le jour où il en entrera une pareille dans ma maison comme fiancée ! Car moi, je dis...

Le père. — N'importe! Qu'est-ce qu'il dit, lui, sur ces femmes françaises?

Le fils. — Il dit : « Elles ne sont pas divisées d'opinion sur la question de savoir lequel de leurs ennemis il faudra rechercher d'abord. Elles disent : « Réglons le compte chaque jour et chaque nuit avec le groupe le plus rapproché de l'ennemi ; et, quand nous aurons ramené tout l'ennemi à la vraie manière de voir, nous pourrons réclamer ceux-là mêmes qui ont infligé la honte et l'injure. En attendant, peu importe que ce soit une vie ou une autre. » Ceci est de bon conseil pour nous dans notre affaire personnelle, ô ma mère.

Le père. — Oui, oui, en vérité, c'est un bon avis. Peu importe une vie ou une autre... Est-ce tout?

Le fils. — C'est tout. « Peu importe une vie ou une autre. » Et c'est bien aussi ce que je pense.

La mère. — « Une vie ou une autre. » Précisément! Et alors nous pouvons lui écrire tout de suite que nous avons tout de suite pris notre revanche.

(Elle prend le fusil de son mari et le passe à son fils, qui étend la main vers lui en jetant un regard à son père.)

Le père. — C'est sur ta tête, Akbar, que doit reposer ce compte, du moins jusqu'à ce que j'aille mieux. Essayes-tu cette nuit ?

Le fils. — Peut-être! Je voudrais que nous eussions la dispendieuse illumination de ces globes de feu dont il parle. (Il se lève à moitié.)

La mère. — Attends un peu : voici l'appel à l'*ishr* (1).

Le muezzin, penché en dehors de la mosquée du village, tandis que paraissent les premières étoiles. — Dieu est grand ! Dieu est grand ! Dieu est grand ! J'atteste, etc.

(La famille se dispose à la prière du soir.)

Rudyard Kipling.

(1) Prière du soir.

LES CAPTIFS DÉLIVRÉS (1)

DOUAUMONT-VAUX

21 OCTOBRE — 20 NOVEMBRE

III (2)

VAUX

I. — LA PREMIÈRE JOURNÉE DE LA BATAILLE DE VAUX

(24 octobre.)

Un officier allemand, fait prisonnier le soir du 24 octobre au Petit Dépôt, qui est un ouvrage fortifié sur la route du fort de Vaux, lorsqu'il apprit que le fort de Douaumont était entre nos mains, eut un moment de stupeur, puis, se ressaisissant, il déclara : « Vous avez pris Douaumont, mais vous ne prendrez pas Vaux. »

Il était dans le destin de Vaux, aurait dit le commandant Nicolaÿ, d'offrir chaque fois une résistance plus opiniâtre et prolongée que celle de son orgueilleux rival. Assiégé par les Allemands dès le 9 mars, le fort de Vaux n'était tombé que le 7 juin (3). Il s'était défendu trois mois et, même quand il fut investi (1er juin), le commandant Raynal et l'héroïque garnison y tinrent encore pendant six jours. S'il avait nécessité un si long siège, des pertes si considérables, l'usure de plusieurs

(1)

(2) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juin.

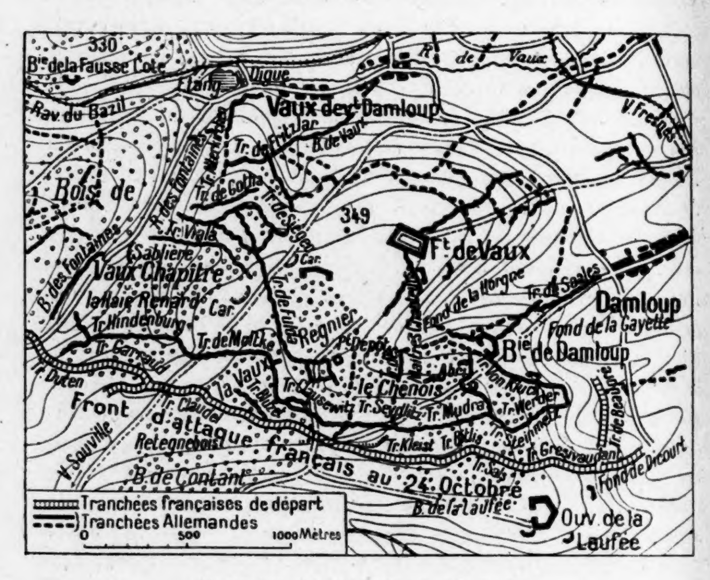
(3) Voyez, dans la *Revue* du 15 octobre 1916, *les Derniers jours du fort de Vaux* (9 mars-7 juin 1916).

divisions, il représentait aux yeux de l'ennemi un objectif d'une importance capitale pour son offensive sur Verdun. Il le couvrait du côté de la Woëvre qu'il domine; il lui permettait d'utiliser les ravins du Bazil, du bois Fumin, des Fontaines et les fonds de la Horgne et de la Gayette pour dissimuler ses mouvemens et préparer ses actions; il lui fournissait des vues sur Tavannes et sur Souville; il lui ouvrait enfin, par les bois de Vaux-Chapitre, l'accès de Souville, rempart de Verdun.

Le fort est élevé sur une hauteur arrondie qui est le dernier contrefort du massif de Souville sur la Woëvre. Cette hauteur, engagée entre le ravin du Bazil au Nord qui aboutit au village de Vaux-devant-Damloup, et, au Sud, le fond de la Horgne, ressemble à quelque lourd vaisseau échoué à l'embouchure d'un fleuve, car elle surplombe de ses pentes, d'abord lentes, puis raides, la plaine de Woëvre, pareille à la mer. Elle est entaillée de ravins profonds dont tous les noms sont devenus familiers : ravins des Fontaines, de la Sablière, du bois Fumin, de la Horgne, de la Gayette. A la suite des combats livrés dans cette région dévastée depuis des mois, le terrain est complètement bouleversé. Avec les trous, les fondrières, les arbres arrachés, les racines, les débris de toutes sortes, il oppose des obstacles naturels à une progression. Notre attaque devait s'étendre dans ce secteur, du Nez de Souville, sorte de promontoire au-dessus du ravin des Fontaines dont l'ennemi s'était emparé au début de septembre, jusqu'au fond de Beaupré que nous dominions et qui est séparé du fond de la Gayette par la crête qu'un régiment de Savoie a désignée ironiquement sous le nom de crête du Mont-Blanc. Elle avait pour objectif, en liaison à gauche avec le 401e régiment de la division Passaga, le bois Fumin à l'Est du ravin des Fontaines, jusqu'à l'étang de Vaux, la digue qui commande l'entrée du village de Vaux et le village même, toute la croupe portant le fort jusqu'aux pentes qui descendent à la Woëvre, le fond de la Horgne, le fond de la Gayette et le village de Damloup entre les deux. Ainsi la prise du fort serait-elle étayée par la possession des pentes et des ravins qui lui servent d'accès.

L'ennemi avait organisé, non sans habileté, sa plus solide ligne de défense très en avant du fort dont les ouvrages extérieurs, contrescarpes, fossés, coffres, observatoires, tourelle, battus par notre tir, étaient en mauvais état. Cette organisation

comprenait : 1° en première ligne, une tranchée continue, allant du Nez de Souville aux pentes Sud du fond de la Gayette (tranchées Hindenburg, Brochmuch, de Moltke, Clausewitz, Seydlitz, Mudra, Steinmetz, Werder, von Klück); 2° à un kilomètre environ en arrière, une seconde ligne, partant de l'embouchure du ravin des Fontaines (tranchées de Gotha, Hanau, Siegen dans le bois Fumin, Brunehild dans le fond de la



PLAN DE LA BATAILLE DE VAUX

Horgne, de Saales rejoignant la batterie de Damloup au village de Damloup); 3° entre les deux, une ligne de soutien non continue, comprenant divers points d'appui : la Sablière, la Grande-Carrière, le Petit Dépôt, l'Abri de Combat, la batterie de Damloup; 4° enfin, des trous d'obus transformés en repaires de mitrailleuses. Un certain nombre de boyaux étaient en construction pour relier la première ligne à la ligne de soutien ; trois de ces boyaux étaient terminés, boyaux du Petit Dépôt, des Maîtres-Chanteurs et de Tannhauser.

L'aile gauche du dispositif allemand était composée, du bois Fumin à Damloup, de troupes de la 33e division de réserve et

de la 50e division. La 33e division (67e, 364e et 130e régimens), qui avait subi de grandes pertes dans les combats du début de septembre, avait été reconstituée avec des renforts de bonne qualité, anciens soldats blessés et renvoyés au front. Elle tenait les organisations du bois Fumin et de la Vaux-Régnier, ses réserves dissimulées dans le ravin du Muguet et le fond du Loup. La 50e division (53e, 39e et 158e régimens) allait du bois Chesnois à Damloup, ses réserves dans le ravin de la Plume et au Nord de Damloup. Elle fournissait au fort sa garnison (deux compagnies du 53e). Elle était favorisée par un système défensif puissant et profond, incomplètement détruit par notre préparation d'artillerie. Les déserteurs et les prisonniers faits dans cette région, au cours des journées qui précédèrent la bataille du 24 octobre, déclarèrent que l'ennemi s'attendait à être attaqué et s'y préparait. Il n'y eut pas d'effet de surprise, tandis que Douaumont se croyait hors d'atteinte.

La tâche assignée à la division de Lardemelle, qui livrera la bataille de Vaux, est donc particulièrement délicate et difficile. Les régimens qui composent cette division (230e, 333e, 299e, 222e, plus un groupe de deux bataillons de chasseurs, les 50e et 71e, et un bataillon du 30e régiment) sont, je l'ai dit, fournis par des contingens du Dauphiné, de la Savoie, du Bugey. Peu ou pas de jeunes classes, des hommes mûrs, la plupart mariés et pères de famille, presque tous paysans, graves et braves, un peu taciturnes, et qui, après avoir donné leur sueur à la terre, sauront lui donner leur sang. « Si vous êtes en fâcheuse posture, déclarait le général de Négrier, s'il vous faut faire appel au dévouement et au cœur de la troupe, c'est le paysan de France qui vous tirera d'affaire. Croyez-en un vieux légionnaire. » Certes, nous ne serons jamais en fâcheuse posture pendant la bataille de Vaux; mais il faudra durement besogner. Tandis que leurs camarades de gauche, plus heureux, se reposeront le soir même sur les objectifs conquis, les soldats de la division de Lardemelle ne connaîtront pas d'arrêt jusqu'à leur relève. Mais ces paysans armés sauront remuer le sol et tracer peu à peu leur sillon. « Pour résoudre le problème posé à la division de Lardemelle le 24 octobre, a écrit un bon juge, problème qui s'est révélé formidable dès la première minute, il a fallu le paysan de France conduit par des cadres exceptionnels. » Ces cadres, souvent de petits capitaines de vingt à vingt-

cinq ans, que suivent, comme des fétiches, ces hommes qui ont passé la trentaine.

Le 23 octobre, les hommes occupent leurs tranchées de départ. Le 24 octobre au matin, ils sont prêts. Ils ne regardent plus en arrière, du côté du foyer, de la maison, mais devant eux, là, ce terrain défoncé que martellent nos obus, cette ligne imperceptible qui abrite l'ennemi. Malgré le brouillard, ils la peuvent apercevoir, car les lignes, sur presque tout le front du secteur, sont très rapprochées. Cependant la préparation d'artillerie sur le fort de Vaux devait se faire principalement dans la matinée du 24, et le brouillard empêche les réglages.

Le général de Lardemelle a disposé ses troupes en deux groupemens : à gauche, entre le Nez de Souville et la route qui conduit au fort de Vaux, le groupement Challe comprenant, de la gauche à la droite, le 230ᵉ régiment, le 333ᵉ (moins le bataillon de réserve de division), les deux bataillons de chasseurs (50ᵉ et 71ᵉ) et le bataillon Casella du 299ᵉ; à droite, entre la route de Vaux et le fond de Beaupré, le groupement Giralt composé d'un bataillon du 299ᵉ régiment, du 222ᵉ et d'un bataillon du 30ᵉ.

Il faut d'abord emporter la première ligne continue des tranchées ennemies, du Nez de Souville aux pentes Sud du fond de la Gayette, puis il faut parvenir à la seconde ligne qui appuie le fort à l'Ouest et à l'Est et pour l'atteindre forcer au préalable la série des ouvrages intermédiaires. Le fort sera le troisième et dernier objectif. Le départ dans le brouillard se fait dans un ordre et avec un élan magnifiques. Toute la première ligne ennemie tombe, sauf la tranchée Clausewitz au centre, et une partie de la tranchée Mudra un peu plus à droite. Mais les obstacles se multiplient. C'est une série de véritables forteresses qui exigent un siège : redoute d'Hindenburg au Nez de Souville, réduit de la Sablière dans le ravin du même nom, Clausewitz organisé en caverne avec retranchemens et meurtrières, Grande Carrière à gauche et Petit Dépôt à droite de la route du fort, Abri de Combat et batterie de Damloup à l'extrême droite. De ces réduits, les uns sont enlevés d'emblée, comme l'Abri de Combat, la batterie de Damloup, la Grande Carrière, mais la plupart retardent ou empêchent la marche en avant et ne tombent entre nos mains que la nuit venue : tels la redoute d'Hindenburg, la Sablière, Clausewitz le Petit

Dépôt qu'il faut contourner pour le prendre à revers. La bataille générale se rompt ainsi en une série d'épisodes que le commandement parvient à rassembler. Le soir du 24 octobre est un soir de succès, puisque notre progression est assurée, mais de succès laborieux et incomplet, et des ordres nouveaux sont donnés pour reprendre le lendemain l'attaque sur le fort et le village de Vaux. La journée qui, des carrières d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte, s'achève en triomphe, a été sanglante et disputée sur le sol bouleversé du bois Fumin et dans toute la région de Vaux. On continuera de s'y battre toute la nuit, et le matin du 25 trouvera encore les adversaires aux prises. La défense du fort se fait à distance, aux ouvrages qui le protègent comme des bastions avancés et qui, rendus, le laisseront à découvert.

***

Chaque épisode mérite sa relation. A la gauche du dispositif, entre le Nez de Souville et la Grande Carrière, opère le 230e régiment qui a pour chef le lieutenant-colonel Viotte. Le lieutenant-colonel Viotte, ancien chef d'état-major d'une excellente division, la 40e, est un petit homme brun, ardent, vivant, vibrant, à l'intelligence prompte, à l'énergie communicative. Il ressent à distance, par une télépathie merveilleuse, tout ce que ressentent ses hommes. — A la guerre on peut tout leur demander, déclare-t-il, et ce sont des gens paisibles de la montagne. — Le 6e bataillon, en liaison avec le 401e qui forme l'aile droite de la division Passaga, s'engage par compagnies accolées, la compagnie de droite avec deux sections d'assaut (1re vague), deux sections de renfort (2e vague), la compagnie de gauche avec ses sections en profondeur (quatre vagues d'une section chacune). Le 5e bataillon part à l'attaque, ses trois compagnies en profondeur, chacune avec trois sections d'assaut et une de renfort, mais les sections formées en colonnes d'escouade par un. — « D'un seul élan, dit le rapport du 6e bataillon, les officiers en tête, les hommes surgissent des tranchées en bon ordre, la baïonnette haute, et s'élancent en avant. Le lieutenant Seigner enlève ses hommes au cri de : « En avant les gars! vive la France! » Quelques coups de fusil allemands claquent, quelques hommes tombent tués ou blessés, et le lieutenant Seigner est du nombre de ces derniers. »

La bataille s'engage immédiatement. Dans la tranchée Brochmuch, les bras se lèvent, les Boches se rendent. Mais il faut que la section du sous-lieutenant Collonge tourne la tranchée Hindenburg pour s'en emparer, et voici que sur le Nez de Souville, aux ouvrages d'Hindenburg, — labyrinthe de tranchées profondes, avec de nombreux trous de renard, — se révèle un centre de résistance ennemie dont la garnison décidée sera difficile à réduire. Le sous-lieutenant Place en entreprend le siège avec sa section. Il en sort, vers midi et demie, une quinzaine de prisonniers. Une heure plus tard, nouvelle sortie : plus de trente, dont un officier. C'est l'effet des grenades bien ajustées. Mais combien sont-ils là dedans? A en juger par leur fusillade, ils doivent être encore en force. Avec l'aide du sous-lieutenant Rey et de sa section, le lieutenant Place, dont la section a été fort éprouvée, tente un assaut à la baïonnette, mais il est repoussé à coups de grenades. Arrive alors le lieutenant Condamin, — qui est prêtre de son état, — avec une section et demie. Il relève son camarade Place, poursuit le siège méthodiquement, multiplie les démonstrations, pourchasse l'ennemi de réduit en réduit, et, vers huit heures et demie du soir, il tient enfin l'ouvrage tout entier : ce qui restait de la garnison, quarante hommes et un officier, s'est rendu. Après quoi, il se précipite en avant pour rejoindre sa compagnie. Car les vagues d'assaut ont progressé sous le commandement énergique du lieutenant Sautier (22ᵉ compagnie), bientôt rejointes par la compagnie (23ᵉ) du capitaine Favre. Mais le capitaine Favre vient se heurter à la redoute de la Sablière qu'assiège déjà une section du 401ᵉ régiment. Un mouvement tournant, opéré par le sous-lieutenant Collonge, décide de la prise des abris où quarante-huit Allemands sont capturés avec quatre mitrailleuses. Le capitaine Favre poursuit sa marche sur le ravin des Fontaines jusqu'à la tranchée Gotha, en liaison avec le 401ᵉ régiment qui arrive sur la croupe de Vaux-Chapitre.

Dans un tel fouillis d'actions, il faut bien commettre l'injustice de choisir et, si l'on rencontre visage plus plaisant ou plus émouvant, le dessiner en deux traits. Les jeunes gens, sur cette guerre longue et triste, jettent un charme d'aisance chevaleresque. Plus détachés du passé, ils se donnent avec plus d'élan à la tâche sacrée. Ce capitaine Favre est à peine majeur, et son grade lui a été donné à titre définitif. Entré à Saint-Cyr un an

avant la guerre, il n'a passé qu'un an à l'École. Où il a gagné sa croix de la Légion d'honneur, à son âge, comment le saurais-je? il ne parle jamais de ce qu'il a fait. Il est aussi simple dans la bonne fortune que dans la mauvaise, à quoi on le peut reconnaître pour Savoyard. Car le Savoyard ne s'en laisse pas accroire. Les maux ni les honneurs ne triomphent aisément de son humeur placide. Il supporte les uns et les autres avec sérénité. Sa philosophie naturelle lui a enseigné qu'ils finissent. Voici donc le capitaine Favre, après la prise de la Sablière, descendu dans le ravin des Fontaines. Il y cause avec le lieutenant Féron, qui commande la compagnie de droite du 401e. La liaison entre les deux divisions est parfaite. Puis il arrive à la hauteur de la tranchée Gotha, sur les pentes Ouest du bois Fumin, un peu au-dessus du ravin des Fontaines. Ses patrouilles n'ont pas trouvé le contact de l'ennemi. Il pourrait poursuivre la marche en avant jusqu'à son dernier objectif qui est l'étang de Vaux, mais la résistance rencontrée par les compagnies de droite de son bataillon sur la crête et les pentes Est de ce bois Fumin ne lui permet pas de continuer son mouvement. Il doit rester sur place et fait construire une tranchée qui, le lendemain matin 25, offre déjà une protection efficace. Le matin du 25, il ne peut se résoudre à l'immobilité et il se décide à envoyer une forte patrouille aux abords de l'étang. Ma foi, sa compagnie est à l'abri dans la tranchée qu'elle a creusée : il accompagnera, ou plutôt il conduira sa patrouille composée du sergent David et d'une douzaine d'hommes. « J'en suis aussi, » réclame son camarade, le capitaine Fonbonne, qui l'a rejoint. Le ravin des Fontaines débouche à l'étang de Vaux ; au delà, du côté du village, est la digue. La petite troupe va jusqu'à la digue. Brusquement, comme le capitaine Favre, qui est devant, visite une tranchée allemande entièrement bouleversée, il aperçoit un Boche fumant tranquillement sa pipe à l'entrée d'un abri, au-dessous de lui. Car, dans cette guerre aux larges espaces, on fume tranquillement sa pipe ici, tandis qu'on s'égorge à côté. La bataille fait rage devant la tranchée Gotha ; devant le village de Vaux, l'Allemand se croit en villégiature. Vaux, dont la conquête a donné tant de mal, ne peut être repris d'un coup : on a le temps de voir venir. Le capitaine Favre fait signe à ses hommes de se terrer sans bruit. Il a déjà arrêté son plan. Ce sera un beau coup de filet : toute la garnison des abris faite

prisonnière. Mais il lui faut un renfort de grenadiers pour opérer plus sûrement. « Je vais les chercher, » dit Fonbonne. Il en ramène une dizaine aux musettes bien garnies, sous la conduite de l'adjudant Perret. Pendant son absence, le Boche n'a pas cessé de fumer, ni Favre de l'observer et d'étudier le terrain et les ouvertures des abris. Le chasseur à l'affût n'est pas plus attentif à la surveillance du gibier. Mais le gibier ne va-t-il pas le dévorer? Voici qu'à l'instant même où il va ordonner d'occuper toutes les issues, une section d'infanterie débouche à trente mètres de lui, en colonne par un, venant du village de Vaux. « Couchez-vous, » commande-t-il à voix basse. Les hommes se collent au sol. Ils ne sont pas vus, et la colonne s'engouffre dans les cavernes. Cela fait bien du monde là dedans, et il y a peut-être d'autres ouvertures. Le jeune chef est un vieux routier avisé et prudent. Avant de risquer l'aventure, il convient de mettre de son côté toutes les chances. Il demande deux volontaires : le caporal Farjon et le soldat Arpaillanges se présentent les premiers. A eux trois, ils font une nouvelle reconnaissance des abris. Cependant, à l'une des entrées, le Boche fume toujours sa pipe. On se décide à lui mettre la main au collet : s'il appelle, on le tue. Il lève un œil étonné, prend à la main sa pipe, car un homme à demi étranglé ne peut tirer une bouffée, et se tait. On l'interroge rapidement : il fournit les derniers renseignemens utiles. Le capitaine Favre, prompt à l'exécution, une fois qu'elle est résolue, range ses hommes aux diverses entrées. Une grenade suffit; les Allemands, sans difficulté, sortent de leurs trous : plus de soixante, dont un lieutenant et une paire de médecins. « Est-ce tout? » demande Favre à l'officier. L'officier ne répond pas, mais ses soldats font signe que non derrière lui. Évidemment, une ou deux nouvelles grenades convaincraient les récalcitrans, mais le capitaine Favre, prudent pour ses hommes, ne l'est guère pour lui-même, et, par surcroît, il est généreux comme un paladin. Il descend tout seul dans le réduit, son revolver en main, et il lie conversation avec les retardataires, leur affirmant qu'il ne leur sera fait aucun mal. Les derniers sortent à leur tour : le total est de quatre-vingt-deux. Maintenant, il faut revenir, avec cette forte colonne, quatre fois plus nombreuse que son escorte. Le retour risque d'être compliqué : un agent de liaison vient prévenir le capitaine Favre que des élémens ennemis progressent sur sa

droite. On presse le pas : une mitrailleuse du 401ᵉ protège le défilé en tirant sur la crête du bois Fumin. Le terrain est mauvais, défoncé, glissant, boueux. Favre se fait une entorse et doit rester en arrière. Aussitôt, il a les deux majors allemands à ses pieds qui le palpent, le frottent, le massent et multiplient leurs services. Appuyé sur cette singulière garde d'honneur, il parvient à rejoindre sa compagnie, mais il doit céder le commandement au sous-lieutenant Place...

A droite de la compagnie Favre, les 22ᵉ et 21ᵉ compagnies s'étaient heurtées, le 24 octobre vers deux heures de l'après-midi, aux défenses de la tranchée de Gotha. L'ennemi retranché, payant d'audace, sort de l'ouvrage avec ses mitrailleuses. Le sous-lieutenant Hugonnenq, fils du doyen de la Faculté de médecine de Lyon, officier remarquable et d'un courage éprouvé, est tué; son camarade, le sous-lieutenant Favrichon, blessé. Mais, aidés par la demi-section du sergent Brochier, ils ont eu le temps de jeter leurs sections sur l'ennemi qui se replie. Le brouillard se dissipe, les avions volent au-dessus du fort : sans savoir encore les nouvelles, par ces mystérieuses affinités qui traversent les airs comme des oiseaux migrateurs, les hommes ont la sensation de la victoire. Cependant les mitrailleuses allemandes les empêchent de progresser au delà de ce premier bond. La nuit les surprend quand la lutte n'est pas finie et quand la ligne demeure incertaine. Les officiers cherchent à réparer cette confusion. « On n'entendait pas un bruit, a écrit le capitaine Fonbonne, commandant la 21ᵉ compagnie ; seulement retentissaient par instans les appels de trompette lancés par une fraction allemande que nous encerclions sur le Nez de Souville et qui tentait ainsi de faire savoir qu'elle résistait encore. » Ces mélanges ne sont pas rares au soir d'une attaque. La mort du sous-lieutenant Philippe va être causée par un retour offensif de l'ennemi à l'intérieur même de nos lignes. Le sous-lieutenant Philippe veillait sur ses hommes qui remuaient la terre pour creuser une tranchée. Il allait de long en large, la pipe à la bouche, la canne sous le bras. Soudain il entend des pas derrière lui : est-ce un renfort, ou une relève? Sans méfiance il se retourne, il aperçoit des ombres. L'une d'elles s'avance et prononce ces paroles étranges en un français parfait : « Nous venons nous rendre. Où est l'officier? — C'est moi, » dit Philippe s'avançant et couvrant ses hommes. « Un

coup de feu, ajoute le capitaine Fonbonne à qui je dois ce récit, quelques grenades, des ombres qui traversent, fuyant vers les lignes allemandes, puis plus rien. Philippe était tombé sans un cri, atteint d'une balle au cœur, tué par un parti allemand égaré dans nos lignes et qui tentait par ruse de fuir vers le village ou le fort de Vaux. Ses hommes le ramenèrent près de moi, et durant la nuit, longue nuit de froid et de faim, je fis la veillée funèbre, alors qu'à quelques cents mètres Goury, qui devait mourir le lendemain, pleurait son ami disparu. »

Philippe et Goury, sous-lieutenans à la même compagnie du 230e, étaient tous deux instituteurs en Haute-Savoie. Une de ces amitiés comme la guerre en noue les unissait, et pourtant ils étaient, d'apparence, si différens! Philippe, grand, sec, robuste, plutôt silencieux, presque rigide, cœur ardent et sensible sous une écorce rude; Goury, court et replet, la face pleine et réjouie, le cœur sur la main, la plaisanterie sur les lèvres, gai dans les plus dures traverses.

Comment ne rendrais-je pas un hommage rapide à mes deux glorieux compatriotes? Auguste Philippe, né à Beaumont (canton de Saint-Julien-en-Genevois), avait trente-trois ans. Fils de cultivateurs, il sortait de la terre : elle fait les races les plus solides et les plus soumises au devoir, car elle est exigeante, mais bonne conseillère. Un de ses frères, soldat au 140e régiment, a été tué en Champagne en septembre 1915. Instituteur à Saint-Didier, il s'était marié selon ses goûts : tandis qu'il enseignait les petits garçons, sa femme instruisait les petites filles. Ils pratiquaient le même idéal de solidarité humaine. Ils étaient heureux, ils attendaient leur quatrième enfant, quand sur cet humble bonheur la guerre éclata. La maladie vint compliquer la séparation. Philippe, appelé comme sergent instructeur au 30e régiment à Annecy, dut laisser sa femme en péril. Elle fut sauvée et il put obtenir une brève permission pour la revoir et, avec elle, le nouveau-né. Le 12 octobre, il partait pour les Vosges avec le 230e et ne devait plus quitter le front. Ces détails de famille rappelleront à tant de soldats les épreuves qu'ils ont traversées. Une vie en reflète des milliers d'autres. C'est pourquoi il faut, de temps à autre, descendre au fond d'une vie.

Philippe est nommé sous-lieutenant en novembre 1914; il

est cité à l'ordre de sa division le 25 juin 1915. Mais les honneurs militaires ne lui inspirent aucune vanité : il vit en dedans, sans cesse ramené vers les siens par la pensée, et l'on peut suivre dans ses lettres à sa famille le travail intérieur qui le conduit à l'acceptation complète du devoir, à l'oubli de soi, au sacrifice accompli pour le pays, à l'exemple donné pour le soutien moral de sa femme et de ses enfans. Il était parti sans enthousiasme, parce qu'il le fallait, et même il était de ceux à qui la guerre apparaissait comme une monstrueuse erreur du passé. Ses premières lettres sont pleines de conseils touchans sur l'éducation de ses enfans et de tendres souvenirs. La paix de son foyer le suit. Des chers petits il veut tout connaître. On devine les profondeurs du sentiment paternel. Puis un autre souci le prend peu à peu; souci du chef qui s'accorde avec sa conscience professionnelle si délicate, presque scrupuleuse et rigoureuse : souci de ses hommes, des hommes qu'il doit diriger et conduire au combat. Son idéal tout humain trouve à s'appliquer. Ces hommes qui dépendent de lui, il les veut connaître, il veut se faire aimer d'eux, leur inspirer confiance.

Il écrit en toute simplicité, sans rien exagérer, sans rien dissimuler. Aucune vantardise, mais peu à peu on découvre chez lui cet oubli complet du danger que le devoir recouvre. Il est si préoccupé de sa tâche, « qui est de conduire ses hommes, de les rassurer » qu'il en omet d'avoir peur, et, pour un peu, il s'en excuserait. Il ne cache pas à sa femme les risques qu'il court, mais il les diminue pour ainsi dire en les rendant familiers : « Tu n'es pas de celles à qui il faut donner des illusions de fausse sécurité. Je t'estime plus haut que cela... » Il lui recommande la paix intérieure. En mars 1916, il lui écrit : « Nous avons bien souffert, mais nous ne sommes que des gosses en face de ceux de Verdun. Peut-être que leurs efforts, leurs souffrances nous dispenseront d'autres efforts. » Verdun préoccupe sa femme, Verdun l'effraie; elle pressent que Verdun lui prendra son mari. Cependant, il n'y est pas encore envoyé. Et quand il y va, par une délicatesse raffinée, il lui fait hommage de sa propre acceptation. « Dis-toi bien, — lui écrit-il et c'est, je crois, sa dernière lettre, — que j'ai, que tu m'as donné tout le courage nécessaire pour que je fasse bonne figure... Dis-toi bien que tu es avec nos quatre chers petits tout mon bonheur et toute ma pensée... » C'est presque un testament. Il se préoc-

cupait constamment des questions d'éducation : il voulait que ses enfans fussent élevés dans une haute idée de la dignité et de la solidarité humaines. Un de ses compagnons d'armes le définit « un mystique dont la foi sur la fin regrettait d'être tout humaine, » et il ajoute : « son âme ne pouvait concevoir une vilenie... elle était comme son corps robuste et saine et comme taillée dans le roc... » Dernier témoignage de l'action qu'il exerçait : son ordonnance ne voulut pas quitter sa dépouille et, comme il la veillait en pleurant, il fut tué et vint ainsi se coucher aux pieds de son chef.

Cependant le combat reprend dans la nuit. Du ravin des Fontaines à la crête et aux pentes Ouest du bois Fumin, il faut tenir le terrain conquis. A la faveur de l'obscurité, les Allemands tentent une contre-attaque. Ils rôdent sans bruit, en quête d'un passage. Ils surprennent une sentinelle qu'une grenade écrase. Un éclat atteint un petit caporal de vingt ans, un Landais au nom chantant, Balestibeau, qui fait partie de la section du lieutenant Philippe. Il a le flanc déchiré, mais il se redresse, s'offrant à l'ennemi et crie de toutes ses forces : « Aux fusils, camarades! » Il est criblé de coups et il meurt; humble d'Assas dont il faut sauver le nom. Les fusils partent et l'attaque éventée échoue.

Le sous-lieutenant Goury ne survivra à Philippe qu'un demi-jour. Il n'avait cessé de plaisanter à son habitude dans cette terrible journée du 24 octobre qu'en apprenant la perte de son ami. L'aube du 25 fut radieuse : il en respira la douceur avec avidité, puis il dut conduire sa section à l'attaque. Il avait, dès la veille, accepté lui-même de mourir. Cette attaque se heurta à des défenses intactes : Goury, une balle au front, tomba en avant de ses hommes à quelques mètres de la redoute allemande qu'il fallait emporter. Il avait exécuté sa consigne et précédé sa troupe. Ainsi les deux amis furent-ils de la même mort comme ils étaient du même pays...



Au régiment voisin, le 333e, les deux bataillons engagés, le 5e (commandant Deleuze) et le 6e (commandant Lourdel) doivent se succéder, le premier laissant passer le second après avoir conquis les tranchées de Moltke et Fulda comme premier objectif, et les Grandes et Petites Carrières comme deuxième. Pas

de surprise là non plus : dès que les vagues apparaissent hors de nos tranchées, elles sont accueillies par les feux de mousqueterie et de mitrailleuses. A l'une des compagnies, deux officiers tombent sur trois : le troisième, le sous-lieutenant Bataillard, prend sans désemparer le commandement et franchit la tranchée de Moltke. Cette tranchée qui est légèrement à contre-pente a échappé à nos tirs d'artillerie : les sapes ne sont pas détruites, elle est quasi intacte et fortement occupée. Mais l'ennemi est si stupéfait de notre élan et de notre mépris de ses mitrailleuses en action qu'il lâche ses armes et se rend. Le travail des nettoyeurs est simplifié : seuls, quelques groupes, qui cherchent à se défendre avec des pétards, sont exterminés. En dix minutes, cette première ligne de défense est entièrement conquise.

Un si rapide succès excite, grise les hommes. Ils se précipitent sur les Carrières, ouvrage d'une étendue considérable, qui pouvait être un centre de résistance malaisé à réduire. Les premières vagues les dépassent et vont en battre les lisières Nord. Six mitrailleuses ennemies, sorties en hâte des profondes sapes où elles s'abritaient, n'ont pas le temps de se mettre en batterie. Leurs servans « ahuris de nous voir arriver, écrit un des conquérans, alors qu'ils comptaient certainement sur la protection que leur offrait la tranchée de Moltke, se rendent sans combattre, à part quelques isolés qui sont expédiés. » A midi et quart, les Carrières sont prises et nettoyées, presque sans coup férir. En une demi-heure les deux objectifs ont été atteints, ou presque. Il reste les Petites Carrières Nord. Le sous-lieutenant Bailly y court en reconnaissance avec une demi-section : un groupe d'Allemands veut se défendre, promptement il est mis en fuite. Et l'on s'organise sans retard sur les emplacemens si prodigieusement enlevés. Au boyau Fulda en arrière, la résistance avait continué : les sections Larivière et Védrines en vinrent à bout, mais les deux chefs y laissèrent la vie. L'aspirant Védrines qui commandait les mitrailleurs fut tué comme il dirigeait le tir de ses pièces, debout sous le feu pour mieux voir.

Le bataillon Lourdel, qui doit dépasser le bataillon Deleuze, pour éviter le tir de barrage, se met en marche à peu d'intervalle, franchit les parallèles de départ, puis le premier objectif; il atteint le deuxième vers deux heures de l'après-midi. De là, il doit se porter plus avant, contourner par l'Ouest le fort de

Vaux que les deux bataillons de chasseurs attaqueront de front. Mais le mouvement ne peut s'exécuter, à cause de ce qui se passe sur la droite, à la tranchée Clausewitz et au Petit Dépôt. Contre-ordre est donné : les compagnies se fortifient sur place en reliant par des tranchées les trous d'obus. La fin de la journée du 24 et la nuit du 24 au 25 sont utilisées pour ces travaux.

*
* *

La résistance de l'ennemi au centre de la ligne, c'est-à-dire aux tranchées Clausewitz et Seydlitz et à l'ouvrage du Petit Dépôt qui dépasse à peine le sol à droite de la route du fort et qui contient des abris pour un bataillon entier, fait échouer l'attaque directe préparée sur le fort de Vaux. Pour cette attaque directe, le groupe des deux bataillons de chasseurs, le 50e et le 71e, rassemblés sous le commandement du lieutenant-colonel Desportes, a été réservé; mais il faut, avant qu'il soit lancé, qu'il trouve place nette devant lui. Or, si le 230e a progressé péniblement jusqu'à la tranchée Gotha qu'il n'a pu réduire, si le 333e s'est emparé brillamment de la tranchée de Moltke et des Grandes Carrières, il a été impossible au 299e régiment (lieutenant-colonel Vidal) de remplir sa mission dans le temps fixé. Le bataillon Casella du 299e lance ses vagues d'assaut sur les tranchées Clausewitz et Seydlitz qui sont malheureusement intactes, garnies de fils de fer et protégées par des mitrailleuses. Il ne parvient à pénétrer que dans un élément d'où il renvoie à l'arrière un officier et une vingtaine de prisonniers. La lutte se prolonge. L'aide d'une compagnie du 71e bataillon de chasseurs achève la prise de Clausewitz, mais après plusieurs heures. Reste le Petit Dépôt. Le bataillon Casella ne peut l'aborder à cause de ses mitrailleuses. Il faut que le 71e bataillon de chasseurs le contourne par l'Ouest, tandis que le bataillon Picandet du 299e le déborde par le Nord-Est, après avoir détruit une section de mitrailleuses, flambé un dépôt de munitions, dépassé un blockhaus. Mais à l'heure tardive (minuit) de ce succès chèrement payé, on ne peut plus songer à l'attaque du fort.

Il y faut d'autant moins songer que les deux bataillons de chasseurs, destinés à l'assaut, ont beaucoup souffert. Le bombardement de l'ennemi, sur toute cette région de Vaux, a été continu, effroyable, meurtrier, comme s'il n'avait vu dans

notre préparation d'artillerie des jours précédens que l'indice d'une offensive sur Vaux, estimant Douaumont hors de portée. Avant l'heure même de l'action, le 50e bataillon de chasseurs a eu ses cadres décimés. Son chef, le commandant Imbert, le fait progresser cependant à hauteur du bataillon Lourdel du 333e, qui est aux Carrières. Blessé, il doit céder le commandement au capitaine Magner. Celui-ci se porte à une distance de 3 à 400 mètres du fort, mais il est arrêté par des feux de mitrailleuses et ne peut avancer davantage, en raison de la résistance du Petit Dépôt et du manque de couverture sur sa droite. D'ailleurs, les effectifs sont réduits, les équipes spéciales de sapeurs, de porteurs de lance-flammes, de grenadiers, de nettoyeurs sont disloquées. Le bataillon n'a plus tous ses moyens pour procéder à une attaque. A la nuit, il s'organise sur le terrain qu'il a couvert, cherchant sa liaison à droite avec le 71e bataillon de chasseurs. Le 25 au matin, le capitaine Magner blessé doit, à son tour, passer le commandement au lieutenant Rousselot, qui est chargé de ramener le bataillon en arrière pour le former en réserve de division. L'ordre ne pourra être exécuté que la nuit suivante, tant le bombardement est violent et rend impraticable une relève en plein jour.

Le 71e bataillon de chasseurs (commandant Cour) a traversé des épreuves plus pénibles encore. Une de ses compagnies, la 8e (capitaine Paillard) aide le bataillon Casella à s'emparer de la tranchée Clausewitz où elle cueille plus de cent prisonniers et délivre le sous-lieutenant Berthelin, qui avait franchi l'obstacle avec les premières vagues de la 9e compagnie et qui, blessé et revenant en arrière, s'était jeté dans les mains de l'ennemi à Clausewitz, croyant cette tranchée déjà entre nos mains. Clausewitz liquidé, c'est le combat du Petit Dépôt. Il faut manœuvrer : tandis que le bataillon Casella l'aborde de face et que le bataillon Picandet opère son mouvement par l'Est, la 8e compagnie du 71e bataillon de chasseurs prend par l'Ouest. La 7e, capitaine Jolly, vient la renforcer et subit des pertes graves par le tir des mitrailleuses. Le capitaine Jolly, marchant en tête de ses hommes avec une insouciance presque téméraire, tombe un des premiers. Descendu au fond d'un boyau par un de ses chasseurs et se sentant mourir, il le renvoie avec ce message : « Va dire au commandant que je suis mort pour la France. » Il est remplacé par le lieutenant Duménil qui perd

presque aussitôt trois de ses chefs de section. Cependant on aborde de trois côtés le Petit Dépôt, on y pénètre, on y trouve dans la grande galerie une centaine d'Allemands qui se rendent. La liaison s'établit entre les chasseurs et les fantassins. Mais il est minuit, et l'on ne peut songer à une nouvelle progression immédiate. Le bataillon s'installe au coude de la route de Vaux et au Nord du Petit Dépôt. Comme le 50e, il reçoit, le 25 au matin, l'ordre de se reformer en réserve de division et, comme lui, ne peut l'exécuter que la nuit suivante. Il ne lui restait que cinq officiers dont le commandant. Mais voici que, sur le champ de bataille même, trois de ses officiers, le capitaine Fischer, les sous-lieutenans Ricoux et Chastagner, blessés au début de l'action, viennent, à peine pansés, rejoindre leur corps. L'un est fiévreux et porte le bras en écharpe. L'autre est couvert de contusions. N'importe : ils sentent que dans une pareille bagarre on a besoin d'eux, et ils accourent sous les obus et sous les balles. En revanche, le capitaine Paillard et le lieutenant Buisson, blessés et perdant beaucoup de sang, ne veulent pas s'en aller, et il faut presque les chasser.

***

Le bataillon Desrochers des Loges (5e) du 222e, à la droite du bataillon Casella qui fut si longtemps arrêté devant les tranchées Clausewitz et Seydlitz, a la charge de prendre, comme premier objectif, les tranchées Mudra et Steinmetz qui prolongent la première ligne ennemie, laquelle s'achève, à l'extrême droite de notre dispositif de combat, par la tranchée Werder dont la prise est confiée à un bataillon du 30e régiment, et, pour second objectif, divers retranchemens et redoutes, dont l'Abri de Combat et la batterie de Damloup. L'Abri de Combat, la batterie de Damloup, noms que nous connaissons bien, lieux célèbres où l'on s'est tant battu, où le 142e et le 52e régimens accomplirent des prouesses au commencement de juin, quand le fort de Vaux fut entouré, et qui ne furent submergés et perdus que dans la grande attaque du 11 juillet. L'Abri de Combat est de dimensions étroites et n'a pas d'observatoire. Mais la batterie de Damloup est un vaste ouvrage dont les nombreux abris pouvaient contenir, avant qu'une partie n'en fût éboulée, pour le moins une compagnie et demie. Son importance est grande : elle domine le fond de la Horgne, dont les

pentes opposées conduisent au fort de Vaux, elle commande le mouvement de terrain, semblable à une jetée, qui, entre les fonds de la Horgne et de la Gayette, conduit au village de Damloup au bord de la Woëvre. Le village est relié à la batterie par la tranchée de Saales. Prendre la batterie de Damloup, c'est tenir en partie les accès du fort à l'Ouest.

Le bataillon Desrochers des Loges a deux compagnies en première ligne, la 19e (capitaine Faidide) à gauche, la 18e (lieutenant Colonna) à droite, et une en soutien, la 17e (lieutenant Reneau). La compagnie Faidide saute d'un bond dans la tranchée Mudra, y trouve quelque résistance, qu'elle brise, et s'empare d'une soixantaine de prisonniers, dont l'officier. Mais elle sera constamment gênée et entravée par la prolongation du combat à sa gauche dans la tranchée Seydlitz. Elle est prise de flanc par des mitrailleuses ennemies. Le lieutenant Onillon tire sur un pointeur, le tue et s'empare de sa pièce ; le mitrailleur Cécillon tue les servans d'une autre pièce. Mais le capitaine Morel, qui commande au bataillon la 5e compagnie de mitrailleurs, devra se mettre en surveillance face à gauche, organiser la position, tirer par intermittences dans la direction de cet îlot qui éternise sa résistance devant le bataillon Casella du 299e. Sa principale mission sera de couvrir sur la gauche son bataillon et de lui permettre ainsi de progresser ; il s'en acquittera à merveille. La compagnie Faidide pourra se porter en avant, prendre et nettoyer plusieurs abris, se maintenir à la hauteur de la compagnie Colonna, qui aura la gloire de s'emparer de la batterie de Damloup, et même collaborer à cette dernière en fournissant l'appoint de la section du sous-lieutenant Dechatre.

La compagnie Colonna a commencé par enlever la tranchée Steinmetz en première ligne ennemie. Le sous-lieutenant Marron y est blessé à la tête et ne consent à la quitter que lorsque l'hémorragie devient trop abondante. Une mitrailleuse ennemie arrête la marche de la section Duchosal. Les soldats Cambrezat et Tripier s'élancent et debout, à quatre mètres, avec une insolence inouïe, l'un tirant, l'autre lançant des grenades, ils tuent pointeurs et servans. La tranchée prise est pleine de cadavres ou de prisonniers.

C'est une section de la 17e compagnie qui, sous les ordres du sous-lieutenant Frécaut, est chargée d'aller en reconnais-

sance à l'Abri de Combat. Le sous-lieutenant Frécaut dépasse avec ses hommes la tranchée Mudra, détache une fraction sous les ordres du sergent Roujon pour prendre la position par l'Ouest, tandis que lui-même l'attaque de face. Il entre dans l'abri qu'il crible de grenades. Un officier, blessé à la tête, se rend avec six hommes : « Lieutenant, voici ma compagnie, les autres ont été tués. » Mais à peine l'abri est-il occupé, que des mitrailleuses, venant à l'aide, ouvrent le feu. Le sous-lieutenant Frécaut les neutralise avec ses fusils-mitrailleuses.

Reste la fameuse batterie de Damloup. Au 222e, on est expéditif, et l'opération n'est pas longue. Deux sections de face, une au Nord-Ouest, une au Sud-Est : tel est le dispositif adopté par le lieutenant Colonna. Il est aidé à l'Ouest par le sous-lieutenant Dechatre de la 19e compagnie, et à l'Est par une section du 30e régiment qui opère à sa droite. A deux heures de l'après-midi, la redoute est en notre pouvoir, avec une centaine de prisonniers dont deux officiers et tout un matériel.

Le bataillon Desrochers des Loges a remporté un succès complet : 500 hommes de troupe, 10 officiers, 2 canons de tranchée, 18 mitrailleuses, plusieurs dépôts de munitions sont tombés entre ses mains. La batterie de Damloup a fourni, de ce butin, la plus grande partie.

Enfin, à l'extrême droite, le bataillon Baillods, du 30e régiment, n'a pas moins brillamment réussi. Il a enlevé la tranchée Werder et la tranchée von Klück qui se rejoignent à l'Est et s'ouvrent en équerre, formant ainsi une position triangulaire. La tranchée von Klück aboutit devant la batterie de Damloup dont elle complète les défenses. Il a payé sa conquête d'un minimum de pertes : un tué et dix-sept blessés dans la journée du 24. Rien dans la préparation n'avait été laissé au hasard : trois bons observatoires avaient permis à l'artillerie de perfectionner son tir. Il est vrai que la zone à maîtriser était sans profondeur pour l'ennemi qui avait à dos le fond de la Gayette, en sorte qu'une fois installé, le vainqueur n'avait aucune réaction à redouter, à la condition toutefois que la batterie de Damloup fût enlevée. La compagnie de gauche du bataillon Baillods, entendant dans le brouillard des mitrailleuses en action de ce côté, inquiète sur son flanc gauche, détacha une flanc-garde d'une section pour parer à ce danger, et ce fut cette section qui donna un coup de main à la compagnie Colonna du 222e,

***

Tel est le bilan de la bataille de Vaux au soir de la première journée. Toute la première ligne des tranchées ennemies, de Hindenburg à Werder, est tombée. A droite, la victoire est complète. Nous tenons sous nos feux le fond de la Gayette. La prise de la batterie de Damloup nous ouvre, d'une part, le chemin du village, et de l'autre l'accès du fort par l'Ouest, en descendant dans le fond de la Horgne et en remontant ses pentes Est. Au centre, la prise, lente et difficile, du Petit Dépôt, après celle, si rapide, des Carrières, nous conduit aux abords du fort, mais laisse à franchir une distance à découvert, facile à surveiller et à battre. A gauche, si nous tenons le ravin des Fontaines qui nous permettra de marcher vers l'étang et la digue, nous sommes barrés au bois Fumin par la défense de la tranchée Gotha. Au prix de sacrifices cruels et sanglans, nous nous sommes rapprochés, mais les cris de victoire poussés à Douaumont n'ont pas eu d'écho à Vaux. Le fort assailli se défend : il reçoit des renforts, toute l'artillerie ennemie concentre ses feux pour le protéger. Le grand Sphinx dressé au-dessus de la Woëvre garde encore son énigme.

II. — SUR LE FORT

(25 octobre.)

Si la journée du 24 octobre n'a pas été marquée, à l'aile droite de l'armée française, par un succès aussi complet qu'à son aile gauche à la Carrière d'Haudromont et à son centre à Douaumont, la division de Lardemelle a pu néanmoins réaliser un progrès suffisant pour se rapprocher du fort de Vaux à distance d'assaut. Surtout elle a réduit un à un les obstacles rencontrés, ne laissant subsister derrière elle aucune menace, et, à mesure qu'elle avançait, elle a consolidé son front qui a résisté à toutes les contre-attaques. La préparation d'artillerie n'avait pas écrasé toutes les tranchées ennemies qui, au centre, ont ralenti notre offensive. Le brouillard de la matinée du 24 avait empêché les réglages sur le fort même. Enfin l'importance des centres de résistance qui s'étaient révélés au cours de l'attaque n'avait pas permis à nos troupes de première ligne de contourner ces îlots sous le feu des mitrailleuses sans en

entreprendre le siège. Le général de Lardemelle avait jugé plus prudent et plus sûr de poursuivre leur réduction avec les unités amenées à leur faire face et de rétablir avec les réserves le dispositif face à la direction des contre-attaques probables. Ainsi les circonstances l'avaient-elles contraint, pour s'emparer du Petit Dépôt, à exécuter une manœuvre d'encerclement par les deux ailes, le 71e bataillon de chasseurs à gauche, et le bataillon Picandet du 299e à droite. Mais il avait utilisé, pour cette manœuvre, les forces qu'il destinait à l'assaut du fort.

Le combat a continué toute la nuit du 24 au 25. Le 25 au matin, de la gauche à la droite, la situation est la suivante. Du ravin des Fontaines, la reconnaissance du capitaine Favre s'est avancée jusqu'à l'étang de Vaux et à la digue sans rencontrer de difficulté : des abris à l'Est de la digue elle a ramené 80 prisonniers. Mais l'ennemi tient la crête et les pentes Ouest du bois Fumin. Devant les tranchées de Gotha et de Siegen, le bataillon Berthelot et le bataillon Roman du 230e régiment sont arrêtés. Seul, le bataillon Rendu, à gauche, pourrait avancer en bordure du ravin, et le sous-lieutenant Place, qui a remplacé le capitaine Favre dans le commandement de la 23e compagnie, est retourné à la digue ; mais l'arrêt de la droite ne permet pas cette progression isolée. Le 333e régiment est en bonne posture, au delà des Carrières qu'il a emportées à l'Est de la route du fort. C'est de son côté qu'une attaque sur le fort pourrait être tentée avec chance d'aboutir. Les deux bataillons de chasseurs ont reçu l'ordre de se reconstituer en réserve de division. Avec leur aide, le 299e a donc fini par enlever le Petit Dépôt, vers minuit, et par s'établir au delà, en liaison avec le 333e. Entre lui et le 222e, le long couloir formé par le boyau des Maîtres-Chanteurs ramène cette ligne en arrière. Enfin, le bataillon Desrochers du 222e et le bataillon Baillods du 30e ont atteint du premier coup leur objectif, au delà de la batterie de Damloup, sur la crête qui domine le fond de la Horgne, coupant la jetée qui aboutit au village de Damloup et tenant sous leurs feux le fond de la Gayette.

Le commandement estime cette situation assez nette pour que l'assaut du fort de Vaux puisse être ordonné. N'est-il pas en droit de compter sur le désarroi causé par la chute de Douaumont pour paralyser l'adversaire ? Il met trois bataillons de la

division Andlauer, un du 305e et deux du 216e, à la disposition du général de Lardemelle pour cette attaque, qui est fixée au 25 octobre à dix heures du matin. Le 4e bataillon (commandant Derode) du 305e régiment est mené de très bonne heure à la tranchée de Seydlitz où il prend la place du bataillon Picandet. Il commence par assurer sa liaison avec le bataillon Desrochers du 222e en déblayant le boyau des Maîtres-Chanteurs que l'ennemi tenait encore et qui creusait un saillant dans nos lignes. Puis, à six heures du matin, il attaque les retranchemens ennemis au Sud du fond de la Horgne : la 14e compagnie (capitaine Chaduc) et un détachement des 13e et 15e, sous les ordres du lieutenant Noël, marchent sur ces abris, les forcent et les nettoient, y trouvant de nombreux cadavres, une centaine de prisonniers, et un important matériel de mitrailleuses, lance-bombes, fusils, munitions. La mainmise sur les retranchemens et les pentes du fond de la Horgne assure notre droite pour l'assaut du fort.

Cet assaut se déclenche à l'heure dite, après une préparation d'artillerie qui a duré toute la matinée. Il est mené par les 4e (commandant Gargat) et 6e (commandant de Varax) bataillons du 216e (lieutenant-colonel Perchenet). Le bataillon Lourdel, du 333e, qui a si brillamment achevé l'enlèvement des Carrières, la veille, doit l'étayer à gauche en se portant à la corne Nord du fort, en liaison avec les bataillons du 230e qui progresseront dans le bois Fumin à hauteur et au-dessus de la digue : car l'attaque du village de Vaux doit suivre de près celle du fort. Mais les bataillons du 230e rencontrent au bois Fumin les retranchemens des tranchées d'Altenkirchen et de Siegen qui n'ont pas été détruits, ni même désorganisés par le tir de l'artillerie, et il leur est impossible d'avancer. Le bataillon Lourdel a fait le mouvement prescrit : la 23e compagnie (lieutenant Iwolski) atteint la corne Nord du fort, la 21e la suit à 150 mètres en arrière. L'arrêt du 230e les laisse en flèche. La 21e glisse à la gauche de la 23e pour former crochet défensif. Mais les deux compagnies sont dans une situation précaire, prises d'enfilade par les mitrailleuses du fort. Dès qu'un homme quitte son trou, il est visé. Les liaisons sont difficiles. Que font, à droite, les deux bataillons du 216e chargés d'attaquer le fort?

*
* *

Ils doivent partir des Carrières où ils ont été massés. Les Carrières sont à cinq cents mètres du fort. Le 6e bataillon a pour objectif le saillant Ouest, tandis que le 4e essaiera de contourner le fort par l'Est. Dans quel état est le fort à la suite du bombardement de la matinée? L'ennemi est-il désemparé et tremblant dans ses casemates et ses abris? A-t-il subi le contre-coup de la défaite de Douaumont? Laissera-t-il approcher l'assaillant et ne lui opposera-t-il qu'une résistance molle et sans conviction? Dans les Carrières où les troupes attendent l'heure, les chefs tâchent à s'en rendre compte. Le chemin sera malaisé à parcourir : pas un coin de sol intact, partout des trous d'obus, des fondrières, des souches arrachées, et la pluie a détrempé tout ce chaos. Nul paysage plus désolé, plus meurtri, plus funèbre. Hardaumont le domine et le bat de ses feux. Le fort vomit de la fumée comme un cratère de volcan. Au mois de juin, quand le commandement croyait encore pouvoir délivrer le commandant Raynal luttant désespérément dans sa cave avec une troupe de héros, la brigade mixte, mise sous les ordres du colonel Savy et composée du 2e régiment de zouaves et du régiment colonial du Maroc, parvint à déborder le fort sur les côtés, atteignit les fossés. Elle dut battre en retraite devant les mitrailleuses qui occupaient la superstructure. Le 216e sera-t-il plus heureux cette fois? Il est neuf heures et demie; un obus tombe dans la Carrière sur le groupe des officiers de la 22e compagnie, quatre sur cinq sont atteints dont le lieutenant Brugel qui la commandait. Le cinquième, le sous-lieutenant Doutre, prend le commandement. L'artillerie ennemie fait rage. Les officiers, les hommes attendent. Ils n'ont pas de doute sur les difficultés de l'opération : Vaux, décidément, est un repaire tragique. Ils sont prêts, ils iront.

A dix heures précises, les deux bataillons s'ébranlent. Dans chaque compagnie, deux sections d'assaut, accolées, forment deux vagues, et deux sections de renfort deux autres vagues. Le commandant est au centre du dispositif, à hauteur de la troisième. La progression se fait par bonds successifs et courts. A gauche, le bataillon de Varax traverse sans trop d'encombre un premier tir de barrage, va s'appuyer à la route. Mais les mitrailleuses placées aux saillans Ouest et Sud du fort et sur

toute la ligne qui sépare ces deux points entrent en action. Maudites mitrailleuses qui déjà firent échouer l'assaut du 8 juin, échapperont-elles donc toujours au tir de notre artillerie? Sur le fort martelé, comment demeurent-elles intactes? Trouvent-elles des abris dans le bouleversement même de la superstructure? Ordre est donné aux compagnies de stopper.

Mais les 21e et 22e sont déjà parties et ne peuvent être rappelées. Elles arrivent aux abords immédiats du fort. Elles vont reconnaître le dangereux Sphinx, le regarder face à face, lui arracher son secret. A l'un des derniers bonds qui doivent l'amener au fort, le sous-lieutenant Doutre, qui commande la 22e, reçoit une balle en plein front : c'est le dernier officier de la compagnie qui tombe. A côté de lui se tient l'aspirant Néris. Le voyant tomber, il se tourne vers ses hommes, — car tous deux étaient devant, — et crie : « A mon commandement la 22e! » Sous le tir qui les arrose, tant de face que de flanquement, une trentaine d'hommes parviennent aux fossés, se blottissent dans les trous d'obus. L'aspirant Néris, trois sergens et cinq grenadiers, se traînant, avancent encore et tentent d'aveugler les fatales mitrailleuses à coups de grenades. Néris est blessé à la tête. Deux hommes, enfin, atteignent la superstructure. Ils sont sur le fort. Ils ont dépassé l'exploit des marsouins de Douaumont. Dans la tempête ils posent le pied sur le monstre. Ils seront les premiers vainqueurs de Vaux. Et ils n'en sont pas revenus.

Les premières vagues de la 15e compagnie ont pu se glisser dans la direction du saillant Sud, cherchant à encercler le fort par l'Est. Mais elles sont prises à partie par les batteries ennemies de la Woëvre et subissent de lourdes pertes. La 2e section arrive jusqu'au fort avec des élémens de la 13e et de la 14e compagnie. Elle jette des grenades à l'entrée des casemates qui lui font face. Les mitrailleuses ennemies crachent la mitraille sans discontinuer. L'angle Ouest du fort en est garni. Impossible d'aller plus loin. Pourtant, quelques hommes se hissent sur le fort au-dessus du fossé. Le sous-lieutenant Morgana y mène une partie de sa section. Ils ne peuvent s'y maintenir et redescendent. Les audacieux qui se sont avancés jusque là, qui ont exécuté leur mission avec cette folie d'ardeur et de sacrifice, n'ont plus que l'abri précaire de quelques trous d'obus où ils attendront, immobiles, de nouveaux ordres. Si

l'ordre est de marcher encore, ils marcheront. Mais ils sont coupés du reste du monde. Toutes tentatives de communication par coureurs demeurent infructueuses : pas une ne parviendra à destination. Il est onze heures du matin, et il faudra rester ainsi jusqu'à la nuit. Et, la nuit venue, si lente pour eux malgré la saison, l'ennemi, pour les découvrir, inquiet de notre attaque, multiplie les fusées éclairantes, crée un jour artificiel pour les repérer dans leurs trous, balaye sans cesse le terrain du feu de ses mitrailleuses infatigables. Ceux qui sont revenus de cet enfer ont connu le sommet de l'énergie humaine. Au petit matin, enfin rappelés, ils se retrouvent aux Carrières.

*
* *

L'attaque de face sur le fort de Vaux n'a pas réussi, parce qu'elle n'a pas pu être suffisamment étayée à l'Ouest, et surtout parce que l'artillerie n'a pas pu maîtriser les mitrailleuses. Pourtant, Vaux doit tomber : sa chute a été décidée. Le commandement ordonne de reprendre la préparation d'artillerie. Il faut reporter notre ligne un peu en arrière, jusqu'aux Carrières et au Petit Dépôt. Le mauvais temps et l'extrême difficulté des observations vont prolonger cette préparation. Elle n'arrête pas la longue lutte entreprise sur la gauche de la division pour nous assurer la possession définitive de la croupe du bois Fumin. Après la première ligne des tranchées ennemies, après les ouvrages d'Hindenburg et de la Sablière, le 230e a rencontré l'obstacle des tranchées de Gotha et de Siegen. Il en a triomphé, mais pour tomber sur les retranchemens d'Altenkirchen et de Fritzlar. Ces retranchemens vont de la croupe du bois jusqu'aux pentes Ouest qui descendent sur l'étang de Vaux et sur le village. Successivement, les bataillons Berthelot, Roman, Rendu, ont fourni leur effort prolongé. Le 26 octobre, le 5e bataillon du 305e (commandant Ballay) est mis à la disposition du lieutenant-colonel Viotte qui commande ce secteur. Une nouvelle attaque sera tentée sur Altenkirchen et Fritzlar, afin qu'une ligne solide puisse être établie de la corne Sud-Ouest de l'étang de Vaux à la croupe de Fumin. Au bataillon frais du 305e le colonel Viotte joint deux compagnies du 6e bataillon du 230e. Ce bataillon est commandé par le capitaine Rendu, officier de réserve, qui est le petit-neveu de la célèbre sœur Rosalie, Fille de la Charité. Les lieutenants-instituteurs Philippe et Goury ont

suivi, en conduisant leurs hommes, leur idéal de solidarité humaine ; la formation d'un capitaine Rendu est toute religieuse. Ainsi se confondent dans la France commune tous les cœurs et toutes les pensées. On se souvient de cette sœur Rosalie qui vint du pays de Gex pour assouvir dans un quartier populaire de Paris sa passion des pauvres, qui tint tête au choléra, en 1832, et qui, pendant la Révolution de 1848, fut respectée des insurgés au point de leur pouvoir arracher toutes les victimes réfugiées chez elle avec ce beau cri : « On ne tue pas ici ! » Elle avait donné des Filles de la Charité cette admirable définition : « Une fille de saint Vincent de Paul est une borne sur laquelle tous ceux qui sont fatigués ont le droit de déposer leur fardeau. » Décorée de la Légion d'honneur sous le Second Empire, elle accepta la croix par simplicité, mais ne la porta jamais (1). Son petit-neveu Xavier Rendu, ancien élève des Beaux-Arts, architecte à Saint-Claude, la devait mériter à son tour dans ces terribles journées d'octobre devant Vaux avec cette citation : « ... Capitaine au 230e régiment, a toujours fait preuve des plus hautes vertus militaires. Le 24 octobre 1916 a conquis, dans un magnifique élan, les positions allemandes de son secteur sur une profondeur de 1 200 à 1 500 mètres. Arrêté ensuite dans sa progression par un ouvrage ennemi puissamment organisé et garni de mitrailleuses, a maintenu son bataillon au contact de cet ouvrage pendant deux jours sous un feu violent, soutenant par son action personnelle le moral de ses troupes et conservant le souci constant de la manœuvre ; a poussé des reconnaissances hardies très au delà de la position qu'il a enveloppée pour couper le ravitaillement de la garnison. A capturé au cours de ces trois journées plus de 400 prisonniers et 7 mitrailleuses. »

Le capitaine Rendu, comme le lieutenant Philippe, comme tant d'autres, laissait derrière lui une femme de santé précaire et des enfans en bas âge. La jeune femme avait offert ses souffrances pour le salut de son mari et même réclamé de Dieu qu'elles fussent augmentées. « Mais, disait-elle à sa garde-malade, je crains d'avoir été présomptueuse, car parfois je souffre trop, et cela nuit à l'accomplissement de mes devoirs d'état. » C'est ici l'hommage respectueux et pieux rendu à une sainte et à une

(1) Voyez *les Semeurs : sœur Rosalie*, par M. F. Laudet. (Perrin, édit.)

morte, car elle succomba à ses souffrances en décembre 1916, comme son mari, après s'être illustré dans le combat de Vaux, avait obtenu de venir voir leur troisième enfant nouveau-né. Il n'est pas inutile de donner sur l'un ou l'autre de nos combattans ces détails privés sans lesquels ne se pourraient comprendre ni le caractère de cette guerre, ni la grandeur et la vertu de tels exemples.

Le tir de l'artillerie lourde, à cause du temps, n'a pu être réglé ni par observateurs terrestres, ni par observateurs aériens. A cinq heures du soir, l'attaque est lancée. Elle atteint et nettoie plusieurs abris du bois Fumin où sont faits plus de cent prisonniers, mais elle se heurte aux défenses toujours intactes de la tranchée d'Altenkirchen. Le bataillon Ballay perd un commandant de compagnie et neuf chefs de section. Le sous-lieutenant Rey, du 230ᵉ, est tué. Le soir, les compagnies s'installent sur les emplacemens de fin de combat des détachemens les plus avancés et creusent une tranchée reliant la corne Sud-Ouest de l'Étang de Vaux à la partie Ouest de la tranchée de Gotha qui est en notre possession. Les prisonniers ont signalé la présence de onze mitrailleuses dans le boyau d'Altenkirchen qu'il faudrait battre d'enfilade pour faire tomber toute la position de la croupe du bois Fumin.

***

Le 27 octobre, commence la relève de la division de Lardemelle par la division Andlauer dont plusieurs bataillons, pris au 305ᵉ et au 216ᵉ, ont déjà été engagés. Le général Andlauer entreprendra une série d'opérations locales pour se relier par la digue à la division Arlabosse qui a relevé la division Passaga et pour entrer en possession de tout le bois Fumin et tenir ainsi les abords Ouest du fort. L'audacieuse attaque du 25 octobre qui nous a menés sur la superstructure a montré à l'ennemi notre volonté inébranlable de pousser notre offensive jusqu'à la prise de l'ouvrage. L'ennemi a pu se rendre compte que les jours du fort étaient comptés et ne dépendaient plus que du renforcement de nos moyens matériels et de l'achèvement de la manœuvre qui l'encagerait définitivement par la possession des pentes Ouest et Est.

Au 28 octobre, la bataille de Vaux nous donnait plus de 1 500 prisonniers hommes de troupe, 42 officiers, 4 canons

français de 90, 23 lance-mines, 54 mitrailleuses, deux lance-flammes et un butin considérable de fusils et de munitions. Quelques jours plus tard, le général de Lardemelle, voulant fixer le souvenir de cette lutte de trois jours où tant de bravoure et d'endurance furent dépensées, adressera cet ordre à ses troupes :

Vous venez d'écrire avec votre sang une page admirable devant laquelle s'inclinera la postérité.

Devant vous, il ne pouvait être question de surprise, l'ennemi vous en avait avisés la veille de l'attaque.

Devant vous, dans la zone des approches du fort de Vaux, sur une profondeur de douze cents mètres, l'ennemi avait accumulé obstacles sur obstacles, pensant ainsi rendre vaines toutes les tentatives dirigées contre cet ouvrage.

Tous ces obstacles, vous les avez renversés un à un dans une lutte pied à pied d'une violence inouïe, qui dura vingt heures, et dans laquelle votre bravoure et vos qualités manœuvrières eurent raison de la ténacité allemande.

La question des approches du fort de Vaux ayant été ainsi résolue par votre vaillance, l'ouvrage devait tomber sans coup férir entre nos mains peu de jours après.

Vous avez fait ce que l'ennemi considérait comme impossible. Vous avez provoqué son admiration.

Honneur à vous, mes gars, pour la rude tâche que vous avez remplie si glorieusement. Soyez fiers de vous-mêmes, votre race est la plus belle : elle vivra!

III. — LE JOUR DES MORTS DANS LE FORT DE VAUX

Au général Andlauer revient l'honneur d'avoir réoccupé le fort dont la bataille de Vaux provoqua l'évacuation par les Allemands, et d'avoir repris les villages fameux de Vaux et de Damloup.

Le 28 octobre, un pionnier fait prisonnier donne des renseignemens précis sur le fort : 300 hommes y tiennent garnison, les mitrailleuses sont installées sous des abris bétonnés, principalement à la face Sud.

Pendant que les relèves d'infanterie (les 19e et 118e régimens prenant la place des 305e et 216e) s'exécutent régulièrement, et qu'une lente progression se poursuit à l'Ouest au bois Fumin où le 305e régiment a repris les attaques du 230e sur les tran-

chées d'Altenkirchen, et à l'Est au-dessus du fond de la Horgne où la tranchée de Saales qui joint la batterie de Damloup à Damloup est pour la plus grande part occupée, l'artillerie lourde écrase sans discontinuer le fort et ses entours de la masse de ses 155 et de ses 220. Un déluge de fer rend à l'ennemi la région inhabitable : tirs de harcèlement sur tous les abords, tirs de barrage sur toutes les voies d'accès, tirs d'interdiction dans le fond du ravin de Fumin et sur la route de Damloup à Vaux, tirs de destruction enfin sur le fort et sur le village. La riposte de l'adversaire, d'abord redoutable, va en diminuant : il a tenté de résister à notre domination, il la subit en grondant, elle redouble ses coups, il cède. Cette lutte d'artillerie dure sans interruption du 28 octobre au 2 novembre.

Le 2 novembre, la disproportion est si manifeste que le commandement juge le moment venu de porter le coup décisif. Sans doute le fort peut encore se défendre : l'infrastructure doit garder des parties intactes et, dans des conditions aussi défavorables, le commandant Raynal et ses hommes, débordés et cernés, ont tenu et n'ont été forcés que par la soif. Mais la ténacité est devenue vertu française. L'attaque est fixée au 3 novembre, dans la journée. Cependant les événemens se précipitent : le 2 au petit jour, nos observateurs signalent des mouvemens de troupes en arrière du fort ; ces troupes, au lieu d'approcher, s'en vont. Il y a donc une évacuation, tout au moins partielle, du fort. Des explosions y sont, un peu plus tard, signalées. Enfin le radiogramme allemand annonce lui-même, dans l'après-midi, l'évacuation totale.

Le général décide de brusquer l'occupation. Elle se fera dans la nuit du 2 au 3 novembre, mais sera précédée d'une reconnaissance qui se rendra compte des lieux. Contraint d'abandonner un pareil point d'appui qui nous donne barre sur la Woëvre et qui fut le théâtre de l'un de ses succès les plus longuement disputés, les plus sanglans, les plus célèbres, contraint d'avouer par là sa renonciation définitive à toute entreprise nouvelle sur Verdun, l'ennemi a pu nous tendre un piège, tout au moins céder un terrain miné.

Le capitaine de Persan, de l'état-major de la division Andlauer, est envoyé, porteur des ordres, au lieutenant-colonel Hauw commandant le 298e régiment alors en réserve de division. Le 298e, dont les contingens solides et opiniâtres viennent

du Forez, est un régiment d'élite dont le drapeau est décoré. Il était désigné pour l'attaque du fort; le premier détachement qui pénétrera dans le fort, il le fournira. Ce sera pour lui la revanche des journées de juin, si harassantes et angoissantes, qu'il passa aux abords immédiats de Vaux où le commandant Raynal était muré. On était alors sans nouvelles de l'intérieur dont les messages optiques ne parvenaient plus, quand un groupe du 101e, dont le brancardier Vanier, et un groupe du 141e, dont l'aspirant Buffet, réussirent à s'évader dans la nuit du 4 au 5 juin (1) : ils furent recueillis par le 298e, terré entre les Carrières et le Petit Dépôt. Les premiers témoignages, il les a entendus. Il était là encore, lorsque les zouaves et les marsouins, le dépassant le 7 juin, tentèrent le suprême effort de délivrance. Il les vit revenir après l'échec devant les mitrailleuses. Ainsi, les plus pathétiques journées de Vaux, les plus cruelles, il les a vécues et n'en a pas perdu le souvenir. Revenu dans le secteur, il a été choisi pour l'assaut. Le fort qu'il a vu perdre, il le reprendra. Il était prêt à marcher quand arrivent les nouveaux ordres.

La mission confiée au lieutenant Diot, commandant la 21e compagnie, est celle-ci : reconnaître si le fort de Vaux, dans lequel un incendie s'est déclaré, est occupé ou libre de tout ennemi ; dans ce dernier cas, l'occuper. Les hommes sont transportés en automobiles à la batterie du tunnel de Tavannes. Il est huit heures du soir. Le capitaine de Persan, le lieutenant Diot et le sous-lieutenant Lavève qui doit conduire un détachement du génie les ont précédés. A son poste de commandement, le général Andlauer leur a donné ses dernières instructions. Vers dix heures, le lieutenant Diot s'arrête au poste du colonel commandant le 118e qui doit fournir une compagnie de soutien. C'est la compagnie Fouache : elle contournera le fort, le dépassera et s'établira au delà, sur les pentes qui font face à la plaine de la Woëvre.

Le lieutenant Diot se dirige avec sa compagnie aux abords du fort. Vers minuit, trois patrouilles sont envoyées en reconnaissance : une du 298e sur la face Ouest-Sud du fort, celle qui se présente du côté français, et les deux autres du 118e avec ordre de déborder l'objectif à l'Ouest et au Sud-Est. Le lieute-

(1) Voyez *Les Derniers jours du fort de Vaux.*

nant Diot attend les renseignemens de ses patrouilleurs : la nuit est sombre, aucune fusée, aucun coup de feu, mais des barrages en arrière, vers les Carrières et le Petit Dépôt. Une escouade de coureurs est formée pour assurer les liaisons. Les patrouilleurs rentrent une heure plus tard : les abords et le fossé du fort sont libres.

Le lieutenant Diot, après avoir fractionné sa compagnie, la conduit au fort. Il y pénètre de sa personne avec le sous-lieutenant Lavève et le détachement du génie, non sans avoir éprouvé quelque difficulté à découvrir une ouverture. Il inspecte rapidement l'infrastructure qui est déserte. Des débris y fument encore, l'atmosphère y est presque irrespirable. Un peloton de sa compagnie est appelé à l'intérieur. L'autre monte sur la superstructure. Le lieutenant Labarbe et sa section trouvent, en haut, une issue par laquelle ils descendent et rejoignent les occupans. Le 3 novembre, à deux heures trente du matin, presque cinq mois après sa chute, le fort de Vaux est redevenu français. Le second captif est délivré.

***

Un jour entier, le fort est demeuré vide, et ce jour, le sort a voulu que ce fût la fête des Morts.

Les Allemands sont partis aux premières lueurs du matin, non pas dans la calme exécution d'un plan mûri qui s'accomplit à l'heure fixée, sans hâte, les préparatifs terminés à l'avance, mais dans la fièvre et la précipitation d'un départ improvisé qui ressemble étrangement à une fuite. De cette fuite le butin abandonné est la preuve : un million de cartouches, un millier de bouteilles d'eau minérale, trois mille boîtes de conserves, tout un matériel de fusils, de grenades, de lance-flammes, quatre mitrailleuses dont deux empaquetées, prêtes à être emportées. Comme à Douaumont, bien qu'en moins grande quantité, des papiers révélateurs ont été laissés; parmi eux, une consigne, datée du 21 octobre, concernant la défense du fort en cas d'attaque. Les fuyards se sont bousculés. Ils ont pris leur résolution dans la nuit et ils ont voulu profiter des ténèbres. Ainsi n'ont-ils pas eu le temps d'accomplir toutes les destructions qu'ils eussent souhaitées. L'arrière-garde a promené au hasard la torche et provoqué çà et là l'incendie, même l'explosion d'un petit dépôt de grenades ou de cartouches.

Ils nous avaient accoutumés à un travail plus fini, plus soigné, plus perfectionné. Visiblement, c'est l'œuvre de gens pressés dont la main tâtonne. Et ils ont tant bien que mal bouché les issues pour retarder l'entrée du vainqueur. Départ piteux dont le témoignage est partout écrit dans le fort sali, maculé, pollué, mais, somme toute, intact; départ brusqué qui ressemble à celui des voleurs quand l'aube menace.

Il était plus de minuit lorsque la patrouille envoyée par le lieutenant Diot parvint au fossé du fort. Elle a suivi ce fossé à demi comblé par le mur d'escarpe écroulé. Elle a vaguement distingué dans l'ombre les emplacemens béans des casemates, pareils à des ouvertures de grottes. Épiant le moindre bruit, le moindre mouvement, elle a interrogé le Sphinx et interprété son silence. Puis le lieutenant Diot s'est avancé à son tour. Et, avec le lieutenant du génie et ses hommes, il est entré dans le fort.

Mais, entre *leur* départ et notre arrivée, tout un jour s'est écoulé. Tout un jour, les morts de Vaux ont été les maîtres, non pas *les leurs* que leur défaite abandonne et recouvre d'un peu plus de terre, mais les nôtres, délivrés sous une terre qui est redevenue française. C'est aux morts que le fort a été rendu. L'ennemi ne les voyait pas, et ils attendaient, ils guettaient sa fuite pour célébrer leur fête. Alors, dans les couloirs, dans les casemates, dans les chambres débarrassées de tout ennemi vivant, ils se sont rassemblés comme une mystérieuse garnison. Morts des premiers assauts du mois de mars, morts des 407e et 408e régimens tués à l'entrée du village, morts du 71e régiment territorial tués sur les parapets, morts du 3e bataillon de chasseurs et du 158e régiment tués sur les pentes, morts des mortels assauts de juin, du 101e et du 142e qui défendirent ces décombres quand l'ennemi était autour, dessus et déjà dedans, morts tout chauds encore du 216e qui, le 25 octobre, marchèrent sous une pluie de feu jusqu'aux fossés, morts des innombrables combats livrés sur ce sol de chair humaine, les voici qui se rangent en ordre par bataillons et par compagnies. Et ils appellent à eux tous les morts de Verdun, ceux des premières journées qui ont attendu si longtemps leur revanche, ceux de la dernière offensive qui sont partis avec tant de confiance. N'est-il pas équitable qu'ils revivent le jour où leur œuvre s'achève, et peut-on concevoir sans eux la libération d'une parcelle de territoire?

Un grand poète de chez nous a écrit que *les yeux humains ne sauraient sans se détourner contempler trop longtemps le spectacle de la douleur.* « Les déesses mêmes s'en lassent, ajoutait-il ironiquement, et les trois mille Océanides qui vinrent consoler Prométhée sur sa croix du Caucase s'en retournèrent le soir. » Vaux est conquis, et la victoire de Vaux est acquise. Avant de se tourner vers cette victoire, pour que nul ne soit plus tard tenté d'oublier les sacrifices qui la payèrent, pour que soit symbolisée la douleur de Verdun qui précéda la joie de Verdun, le destin a placé devant le triomphe cette vigile que fut, dans le fort désert, la fête des morts.

* * *

L'ennemi s'est replié au Nord du ruisseau de Vaux. Le 3 novembre, le 118e prend possession des glacis du fort jusqu'à la ligne de plus grande pente. Le 4, des patrouilles d'officiers explorent le ravin de l'Ouest, jusqu'au cimetière et aux premières maisons du village; là, elles sont arrêtées par des coups de feu. Mais, dès le lendemain 5, un détachement du 19e régiment peut s'avancer au delà et capturer un sous-officier allemand et quelques hommes. De l'étang au village de Vaux, ce n'est d'ailleurs qu'un vaste marécage. Néanmoins, les ruines sont fouillées et les pentes gardées.

Damloup est, de même, réoccupé le 4 novembre. Un petit poste allemand y fut pris dans une cave. Le sous-officier qui le commandait ayant exprimé son désappointement d'être cueilli au moment d'une relève, nos hommes attendirent cette relève qu'ils emmenèrent par surcroît.

Ainsi nous sommes redevenus les maîtres de tout le plateau et des ravins qui l'entourent et que commandent à leur embouchure les villages de Damloup et de Vaux. Au delà du fort, nous tenons la crête militaire qui, à deux ou trois cents mètres au Nord-Est, domine les pentes abruptes tombant sur la plaine de Woëvre. Notre ligne est rétablie telle qu'elle était au début de mars, avant les attaques directes de l'ennemi contre le fort.

LES SANCTUAIRES

I. — VAUX

5 novembre.

Le rendez-vous est à la ferme Bellevue, au bord du bois des Hospices : de là nous passerons entre Tavannes et Souville pour obliquer à droite dans la direction du Chênois. Voici le commandant de Douglas, chef d'état-major de la division Andlauer après avoir commandé un bataillon de chasseurs à pied. Du chasseur, il a gardé le pas rapide et l'allure allègre. Mais notre marche est bientôt ralentie. La lune, après une timide apparition, s'est couchée, et la nuit est toute noire. Bien qu'il soit plus de quatre heures du matin, rien ne présage que cette épaisse nuit puisse jamais finir. Nous nous étions engagés dans un boyau si rempli d'eau que nous devons l'abandonner. Aucune piste n'est encore tracée et nous suivons la vague levée de terre qui accompagne ce boyau, en évitant les trous d'obus. On les évite malaisément, et de temps à autre une exclamation ou le bruit d'une chute dans une mare indique suffisamment que l'un ou l'autre de la petite caravane barbote au fond d'un entonnoir. Il faut décidément prendre garde. Il y a des trous si profonds qu'on risque de s'y enlizer dans la boue. Et l'on s'accroche à des restes de fils de fer, à des souches d'arbres arrachés, et l'on franchit des branches ou même des troncs jetés en travers. Ma foi! l'un de nous se décide à faire usage de sa petite lampe électrique. Mieux vaut encore attirer les obus que se casser une jambe. Un souvenir littéraire me revient. Sainte-Beuve, qui devait se battre en duel un jour de mauvais temps, déclara qu'il ouvrirait son parapluie sur le terrain; il voulait bien recevoir un coup de pistolet, mais non pas attraper un rhume de cerveau. D'ailleurs, en perdant Douaumont, *ils* ont perdu leur meilleur observatoire. Cependant, ces lueurs intermittentes empêchent les yeux de s'accoutumer à l'obscurité. Quand les ténèbres retombent, il semble que le sol se dérobe. Les fusées qui déchirent la nuit achèvent de jeter le trouble et l'hésitation sur la marche elle-même, si elles permettent de rectifier la direction.

Le guide a trouvé une vague piste un peu meilleure. Comme en montagne, de la tête à la queue de la petite colonne,

chacun passe au suivant les consignes : entonnoir à gauche, fil de fer à droite. J'ai mis le pied sur quelque chose de mou, et instinctivement j'ai fait un pas en arrière. Un jet de lumière jaillit sur un uniforme vert, maculé de sang.

— Un Boche, me dit mon voisin. Nous avons passé le Chênois et laissé le Petit Dépôt à notre gauche. Nous arrivons au fond de la Horgne. J'ai passé là. Il n'y a guère que des cadavres allemands.

J'aime mieux ça. Au commencement de mars, quand j'étais venu, il n'y avait que des cadavres français, coureurs, relèves ou corvées de ravitaillement. Au commencement de mars, l'artillerie ennemie écrasait sans répit toute la région de Vaux : les 210 arrivaient en rafales. C'est la nôtre, aujourd'hui, dont la voix domine. Les éclairs de nos batteries nous réjouissaient au départ comme des regards amicaux. Les batteries allemandes répondent assez mal. A mesure que nous nous rapprochons, néanmoins, les éclatemens deviennent plus nombreux autour de nous.

Je n'avais pas suivi ce chemin. J'avais pris par la Vaux-Régnier et la route du fort, tandis que nous descendons dans le fond de la Horgne, pour remonter ensuite les pentes. Il fait moins sombre : voici la pointe du jour, une aube lugubre, sulfureuse, couleur d'ocre. Nous distinguons mieux l'endroit où nous marchons. Les ténèbres étaient préférables : du moins recouvraient-elles d'un manteau pudique les blessures de la terre et les restes humains. De ce sol qui, jadis, porta des arbres, de la verdure, et des fleurs au printemps, la guerre a fait un désert chaotique dont pas un pouce n'est intact, et qui est tout entier comme une vaste plaie purulente. Les entonnoirs se rejoignent, se recoupent, entrent les uns dans les autres. Dans les rares intervalles, la terre rejetée forme des excroissances, des boursouflures. Au fond des trous, stagne une eau verdâtre. Des équipemens, des sacs, des armes, des débris de toute nature y nagent. Çà et là, dans cette eau croupie ou bien appuyé à l'une des bosses de terre, gît un cadavre ou quelque morceau de cadavre. Celui-ci qui est recouvert d'une toile de tente, c'est, par exception, un des nôtres. Les Allemands, dans leur retraite, ont laissé de nombreuses plumes.

Maintenant, nous gravissons la dernière pente qui, du fond de la Horgne, nous mènera au fort. Nous croisons une corvée

de ravitaillement qui redescend, des brancardiers emportant un blessé, au prix de quelles difficultés! sur une piste à peine tracée. Et le fort nous apparaît, couronnant le plateau allongé, en forme de meule écrasée et sombre. Les ouvertures des casemates y dessinent des taches plus claires et régulières, pareilles de loin aux yeux multipliés d'un monstre. Je resterais volontiers en contemplation devant cette vision : le Sphinx de la Woëvre, comme l'appelaient les chasseurs, est là. Il est devant nous, celui qui a dévoré tant de victimes et dont le nom a pris place à jamais dans l'histoire de France. Mais il ne faut pas s'attarder. La zone qui entoure le fort est copieusement arrosée. La terre jaillit au choc des obus. Nous nous hâtons : le fort se rapproche. Il n'y a plus de contrescarpe et le fossé est comblé aux trois quarts. Nous entrons dans la gorge qui a été rouverte, car elle était bouchée. Nous descendons un escalier, nous en remontons un autre. Nous sommes dedans.

Les couloirs, déjà déblayés en partie, sont encombrés par les lits allemands à deux étages et sommier de fer. Dans une petite salle voûtée que des bougies fixées dans des goulots de bouteilles éclairent, le commandant du fort a installé son quartier général. Nommé de la veille à ce poste de choix, le capitaine Peyron, adjudant-major au 298e régiment, nous reçoit en tenue d'intérieur, en bonnet de police, et déséquipé, comme pour affirmer sa prise de possession et la sécurité de ses fonctions. Il tenait conseil sur les travaux à accomplir avec le capitaine Arrighi, à peine majeur, la tête enveloppée, car il a reçu un éclat d'obus, et le lieutenant Diot, premier occupant.

Le lieutenant Diot, qui est entrepreneur à Roanne dans la vie civile, porte trente ans : il est grand, taillé en force, bien découplé, une tête impérieuse de général de la Révolution accoutumé à toutes les initiatives, le teint olivâtre, la lèvre ombrée d'une mince moustache courte, les yeux noirs pleins de feu dont le regard doit se sentir à distance, peser sur les objets où il se pose. L'ensemble est solide, dominateur. Et rien qu'à le voir, on comprend le choix qui, de cet homme, a fait le maître de Vaux. Du fort, il n'a chassé que des fantômes. Il était de taille à en chasser l'ennemi. Sa bravoure et son audace sont légendaires dans son régiment. C'était une attaque en règle qu'il devait mener le 3 novembre quand, dans la soirée du 2, il fut appelé à conduire la reconnaissance du terrain. Sur son

expédition, il est lui-même très sobre. Pour la reconstituer dans ses détails, il faut revenir souvent sur le sujet, afin de tirer chaque fois quelque trait. En les ajoutant l'un à l'autre, patiemment, on arrive à recomposer l'aventure : c'est un travail de mosaïque. Et il faut interroger ses compagnons.

...Il est une heure du matin, le 3 novembre. Le lieutenant Diot attend avec ses hommes en avant des Carrières, à 100 ou 200 mètres à peine du fort, le retour des patrouilles qui sont parties vers minuit pour inspecter les abords et le fossé. Une à une, les trois patrouilles reviennent. Leurs renseignemens sont concordans : pas âme qui vive sur tout le terrain fouillé, pas un mouvement, pas un bruit, pas un coup de fusil, pas une fusée ; un silence presque impressionnant. Les barrages ennemis se font en arrière, à hauteur des Carrières et du Petit Dépôt. La place est nette, il n'y a plus qu'à entrer. Pendant que la compagnie du 118e, commandée par le capitaine Fouache, va contourner le fort et s'établir au-devant, le lieutenant Diot amène sa compagnie jusqu'au fossé : un peloton occupera le dessus, l'autre le suivra à l'intérieur. Lui-même s'avance avec le sous-lieutenant Lavève et le détachement de la compagnie 13/63 du génie qui lui a été adjoint. La nuit est noire comme de l'encre, la moindre lumière révélerait le projet. A tâtons, les explorateurs cherchent une ouverture pour s'y glisser. Les casemates, la gorge, toutes les issues sont murées. Enfin, au coffre Sud-Ouest, un trou est découvert qui devait servir à une mitrailleuse. Le lieutenant Diot essaye de s'y introduire : la fente est trop étroite. Quel est le soldat le plus maigre ? Poulain se présente qui a tournure de jockey. C'est lui qui, le premier, descendra bravement dans l'antre. Diot se déséquipe, ôte sa capote et plonge : à hue, à dia, on le pousse par derrière, tandis que Poulain le tire à l'intérieur. Soufflant, ahanant, peinant, il parvient à passer et, par surcroît, il a élargi la lucarne. C'est le tour de Lavève. A eux trois, ils fouillent le sous-sol. Le soldat a allumé une lanterne, les deux officiers ont poussé le ressort de leurs lampes électriques. Leurs pas retentissent sous les voûtes : ils cherchent à en étouffer la sonorité. Tout de même, ils ignorent comment finira la visite. Ils sont à la merci d'une mine ou d'un guet-apens. Une odeur insupportable les prend à la gorge : mélange de fumée, de gaz, de pourriture. Le spectacle qu'ils ont est sinistre : des détritus

brûlent encore, restes de grenades ou de cartouches explosées, débris sans nom, fumier de guerre. Deux ou trois cadavres sont étendus dans un couloir. Un brasier qui meurt jette sur eux des lueurs brèves. Cette fumée, pourtant, a dû trouver une issue. L'incendie s'est propagé au dehors, des flammes ont été vues par les aviateurs. Tout à coup un bruit de voix, de pierres qui tombent. Les trois hommes restent en arrêt, le revolver au poing. Mais ces voix parlent français. Le lieutenant Labarbe, inspectant la superstructure, a pu pénétrer à l'intérieur avec sa section par une voûte crevée. La jonction se fait gaiement. Cette fois, les explorateurs se sentent chez eux. Ils réoccupent une maison française, souillée, il est vrai, mais utilisable. L'exemple du commandant Raynal n'a pas tenté les Allemands. Ils ont vidé les lieux avec promptitude...

Le lieutenant Peyron ne manque pas de nous offrir le tour du propriétaire. Les ouvrages extérieurs sont assez mal en point : les coffres de contrescarpe sont dévastés, sauf le coffre Sud-Ouest aisément réparable. Une des galeries a sauté. Le couloir qui conduit à la casemate de Bourges de gauche est détérioré, les deux observatoires sont en mauvais état et la coupole de 75 quasi détruite par un obus lourd. Mais la visite intérieure est consolante. Déjà les chambres sont propres et rangées. On achève la toilette des corridors. Et pourtant, quelle besogne ingrate ! La saleté boche a dégoûté le 298e. Jamais locataire ne prit congé dans des conditions aussi fâcheuses pour sa réputation.

Une galerie d'une quarantaine de mètres de profondeur, boisée et aménagée dans la direction du Nord, et dont la sortie devait aboutir aux abris qui étaient édifiés sur les pentes face à la Woëvre, a été trouvée et déblayée.

— Nous nous sommes trop pressés, dira le général Mangin en l'apprenant : un peu plus tard, ils nous l'eussent livrée achevée.

Nous voici de retour au bureau du commandant d'armes, la *Kommandantur* des Allemands. Un lit à deux étages en occupe le fond. Du second étage émerge la tête hirsute de l'aumônier divisionnaire, l'abbé Rochias. Il a célébré hier la messe dans le grand couloir sommairement ratissé. La première messe de Vaux : quel souvenir inoubliable pour les assistans ! Comme les mauvais miasmes ont été chassés par la ventilation, les

démons d'Odin et de Wotan que les Allemands avaient amenés jusque là ont été exorcisés. Mais comment l'abbé Rochias est monté volontairement au fort dans la nuit du 3 au 4, ce n'est pas lui qui le dira.

A neuf heures du soir, le 3 novembre, comme les médecins-majors achevaient une journée assez rude au poste d'évacuation non loin de Verdun, le médecin-chef de la division, le docteur Antoine, reçoit un message téléphoné lui donnant l'ordre d'envoyer immédiatement au fort de Vaux un médecin et quatre infirmiers pour assurer le service de la garnison et organiser un poste de secours. Le docteur Antoine voudrait bien se désigner lui-même : son activité n'est jamais lasse et il a l'amour du danger : on l'a vu recueillir en personne des blessés, ensevelir des morts en première ligne. Mais l'importance de ses fonctions l'attache à son ambulance, et il désigne le médecin auxiliaire Agostini dont il connaît le dévouement. Il ne lui cache pas son dépit.

— Ce dépit nous a fait du bien, m'avoue en souriant le docteur Agostini. La première impression était plutôt désagréable. Nous étions fatigués, nous allions nous reposer. Et quant au fort de Vaux, il nous avait laissé de tristes souvenirs quand nous étions dans son voisinage au commencement de juin. Le retrouver ne nous disait rien qui vaille. Puisque nous faisions envie au médecin-chef, c'était une mission de confiance, et nous sommes partis avec sérénité. Ce qui acheva de nous ragaillardir, ce fut l'insistance que mit l'aumônier à nous accompagner. « Tenez-vous tranquille, lui disait le médecin-chef. — Eh! vous vouliez partir, » lui répliqua-t-il. Sur quoi, nous l'emmenâmes.

Les voilà en route pour le Petit Dépôt, l'abbé Rochias, le docteur Agostini, les quatre infirmiers, plus un guide qu'on leur a donné. Au Petit Dépôt, devenu un poste de commandement, changement de guide. Dame! celui-ci n'est pas très sûr du chemin qui n'est guère fréquenté, mais la distance à franchir n'est pas grande, cinq ou six cents mètres. Partie à minuit du Petit Dépôt, la caravane n'arrivera au fort qu'à trois heures et demie du matin. Pour comprendre ce retard, il faut avoir vu le terrain. Par surcroît, elle se perdit. Il pleut à torrens, l'obscurité est complète, les trous sont profonds, les obus tombent, le guide ne sait plus très bien où il est. Sans

s'en douter, il a contourné le fort et il conduit son monde aux nouvelles tranchées esquissées en première ligne, à deux cents mètres en avant, sur les glacis face à la Woëvre. On n'y attend pas de visites, et l'on est fort surpris de cette arrivée. Le chef de section qui reçoit la petite troupe s'informe à voix basse, — car l'ennemi n'est pas loin, — de ce qu'elle vient faire en ces lieux. « Nous allons au fort. — Vous l'avez dépassé. Il faut retourner en arrière. Un peu plus, vous tombiez chez les Boches. On va vous montrer le chemin. Combien êtes-vous ? — Un médecin, quatre infirmiers, le guide et l'aumônier. — Ah ! vous avez un aumônier. Passez-moi votre aumônier... » Dans un trou d'obus, l'abbé Rochias entend la confession de l'officier. Celui-ci le passe à un sergent qui le passe à un soldat. De trou en trou, le prêtre *fait* la première ligne. Cependant, les infirmiers attendent et leur attente se prolonge. « Malgré notre impatience, me dit l'un d'eux, nous ne pouvions qu'admirer cet homme qui, sans ordres, par simple devoir sacerdotal, était parti avec nous et trouvait le moyen, sous un feu sévère, sans compter une pluie diluvienne, de donner à de pauvres poilus trempés et en danger permanent, quelques paroles de paix et de consolation qui ne devaient pas leur faire de mal. » Enfin, la caravane prend le vrai chemin du fort. Mauvais chemin, terriblement battu. Un obus tombe presque sur eux. C'est la fin ? Il n'éclate pas. « Ça n'est pas étonnant, déclare un des pèlerins à l'arrivée. Cet homme-là est un magicien. » Et il montre le pauvre abbé Rochias tout transi et réduit qui voudrait bien se sécher...

*
* *

Le temps passe, la matinée est déjà bien entamée : il faut partir, mais, auparavant, regarder les plaines de Woëvre, faire avec les yeux un tour d'horizon. Là, jadis, il y a si longtemps, — c'était au mois de mars, — j'avais vu se lever une radieuse aurore et entendu chanter l'alouette : c'était un si étrange contraste avec la tragédie que nous vivions alors, cette douceur printanière, ce chant d'oiseau ! La Woëvre, inondée sous un ciel gris, fait un immense marécage que viennent heurter, de Vaux, la pointe de Damloup, celle de Dicourt. On dirait qu'au bord de cette plaine une main géante s'est appuyée, écartant les doigts entre lesquels se creusent les ravins. A

notre gauche, voici la crête noire d'Hardaumont; c'est, de ce côté, le dernier observatoire de l'ennemi. Plus à gauche encore, Douaumont apparaît, dominant tout le décor, Douaumont qui est à nous.

La sortie n'est pas commode. Il faut attendre la chute d'un obus, prendre son élan et filer à toute allure. — Eh! là, comme vous trottez! ralentissons, je vous prie. — La troupe ralentit, et nous en profitons pour nous retourner et emporter dans le regard le fort aux yeux de monstre, Douaumont le géant, et, plus près, la Woëvre dont un fugitif rayon de soleil fait tout à coup miroiter les eaux. Puis nous reprenons notre marche sur ce sol convulsé, sans végétation, dont le jour ne permet plus d'ignorer aucune horreur. Un paysage d'astre éteint, de monde inanimé : voilà ce que les Allemands sont venus faire de cette terre de France. Et cette terre qui montre ses plaies crie contre eux. Mais le châtiment a commencé; partout gisent des équipemens de chez eux, des sacs verts, des uniformes verts, tas de cadavres qu'on n'a pas encore eu le temps d'ensevelir.

Nous avons repris le même chemin qu'au départ. Nous sommes maintenant au pied de Souville, mordoré dans la lumière pâle. Les éclatemens autour de nous sont devenus plus rares. Cependant, sur la piste même que nous avons suivie, trois corps sont étendus, tués par le même projectile. Ils sont encore tout chauds. Leurs blessures sont effroyables et leurs chairs mêlées. A peine à quelques pas plus loin, deux soldats creusent un boyau. Ils ont continué leur besogne presque sans interruption. Ils ne peuvent plus rien pour leurs camarades et les brancardiers vont venir. Alors, il faut bien que le travail se fasse. Nous avons passé là tout à l'heure : pourquoi ceux-ci plutôt que nous? C'est le destin, aurait dit le commandant Nicolay. Aux abords du fort, il n'y avait pas de victimes : ici comme à la montagne, aux endroits périlleux les accidens sont exceptionnels et, quand on ne se croit plus menacé, la mort vient.

Ceux-ci ont été frappés l'outil à la main. Ils ont l'air de s'être serrés les uns contre les autres pour unir leur faiblesse. Il y a deux ou trois jours, dans le secteur des Éparges, le commandant de Lépinière, du 108e régiment territorial, qui est un régiment de Savoie, pour me montrer la solidarité qui lie ses

vieux soldats, la plupart venus des champs, me racontait la mort de l'un d'entre eux. Ils étaient deux du même patelin, de la même année au delà de la quarantaine, qui travaillaient à peu de distance l'un de l'autre à creuser le même boyau. Une de ces mauvaises torpilles qui mènent un grand vacarme et tournent en l'air avant de choir, éclate dans leur voisinage. L'un est blessé et l'autre indemne. Le blessé appelle à l'aide. L'autre accourt, prêt à l'emporter. Il en a emporté tant d'autres à l'ambulance! C'est un homme fort et noueux qui ne mesure pas ses services. Mais cette fois, il voit bien que ce n'est plus la peine. Déjà la mort a mis son ombre sur ce visage terreux. Il s'est penché : — Mon pauvre vieux, dis tes prières. Le moribond rouvre les yeux et murmure : — Je ne les sais plus. Mais toi, dis-les. L'autre hésite. Il cherche, il fouille et il répond : — Je n'en sais pas plus long que toi. — Dis-les quand même, insiste le mourant. Alors l'homme tend ses muscles. Ainsi qu'on hisse un seau d'un puits, il tâche à retirer du passé des syllabes oubliées. Mais le seau remonte presque vide : — *Notre père qui êtes aux cieux*, finit-il par dire. Puis il demeure coi, n'ayant pu trouver la suite. Et déjà le mourant a répété d'une voix qui faiblit : — *Notre père qui êtes aux cieux...* Il reste la bouche ouverte, attendant ce qui doit venir et qui ne vient pas. Ah! mais, patience, on travaille, on aboutira. De nouveau l'homme lance le seau et tire la corde, les veines de son front se gonflent, et cette fois il ramène : — *Je vous salue, Marie...* — *Je vous salue, Marie...* a redit le blessé docilement. Et son regard interroge encore. Mais qu'y a-t-il donc après ces paroles? Quand l'homme était petit, sa mère le savait et le lui avait appris. Oui, mais tant d'eau a coulé sous les ponts depuis cette époque! Il est un territorial des dernières classes. Ce n'est pas sa faute s'il a fait tant de chemin depuis son enfance. A-t-il fait tant de chemin? Sur la route il y a les auberges, et c'est là qu'on oublie. Mais quoi? le camarade en redemande et tourne vers lui un œil suppliant. Va-t-il le laisser dans l'embarras? Alors, d'un effort à arracher, avec la corde, toute la margelle du puits, il parvient à amarrer ce troisième commencement : — *Je crois en Dieu...* Le mourant l'a déjà happé. Il n'y en a pas long. Et puisqu'il en réclame encore et puisqu'on ne peut décidément lui en donner davantage, voici que l'homme enchaîne ses trois prises et les fait alterner comme une litanie : — *Notre Père qui êtes aux*

cieux. Je vous salue, Marie. Je crois en Dieu, — jusqu'à ce que les lèvres de son camarade n'aient plus soif et s'arrêtent de remuer...

*
* *

Nous sommes de retour, le général Andlauer qui a repris Vaux et Damloup est monté au fort la veille, un des premiers. Comme le général Mangin, comme les généraux de Salins et Passaga, il a passé aux colonies sa jeunesse : il s'y est dressé à l'organisation des territoires et des expéditions. Il en a gardé un goût de l'aventure physique. De Vaux il a rapporté une vision de vase où l'on s'enlize, mais aussi d'orgueil. C'est le dernier captif de la grande bataille de Verdun enfin délivré.

Le plus étrange spectacle qu'il ait rencontré au cours de la guerre, c'est peut-être celui d'un mort que la mort n'avait pas pu renverser. Enfoncé dans la boue plus haut que les genoux, maintenu droit par cette boue coagulée, le casque tombé, la tête saignante, ce soldat tué semblait se raidir pour avancer encore. Il avait gardé la pose de la marche. En passant de la vie à la mort, il avait été changé en statue...

Toutes ces visions d'horreur et de splendeur mêlées forment autour de Vaux un halo légendaire. Comme une sentinelle docile, il a repris son poste au bord de la Woëvre. Il continue de monter la garde en avant de la Ville sauvée. Il vit. Et pourtant, il semble qu'il fait déjà partie de ce patrimoine du passé où les poètes viendront puiser, où les conteurs chercheront des récits pour exalter l'imagination des enfans et leur donner à jamais l'amour et l'admiration de la France...

II. — DOUAUMONT

3 décembre.

Un mois a passé depuis la victoire de Douaumont-Vaux, et déjà il n'en est plus question ici où l'on est tout entier aux derniers préparatifs de la nouvelle opération. Cette nouvelle opération achèvera l'œuvre des 24 octobre et 3 novembre qui a rétabli la barrière fortifiée de Verdun. Vaux et Douaumont demeurent menacés, l'un par les feux d'Hardaumont qui le dominent, l'autre par les observatoires des Chambrettes et de la cote 378 qui ne lui est inférieure que d'une dizaine de mètres. Le

projet est de pousser jusqu'aux bois des Fosses et des Caurières, qui furent le théâtre des premiers combats les 21, 22 et 23 février. De Vacherauville à Hardaumont, il s'agit d'emporter la côte du Poivre, Louvemont, la cote 378, les Chambrettes et de pousser jusqu'à Bezonvaux. Certes, la ceinture des forts est renouée, mais, quand on veut être chez soi, il ne faut pas laisser l'ennemi trop près de la porte (1).

Je monte à Douaumont avec le capitaine Cavaignac. Le départ à 3 heures du matin est glacial. Le temps s'est mis au beau, mais il gèle. Les étoiles brillent comme elles font aux lendemains de mauvais temps, après que le ciel a été lavé. Au poste de commandement de la division, nous trouvons un guide qui dort à poings fermés sur un fauteuil devant un magnifique feu de bois dont les matériaux ressemblent fort à des débris de planchers. Nous prendrions volontiers sa place. Mais il faut se hâter.

La montée de la côte de Belleville commence de nous réchauffer. La nuit, l'incomparable nuit d'étoiles nous tient compagnie. Du côté de Vaux, une planète, — Jupiter peut-être, — a tant d'éclat que nous sommes tentés de la prendre pour une fusée et d'attendre sa chute. La guerre nous a accoutumés à la pluie des astres artificiels. Mais, plus encore, elle a rattaché l'homme aux constellations. Il a si souvent vécu la nuit qu'il a pris goût à la connaissance des étoiles. Même s'il ignore leurs noms, — leurs beaux noms mystérieux, — il les suit elles-mêmes dans leurs évolutions. Il sait quand elles naissent au firmament et quand elles meurent. Un poète américain qui vivait en France, Alan Seeger, et qui, la guerre déclarée, voulut servir son pays adoptif et s'engagea dans la Légion étrangère, a magnifiquement exprimé ce sentiment nouveau, né d'une familiarité plus étroite avec la nature. Il l'a exprimé, non pas dans un poème, mais dans une lettre qu'il adressait à sa mère avant d'être tué à l'assaut de Belloy-en-Santerre (4 juillet 1916) : « Le soldat en sentinelle, écrivait-il, considérant la crête qui appartient à l'ennemi et au-dessus de laquelle la Grande-Ourse remonte vers le zénith, éprouve un enthousiasme sublime et inconnu de lui jusqu'alors, *une sorte de camaraderie avec les*

(1) Cette opération s'est faite le 15 décembre 1916 : c'est la victoire de Louvemont-Hardaumont qui a complété la victoire de Douaumont-Vaux et terminé la bataille de Verdun.

étoiles. » Il n'y avait auparavant que les astronomes et les pâtres pour ressentir cette sorte de camaraderie...

Nous redescendons vers le ravin des Vignes pour remonter la pente de Froideterre. Mais, que de changemens depuis que j'étais venu ! Voici une voie ferrée où des hommes poussent des wagonnets, et voici une route, une vraie route, qui n'était certes pas marquée sur la carte.

— Oui, me dit mon compagnon, on construit 25 kilomètres de route et 10 de voie étroite. C'est pour la prochaine offensive.

Ce que la préparation d'une offensive, dans la guerre moderne, réclame et représente de travaux, on le saura un jour, avec stupéfaction. Le peuple romain est grand dans l'histoire parce qu'il a été le peuple bâtisseur. Tout chef d'armée est un constructeur aujourd'hui.

Ces voies ferrées, ces routes nouvelles ont été gagnées sur l'effroyable terrain qu'est le sol argileux de Verdun. Il a fallu apporter ici la pierre et promener le rouleau. Mais cela ne fait que de minces rubans tout bordés de précipices. De chaque côté, d'énormes entonnoirs nous guettent, souvent remplis d'une eau qui commence à se prendre et qui brouille les constellations en les reflétant. Et d'inquiétans débris se distinguent vaguement à la lueur des astres.

Nous laissons à notre droite l'abri des Quatre Cheminées sur les pentes du ravin des Vignes. Le petit jour qui point nous permet de reconnaître le poste de commandement 119, puis l'ouvrage de Thiaumont, pareil à une grosse motte de terre. Fleury est là-bas, longue tache blanche étendue comme un suaire. Tous ces noms représentent de la douleur et de la gloire : voir leur réalité, c'est mettre ses doigts dans les plaies de Verdun, comme Thomas les mit dans les plaies du Christ, après la Résurrection.

Cependant la voie ferrée que nous avions pris le parti de suivre n'est pas achevée. Il nous faut maintenant marcher sur une piste verglassée et glissante. Il ne nous reste que huit ou neuf cents mètres à parcourir, huit ou neuf cents mètres que nous aurons la chance de parcourir sur un terrain durci par la gelée quand, d'habitude, c'est une boue sans fond où il faut se hasarder comme sur un marécage. Des relèves ont ici perdu des hommes enlizés. Des coureurs n'ont pas reparu. Qu'on imagine ces voyages dans la nuit et sous les obus, où l'on a la sen-

sation d'enfoncer dans une terre gluante sans pouvoir trouver un point d'appui pour s'y raccrocher, et qu'on imagine ce que représente d'efforts une marche en avant dans de telles conditions !

Cette masse noire qui se rapproche, c'est le fort. Au jour naissant qui ne lui impose pas encore des contours nettement définis et le laisse se perdre dans la pénombre, il apparaît comme une moraine chaotique, déchiquetée, travaillée par les avalanches. Mais, de plus près, il porte la trace du travail humain et serait plutôt comparable à quelque énorme *tank* dressé pour écraser de son poids le visiteur. Il avance à grande allure et brusquement il disparaît. Nous sommes entrés dans la gorge et nous sommes happés par le trou d'ouverture. Nous descendons dans le couloir central, mais le fort a été coupé en deux par un obus de 400 qui a creusé un entonnoir de 25 mètres de diamètre. Les galeries que nous suivons portent les noms des vainqueurs : *Général Pétain, général Nivelle, général Mangin.* Il y a une tourelle *Nicolaÿ.* L'ancienne *Kommandantur,* belle pièce éclairée par plusieurs lampes électriques, sert de logis au commandant d'armes, actuellement le commandant de Montalègre, du 49e bataillon de chasseurs à pied. Sur sa table de travail, dort un gros et gras matou au poil gris.

— C'est un allemand, nous dit-il. Mais nous l'avons naturalisé français.

En effet, il porte autour du cou un ruban tricolore.

Comme à Vaux, c'est le tour du propriétaire. L'héritage ennemi a été plus important à Douaumont : appareils électriques, appareils de télégraphie sans fil, appareils téléphoniques, le tout plus ou moins utilisable. Les magasins de vivres feraient penser à quelque grande maison d'alimentation, s'il ne flottait encore dans l'immeuble une vague odeur cadavérique. L'étage inférieur est intact. L'étage supérieur, outre le fameux entonnoir qui l'a rompu, a l'une ou l'autre de ses galeries crevées. Par les ouvertures, on aperçoit des morceaux du ciel levant, tout vert et or, au-dessus d'un premier plan bouleversé, restes du fossé à demi comblé, levées de terre de la superstructure, démolitions, et trous d'obus. Le contraste de ce ciel fleuri et du gouffre du fond duquel nous le regardons fait songer à quelque vision aperçue de l'*Enfer* de Dante.

De la superstructure se découvre le paysage de mort, moins

étendu qu'on ne s'attendrait à le voir de Douaumont qui, de tout le massif, est avec Souville le plus haut sommet, car la vue se heurte en avant à la cote 378 et aux Chambrettes. Douaumont, si l'on se retourne, livre au regard les deux rives de la Meuse : les Allemands, en le perdant, ont perdu leurs yeux. Il ne nous offre pas à nous, de leur côté, un aussi merveilleux observatoire. Je m'oriente pour embrasser, avant de repartir, le futur champ de bataille, celui de l'opération qui se prépare et qui va dégager les abords de Douaumont et de Vaux, fixer définitivement notre ligne au delà de Verdun. A mes pieds, ce sont les pentes brunes de la colline, toutes piquetées d'entonnoirs et de tranchées comme un visage marbré, et entaillées par une série de ravins. Sur la gauche, voici les ravins de la Couleuvre et du Helly qui vont se perdre vers Hardaumont. Ils semblent sortir de cette tache blanche presque lumineuse qui n'est autre que le village de Douaumont. Au-dessus, ces pentes qui montent et me font face, c'est la cote 378 qui barre l'horizon et masque le bois des Fosses. Plus à droite, sur cette crête, le bois déchiqueté des Chambrettes rassemble ses rares plumeaux. Toute cette terre, sans végétation, semble frappée irrémédiablement : jamais elle ne portera plus ni des fleurs ni des fruits. Çà et là, des colonnes de fumée qui montent des éclatemens et que les détonations accompagnent, font penser à des volcans souterrains qui grondent.

Des souvenirs me reviennent des premiers jours de la bataille, quand de poignans messages annonçaient successivement la perte du bois des Fosses, celle du bois des Caurières, celle des Chambrettes. Déjà la victoire du 24 octobre nous a ramenés au soir du jeudi 24 février. Tous les innombrables assauts livrés par l'ennemi depuis cette date sont annihilés. Et déjà, nous nous préparons à poursuivre nos avantages.

Il est temps d'abandonner ce belvédère, le soleil est déjà haut sur l'horizon. Mais la chance nous favorise et notre sortie est aisée. Un grand tumulte nous fait retourner : derrière nous, un barrage tardif fracasse des pierres, et nous nous arrêtons pour mieux emporter la vision de cette masse désordonnée et romantique que présente le grand fort. Les photographies d'avions lui attribuent des contours définis et il faut croire que ses fossés et ses redoutes ont gardé leur dessin, puisque, de haut, ils s'aperçoivent. Mais, de plain-pied, il n'a plus de forme.

C'est la moraine des grands mouvemens géologiques. Le blanc gel qui la recouvre et la fait étinceler achève de nous reporter aux époques glaciaires.

Ce blanc gel donne à tout le paysage qui nous entoure une apparence si fantastique qu'il ralentit à tout instant notre marche pour le mieux contempler. Nous pouvons nous croire transportés sur une chaîne des Alpes. Dans les fonds, dans les ravins, c'est la mer de nuages. Seuls, émergent les sommets et ces sommets qui, dans la réalité, n'ont que trois ou quatre cents mètres à peine, prennent des airs altiers en se caressant à la clarté froide du soleil d'hiver. Souville, aux flancs baignés de brume, laisse la ligne sinueuse de son plateau flotter comme une écharpe légère. Cette haute falaise arrondie au-dessus d'un océan confus qui recouvre la plaine de la Woëvre porte le fort de Vaux. Autour de nous, la gelée a jeté un manteau d'hermine sur les affreux débris du champ de bataille : un casque, une gamelle, brillent çà et là et, si l'on regardait de plus près les bosses qui bordent les trous, on distinguerait des cadavres.

Mais pourquoi regarder de plus près? Ce beau soleil d'hiver met l'âme en liesse. Les pentes de Froideterre, maintenant hors des vues de l'ennemi, se sont animées. La voie ferrée charrie des wagonnets de munitions et de vivres qu'une troupe bruyante accompagne. On dirait un chantier en plein travail. L'un ou l'autre ouvrier chante à pleine voix. De la côte de Belleville, nous cherchons des yeux la Meuse et Verdun. Mais la Meuse et Verdun sont dans le brouillard. Seules, les deux tours de la cathédrale sortent des nuages comme deux bras levés.

Le silence revêt le plus grand nom du monde :
Un lendemain sans borne enveloppe Verdun.
Là, les hommes français sont venus un à un,
Pas à pas, jour par jour, seconde par seconde,
Témoigner du plus fier et plus stoïque amour.

Ils se sont endormis dans la funèbre épreuve.
Verdun, leur immortelle et pantelante veuve,
Comme pour implorer leur céleste retour,
Tient levés les deux bras de ses deux hautes tours (1).

Apparition prodigieuse de ces deux bras levés au-dessus de la grande ruine victorieuse que les douces nuées sont venues

(1) Mme de Noailles.

panser, comme les déesses accourues vers Prométhée crucifié.

Le fort de Vaux m'avait laissé une impression de douleur et de désolation. Mais ce retour de Douaumont prend un rythme joyeux. Ici, le 24 octobre 1916, l'hymne de délivrance a commencé de retentir quand les chaînes du premier captif furent brisées...

*
* *

Henri Heine, le moins Allemand des Allemands, voyageant en Italie, raconte dans les *Reisebilder* qu'il fut pris d'un éblouissement quand le postillon lui cria :

— Nous sommes sur le champ de bataille de Marengo.

« ... C'est ici, écrit-il, que le général Bonaparte but un coup si copieux à la coupe de la gloire que, dans l'ivresse, il devint Premier Consul, Empereur, maître du monde et ne put se réveiller qu'à Sainte-Hélène. »

Et quand la visite s'achève, il ajoute, le soir de son pèlerinage : « ... J'aime les champs de bataille, car tout horrible qu'est la guerre, elle témoigne pourtant de la grandeur intellectuelle de l'homme qui peut défier la mort, son plus puissant ennemi héréditaire. »

Plus tard les pèlerins qui, pieusement, graviront les pentes de ces deux sanctuaires français, Douaumont et Vaux, viendront y célébrer l'immortelle victoire de Verdun, qui marqua l'arrêt de la puissance germanique. De Verdun, ville de douleur, datera, pour la France, une nouvelle ère de gloire. Et ils sentiront sous leurs pieds cette terre frémissante et comme soulevée par tous les morts qui en ont fait à jamais une terre sacrée :

A force d'engloutir, la terre s'est faite homme (1)...

En aucun lieu du monde, ne fut révélé au monde par les hommes un plus grand courage devant la douleur et devant la mort : « la seule chose qui vaille la peine que l'histoire soit écrite, a dit un historien (2), c'est-à-dire le spectacle d'une âme plus forte que le péril. »

HENRY BORDEAUX.

(1) Mme de Noailles.
(2) M. de La Gorce.

AUTOUR D'UN MARIAGE PRINCIER

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1913

I

C'était au mois de juillet 1878.

Le Congrès de Berlin venait de finir. Les plénipotentiaires allaient se séparer, après avoir siégé durant plusieurs semaines; ils n'avaient, en dépit de leurs efforts et de leurs prétentions, fondé le repos de l'Europe que sur des bases dont la fragilité devait bientôt apparaître. Le ministre des Affaires étrangères de France, Waddington, qui, avec l'ambassadeur comte de Saint-Vallier et M. Desprez, directeur de la politique au quai d'Orsay, avait représenté son pays dans cette réunion diplomatique, préparait son départ, lorsqu'une dépêche de M. Victor Tiby, représentant français en Danemark, lui apportait à l'improviste une nouvelle sensationnelle. Elle portait que le prince impérial, fils de Napoléon III, qui voyageait dans les pays scandinaves, était attendu à Copenhague au mois d'août et devait être reçu par la famille royale, au château de Bensdorff. Le but du jeune prince, en procédant à cette visite, était, racontait-on, de se faire connaître des souverains danois et de leur plus jeune fille, la princesse Thyra, la seule qui ne fût pas mariée; la reine d'Angleterre s'intéressait vivement aux deux jeunes gens et souhaitait leur union. Si, comme tout le laissait supposer, ils se plaisaient, les fiançailles ne se feraient pas attendre

et le mariage suivrait promptement. A Copenhague, dans les milieux de la Cour, on gardait le secret sur ce projet; mais, d'après les initiés, les informations auxquelles il donnait lieu étaient l'expression de la vérité.

Une autre circonstance tendait à prouver leur exactitude; la famille royale qui, peu de temps auparavant, se proposait de résider en France durant quelques jours, avant de se rendre en Angleterre à l'invitation de la reine Victoria, venait de renoncer à passer par Paris; elle irait directement à l'île de Wight où elle était attendue. Ce changement d'itinéraire était attribué, d'une part, à la crainte qu'avaient conçue les souverains danois de provoquer, en voyageant, en France, les commentaires des journaux sur l'éventualité de ce mariage dont on entendait parler pour la première fois, et, d'autre part, à l'accord intervenu entre la famille royale et le prince impérial, aux termes duquel ils devaient se retrouver à la cour britannique.

Cette nouvelle, arrivée à Berlin au moment où Waddington allait quitter la capitale allemande, ne pouvait le laisser indifférent et ne pas l'émouvoir. Bien qu'il n'en eût pas la confirmation officielle, elle lui venait d'une source qu'il devait considérer comme sûre, et c'eût été de sa part un témoignage d'imprévoyance de ne pas mesurer dans toute son étendue le prestige dont se parerait aux yeux des Français le fils de l'Empereur déchu, en épousant la princesse Thyra de Danemark.

Il convient de rappeler quelle situation privilégiée et respectée avaient créée au roi Christian IX, dans l'aréopage des empereurs et des rois, bien qu'il n'y figurât que comme souverain d'un petit État, la dignité de sa vie, la pureté de ses mœurs, la sûreté de son commerce, les agrémens de sa cour, dont on disait que c'était une cour patriarcale, et surtout les alliances qu'à la faveur de la grâce captivante de ses filles aînées, Alexandra et Dagmar, il leur avait fait contracter. En 1863, neuf mois avant qu'il montât sur le trône comme successeur de Frédéric VII, et alors qu'il n'était encore que prince de Gluksbourg, la première épousait le prince de Galles, le futur Édouard VII. C'était sa mère, la princesse Louise, qui avait préparé ce mariage, en intéressant à son projet la princesse impériale d'Allemagne, sœur du jeune héritier de la couronne britannique. Celui-ci s'était promptement épris de l'élue de sa sœur, et le mariage avait été célébré, le 10 mars, à

Windsor. Le 15 novembre, Frédéric VII expirait et le prince de Gluksbourg lui succédait, sous le nom de Christian IX, dans des circonstances critiques qui, l'année suivante, aboutissaient au démembrement de ses États, accompli en quelques semaines par la Prusse et l'Autriche. Mais, moins de deux ans plus tard, le mariage de sa seconde fille venait en quelque sorte le dédommager des malheurs de son royaume et de sa maison.

Fiancée d'abord au grand-duc héritier de Russie, la princesse Dagmar avait eu la douleur d'apprendre sa mort avant la célébration de leur mariage. Mais, au moment d'expirer, il avait pris la main de son frère cadet Alexandre, à qui son trépas allait donner le trône, et, la mettant dans celle de leur père qui se tenait à son chevet, il avait dit : « Aimez-le, mon père, c'est une âme de cristal. »

Recueilli par l'Empereur, le mot avait été entendu à Copenhague, et, en 1866, la fiancée veuve épousait celui qui devait être Alexandre III. Si donc le prince impérial s'alliait à la maison de Danemark, il deviendrait le beau-frère d'un futur roi d'Angleterre et d'un futur empereur de Russie, l'allié de la famille régnante de Grèce issue du pays danois, sans parler de parentés plus éloignées avec d'autres dynasties, que lui auraient créées ces alliances.

Il est aisé de comprendre les préoccupations auxquelles une telle perspective devait livrer le ministre français, et on ne saurait s'étonner qu'il se fût empressé d'en faire part à l'un des plénipotentiaires anglais, lord Beaconsfield, qui n'avait pas encore quitté Berlin. Les deux personnages s'étaient liés pendant la durée du Congrès. Il semble même y avoir eu entre eux plus d'attirance réciproque qu'entre Waddington et l'autre ministre britannique, le marquis de Salisbury. C'est donc à lord Beaconsfield qu'« en toute franchise » Waddington exprima le déplaisir que ressentirait le gouvernement de la République, si ces bruits venaient à se confirmer.

« Je les crois sans fondement, déclara lord Beaconsfield. S'il était question d'un tel mariage, je le saurais. »

Waddington n'était pas convaincu ; les affirmations reçues de Copenhague autorisaient ses doutes. Il insista « sur les embarras intérieurs et les complications extérieures que l'événement pourrait provoquer. » Son interlocuteur ne semblait pas les craindre au même degré que lui, mais ajouta que le

gouvernement français pouvait compter sur ses bons offices personnels, « dans la mesure où son action pourrait se faire sentir en une matière aussi délicate. » Waddington rentrait à Paris le lendemain, y voyait le prince de Galles qu'il entretenait de cette affaire et dont le langage l'eût rassuré, si l'ambassadeur britannique, lord Lyons, en affirmant « que le projet paraissait abandonné, » n'eût implicitement avoué qu'il avait existé. Le 9 août, le ministre des Affaires étrangères danois affirmait au ministre de France que la nouvelle était fausse. Mais celui-ci n'en croyait rien et maintenait ses informations antérieures. Ne sachant plus que penser, Waddington se décidait le 28 à écrire au marquis d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres.

« Sans méconnaître l'influence que les liens dynastiques peuvent exercer sur la politique des gouvernemens, lui mandait-il, nous considérons cette influence comme un faible appoint des forces qui agissent de notre temps sur le destin des peuples. Nous ne devons pas cependant rester inattentifs aux symptômes qui nous annoncent cette tentative d'union entre le fils de Napoléon III et une famille régnante que des alliances antérieures rattachent étroitement aux plus grandes monarchies de l'Europe. Nous pouvons d'autant moins nous montrer indifférens que ce projet nous est représenté comme rencontrant de hautes approbations et même un appui à la cour d'Angleterre. » Après ce préambule, le ministre des Affaires étrangères racontait ce qui s'était passé à Berlin entre lui et lord Beaconsfield, et la promesse d'intervenir faite par ce dernier, à qui le marquis d'Harcourt était prié de la rappeler. Waddington invitait en même temps son représentant à Copenhague à faire comprendre au gouvernement royal « qu'une telle union serait peu conforme au caractère amical des relations du Danemark avec la France. »

« Mais il n'en a jamais été question, répliquait le premier ministre danois, en réponse à cette communication. »

A Londres, lord Beaconsfield parlait dans le même sens et n'était pas moins affirmatif. Après information « auprès de la plus haute autorité du royaume, » il affirmait que « les bruits recueillis par le chargé d'affaires de France étaient sans fondement et qu'il était notamment inexact que le prince impérial dût venir à l'île de Wight. » Il semble bien que c'était la vérité

et que le diplomate français accrédité en Danemark s'était laissé tromper par les apparences. Cependant on ne saurait l'affirmer, bien que, pour démontrer l'invraisemblance des rumeurs dont notre représentant s'était fait l'écho, on puisse rappeler qu'à cette même époque, les familiers du prince impérial laissaient entendre que, s'il avait été libre d'obéir à ses sympathies et aux impulsions de son cœur, c'est sur une princesse d'Angleterre, fille de la Reine, que son choix se serait porté. Au surplus, outre qu'il n'est point aisé de pénétrer dans les secrets des familles royales, un autre événement allait couper court à toutes les incertitudes avant que ce jeune prince eût péri prématurément dans une aventure tragique. Alors qu'à Paris on commençait à peine à se rassurer, on apprenait tout à coup que la princesse Thyra, recherchée par un prétendant dont il n'avait pas été question jusque là, venait, avec le consentement de ses parens, de lui accorder sa main.

Ce nouveau venu n'était autre que le duc de Cumberland, fils du roi de Hanovre, Georges V, qu'en 1866, la Prusse avait dépossédé de ses États pour le punir d'avoir pris parti pour l'Autriche dans la guerre austro-prussienne. L'événement s'était accompli le 29 septembre. Trois mois avant, Georges V, vaincu par Manteuffel dans un combat où il avait perdu plus de 4000 hommes et ne pouvant plus compter sur le secours des Autrichiens mis en déroute, s'était vu contraint de capituler entre les mains du vainqueur. Averti que sa couronne ne lui serait pas rendue, il avait relevé ses officiers et ses fonctionnaires de leur serment de fidélité et s'était réfugié en Autriche, emmenant la reine dont les cheveux, nous dit un contemporain, avaient blanchi en quelques jours et leurs enfans qui allaient être la seule consolation de leur exil. De Pentzing, près de Vienne, il avait protesté contre la spoliation dont il était menacé, en s'engageant à ne jamais renoncer à ses droits. A cette protestation, Guillaume Ier avait répondu en proclamant sans autre forme de procès l'annexion du Hanovre à la Prusse, infligeant du même coup un sort pareil à l'Électorat de Hesse, au duché de Nassau et à la ville libre de Francfort. Le duché de Brunswick, qui devait un jour revenir par héritage à un prince de la maison de Hanovre en sa qualité de représentant de la branche cadette de la famille de Brunswick, échappait à la confiscation, parce que son souverain, le duc Guillaume, dernier

représentant de la branche aînée, s'était soumis à la Prusse en temps utile. Elle le récompensait de sa soumission, en lui laissant son duché, tout en se promettant de ne pas permettre que, lorsque sa mort rendrait vacante sa minuscule couronne, elle échût à un fils du roi proscrit. Guillaume Ier se vengeait ainsi des alliés de l'Autriche, et s'il n'exerça pas sa rancune et son avidité contre la Bavière, c'est qu'il en fut empêché par Bismarck qui ne voyait que péril dans des annexions plus nombreuses, et les lui fit toucher du doigt. Le conquérant n'en resta pas moins mécontent de n'avoir pu annexer à son royaume d'autres territoires. Après la signature du traité de Prague, il disait d'un accent grondeur : « C'est une paix honteuse. »

Douze années avaient passé sur ces événemens, on était en 1878, et le malheureux Georges V, après une fin d'existence obscure et douloureuse, venait de mourir à Paris, le 12 juin, n'ayant pas encore atteint sa soixantième année. C'est son fils Ernest-Auguste, duc de Cumberland, prince en Allemagne par sa parenté avec les Hohenzollern, prince de Grande-Bretagne et d'Irlande, avec le titre et le rang d'Altesse royale en Angleterre, comme issu de la maison des Saxe-Cobourg, qui allait épouser la princesse Thyra de Danemark.

Avant de rappeler les complications et les incidens auxquels ce mariage donna lieu, nous devons raconter comment il s'était fait.

La reine Victoria, qui portait une affection particulière au duc de Cumberland, souhaitait depuis longtemps le voir réconcilié avec la famille impériale d'Allemagne. Après la mort du roi de Hanovre, l'occasion lui semblant propice à une réconciliation, elle avait insisté pour obtenir du prince qu'il renonçât à suivre l'exemple de son père, et à protester contre la confiscation de 1866. D'abord il avait paru disposé à accéder à cette prière. Il s'était engagé vis-à-vis de la Reine à cesser de faire valoir ses droits à la couronne hanovrienne, à la condition que les biens séquestrés qui formaient l'héritage paternel lui seraient restitués, et que ses droits à la succession du duché de Brunswick seraient reconnus par le gouvernement prussien. A ce prix, il se prêterait à une entrevue avec son cousin le prince impérial d'Allemagne qui, à plusieurs reprises, en avait exprimé le désir. Heureuse de cet engagement, la reine Victoria avait chargé lord Beaconsfield de profiter de son séjour à Berlin où l'avait

appelé le Congrès, pour pressentir les dispositions du prince de Bismarck et négocier avec lui un arrangement qui, si le chancelier s'y prêtait, serait d'autant plus facile que l'empereur Guillaume Ier, l'impératrice Augusta, leur fils le kronprinz Frédéric, celui-ci chapitré par sa femme la princesse Victoria d'Angleterre, souhaitaient vivement cette réconciliation.

Il est remarquable que, depuis ses victoires de 1866 et de 1870, comme s'il eût redouté d'en compromettre les résultats, ou voulu effacer le souvenir des spoliations qui avaient assuré l'agrandissement de la Prusse et la création à son profit de l'empire d'Allemagne, l'Empereur consacrait ses efforts à faire oublier, sans du reste rien sacrifier de ses gains territoriaux, les procédés à l'aide desquels il les avait réalisés. En se prêtant à un rapprochement avec le fils du roi de Hanovre, il restait semblable à lui-même, et tel il apparaît dans ce rôle à l'égard du prince dont il a odieusement dépouillé le père, tel on le verra se conduire avant, pendant et après envers l'Autriche et la France. En la circonstance, il subissait par surcroît l'influence de l'Impératrice, dont il est juste de dire qu'elle s'est fréquemment appliquée, au cours de sa longue existence, à atténuer ou à réparer dans la mesure du possible, et vis-à-vis des personnes, les malheurs infligés aux nations par la politique de son mari. Le vif attachement du ménage impérial pour la reine Victoria, mitigé chez l'Empereur de beaucoup de déférence et de crainte, et plus désintéressé chez l'Impératrice, encourageait ces dispositions. Elles méritent d'être signalées comme un trait du caractère de Guillaume Ier dont les actes ont toujours témoigné du désir de ne pas déplaire à une grande souveraine, amie de sa femme et mère de sa bru, et de ne pas plus laisser la politique et le prince de Bismarck le brouiller avec elle qu'avec l'empereur de Russie, Alexandre II, son neveu, qu'il chérissait comme un fils. Il y a beaucoup d'hypocrisie chez Guillaume ; comme la plupart des Hohenzollern, il cachait une nature de reître sous des dehors de gentilhommerie dont il aimait à faire montre envers les femmes ou quand il recevait les représentans étrangers; mais il y avait aussi de la sincérité dans son visible effort, après les guerres de 1864, 1866 et 1870, pour qu'elles ne se renouvelassent pas. Il ne mentait pas quand il protestait de son désir de paix universelle. Toutefois, c'est moins d'un ardent amour pour la paix qu'il s'inspirait que de la crainte de compro-

mettre par un excès d'ambition l'œuvre inespérée accomplie par Bismarck.

Le chancelier connaissait à fond le caractère de son maître et savait en jouer. Quelque opiniâtreté qu'il mît, en discutant avec lui des affaires de l'État, à soutenir son opinion, parfois même à laisser la discussion tourner en querelle, il avait l'art de s'arrêter à temps, c'est-à-dire, lorsqu'il sentait que son obstination serait impuissante à vaincre la résistance du souverain. Il y eut souvent entre eux des discussions aigres et violentes, jamais de rupture sérieuse. C'est ainsi que, en ce qui concernait le cas du duc de Cumberland, ayant compris que la ligue formée par la reine Victoria, l'impératrice Augusta et la kronprinzessin Frédéric serait plus forte que lui auprès de l'Empereur, Bismarck accueillit favorablement les ouvertures de lord Beaconsfield et céda sans se faire prier, mais sans dissimuler qu'il y était contraint et forcé.

« En principe, je suis opposé à toute entente avec la maison de Hanovre dont les partisans sont, dans le Reichstag, mes adversaires les plus ardens, dit-il au ministre anglais. Nous n'avons en Prusse aucun intérêt à favoriser le parti guelfe qui entretient dans l'ancien royaume de Georges V une agitation révolutionnaire, et qui profitera pour l'activer des concessions que nous lui ferons. Mais en présence du désir manifesté par mon souverain et par le prince de la Couronne, il m'est impossible de décliner les ouvertures que vous me faites au nom de Sa Majesté la reine, si opposé que j'y sois personnellement. En conséquence, dès que le duc de Cumberland aura déclaré reconnaître l'Empire d'Allemagne et fait une visite à l'Empereur son oncle, il recevra les seize millions de thalers (soixante millions de francs) qui constituent la fortune séquestrée du Roi son père et il sera déclaré héritier du duché de Brunswick. »

Cette réponse ouvrait les voies à un arrangement, et la reine d'Angleterre voyait déjà toutes les difficultés écartées ou aplanies lorsque, au mois d'août, et contre toute attente, était lancé, de Vienne où le duc de Cumberland s'était rendu, un manifeste dans lequel, sous la forme la plus véhémente, et au nom de ses droits d'héritier de Hanovre, il protestait solennellement, à l'exemple de son père, contre l'attentat commis par la Prusse en 1866, par lequel avait été détrônée la dynastie hanovrienne. Il avait signé « duc de Cumberland et de Brunswick. »

Ce brusque changement d'attitude était l'œuvre des chefs du parti guelfe, Windthorst, Bernstorff, Münchausen et autres sujets hanovriens restés fidèles à la cause de leur Roi vaincu, malgré les offres séduisantes de la Prusse (1). Avertis de ce qui se préparait à Londres et à Berlin, ils avaient adressé au duc de Cumberland d'amères représentations. Désireux surtout de le soustraire à l'influence de la cour de Windsor, ils l'avaient pressé de les rejoindre en Autriche. Il s'était rendu à leur appel et, une fois sous la main de ces ardens serviteurs de sa maison, faible et irrésolu, il avait subi leurs directions. Pour lui fermer toute voie de retour à ses engagemens antérieurs, ils l'avaient amené à signer et à rendre publique cette protestation rédigée par Windthorst qui, au grand regret de la reine d'Angleterre, mettait fin à toutes les négociations.

Tandis que se déroulaient ces événemens, le roi et la reine de Danemark étaient partis pour l'île de Wight avec la princesse Thyra. Ils y allaient tous les ans, attirés à la fois par leur fille aînée la princesse de Galles et par la souveraine britannique dont l'amitié ne leur avait jamais fait défaut. A la fin d'août, ils s'installaient à Balmoral. Bientôt après, le duc de Cumberland y arrivait, au lendemain de sa protestation, et y retrouvait la princesse Thyra qu'il y avait rencontrée antérieurement.

Elle venait d'atteindre sa vingt-cinquième année, et toutes les grâces de la femme s'épanouissaient dans sa personne. Elle ressemblait en cela à ses sœurs, possédant au même degré qu'elles les agrémens visibles et les qualités d'esprit et de cœur qui en doublent le prix. L'éducation qu'elle avait reçue à la cour patriarcale de son père, son intelligence et sa bonté, sa connaissance des affaires européennes qu'elle devait à ses fréquens rapprochemens avec ses beaux-frères destinés l'un et l'autre à régner sur un vaste empire et dont elle était fraternellement aimée : autant de privilèges qui déjà la paraient de ce charme dont tous ceux qui l'ont connue ont subi l'attrait.

Intellectuellement le duc de Cumberland ne la valait pas,

(1) Parmi ceux qui cédèrent à ces offres figure le comte de Munster qui fut ensuite ambassadeur d'Allemagne, d'abord à Londres, puis à Paris où il résida en cette qualité de 1886 à 1901. Tombé en disgrâce, il fut rappelé à l'improviste. Un de ses amis s'étant étonné que l'Empereur eût oublié ses services, le comte de Munster répondit : « Oui, l'Empereur les a oubliés ; mais Dieu n'a pas oublié le renégat. »

mais c'était l'honnête homme par excellence, un prince pénétré de la grandeur des deux maisons royales auxquelles il appartenait, conscient des devoirs que lui imposait sa naissance et revêtu de cette parure morale qu'assurent aux victimes de la force s'exerçant contre le droit la noblesse et la dignité dont elles font preuve dans le malheur. L'influence des partisans de son père, devenus les siens, venait de lui donner une apparence d'énergie qui méritait l'estime et la considération. Les trente-trois années qui le séparaient de sa venue au monde avaient épargné sa jeunesse, et il suffisait de le connaître pour être convaincu qu'à défaut de qualités plus brillantes, il possédait toutes celles qui, dans un foyer familial, sont la condition du bonheur. Tel qu'il était, il plut à la princesse Thyra autant qu'elle lui plaisait.

La princesse de Galles semble avoir été la première à s'en apercevoir. Avait-elle reçu des confidences de l'un ou de l'autre; ne devait-elle qu'à sa perspicacité ou à ses observations d'avoir deviné que dans ces deux cœurs l'amour allait éclore? Nous l'ignorons, mais obéissant à la tendresse qu'elle portait à sa sœur et encouragée par l'espoir de l'attirer à Londres et de l'y fixer, elle n'hésita pas à prendre l'initiative des démarches à faire en vue d'un mariage, en dépit des obstacles qu'elle prévoyait. Ce n'est guère que de Berlin qu'ils étaient à redouter, mais tels qu'ils pourraient tout empêcher. Au lendemain de la protestation retentissante du duc de Cumberland qui avait arrêté toutes les tentatives de réconciliation entre lui et la famille impériale d'Allemagne, de quel œil celle-ci verrait-elle la maison de Danemark donner une de ses filles à un prince qui portait atteinte à l'unité germanique en poussant à la révolte par son exemple les populations hanovriennes, incorporées depuis douze ans à la Prusse et qui se montraient satisfaites de leur sort? De quel œil verrait-elle la cour de Londres favoriser cette union et prendre sous sa protection, en alléguant qu'il était prince royal en Angleterre, ce prince allemand allié aux Hohenzollern, qui s'était mis en rébellion ouverte contre eux? C'est donc à Berlin qu'il fallait agir d'abord, et c'est de ce côté que se porta l'activité de la princesse de Galles.

Elle eut vite fait de mettre dans son jeu sa belle-mère la reine Victoria, toujours disposée à intervenir pour multiplier parmi ses proches les alliances matrimoniales qui lui parais-

saient promettre un avenir heureux. Tandis que cette noble souveraine, qui traitait comme un fils le duc de Cumberland, et à qui n'avaient pas échappé les mérites de la princesse Thyra, écrivait à son amie l'impératrice Augusta afin d'obtenir son intervention auprès de l'Empereur pour qu'il laissât s'accomplir sans récriminer une union qui réunissait toutes les convenances et réalisait les vœux de deux cœurs attirés l'un vers l'autre, la princesse de Galles s'adressait à sa belle-sœur la princesse impériale d'Allemagne. Celle-ci entrait aussitôt dans ses vues et se chargeait de faire accepter le projet par Guillaume Ier. C'était, on le voit, une véritable ligue de femmes qui, sous l'impulsion de l'une d'elles, se formait en faveur des amoureux. Mais il apparut bientôt qu'un si grand effort n'était pas nécessaire. L'Empereur averti n'éleva aucune objection et lorsque, quelques jours plus tard, le roi Christian par une lettre autographe annonça le mariage au kronprinz Frédéric, celui-ci, allant plus loin que son père, répondit par d'affectueuses félicitations. Cette réponse, datée du mois de novembre, arriva à Copenhague où la famille royale venait de rentrer. Heureux de l'avoir reçue, le Roi en fit part à son entourage et à plusieurs membres du corps diplomatique.

« Je tenais essentiellement, disait-il, à ce que cette union, qui s'est décidée en dehors de toute préoccupation dynastique et aura surtout un caractère familial, ne pût être considérée comme une atteinte aux relations cordiales que le Danemark entretient avec l'Allemagne. Avant d'y consentir, j'ai voulu avoir l'assentiment du prince impérial qui me garantit celui de son père. Sa réponse va au delà de ce que j'attendais : en des termes d'une cordialité parfaite, il nous félicite, la Reine et moi, et formule des vœux de bonheur pour nos enfans en exprimant l'espoir que les bonnes relations continueront à exister entre nos deux pays. »

Le Roi aurait pu ajouter que, très vraisemblablement, cette lettre avait été écrite sous l'inspiration de la princesse impériale. En tout cas, rien ne s'opposait plus à la réalisation du projet dont il était question depuis plus de deux mois. Le duc de Cumberland arrivait à Copenhague le 15 novembre. Le Roi, le prince royal, le prince Waldemar et le ministre d'Angleterre l'attendaient à la gare. Il était conduit aussitôt au château de Fredensborg où résidait la Cour pendant l'automne, et où il espérait

sans doute se faire oublier. Mais sa présence en Danemark excitait dès ce moment les commentaires de la presse et du public.

A Copenhague, l'opinion s'était d'abord montrée indécise. On se souvenait que, pendant la guerre de 1866, le Hanovre s'était fait le partisan des mesures les plus violentes contre le Danemark et qu'en 1848, ses troupes avaient soutenu les insurgés holstinois. Ces souvenirs n'étaient pas faits pour désigner aux sympathies populaires le fiancé de la princesse Thyra. D'autre part, on rappelait que la maison de Hanovre n'avait pas abdiqué ses droits, que récemment encore le prince les avait solennellement maintenus, ce qui donnait au mariage un caractère anti-allemand qui flattait le sentiment national danois. On n'en redoutait pas moins l'effet que l'événement produirait à Berlin et on eût voulu être rassuré de ce côté. On ne le fut complètement que lorsque le bruit se fut répandu que le prince impérial avait adressé des félicitations à la famille royale. Du reste, dans certains milieux, on inclinait à croire que le prince, à l'occasion de son mariage, renoncerait à la couronne de Hanovre et qu'en tout cas, il restait entendu que le ménage princier ne résiderait pas en Danemark, mais tantôt en Angleterre et tantôt à Pentzing, aux portes de Vienne, dans le voisinage de Schœnbrünn, ou dans la Haute-Autriche, à Gmünden, propriété des Cumberland. Il semblait donc que le mariage accepté en Allemagne et entouré de précautions n'amènerait aucun refroidissement dans les relations germano-danoises. La presse à Copenhague n'en recommandait pas moins la prudence et reproduisait, à titre d'avertissement, un article de la *Post* de Berlin dans lequel il était dit : « Le Danemark comprend trop bien son intérêt pour laisser une fronde guelfe s'établir sur son territoire. » Personne ne souhaitait qu'elle pût s'y établir et ne songeait à la favoriser.

II

A ce moment, se produisait un incident diplomatique qu'on aurait dû prévoir et qui sans doute n'eût pas troublé la joie de la famille royale, si Bismarck, empêché par la volonté de son souverain de laisser voir son mécontentement, n'eût pas saisi cette occasion de le manifester par la brutalité de son intervention. Il déclara ne pouvoir admettre que le gouvernement

impérial fût représenté aux fêtes du mariage. Son ministre en Danemark, von Heydebrand, venait d'être nommé en la même qualité à Stuttgart et le baron de Magnus appelé à le remplacer; mais il n'avait pas encore quitté Copenhague et y attendait l'arrivée de son successeur. A l'improviste, il reçut l'ordre de rejoindre sans retard son nouveau poste, et le baron de Magnus se vit accorder un congé temporaire qu'il n'avait pas sollicité. Une circonstance particulière semblait rendre toute naturelle la décision du chancelier : Heydebrand étant doyen du corps diplomatique eût été appelé à ce titre à adresser, au nom de ses collègues et en son nom, des félicitations aux nouveaux mariés; était-ce possible, quand l'un d'eux était en révolte contre son souverain et refusait de le reconnaître? La cour de Danemark ne se serait donc pas inquiétée, si la mesure eût été entourée de quelque courtoisie et si tout s'était borné au rappel de Heydebrand; mais le secrétaire et le personnel de la légation furent rappelés momentanément, et leur départ fut interprété comme une preuve de la colère du prince de Bismarck. Le ministère danois cependant ne s'en émut pas outre mesure, convaincu qu'aussitôt après les fêtes du mariage et la disparition des jeunes époux, le nuage se dissiperait et qu'il ne resterait aucune trace de ce malaise accidentel. Pour y mettre plus rapidement fin, il conseilla au Roi de hâter les noces. Il avait été décidé qu'elles auraient lieu au mois de janvier; la date en fut fixée au 20 décembre. Le nouveau ménage partirait quinze jours plus tard et jusque là resterait au château de Fredensborg près d'Elseneur. Ces décisions prises, on se rassura et les membres du gouvernement danois affectèrent d'être sans inquiétude. Ils comptaient que le ministre d'Allemagne reviendrait prendre possession de son poste dès que le duc de Cumberland aurait quitté le territoire danois.

« C'est lui, déclaraient-ils, et non le Danemark qu'ont visé les procédés discourtois du prince de Bismarck. Quand le duc ne sera plus là, la colère du chancelier tombera. »

C'était probable en effet. Mais quand on prophétisait ce dénouement comme prochain, on ne prévoyait pas un autre incident qui allait se produire et, dénaturé à dessein par Bismarck, brouiller de nouveau les cartes en excitant, cette fois, non seulement l'irritation du chancelier, mais encore celle de l'Empereur et de son fils.

Le mariage, célébré à la date indiquée, à huit heures du soir dans la chapelle du palais de Christiansborg, conserva le caractère d'une fête de famille. Cependant, le grand-duc Alexis y représenta l'empereur de Russie et annonça l'arrivée prochaine d'une députation du régiment de dragons russes dont Christian IX était colonel honoraire. Ce régiment, maintenant en garnison au Caucase, s'était fait remarquer dans la guerre contre les Turcs, et l'empereur Alexandre avait voulu qu'il fût rendu compte au Roi des distinctions dont « ses dragons » avaient été l'objet pendant la campagne. A Copenhague, cette marque de courtoisie du Tsar et la présence d'un grand-duc aux fêtes du mariage furent considérées comme une réponse du Cabinet de Saint-Pétersbourg aux procédés de l'Allemagne. Assistaient encore aux noces quelques Hanovriens envoyés en députation par les anciens partisans de Georges V, résidant en Hanovre, devenus les amis fidèles de son fils et considérés par le gouvernement allemand comme « des rebelles persévérant dans un état d'insurrection latente et de protestation déclarée contre l'Empire. » C'est en ces termes que la presse de Berlin les qualifiait en annonçant leur arrivée à Copenhague. Toutefois, elle ne semblait pas encore en prendre ombrage. Elle reproduisait d'après les journaux danois, sans commentaires, sinon tout à fait sans aigreur, les détails de la cérémonie, décrivait les toilettes, énumérait les télégrammes de félicitations adressés au roi Christian par les diverses cours, parmi lesquels s'en trouvait un du maréchal de Mac Mahon, président de la République française. Mais l'accent changea et s'aggrava lorsque, à Berlin, on apprit que la « députation guelfe » avait été reçue par le Roi, et plusieurs de ses membres invités à dîner par le ministre des Affaires étrangères, sous le prétexte d'anciennes relations d'amitié.

La cour et le gouvernement allemand, au reçu de cette nouvelle, manifestèrent une colère bruyante. Elle s'envenima, lorsque le bruit se répandit que plusieurs Hanovriens avaient reçu des décorations. Ce ne fut toutefois qu'au bout de quelques jours, le 31 décembre, que les gazettes officieuses et officielles furent autorisées à se faire l'écho de ces griefs. Elles y mirent d'abord une sorte de modération. Mais ce n'était plus seulement le duc de Cumberland qu'elles incriminaient, c'était le Danemark lui-même, accusé formellement « de favoriser les intrigues

contre l'empire allemand et de manquer aux égards que tout pays doit à ses voisins. »

Convaincu qu'il n'avait rien à se reprocher, le gouvernement danois ne se laissait pas encore troubler par la campagne des journaux allemands et, à son exemple, la population restait calme. Tout au plus se demandait-on, dans certains milieux, si l'opposition n'accuserait pas le Roi d'avoir compromis le pays pour une question de famille et d'intérêt privé. Mais tout le monde considérait que, lorsque la vérité serait mieux connue à Berlin et surtout lorsque les mariés auraient quitté le territoire danois, les agitations cesseraient.

Les réceptions du 1er janvier 1879 se ressentirent de cette disposition des esprits et se passèrent dans le plus grand calme. Le corps diplomatique et les principaux dignitaires de la Cour dînèrent au palais suivant l'usage. Les souverains témoignèrent d'une entière tranquillité. Aucune allusion ne fut faite à l'absence des représentans de l'Allemagne. Le Roi et la Reine se montrèrent particulièrement empressés auprès du ministre de France. Ils le chargèrent de renouveler au Président de la République l'expression de leur gratitude pour les félicitations qu'il leur avait adressées à l'occasion du mariage de leur fille.

Reçu dans la journée par le prince royal, le ministre de France avait recueilli de sa bouche des propos aussi bienveillans, inspirés, disait-il, par les bons souvenirs qu'avaient laissés au prince son court séjour à Paris et les attentions dont il avait été l'objet.

En transmettant ces détails à son gouvernement, notre représentant constatait que, durant cette journée, le duc et la duchesse de Cumberland ne s'étaient pas montrés dans la capitale. Ils étaient restés à Fredensborg où le Roi et la Reine devaient les rejoindre dans la soirée. Leur départ pour l'Autriche était fixé à quatre jours de là, au 5 janvier. Les membres du Cabinet l'attendaient avec impatience, convaincus qu'aussitôt après, la légation d'Allemagne se rouvrirait et que les relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Danemark reprendraient leur caractère amical. Mais, au même moment, les journaux de Berlin redoublaient de violence, comme si leur inspirateur eût voulu qu'à Copenhague on pût mesurer combien l'offense avait été vivement ressentie. Ils accusaient le gouvernement royal de déloyauté et laissaient entendre que si le duc de Cumberland tra-

versait l'Allemagne pour se rendre en Autriche, il serait arrêté.

Devant cette explosion de menaces, le ministre danois auprès de l'Empereur, M. de Quaade, « homme doux, timide et craintif, » courut à la Wilhelmstrasse pour fournir des explications et prévenir des mesures de rigueur. Mais le comte de Bülow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, refusa de le recevoir et maintint son refus, malgré les lettres et demandes d'audience qu'il recevait de l'infortuné diplomate. Celui-ci, de plus en plus terrifié, alla faire part de ses perplexités à lord Odo Russell, l'ambassadeur d'Angleterre, à qui sa qualité d'envoyé d'une cour parente, l'éclat de sa carrière diplomatique, son rang social, l'amitié de la princesse impériale et de son mari assuraient une influence, justifiée d'ailleurs par ses mérites et ses services. Il n'avait pas besoin d'être sollicité pour intervenir, venant de recevoir de la cour de Windsor des instructions relatives aux incidens dont M. de Quaade s'alarmait et qui déjà avaient eu des échos à Londres. La famille royale s'en était émue, et on invitait l'ambassadeur à faire ce qui dépendrait de lui pour obtenir que la menace d'arrestation ne fût pas suivie d'effet. Peut-être ce résultat pourrait-il être atteint si le Cabinet de Berlin voulait considérer le duc de Cumberland non comme un prince allemand, mais comme un prince anglais. Il suffirait que cette qualité lui fût reconnue pour le mettre à l'abri de mesures coercitives.

En entrant chez le secrétaire d'État Bülow, l'ambassadeur britannique fut accueilli par des paroles de colère contre le Danemark : « Le roi Christian nous a offensés, en donnant sa fille au duc de Cumberland au lendemain de la manifestation publique de ce révolté, blessante pour l'Empereur. Nous avons fait cependant bon visage, nous bornant à arranger les choses pour que les membres de notre légation ne fussent pas présens au moment des fêtes du mariage, et nous étions résolus à envoyer très prochainement M. de Heydebrand présenter ses lettres de rappel et son successeur M. de Magnus ses lettres de créance; mais la réception faite à la députation guelfe est une insulte qu'il nous est impossible de subir en silence. N'oubliez pas, mon cher ambassadeur, qu'après nous avoir donné longtemps des inquiétudes, le Hanovre est aujourd'hui l'une de nos meilleures provinces et que toute sa population est sincèrement ralliée à l'Empire, à l'exception d'un petit groupe de politiciens, d'am-

bitieux, d'intransigeans qui cherchent toutes les occasions de faire des manifestations séparatistes et de réveiller l'agitation et les regrets dans le pays. C'est ce groupe rebelle que la cour et le gouvernement danois viennent d'accueillir de façon à ranimer ses espérances et à encourager ses tentatives. C'est un mauvais procédé que nous ne pouvons tolérer. »

Lord Odo Russell essayait d'arrêter ce flux de paroles, de rétablir la vérité. « On a exagéré et dénaturé les faits, objecta-t-il, ils n'ont pas eu le caractère intentionnel sous lequel on vous les a présentés. »

Mais son interlocuteur semblait ne pas entendre et continuait : « N'essayez pas de les excuser. Nous sommes bien informés, et je sais ce que je dis : ils mériteraient une sévère leçon. Nous avions voulu d'abord envoyer ses passeports au ministre de Danemark à Berlin. Mais nous n'irons pas jusque là ; nous nous bornerons pour le moment à retenir ici notre nouvel envoyé à Copenhague ainsi que le personnel de sa légation. Quant aux craintes que vous exprimez pour la sûreté du duc de Cumberland, bien qu'il soit pour nous un prince allemand et non un prince anglais et qu'il nous soit en conséquence loisible de le faire arrêter, vous pouvez rassurer votre gouvernement, mais à une condition, c'est que le duc traversera l'Allemagne sans s'y arrêter. S'il en était autrement, s'il prétendait se rendre en Hanovre comme on lui en prête l'intention, nous n'hésiterions pas à nous saisir de lui et à le conduire à la frontière. Il dépend de sa volonté d'éviter ce désagrément. »

L'ambassadeur attendait cette déclaration ; elle le délivrait d'un gros souci et il s'empressa de télégraphier à son collègue de Copenhague, afin que le duc de Cumberland fût averti des intentions du Cabinet de Berlin et traversât l'Allemagne d'une traite, ce qui fut fait. Il partait pour l'Autriche avec sa femme, le 25 janvier, par Lubeck, afin d'éviter la traversée des duchés de l'Elbe où la famille royale n'avait plus passé depuis 1864, et, le surlendemain, il arrivait à Vienne sans avoir été en route l'objet d'aucune mesure hostile.

Lord Odo Russell, bien que sur ce point la mission dont l'avait chargé sa cour eût pleinement réussi, n'était qu'à demi rassuré quant aux projets ultérieurs de l'Allemagne. Dans le langage de Bülow, il avait cru trouver la preuve qu'elle ne s'en tiendrait pas là et qu'elle entendait pousser plus loin la

leçon sévère dont son ministre des Affaires étrangères avait affirmé la nécessité, sans dire en quoi elle consisterait. Rêvait-on à Berlin l'annexion pure et simple du duché de Brunswick à la Prusse ou quelque incursion sur le territoire danois, suivie d'une spoliation nouvelle?

Ce qui autorisait ces craintes, c'est que le prince impérial d'Allemagne n'appréciait pas la conduite du roi Christian moins durement que Bülow. Lord Odo Russell, qui avait chez lui ses grandes et ses petites entrées, étant allé le voir pour plaider la cause du Danemark, fut presque rabroué et de la belle façon. Le prince impérial lui avait déclaré qu'il était personnellement blessé de la conduite du roi Christian et de son gouvernement: ce souverain s'était adressé à lui et avait fait appel à ses bons sentimens pour obtenir son agrément au mariage de la princesse Thyra avec le duc de Cumberland; il avait immédiatement répondu dans les termes les plus affectueux et s'était employé près de l'Empereur pour qu'il ne conçût aucun déplaisir de cette union, ainsi qu'auprès de la chancellerie allemande, afin que les rapports avec le Danemark ne subissent aucune altération. La récompense de ces bons procédés avait été un encouragement à peine dissimulé donné aux revendications du duc de Cumberland et une réception d'un caractère blessant pour l'Allemagne faite aux députés hanovriens protestataires! Un tel procédé n'était pas excusable. Pour finir cette remontrance que lord Russell était impuissant à modérer, le prince impérial s'était écrié : « Je vous en prie, mon cher, ne cherchez pas à justifier la conduite du roi Christian; vous me désobligeriez. »

L'irritation restait donc très vive dans les hautes régions berlinoises, et très probablement le prince de Bismarck, bien qu'il ne parût pas au cours de ces péripéties, n'y restait pas étranger. Soit que le chancelier cherchât à impressionner le duc de Cumberland, pour l'amener à renoncer à ses droits sur le Hanovre, en lui décrivant les destinées réservées au petit État dont il devait hériter à la mort du duc régnant, dernier représentant de la branche aînée de sa famille, soit qu'on voulût préparer l'opinion à une prise de possession prochaine, on laissait les journaux discuter l'opportunité et la convenance de l'annexion à la Prusse.

Le thème, d'une simplicité remarquable, était celui-ci : la

succession de Brunswick appartenant à la maison de Hanovre, et la Prusse étant venue aux droits de cette maison, elle devait également hériter du duché. Voilà pour la légitimité de l'annexion. Quant à l'opportunité, elle résultait des circonstances : après la protestation du duc de Cumberland et la manifestation guelfe de Copenhague, la Prusse ne devait plus écouter que « la froide raison d'État. » Elle ne pouvait admettre qu'un jour, et en dépit même des renonciations ultérieures que le duc de Cumberland pourrait être amené à souscrire, dans un avenir plus ou moins rapproché, le Danemark devînt un point de ralliement pour les séparatistes hanovriens. Le danger serait d'autant plus grand que le prince, recueillant avec le duché le fonds guelfe qui devrait lui être restitué, se trouverait un des plus riches souverains de l'Europe. Le laisser maître du duché serait placer une mèche allumée auprès d'un baril de poudre. Il fallait assurer le bonheur des Brunswickois en les réunissant à la Prusse. L'incertitude serait funeste à leur prospérité ; ils avaient tout à gagner à être gouvernés, après la mort de leur prince actuel, par un fonctionnaire prussien ainsi que les Hanovriens et les Hessois de Cassel, dont le sort n'avait jamais été plus enviable.

On verra plus loin que les Brunswickois, malgré ces perspectives séduisantes, n'étaient pas disposés à aller aussi vite en besogne, et que M. de Bismarck restait encore très éloigné de la solution qu'il laissait les journaux à ses gages lui recommander comme la plus logique et la plus conforme aux intérêts de la monarchie prussienne. Ce qu'il voulait, c'était, d'une part, nous l'avons dit, donner une leçon au Danemark, et, d'autre part, laisser une porte ouverte au duc de Cumberland, pour le cas où ce prince, se montrant accessible au repentir, entrerait dans la voie qui devait le conduire à une réconciliation avec les Hohenzollern.

Cette politique du prince de Bismarck, inspirée par le désir d'avoir raison, sans recourir à la violence, de toutes les difficultés que le particularisme des États allemands devenus terres d'Empire pouvait susciter à l'encontre de l'hégémonie prussienne, et de dissiper les rancunes des annexés, cette politique a été pendant de longues années celle des successeurs du chancelier. Elle est déjà visible en 1881, comme nous le montrerons, alors qu'il était encore tout-puissant, dans le mariage du prince

Guillaume, le futur Guillaume II, avec la princesse de Schleswig-Holstein-Augustenbourg ; elle fut définitivement consacrée par le succès, en 1913, lorsque le duc de Brunswick actuel, fils du duc et de la duchesse de Cumberland, épousa la fille du Kaiser.

A l'époque où notre récit a conduit le lecteur, il semble bien que Bismarck considérait qu'en ce qui touchait le Danemark, le but qu'il poursuivait était atteint et la leçon infligée au roi Christian suffisante. On n'en peut guère douter lorsqu'on le voit, le 25 janvier, un mois après le mariage danois qui avait déchaîné tant de colères, remettre tout à coup les relations diplomatiques avec le Cabinet de Copenhague sur le même pied que par le passé, en ordonnant à von Heydebrand d'aller présenter ses lettres de rappel, et à son successeur, le baron de Magnus, d'aller prendre possession de son poste.

A la fin de janvier, les explications échangées entre les diplomates à Berlin et à Copenhague, ayant remis les choses au point, le gouvernement danois était en droit de considérer comme dissipés les malentendus antérieurs, et la crise comme terminée. Mais elle allait se rouvrir de la manière la plus imprévue et susciter en Danemark des alarmes bien autrement vives que celles dont il venait d'être délivré.

Lors des négociations qui avaient eu lieu à Prague au mois d'août 1866, en vue de la conclusion de la paix entre l'Autriche et la Prusse, il avait été stipulé que l'empereur François-Joseph transférait au roi Guillaume tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui avait reconnus sur les duchés de Schleswig et de Holstein, « avec cette réserve que les populations des districts du Nord du Schleswig seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en exprimaient le désir, par un vote librement émis. » L'introduction de cette clause dans le traité définitif, où elle forme l'article 5, avait été proposée, ou pour mieux dire imposée aux contractans lors des pourparlers préliminaires de Nikolsbourg par le médiateur d'alors, l'empereur Napoléon III. C'était une lueur d'espoir laissée au vaincu, une fiche de consolation propre à alléger quelque peu pour lui les amertumes de la défaite. Mais, durant les douze années écoulées depuis le traité de Prague, cette disposition était restée à l'état platonique, en dépit des tentatives du gouvernement danois pour provoquer dans le Nord du Schleswig le vote « librement émis, » par lequel il avait chance

de recouvrer une petite partie de ses provinces perdues. Néanmoins, si fragiles que fussent à cet égard ses espérances, il n'y avait pas renoncé. Or, le 4 février, alors qu'il commençait à peine à se remettre de ses émotions et se flattait de voir ses rapports avec l'Allemagne redevenir rapidement tels qu'ils étaient avant le mariage de la princesse Thyra, le représentant de l'Autriche à Copenhague se présentait chez le ministre des Affaires étrangères et lui annonçait officiellement que le Cabinet de Vienne s'était mis d'accord avec celui de Berlin pour annuler cet article 5. Un traité avait été conclu entre eux à cet effet, à la date du 11 octobre. En même temps que le gouvernement autrichien le notifiait au gouvernement danois, il en publiait le texte dans son *Journal officiel*. Le gouvernement allemand le publiait aussi, mais il ne daigna pas en faire l'objet d'une communication au Cabinet de Copenhague. « C'était bien assez, semblait-il dire, que le Cabinet de Vienne s'en fût chargé. » Ce manquement aux usages aggravait pour le Danemark le dommage que lui causait la décision du 11 octobre.

Le premier mouvement du roi Christian et de ses ministres fut un mouvement d'indignation et de colère. Ils songèrent d'abord à protester à Berlin et à Vienne, à envoyer la protestation aux grandes Puissances, en sollicitant leur intervention; puis ils se ravisèrent, sous l'influence des appréhensions qu'éveillait en eux leur ignorance des mobiles auxquels avaient obéi l'Allemagne et l'Autriche. Que signifiait ce coup de théâtre? Était-il le prologue de quelque invasion nouvelle, ou n'était-ce qu'une manifestation plus accusée du ressentiment du prince de Bismarck? En tout cas, eût-il été prudent de l'irriter en se répandant en récriminations et en plaintes, en essayant d'ameuter contre lui l'opinion publique européenne? La prudence et la peur l'emportèrent; on se contenta d'avertir officieusement les Puissances. Comme il fallait s'y attendre, aucune d'elles ne proposa d'intervenir. La Russie traita d'« odieux escamotage » l'annulation de l'article 5, mais conseilla au Cabinet danois « de n'y attacher aucune importance. » Nonobstant ce conseil, et bien que l'Allemagne n'eût pas fait à Copenhague une communication analogue à celle de l'Autriche, le gouvernement royal chargea son représentant à Berlin de demander au comte de Bülow les explications que l'Autriche n'avait pas cru utile de donner.

Après avoir eu le plus grand mal à obtenir une audience, M. de Quaade fut enfin admis à formuler les questions de son gouvernement, mais, dès les premiers mots, Bülow l'arrêta : « Dans les vues de la chancellerie impériale, lui dit-il, le traité du 11 octobre, annulant l'article 5 de celui de Prague, a eu pour objet de fermer la question de rétrocession d'une partie du Schleswig, et non de la rouvrir sous une autre forme, comme semble le croire le Cabinet danois. En conséquence, nous devons le prier de ne pas insister sur sa communication et de cesser toute ouverture à ce sujet. »

Ce langage, dépourvu de bienveillance et presque dédaigneux, n'était pas fait pour dissiper les appréhensions du gouvernement royal. Il avait attribué déjà au Cabinet de Berlin des arrière-pensées annexionnistes. Maintenant, il le soupçonnait de préparer quelque mauvais coup, pour hâter l'exécution de ses desseins. L'attitude de Bülow autorisait les suppositions les plus alarmantes. En cette occurrence, on ne pouvait attendre un secours efficace que de la reine Victoria. De nouveau on recourut à elle, ainsi qu'à la princesse Alexandra. Il est dit dans un rapport diplomatique qu'arrivèrent alors à Windsor des lettres éplorées, à la suite desquelles les destinataires firent appel pour la seconde fois aux bons offices de lord Odo Russell. Il reçut de sa souveraine et du prince de Galles la mission particulière de chercher à savoir ce que la cour de Copenhague pouvait avoir à redouter, et de s'efforcer de calmer les ressentimens du Cabinet de Berlin.

Le brillant représentant de la puissante reine britannique était assuré de plus d'égards et de franchise que le modeste et timide diplomate danois. Il interrogea au nom de sa souveraine et on lui répondit par des explications rassurantes dont la sincérité ne lui parut pas douteuse et ne l'était pas. Bülow affirma que le traité du 11 octobre « était sans corrélation aucune avec le fait du mécontentement causé à la chancellerie impériale par la conduite du gouvernement danois. » La date même de sa conclusion en était la preuve. Pendant le Congrès de Berlin, l'Autriche avait voulu témoigner de ses sentimens amicaux pour l'Allemagne, en effaçant du traité de Prague une clause qu'elle n'avait pas demandée, dont elle n'avait jamais réclamé l'exécution et qui, par son caractère de revendication posthume, pouvait, à un moment donné, créer des embarras aux deux

Empires. En la supprimant, ils avaient fait disparaître une menace inutile et dangereuse. Quant à la publication survenue au moment où l'Allemagne avait des griefs particuliers contre le Danemark, il n'y fallait voir qu'une coïncidence fortuite. Le Cabinet austro-hongrois avait désiré cette publication pour attester aux yeux de ses deux parlemens que jamais ses rapports avec l'Empire allemand n'avaient été plus confians ni plus cordiaux.

« Nous nous sommes simplement prêtés à ce désir, ajouta Bülow en finissant, nous avons laissé toute l'initiative à l'Autriche qui seule a notifié officiellement le nouveau traité à la Cour de Copenhague. »

Satisfait par ces explications, lord Odo Russell tenait à savoir si le Cabinet de Berlin était ou non animé d'intentions malveillantes contre le Danemark.

« Nous n'en avons aucune, lui fut-il répondu, et nous l'avons prouvé en remettant au point les relations diplomatiques. »

Mais après cette déclaration, le secrétaire d'État laissa entendre qu'il se pourrait que les rapports entre les deux gouvernemens restassent encore un peu tendus, l'Allemagne ne pouvant oublier si vite l'injure qui lui avait été faite; c'était au Danemark à en effacer le souvenir. On lui signifiait ainsi que ce qu'on attendait de lui, c'était une soumission définitive, une résignation complète aux spoliations de 1864.

III

Entre temps, le Landlag brunswickois tranquillisé par l'Allemagne, quant à l'éventualité qu'il avait redoutée de l'annexion du duché à la Prusse, et assuré de conserver, au moins provisoirement, son autonomie avec un souverain particulier, avait exclu le duc de Cumberland de la succession du prince régnant. Il avait ensuite invité le gouvernement ducal à lui présenter un projet de loi « réglant l'ordre provisoire de la Régence en cas de vacance du trône. » Les ministres s'étaient empressés de déférer à ce désir. Le projet présenté par eux avait été voté, et la question pendante réglée comme suit : en cas d'absence ou d'empêchement du successeur légal, un conseil de régence serait institué; si la succession n'était pas réglée dans l'espace d'un an, un régent, choisi parmi les princes non régnans des

maisons souveraines d'Allemagne serait placé par le Landtag à la tête du gouvernement « jusqu'à l'accession d'un héritier au trône; » en attendant, l'empereur Guillaume serait prié d'exercer la souveraineté militaire.

Ces dispositions garantissaient au Cabinet de Berlin une entière maîtrise sur le duché, mais elles réservaient les droits d'un héritier éventuel et conjuraient une incorporation immédiate. Ainsi, par la volonté du gouvernement ducal, « la porte restait ouverte » au duc de Cumberland. C'était aussi par la volonté de l'empereur Guillaume. Il s'était décidé à user de patience et de longanimité envers le prince rebelle et à lui laisser un délai pour accepter, au prix d'une renonciation définitive à ses prétentions sur le Hanovre, les fonds confisqués au moment de l'annexion et la succession de Brunswick. En agissant ainsi, il donnait satisfaction au désir maintes fois exprimé par la reine d'Angleterre et, du même coup, l'avenir du duché n'étant fixé qu'à titre provisoire, le champ restait libre pour toutes les éventualités. Ce sera pendant plus de trente ans la politique de la maison de Hohenzollern envers les héritiers de la maison de Hanovre. Lorsque, au mois d'octobre 1884, après la mort du duc régnant de Brunswick, la couronne restant sans titulaire, le duc de Cumberland proclamera et revendiquera ses droits, le Cabinet de Berlin lui répondra en faisant voter une fois de plus son exclusion par le conseil fédéral de l'Empire; mais on ne donnera pas de successeur au défunt : un régent sera désigné pour exercer le pouvoir. Décision analogue le 25 février 1907, de telle sorte que si l'héritier légitime, durant cette longue période, est empêché de régner, on aura cependant évité de lui fermer la porte et on ne lui laisse pas ignorer à quelles conditions elle s'ouvrira toute grande pour le laisser entrer. On raisonne et on agit comme si l'on était certain qu'il se lassera de protester et que son intransigeance faiblira tôt ou tard. On estime que ce plan de conduite est plus habile que celui dont quelques hommes violens et inconsidérés se font les avocats.

Il semble établi qu'au moment où il a été adopté, c'est-à-dire en 1879, l'impératrice Augusta et sa bru la princesse impériale ont largement contribué à son adoption. La vieille souveraine n'avait pas toujours eu à se louer de son mari dont, en d'autres temps, les fantaisies galantes s'étaient donné carrière. Mais

l'âge venu pour l'un et pour l'autre, elle affectait d'avoir perdu le souvenir de ce passé déjà lointain. Elle restait passionnément dévouée à son compagnon, et c'est en lui déconseillant autant qu'elle le pouvait les mesures extrêmes, qu'elle exerçait son dévouement, allant jusqu'à conspirer dans ce dessein avec la princesse impériale, surtout lorsqu'il s'agissait d'entraver en certains cas, l'action gouvernementale de Bismarck que les deux femmes et le kronprinz Frédéric, fils de l'une et mari de l'autre, considéraient comme contraire aux intérêts de l'Empire.

A une date relativement récente, j'ai rappelé ici ces intrigues de palais et je n'y reviens que pour en retenir qu'elles ont suggéré au chancelier dans ses confidences à Moritz Busch des paroles singulièrement acrimonieuses contre l'Impératrice et contre « l'Anglaise. » Mais il est également vrai qu'aussi bien pendant la crise germano-danoise qu'au cours des protestations du duc de Brunswick, il a évité de se découvrir. C'est à peine s'il se laisse voir, et il est difficile encore aujourd'hui de préciser s'il a donné son approbation à la politique de l'Empereur où s'il l'a refusée. Au surplus, quelle qu'ait été son attitude, elle n'a pas empêché les événemens de suivre la voie que Guillaume Ier souhaitait leur voir prendre. En ce qui touche le Danemark, ils l'ont prise si rapidement qu'à l'automne de 1879, moins d'un an après le mariage de la princesse Thyra, le roi Christian, cédant aux conseils du baron de Magnus, ministre d'Allemagne à Copenhague, s'engageait à se rendre à Berlin avec la Reine pour présenter ses hommages à l'Empereur.

Il était alors en Europe le seul souverain qui ne se fût pas prêté à cette démarche, et cette attitude d'un vaincu condamné par sa faiblesse à renoncer à toute pensée de revanche n'était pas sans dignité, ni sans inspirer le respect. Mais ce n'était plus assez de s'être gardé de tout abaissement comme de toute bravade, l'heure était venue où l'intérêt du royaume commandait un changement de système, non seulement l'intérêt du royaume, mais encore celui de la famille royale, surtout après la crise de l'année précédente. Il était nécessaire que le gouvernement danois ne fût plus exposé aux périls qu'il avait alors courus, et cela ne se pouvait qu'en prouvant à l'Empereur que le roi Christian avait abdiqué tout ressentiment et s'était résigné sans arrière-pensée, et en toute sincérité.

D'autre part, l'assistance de l'Allemagne lui était devenue

nécessaire, non peut-être pour lui, mais pour son fils Georges, roi de Grèce, en proie alors aux difficultés les plus graves par suite du mauvais vouloir que mettait la Turquie à exécuter les décisions du Congrès de Berlin, touchant les nouvelles frontières du royaume hellénique. Ces difficultés, c'est la France qui devait ultérieurement aider à leur solution avec le plus d'efficacité, en prenant l'initiative de démarches péremptoires auprès du gouvernement ottoman et en y associant les grandes Puissances. Mais cette intervention libératrice, que le successeur du roi Georges a bien oubliée, s'annonçait à peine et Christian IX comprenait la nécessité d'intéresser l'Empereur à la cause de son fils, dont la position serait compromise si la Grèce ne recevait pas en Thessalie et en Épire les satisfactions qu'on lui avait fait espérer.

Enfin une autre raison explique la détermination du souverain danois; il ne se flattait pas d'obtenir de son gendre une soumission à la Prusse que peut-être lui-même n'eût pas approuvée, mais il savait que la cour d'Angleterre s'efforçait d'obtenir qu'au moins une partie du fonds guelfe fût restituée à la veuve du roi de Hanovre. Peut-être, en allant à Berlin, faciliterait-il la réussite de ce projet.

Dans la famille impériale, l'annonce de sa visite fut accueillie avec un contentement qu'on ne dissimula pas. En apprenant que les souverains danois s'arrêteraient dans la capitale à leur retour de Vienne où ils étaient allés voir leur fille, l'impératrice Augusta, qui se trouvait à Coblentz, regagna Berlin pour les recevoir, et le prince impérial, qui villégiaturait en Italie, accourut afin de donner par sa présence à cette visite souhaitée depuis longtemps le caractère d'un événement destiné à sceller la reconciliation définitive. A la fin de novembre, les souverains danois arrivaient à Potsdam et y étaient l'objet d'une réception cordiale. On s'attendait à les entendre plaider la cause de leur gendre et solliciter pour sa mère et pour lui la restitution de leur fortune séquestrée. Si telle avait été leur intention, ils s'étaient ravisés, et le nom du duc de Brunswick ne fut pas prononcé. En revanche, le Roi entretint le secrétaire d'État Bülow et le comte de Radowitz, ministre d'Allemagne à Athènes, venu en congé à Berlin, des intérêts de son fils et de la Grèce. Il rapportait de Vienne des promesses satisfaisantes du Cabinet austro-hongrois qui s'était engagé à agir à Constan-

tinople pour vaincre le mauvais vouloir du gouvernement ottoman et il espérait obtenir de même l'appui de l'Allemagne. A cet égard, le prince de Bismarck pouvait seul décider, mais il n'avait pas jugé utile de se déranger pour la visite princière et était resté à Varzin. On lui fit part télégraphiquement de la requête du Roi et il répondit qu'il s'associerait volontiers à toute démarche des Puissances, tendant à agir en Turquie pour que leurs intentions ne fussent pas plus longtemps méconnues.

Il ne semble pas que la politique ait tenu une plus grande place dans les entretiens de Christian IX avec Guillaume Ier, ni qu'il y ait été fait allusion à la crise antérieure. Ils ne souhaitaient ni l'un ni l'autre revenir sur des sujets irritans. Cependant, rentré à Copenhague, le Roi racontait qu'il avait trouvé l'Empereur et la famille impériale encore sous l'impression des récens attentats de Hœdel et de Nobiling, très inquiets des progrès que le socialisme faisait en Allemagne et du rapide développement des passions anarchiques. Au total, ils s'étaient séparés enchantés l'un de l'autre, le prince danois ne redoutant plus un retour offensif de l'Allemagne et le prince germanique satisfait d'avoir désarmé le petit voisin dont le ressentiment, bien qu'il n'eût rien à en craindre, avait laissé jusque là planer un nuage sur leurs relations et parfois peut-être éveillé dans sa conscience un remords tardif.

« Un mécontent de moins, » pouvait-il dire en se frottant les mains et en se réjouissant du succès de son système, succès encourageant, et qui ne pouvait que l'inciter à persévérer dans cette voie.

La guerre de 1864 et l'annexion des duchés de l'Elbe à la Prusse lui avaient laissé un autre ennemi, impuissant à nuire celui-là, mais ennemi tout de même ou tout au moins mécontent et boudeur. C'était le prince Christian d'Augustenbourg qui, reniant le renoncement de son père à la couronne de Danemark, consenti par celui-ci en 1852, s'était, en 1863, déclaré candidat à la succession du Schleswig-Holstein, bien qu'elle ne fût pas vacante. En Allemagne, l'opinion, déjà très excitée contre le Danemark, s'était montrée favorable à cette prétention et peut-être eût-elle été suivie d'effet sans l'intervention de Bismarck. Prévoyant que les duchés seraient détachés tôt ou tard des États danois, il pensait que c'était là pour la Prusse une occasion inespérée de se les annexer. Il opérerait d'abord de concert avec

l'Autriche en lui offrant part à deux, puis au besoin contre l'Autriche, si elle ne renonçait pas à sa part du gain réalisé en commun. La campagne de 1864 et celle de 1866 ont été le résultat de cette conception que le roi de Prusse traita d'abord de pure folie, mais qu'il adopta lorsque Bismarck lui eut démontré qu'elle était réalisable, et signifié « que si Sa Majesté ne l'adoptait pas, il donnerait sa démission. »

Il fallait d'abord entraver et paralyser les efforts et les intrigues auxquelles se livrait le prince d'Augustenbourg pour faire aboutir sa candidature. L'invasion du Schleswig par l'armée prussienne lui porta un coup dont elle ne se releva plus. Le candidat, durement évincé, dut renoncer à voir se réaliser ses espérances. De cette déconvenue, il avait gardé le plus amer souvenir. Il était mort en 1869 sans s'être reconcilié avec la Prusse. Son fils, le duc Frédéric, héritier de son ressentiment, avait continué à bouder la cour de Potsdam. Vivant tantôt dans ses domaines, tantôt en Angleterre où l'appelait souvent l'amitié de la reine Victoria à laquelle il était apparenté par sa femme née princesse de Hohenlohe-Langebourg, il ne venait jamais à Berlin. Il avait cinq enfans, dont quatre filles. L'aînée allait atteindre sa vingt-deuxième année sans avoir été demandée en mariage, ce qui pouvait aisément s'expliquer, car elle ne rachetait pas par la beauté la médiocrité de sa fortune. Ceux qui la connaissaient disaient d'elle : « Elle n'est pas jolie, mais elle est charmante, » ce qui eût été vrai, si le charme de la femme résidait uniquement dans la possession des vertus bourgeoises qui peuvent s'exercer au foyer domestique, sans cependant l'embellir ni lui donner d'éclat. Elle avait donc vécu jusque là assez ignorée, lorsque, au commencement de 1880, on annonça son prochain mariage avec le prince Guillaume, petit-fils de l'Empereur, destiné à succéder à son père le kronprinz Frédéric.

Ce jeune homme avait un an de moins que la princesse qu'on lui destinait. Il ne s'était distingué jusque là que par des escapades d'adolescent, des travers de caractère et des actes d'indiscipline filiale qui provoquaient parfois entre ses parens et lui des scènes regrettables ; mais rien n'annonçait dans sa conduite ce qu'il serait plus tard. On le considérait comme un grand enfant, comme un garçon insignifiant séparé de la couronne pour longtemps encore. Son grand-père ne paraissait pas prêt à quitter la vie ; la maladie dont devait mourir son père ne

s'était pas déclarée, et Bismarck n'avait pas encore mis la main sur lui.

Le mariage qui allait lui créer de nouveaux devoirs avait été préparé de longue main par la princesse impériale à l'instigation de sa mère, la reine Victoria. On racontait qu'elle l'avait imposé à son mari dont elle s'était servie, ainsi que de l'impératrice Augusta, pour vaincre la résistance de l'Empereur. Le chancelier n'y avait fait aucune objection. Il lui suffisait que l'Allemagne destinée déjà à avoir un jour pour impératrice une Anglaise, ne fût pas exposée à subir deux fois de suite « le même danger. » Quant au prince d'Augustenbourg, la perspective de l'avenir magnifique et inespéré qui s'offrait à sa fille aînée avait eu raison de ses vieux ressentimens. Sa rancune se dissipait, on le revit à Berlin, transformé, reconcilié, et ce fut là sans doute le motif qui détermina l'Empereur à consentir a une union bien au-dessous de celles auxquelles pouvait prétendre la famille impériale. Du reste, la reine Victoria avait appelé à Windsor son petit-fils, et les initiés racontaient qu'après avoir passé quinze jours chez sa grand'mère auprès de la jeune fille qu'on lui destinait, le prince Guillaume était rentré à Berlin « très amoureux. »

La princesse ne tarda pas à y venir avec sa famille et, le 2 février 1880, les fiançailles étaient célébrées à Potsdam, au château de Babelsberg, dans l'intimité, et annoncées aussitôt officiellement par le ministre de la maison aux convives du grand dîner donné par l'Empereur pour fêter cet événement.

« Un instant après, raconte Hohenlohe dans ses *Mémoires*, les souverains paraissaient. L'Empereur conduisait la fiancée fraîche et gracieuse et lui fit faire le tour des dignitaires. La fiancée fit la meilleure impression. Le Kronprinz se plaignit à moi du peu de faveur que ces fiançailles avaient rencontrée auprès des autres princes et princesses de Prusse. »

Ce n'est pas seulement par eux qu'elles étaient accueillies et commentées sans bienveillance. Les journaux objectaient aigrement que cette alliance ne faisait pas honneur à la Prusse. La famille de la fiancée était obscure, sans illustration d'aucune sorte; elle avait même des parens très modestes, et notamment un médecin de Kiel. C'était une dynastie déchue, oubliée, n'ayant jamais manifesté qu'antipathie à l'Empire. Ces critiques eurent d'abord pour effet de rendre le mariage impopulaire,

mais bientôt, on les oubliait. Lorsque le 27 février 1881, les jeunes époux firent leur entrée dans Berlin, ils furent acclamés, disent les comptes rendus de la solennité, par les cent mille spectateurs qui s'étaient portés sur leur passage. Une fois de plus, Guillaume Ier avait lieu de se féliciter, puisque le mariage de son petit-fils lui ramenait satisfait et même comblé un mécontent de la veille. Maintenant, parmi les princes de l'empire, plus ou moins victimes des événemens de 1856, il n'en restait qu'un, le duc de Cumberland, qui parût résolu à ne pas se réconcilier.

On sait qu'il a persévéré dans cette attitude jusqu'en 1913. Durant cette longue période, il a vécu tantôt en Angleterre, tantôt en Autriche, dans une intimité familiale où l'affection de sa femme payée de retour et l'influence qu'elle exerçait sur lui, auraient suffi à le dédommager des malheurs de sa maison, si la mort de son fils aîné, ne les avait aggravés, en vouant le père, et la mère surtout à une douleur inconsolable. A l'improviste, éclatait en Europe la nouvelle que leur second fils, devenu duc de Brunswick par le trépas de l'aîné, allait épouser la princesse Victoira-Louise de Prusse, fille unique de Guillaume II, empéreur d'Allemagne.

Nous ne savons rien des négociations qui avaient précédé cet événement, si ce n'est qu'il était dû à l'initiative du grand-duc de Bade et que ce prince y avait pris la part la plus active. Jusqu'à ce jour, à Vienne, le duc de Cumberland s'était montré fort empressé auprès des représentans de l'Entente. Il les recevait, allait les voir, paraissait attacher du prix à ces relations.

« Il est sans prestige, écrit alors un voyageur qui passait quelques semaines en Autriche, mais bien intentionné, d'une simplicité d'allures qui impose la sympathte. Sa femme, la princesse Thyra, atteste plus que lui qu'elle est de race royale. Grâce à la vive passion qu'elle lui a inspirée et que l'âge n'a pas refroidie, elle l'a toujours dominé. Déprimée maintenant par son deuil de mère, elle fait effort pour reparaître dans les salons et, par affabilité, surmonter sa tristesse. Belle silhouette de reine sans couronne, vieillie prématurément par le chagrin. Je n'ai recueilli de sa bouche aucune parole qui mérite d'être retenue. »

Le mariage du jeune duc de Brunswick une fois résolu, les visites du père dans le monde diplomatique semblaient dictées par un besoin d'expliquer sa renonciation à son attitude de

protestation et presque de s'en excuser. D'une manière générale, on trouvait naturel que les brillantes perspectives ouvertes à son fils et le souci de son bonheur à venir eussent eu raison d'une rancune plus que trentenaire, condamnée fatalement, par la complète prussification du Hanovre, à rester platonique et sans profit pour les héritiers de Georges V. Rappelons, d'ailleurs, que si le jeune duc de Brunswick s'alliait à la famille impériale, c'est que sa mère y avait consenti.

Le mariage eut lieu à Berlin le 23 février 1913, avec une pompe inaccoutumée dont la présence de l'empereur de Russie, du roi et de la reine d'Angleterre, et de tous les souverains allemands, relevait l'éclat. Pendant quatre jours que durèrent les fêtes, les rues de la capitale furent remplies d'une foule curieuse de voir passer les princes et qui, contrairement à ses habitudes, saluait de ses acclamations la famille impériale. Le discours que prononça Guillaume II au dîner qui suivit le mariage et que les journaux ont alors publié, trahit la vivacité du sentiment que le père éprouvait en se séparant de sa fille. Elle était son enfant gâtée. Seule, elle avait la liberté que n'eût osé prendre sa mère d'entrer dans le cabinet de l'Empereur lorsqu'il délibérait avec ses ministres. Pendant la cérémonie du mariage, son émotion parut aux spectateurs encore plus marquée que celle de l'Impératrice; elle ne fut égalée que par celle du duc de Cumberland. Les deux princes n'étaient pas seulement touchés dans leurs sentimens de famille; c'était aussi l'oubli jeté sur les événemens de 1866, la réconciliation de la maison des Guelfes avec la maison des Hohenzollern, l'acceptation de la spoliation dont la première avait été la victime quarante-sept ans plus tôt et l'assentiment donné par elle à l'annexion du Hanovre à la Prusse. Au surplus, ne semblait-il pas que tous les anciens adversaires se fussent donné rendez-vous à Berlin! Les souverains danois, descendans de Christian IX, avaient tenu à honneur de participer à la joie de la famille impériale : ils s'étaient fait représenter par le fils du prince Waldemar. Ne nous étonnons donc pas que Guillaume II ait alors considéré ce mariage comme l'acte le plus politique de son règne. A la soirée de gala qui, au cours des fêtes, eut lieu à l'Opéra, on le vit prendre la main d'une vieille amie de sa famille qui le félicitait et on l'entendit lui dire : « C'est un grand fait historique. »

On avait remarqué la présence du duc de Mecklenbourg, régent du duché, parmi les invités, présence qui eût été incorrecte si sa régence n'eût pas été au moment de prendre fin. A cet égard, les décisions étaient arrêtées déjà et, quelques semaines plus tard, le gendre de l'Empereur, en faveur duquel le duc de Cumberland avait abdiqué, était proclamé duc régnant de Brunswick, et sa femme prenait rang parmi les souveraines des États confédérés.

Quand on rapproche l'événement que Guillaume II appelait un « grand fait historique » d'autres événemens qui devaient se produire à dix-huit mois de là et déchaîner par tout l'univers les calamités les plus tragiques, on est conduit à se demander s'il ne les prévoyait pas et si, sous les émotions du père de famille dont, chez tout autre que chez ce grand comédien, l'éloquence de la parole et le tremblement de la voix eussent attesté la sincérité, si sous ces dehors pacifiques ne couvaient pas déjà les desseins criminels que la postérité lui reprochera. Assurément, il attachait un grand prix à écarter de lui tous les soupçons. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, obéissant aux inspirations de la Wilhelmstrasse et prenant acte de la présence du roi d'Angleterre et de l'empereur de Russie aux fêtes du mariage, écrivait : « Elle est provoquée par un événement de caractère familial; mais elle n'en est pas moins la preuve que l'Europe peut y trouver l'espoir que l'horizon politique s'éclaircit. » Était-ce là autre chose qu'un mot et suffit-il pour nous empêcher de croire que l'Empereur songeait à la guerre? On était en février et le 4 novembre suivant, il déclarait au roi des Belges qu'elle ne pouvait plus être évitée.

On peut alléguer que huit mois sont plus que suffisans pour modifier une conviction et que l'opinion exprimée en novembre ne prouve rien contre la sincérité de celle de février. Mais le 1er janvier précédent, à la réception du corps diplomatique, modifiant vis-à-vis de M. Jules Cambon son attitude bienveillante et allègre du 1er janvier 1912, témoignage éclatant de sa satisfaction d'avoir vu se régler pacifiquement l'affaire d'Agadir, il lui avait dit d'un ton sévère : « Monsieur l'ambassadeur, voilà vingt ans que je tends la main à la France et qu'elle me la refuse. »

Ne semble-t-il pas que ce langage fût gros de menaces et sentît la poudre? Est-il illogique de l'interpréter comme la

preuve que la guerre hantait déjà cette tête tour à tour impulsive, calculatrice et ténébreuse ? Si telle est la vérité, n'a-t-on pas le droit d'en conclure que le « grand fait historique » le réjouissait parce qu'il faisait disparaître de l'Allemagne le dernier champion du particularisme, et qu'il pouvait désormais se jeter dans la guerre avec la certitude de n'avoir plus d'ennemi parmi les princes de l'Empire ? Ce n'est là qu'une hypothèse. Mais avec un dissimulateur tel que lui, toutes les hypothèses sont permises.

Quant au duc de Cumberland, sa soumission à l'Allemagne, son renoncement à ses droits sur le Hanovre et la restitution du duché de Brunswick à son fils ont dramatisé sa destinée en le séparant de sa famille anglaise et en lui fermant la Grande-Bretagne, en des conditions particulièrement cruelles. Le Cabinet Asquith avait préparé un projet de loi qui lui retirait, en même temps qu'au duc d'Albany, le siège qu'il occupait à la Chambre des Pairs en qualité de membre de la maison royale d'Angleterre. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas été donné suite, mais les deux princes ont été rayés de la liste des chevaliers de la Jarretière, et leurs bannières ont cessé de flotter dans la chapelle Saint-George, à Windsor, où se tiennent les chapitres de l'ordre.

Le mari de la princesse Thyra a fixé en Autriche leur résidence définitive. Ils y vivent en famille dans un palais voisin de Schœnbrunn, avec un minimum de protocole, parmi les restes somptueux du trésor des Guelfes, abondante vaisselle d'or, meubles énormes en argent massif, vitrines surchargées d'objets d'art d'un prix inestimable. Mais il est vraisemblable que ces richesses ne les consolent pas de n'être plus que des exilés et d'être devenus, dans la personne de leur fils, les complices des forfaits de Guillaume II et de François-Joseph.

ERNEST DAUDET.

EMMENÉES EN ESCLAVAGE

POUR CULTIVER LA TERRE

JOURNAL D'UNE DÉPORTÉE

Pour connaître la vérité, c'est aux victimes, directement, qu'il faut la demander. Les pages qu'on va lire n'ont d'autre prétention que d'être un témoignage d'une absolue sincérité. Je les ai écrites d'après les notes et les récits d'Yvonne X... (1), qui fut emmenée en esclavage, par les Allemands, pour cultiver la terre; le plus souvent je me suis bornée à transcrire le journal de la malheureuse déportée. Après les atrocités commises au début de la guerre par les envahisseurs de la Belgique et de nos provinces du Nord, nous pensions qu'ils ne pourraient imaginer pis. Leur génie malfaisant a trouvé ceci : les déportations de jeunes filles...

Yvonne X... appartient à l'une des meilleures familles de la bourgeoisie lilloise. Sa vie, avant la guerre, s'écoulait calme, régulière, dans la douceur et la tiédeur de nos mœurs provinciales. Chaque jour, chaque heure avait ses attributions : aide à prêter au ménage, exercices de piété, œuvres de bienfaisance, arts d'agrément, promenades, réunions entre amies... C'est à cette existence quiète, un peu lente, pauvre en incidens et dont la monotonie même a son charme, que la jeune fille allait être brusquement arrachée.

(1) Par une discrétion que l'on comprendra, les prénoms et les initiales des personnages dont il est question dans cet article, ont tous été modifiés.

***

Selon une méthode qui leur est familière quand ils préparent quelque abomination, les Allemands, pour les déportations, n'agissent pas par surprise. Ils annoncent leur décision ou plutôt la font pressentir plusieurs jours à l'avance; ils l'insinuent avec des airs hypocrites: « Les Anglais, par le blocus, rendent de plus en plus difficile le ravitaillement de la population civile: l'autorité militaire demande des travailleurs volontaires pour les travaux des champs... » Personne ne se présente : « En conséquence, fait afficher von Gravenitz, général commandant la place de Lille, l'autorité militaire procédera à l'évacuation d'une partie de la population pour exécuter ces travaux, — et non des travaux militaires, — dans la France occupée, loin derrière le front... Il est recommandé à tous de préparer un bagage de 30 kilos maximum : linge, ustensiles de cuisine, etc. En conséquence, défense est faite, à qui que ce soit, de quitter son domicile légal de huit heures du soir à six heures du matin. Cette mesure étant irrévocable, la population est invitée à rester calme et à obtempérer aux ordres ci-dessus... »

On devine l'émotion des Lillois. Vainement l'évêque de la ville, Mgr Charost, proteste-t-il par une lettre au général von Gravenitz; vainement le maire, M. Delesalle, rappelle-t-il la première proclamation allemande garantissant « l'inviolabilité des civils; » le général allemand se retranche derrière des « ordres supérieurs qu'il a reçus de très haut. » D'ailleurs, « c'est pour le bien de la population » que la décision a été prise.

On est en pleine semaine sainte. Les gens prudens, ceux que les sceptiques traitent d'inquiets, s'occupent de préparer leurs bagages : « Cédant à l'exemple, écrit Yvonne X..., je commence le mien et celui de ma sœur; mais, comme le bruit court que les Allemands n'opéreront ni le dimanche, ni le lundi de Pâques, je remets à plus tard de les terminer. En ville, nos parens, nos amis ne parlent que de la nouvelle menace allemande. Je me souviens que, le jour de Pâques, en finissant notre maigre dîner, je rapporte à ma mère et à ma sœur que, chez une de nos amies, un soldat, venu pour réquisitionner, a déclaré d'un ton de défi : — Bientôt, nous réquisitionnerons les petites

Mademoiselles... — Mais je ne crois pas possible qu'ils viennent me prendre et m'endors tranquillement. »

Nuit de lundi de Pâques; douce nuit qui a l'odeur du printemps, ciel dont la clarté promet une belle journée. Dès deux heures du matin, dans la rue de Bourgogne où réside le colonel du 64e, les habitans sont réveillés. Un auto vient chercher le colonel, qui veut diriger lui-même les enlèvemens. Quelques officiers, des musiciens l'accompagnent. La râfle s'opère méthodiquement rue par rue, dans le quartier qu'habite Yvonne X... A quatre heures, elle est presque terminée : « A ce moment, je suis réveillée en sursaut. On carillonne chez nos voisins. Maman, dont je partage la chambre, saute au bas de son lit : « Les voilà! » Maman n'avait pas fini de parler que, sous nos fenêtres, résonne un bruit de bottes, de crosses de fusil. Notre sonnette tinte avec frénésie. Ne pas ouvrir? Impossible! D'ordre du gouverneur militaire, on « doit toujours ouvrir aux Allemands. » Si l'on refuse, si l'on marque de la lenteur, de la mauvaise volonté, c'est l'amende ou la prison. Ma mère descend. Elle se trouve en présence de sept soldats du 64e... » Ce sont tous de jeunes gens, l'air narquois et comme émoustillé par la besogne qu'ils viennent de faire. Par la suite, les Lillois ont appris qu'aucun soldat marié ou d'âge mûr n'avait voulu participer aux enlèvemens. Le bruit a couru également qu'au café Bellevue, sur la grand'place, des querelles violentes dont plusieurs furent suivies de duels, avaient eu lieu entre des officiers, les uns blâmant, les autres approuvant l'acte inique. Un sous-officier accompagne les soldats qui ont pénétré chez Mme X... « C'est un petit gringalet, la moustache blonde coupée court, avec cette mine de fatuité qu'ont tous les sous-officiers allemands. Il prend la parole :

— Madame, combien de personnes, ici?

— Trois : moi, mes deux filles.

Un soldat s'empare de la feuille de recensement obligatoirement apposée dans le couloir, puis :

— Montrez, madame...

Mais avant que maman ait pu le prévenir, le Boche entre dans ma chambre. Je suis encore couchée. L'homme m'interpelle :

— Vous êtes Mademoiselle Geneviève...

— Yvonne, rectifie maman.

— Mademoiselle, levez-vous! L'officier sera ici dans cinq minutes... »

Ayant dit, l'homme tourne les talons, se dirige vers la seconde chambre. Il va y entrer. Mme X... le repousse de la main, frappe à la porte. L'homme ricane : tant d'égards, pour une jeune fille, lui semblent le comble du ridicule. Il recommence son interrogatoire :

— Vous êtes Mlle Geneviève? Levez-vous!

Les cinq minutes sont à peine écoulées que l'officier arrive. Dix hommes l'accompagnent, baïonnette au fusil. L'officier parle difficilement le français. : on le dirait gêné par la besogne dont il est chargé. La pâleur de son visage indique un certain trouble de conscience. « Il s'assure de l'identité de chacune de nous ; puis : « Il faut qu'une des deux Mademoiselles se prépare à nous suivre pour aller à la campagne. » Je m'écrie :

— Pour où?

Un sous-officier m'interrompt :

— Silence! C'est un ordre. »

Comme Yvonne X... proteste, de toutes ses forces, l'officier, qui est pressé, finit par dire :

— Ça m'est égal laquelle des deux. Il m'en faut une. Choisissez...

« Alors, les soldats, pour me punir d'avoir osé protester, me désignent immédiatement du doigt :

— Vous, vous!

L'officier fait un trait au crayon bleu en regard de mon nom :

— Vous pouvez prendre 30 kilos de bagages. Vous emporterez une cuillère, une fourchette, un verre et une couverture. Vous avez vingt minutes pour vous préparer. Les soldats vont vous attendre et, si vous n'êtes pas prête... (Il a un geste)... les soldats vous enlèveront (1). »

Yvonne X... se hâte de faire sa toilette et de préparer son mince bagage. Les vingt minutes ne sont pas encore écoulées, déjà les soldats tapent de la crosse dans le vestibule et, du bas de l'escalier, hèlent à grosse voix :

— Mademoiselle! Vite! Vite! Partir!...

(1) Dans la matinée de ce jour, une amie d'Yvonne X... ramassa, dans une des rues du quartier, un papier tombé de la poche d'un officier. Il portait l'ordre : « Agir avec violence, mais sans scandale. »

Yvonne X... descend. Moment poignant. Nous sommes dans une famille profondément chrétienne :

« Maman me bénit, me dit :

— Sois forte, mon enfant. Tâche de soutenir autour de toi.

Nous nous embrassons et nous séparons sans pleurer. »

La porte retombe. Yvonne X... suit un des soldats. Les rues sont désertes, leurs abords gardés militairement. A un tournant, dans la pénombre, une masse confuse apparaît : moutonnement grisâtre de casques, de capotes. Toute une compagnie du 64e attend, l'arme au pied : « Je dois traverser leurs rangs. Des quolibets se croisent sur mon passage :

— *Ach!* T'en as pigé une belle !

Mon guide m'introduit dans la cour d'une maison où, déjà, quelques femmes sont rassemblées... »

Dans la cour, l'attente se prolonge. Le froid et l'humidité qui précèdent le lever du soleil, s'abattent sur les épaules des captives. Elle frissonnent. « Un brave homme m'offre son panier comme siège... J'interroge la jeune fille qui se trouve à côté de moi. C'est une femme de chambre. Elle m'apprend que la plupart de celles qui m'entourent sont des domestiques enlevées de la place de Tourcoing. »

Une heure passe. Un officier allemand descend le perron, monte à cheval, donne l'ordre du départ. « On nous range. Baïonnette au fusil, des soldats nous encadrent. Le signal est donné : *Los!* Nous emboîtons le pas... »

Maintenant, le jour est tout à fait levé. Les prisonnières avancent avec peine, retardées dans leur marche par leurs bagages. Quelques soldats consentent à aider les plus faibles, les plus fatiguées : « Les gens du quartier nous regardent passer avec stupeur. Une vieille femme me serre la main, elle pleure. D'autres me crient de leur fenêtre :

— Bon courage, mademoiselle, bon courage !

On nous conduit à quelque cent mètres dans l'établissement d'un entrepreneur de constructions. Là, beaucoup de captifs : quelques hommes, nombre de femmes. Parmi celles-ci, Mlle de V... Elle a été prise avec sa domestique. Des groupes ne cessent d'arriver. Nous y retrouvons beaucoup de connaissances. C'est toute la population de notre paroisse qu'on enlève : des fillettes auxquelles nous avions fait faire leur première

communion, des jeunes filles de la réunion dominicale, des domestiques, de petits commerçans... »

Tous sont calmes, « anxieux seulement. » Parfois, un incident déride les visages que l'angoisse contracte. Une grosse femme arrive. Elle a mis sa belle « rhabillure, » comme on dit dans le Nord. Elle est vêtue d'un costume d'un violet éclatant et, dans une toile à carreaux que noue une corde, elle emporte sept paires de sabots. Une autre est chargée d'une partie de sa batterie de cuisine : casseroles, moulin à café... Toutes sont jeunes ou dans la force de l'âge. Ordre a été donné de ne pas enlever de mineures. Plusieurs, pourtant, n'ont que dix-huit ans...

« Vers huit heures, on nous rassemble. On nous remet par rangs de quatre : hommes devant, femmes derrière. Les soldats nous comptent minutieusement. Mlle de V..., sa domestique, la jeune femme de chambre et moi formons un rang, désireuses de ne pas nous séparer... »

Les prisonniers remontent la rue Colbert pour aller, place Catinat, prendre le tramway qui doit les mener à la gare. Les femmes avancent, le corps déjeté sous le poids de leur bagage. « Nos parens, nos amis sont là, qui font la haie, se pressent, cherchant, parmi nous, les visages connus... » Comment rendre la souffrance des hommes qui, d'un regard désespéré, fixaient les prisonnières, sans rien pouvoir pour les délivrer? Impuissans, ils serraient les poings dans le vide, les lèvres contractées par la rage. Quelques-uns, les plus vieux, pleuraient. Le curé de la paroisse est venu. Debout dans sa soutane sombre, il bénit chaque groupe, les uns après les autres : *Benedicat vos omnipotens Deus... Benedicat vos!*

C'est dans les hangars de marchandises de la gare Saint-Sauveur qu'on entasse les déportés : toutes les issues en sont gardées.

« Dans le vaste hall, nous sommes au moins six cents. Je vais de groupe en groupe. La vaillance des victimes étonne les sentinelles :

— C'est drôle, elles ne sont pas tristes, ces mademoiselles!

Cependant certaines d'entre nous, dans l'espoir de se faire libérer, veulent voir le major ; mais quelque grave raison de santé qu'elles invoquent, le major leur répond : « L'air de la

campagne vous fera du bien. » A celles qui allèguent leur incapacité pour les travaux des champs : « Ce n'est pas difficile, on vous apprendra. » Dans le hall surchauffé, l'attente devient horriblement pénible. Nous sommes arrivés à neuf heures; on nous déclare que nous ne partirons pas avant cinq heures du soir. Pour où? Sans doute pour les Ardennes. »

Assise dans un coin, sur une chaise, Yvonne X... réfléchit :

— Je n'ai rien d'une héroïne, m'a-t-elle dit. Je vous en prie, ne me hissez pas sur un piédestal. J'hésitais sur ce que je devais faire. Si mon désir le plus vif était d'être libérée, mon devoir, je le sentais, était de ne pas abandonner mes sœurs d'infortune. Par mes paroles, je pouvais en réconforter quelques-unes. Pourtant, je ne voulais pas me laisser déporter sans protester : cela aussi, je le devais à ma famille, à moi-même... A qui m'adresser? Je le demande. On me répond :

— Au capitaine T...

Haut perché sur de longues jambes d'échassier, celui-ci est le type accompli du goujat. Rouge, gonflé de fureur, la cravache en main, il court de tous côtés, l'insulte à la bouche, rudoyant indifféremment civils, soldats et officiers. Il faut le prendre entre deux accès de colère.

J'attends, j'attends longtemps l'occasion favorable. Enfin, je me décide. Je m'approche du capitaine T... Je proteste contre mon enlèvement. Il prend ma carte d'identité, y jette les yeux, me la rend avec ces mots :

— Je ne puis rien pour vous...

Mon sort est fixé. Cependant les représentans de la municipalité, dont le dévouement est parfait, essaient encore une tentative auprès du capitaine. Ils supplient qu'on nous renvoie dans nos familles; mais plusieurs prisonnières ont été relâchées ce matin. Il faut au capitaine un nombre déterminé de bras. Il secoue sa petite tête : il refuse. »

Cinq heures. On donne l'ordre du départ. Comptés et recomptés soigneusement par les soldats, les captifs défilent. Les hommes passent les premiers. Alors nous nous formons en un petit groupe : Mlle de V..., sa bonne, la femme de chambre, que j'appellerai désormais Madeleine, et moi. Nous sommes désireuses de voyager ensemble, de nous aider mutuellement. L'un des membres de la municipalité, M. S..., tente un dernier effort. Dans l'espoir que, faute de place, on nous lais-

sera sur le quai, il nous fait passer les dernières; mais le capitaine T... est là. Avec des airs obséquieux, il s'avance vers nous :

— Montez donc, mesdemoiselles, par ici...

Et comme toutes les voitures sont déjà pleines, on nous pousse, on nous case tant bien que mal dans un wagon sur lequel, à la craie, on a écrit : « Dix-huit femmes. »

C'est un wagon à bestiaux. On l'a muni de bancs dans le sens de la largeur; point d'autre ouverture que la porte. La marche qui y donne accès est si haute que les femmes ne peuvent la gravir seules. Les soldats doivent les hisser l'une après l'autre. Nous sommes vingt-quatre prisonniers là dedans : vingt femmes, quatre hommes. Armés de fusil, trois factionnaires du 64ᵉ gardent l'entrée. Ils nous regardent curieusement, épiant nos impressions. L'un d'eux, qui comprend bien le français, écoute ce que nous disons et le répète à ses camarades.

Mais une sonnerie de fifres déchire l'air : le train s'ébranle... »

Jusqu'ici, les victimes ont montré un courage sans défaillance. Mais, à ce moment, beaucoup ne peuvent résister à l'émotion. Des fillettes sanglotent.

« Je me lève alors, raconte Yvonne X.... Je propose de prier Dieu tous ensemble, de lui demander de nous protéger. Les sentinelles font silence. Nous récitons une dizaine de chapelet. »

Le courage renaît parmi ces malheureuses.

« Entre nous, nous faisons connaissance. La plupart de mes compagnes sont des domestiques, et je suis bien touchée de les entendre s'apitoyer sur leurs maîtres que leur départ laisse dans l'embarras, plus encore que sur elles-mêmes. On s'enquiert des voisins : « Une telle a-t-elle été prise?... Et une telle?... » Les Allemands se mêlent à la conversation. Ils protestent qu'ils ont dû obéir, qu'il n'y a pas de leur faute dans notre enlèvement :

— Nous, pas pouvoir faire autrement !...

Et comme une fillette recommence à sangloter, l'un des soldats se penche sur le pauvre visage tuméfié par les larmes :

— Pas pleurer, mademoiselle; encore plus triste Allemagne! »

Le convoi chemine très lentement. A chaque arrêt, les soldats vont prendre les ordres. Apparemment, non plus que

leurs prisonnières, ils ne savent où ils vont. La nuit tombe. Il fait froid. On ferme l'unique porte. Dans l'obscurité, une veilleuse rougeoie. Levées depuis quatre heures du matin, les captives n'en peuvent plus. Leur fatigue s'accroît de l'immobilité que, sur leurs bancs de bois, elles sont contraintes de garder. L'atmosphère s'alourdit. Trop de gens sont entassés là dedans. Les soldats fument.

« Quelques-unes de mes compagnes parviennent à s'endormir, à oublier ! Je les envie. Le sommeil me fuit. J'ai tout loisir pour penser... »

Yvonne X... n'est plus une enfant. Elle vient d'avoir trente ans. Elle se rend compte des dangers qu'elle peut courir. Des phrases échappées à certaines de ses compagnes ont achevé de l'éclairer :

— On dit que ce n'est pas seulement pour travailler qu'ils nous emmènent...

« Mourir, pense-t-elle, oui. Mais il y a pire que la mort ! »

Le convoi roule dans la nuit. Les roues des voitures grincent. La locomotive halète. De brusques secousses jettent les voyageuses les unes sur les autres... La longue, l'interminable nuit ! La face du soleil, enfin, émerge du brouillard. Les soldats s'étirent, ouvrent la porte. L'air léger du matin entre à flots, ranime les voyageurs. Où est-on ? A travers la brume, on distingue des hauteurs couvertes de sapins, quelques cimes se détachent : les Ardennes. Des clochers dressent leur flèche aiguë. Les fermes se multiplient, tapies au ras du sol. Dans les prairies, des vaches paissent.

« A cinq heures vingt, le train stoppe. Des officiers, venus de Vervins en automobile, s'entretiennent, sur le quai de la gare, avec l'adjudant de la *Kommandantur* et un civil qui fait fonction de maire. L'adjudant est un gros garçon aux cheveux gras, couleur de filasse. Il a l'air bonasse sous ses lunettes rondes d'automobiliste. Il fait signe à un sous-officier qui procède à l'appel. On nous sépare. Les hommes sont dirigés vers une fabrique que les Allemands ont vidée de son matériel. Les femmes sont groupées sur la route. Nous attendons debout. Heureusement, il fait beau. Le soleil épand sa chaleur. Quelques femmes, des enfans, curieusement, viennent nous regarder à travers les haies. Nous les questionnons :

— Savez-vous ce qu'on va faire de nous, ici ?

Les femmes haussent les épaules :

— Hé ! vous ne resterez pas ici. Avec quoi vous nourrirait-on ? Il n'y a rien...

Nous attendons toujours. Mon Dieu ! que je suis fatiguée !

Un bruit, enfin, se répand. A l'extrémité de notre colonne, il y a une maison. On y passe une visite. Je vais aux informations : c'est d'une visite médicale qu'il s'agit. Les détails nous en parviennent par bribes, nous indignent : on passe, une par une, devant le major et complètement dévêtue !

Je m'adresse au maire :

— Monsieur, je vous en prie, n'y a-t-il pas moyen d'échapper à cette visite ?

Il a un geste d'impuissance :

— Les Allemands sont les maîtres, madame. Quelle que soit leur volonté, il nous faut la subir. »

Yvonne X... est révoltée. Pour la première fois, depuis son départ, elle pleure. Elle retourne trouver ses compagnes. Ensemble, elles interrogent une des prisonnières qui vient de passer la visite :

— « Ils » prétendent que c'est dans notre intérêt, parce que nous devrons coucher à deux, dans le même lit... que deux « personnes » ont déjà été reconnues suspectes...

Cependant, les protestations des victimes produisent leur effet. Le major est contraint de se montrer plus convenable : « Quand mon tour vient, vers midi, déclare Yvonne X..., tout se passe correctement... »

Les heures tournent lentement. Le soleil brûle. Après avoir souffert du froid, pendant la nuit, les prisonnières souffrent de la chaleur : « Nous sommes horriblement sales ; nous faisons une toilette sommaire à la pompe de la gare ; puis, assises sur le bord de la route, nous déjeunons de nos restes... Les maires de douze localités dépendant de la *Kommandantur* ont été convoqués pour trois heures. Nous les voyons arriver avec des chariots destinés à transporter les bagages et celles d'entre nous qui sont le plus fatiguées. On nous questionne, on nous groupe, on nous répartit. Les captifs, qui ont été enlevés en même temps que leur femme ou leur sœur, peuvent réclamer celles-ci. Je fais une liste de nos six noms. Je prie qu'on nous laisse ensemble. Nous sommes, paraît-il, désignées pour un village des environs. Mais le maire consent à nous garder ici avec une

vingtaine de captifs, parmi lesquels le fils d'un docteur en médecine de Lille et il s'enquiert d'un logement pour nous... Il voudrait nous loger chez Mme D... Mais celle-ci se récuse. Comme à l'annonce d'une catastrophe, elle lève les bras au ciel. Elle fixe sur les nouvelles arrivées des regards méfians. »

Des voisines accourent, font chorus, houspillent le maire, le rendent responsable de toutes les difficultés, de toutes les souffrances de l'occupation et, tandis que les invectives tombent dru sur l'infortuné qui n'en peut mais, les prisonnières attendent piteusement qu'on décide de leur sort. Ce n'est que peu à peu qu'elles comprennent les raisons de l'accueil qui leur est fait. Par un raffinement de méchanceté, les Allemands, en annonçant l'arrivée des captives, leur ont fait injure. Ils ont dit :

— Ce sont des femmes de mauvaise vie...

« Cependant, Mme D... a pitié de nous. Elle assure qu'elle ne nous laissera pas dehors pour la nuit. Elle nous introduit dans une maison où l'on avait déposé un matériel d'ambulance... »

La maison, inoccupée depuis le mois d'août 1914, est peu engageante. Le voisinage l'est moins encore. Le jardin est commun à trois maisons dont l'une, occupée par des filles, est ouverte toutes les nuits aux soldats :

« On nous aide à monter des lits puis, aimablement, Mme D... nous offre de souper chez elle; mais nous sommes encore sous l'impression de la réception que nous avons eue. Nous n'acceptons qu'un bol de lait chaud qui nous paraît délicieux. C'est le premier que nous buvons depuis l'occupation !... Enfin, livrées à nous-mêmes, nous inspectons les lieux, nous vérifions les verrous, les serrures, puis, harassées de fatigue, brisées d'émotion, nous nous étendons sur les lits, roulées dans nos couvertures. La nuit est paisible ; mais lorsque, le matin, je vais prévenir mes compagnes qu'il est temps de se lever pour aller à B... entendre la messe, je vois, à leur mine défaite, qu'elles ont plus pleuré que dormi. »

***

Le hameau, où les détenues viennent d'échouer, s'appelle : « Mon Idée, » — quelle ironie ! — Formé de petites maisons blanches et proprettes, voisin de la gare, il est distant du village

de B... de deux kilomètres, environ. « Nous les parcourons en compagnie de Mme D... et de sa fille. Chemin faisant, Mme D... nous expose ses projets. Elle ne peut nous recevoir chez elle, faute de place, mais elle ne veut pas nous laisser aussi mal installées. Elle va aller à la *Kommandantur*. Elle y est fort connue, car elle a rendu des services à l'ambulance... »

De fait, l'adjudant lui répond de s'arranger comme elle l'entend et Mme D... ayant demandé :

— A quoi allez-vous occuper ces jeunes filles?

L'adjudant réplique :

— Hé ! qu'elles fassent ce qu'elles veulent ! Le commandant est absent. Jusqu'à son retour, je n'ai pas besoin d'elles.

Les gens du village suffisent amplement, en effet, aux travaux qui consistent à piquer des choux sous des châssis aménagés avec les bois et les vitres enlevés à une usine du pays. C'est donc bien la preuve que, dans les déportations de jeunes filles, les Allemands n'ont pas agi par nécessité. Ils ont cherché à infliger une nouvelle souffrance à la population civile ; ils ont espéré fomenter une révolte qu'on aurait réprimée brutalement. Les Lillois ont retenu ce propos, recueilli de la bouche d'officiers :

— Mais enfin, que faut-il faire, pour les pousser à bout?...

« Après le petit déjeuner chez Mme D... reprend Yvonne X..., nous sommes avisées de nous préparer à accompagner l'adjoint au village, pour régler la question de notre ravitaillement. Deux d'entre nous suffisent. Mes amies me demandent de les représenter et, une fois pour toutes, de prendre l'initiative des décisions les concernant ; ce qui fait que, dans la suite, les Allemands m'ont baptisée : Mlle Chef !... Je pars avec Madeleine. En route, en causant avec l'adjoint, je comprends que personne dans le village ne soit enchanté de notre arrivée. On n'a aucun besoin de nous et nous sommes des « rogne-part ! »

— Hélas ! gémit l'adjoint, nous avions déjà tant de mal à nous tirer d'affaire ! Un embarras fou, Mademoiselle, cette émigration qui nous arrive ! une charge énorme pour la commune !... »

Les Allemands ont promis leur concours pour le ravitaillement, si c'était nécessaire ; mais, promesses d'Allemands...

Gratifiée d'un peu de pain et de quelques denrées américaines, riz, haricots, café, céréaline, plus quelques grammes de sucre,

Yvonne X... se voit en outre attribuer, — aubaine incroyable, — un morceau de porc frais! Rentrées à « Mon Idée, » les exilées s'occupent à s'installer dans leur nouveau logis. C'est une humble maisonnette qui a souffert de la fusillade : toutes les vitres sont brisées. On a fermé les fenêtres avec des toiles de sacs. La cuisine, où on accède directement, est humide : ses murs sont couverts de plaques de moisissures. Elle donne dans une étroite salle à manger. Au premier étage, deux petites chambres. Toutes les pièces sont carrelées; pas un meuble : rien d'autre qu'un petit poêle en fonte et le reste d'une maigre provision de bois. A la fin de la journée, les prisonnières se trouvent à la tête de deux lits, de deux paires de draps, d'une table, d'un buffet et de six chaises! J'allais oublier quelques casseroles, un bol et une assiette par convive...

C'est une chose merveilleuse de constater, une fois de plus, avec quelle promptitude les Françaises s'adaptent aux pires conditions d'existence. « Nous voilà à notre ménage, écrit Yvonne X... Le soir, nous prenons notre premier repas « chez nous. » Nous sommes heureuses de ne pas être séparées; nous avons un peu l'illusion, ainsi entre nous, d'être en famille. Depuis qu'ils ont compris que nous n'étions pas des « indésirables, » nos voisins sont devenus obligeans. Le nombre de nos lits étant insuffisant, il est convenu que Jeanne et Juliette iront passer la nuit chez Mme D... une charmante petite vieille, discrète, qui nous rend de bons offices... A notre gauche habite une « fraudeuse (1). » Elle boit à ses heures, mais c'est une brave femme. » Et la vie s'organise.

Yvonne X... se loue de la sollicitude que le curé de B... témoigne pour les déportées. « L'autre jour, il nous a retenues à déjeuner, au presbytère. Il a fallu lui conter notre histoire. Quand nous lui avons dit notre espoir d'être rapatriées prochainement en France libre ou renvoyées à Lille, il a secoué la tête :

— Oh! les gens du Nord! Les gens du Nord!... Mais, mes pauvres enfans, vous êtes ici pour jusqu'à la fin de la guerre!...

Pauvre M. le curé! Il en a vu de dures! Traîné pendant des heures derrière les voitures des envahisseurs jusqu'à ce qu'il

(1) Fraudeuse ou « Fonceuse, » nom donné, dans la région envahie, à celles qui passent la frontière pour aller chercher du ravitaillement en Belgique.

tombe; deux fois, par manière de plaisanterie on a fait le simulacre de le fusiller... Malgré ses prédictions pessimistes, il n'arrive pas à nous assombrir et, chargées de livres qu'il nous prête, nous redescendons à « Mon Idée. » De nouveaux déportés viennent d'arriver de Lille. Ils nous disent que les enlèvemens y continuent, quartier par quartier... »

Sans égards pour l'état de celles qui ont été désignées, les soldats allemands se comportent d'une manière révoltante. Une jeune femme d'une trentaine d'années est au plus mal : les soldats la tirent de son lit, la portent au tramway : qu'est-il advenu de la mourante? Dans la ville, la terreur plane. On cite des parens qui ont perdu la raison depuis qu'on leur a enlevé leur fille. On parle d'une domestique que la crainte d'être prise a subitement rendue folle. Ses maîtres l'ont rattrapée, fuyant, les yeux hagards, rue du Molinel, en chemise de nuit, les pieds nus... On raconte qu'un convoi est parti pour l'exil comme on va au feu, bravement, en chantant *la Marseillaise*: bien que le chant soit séditieux en région envahie, les Allemands n'ont pas osé faire taire les chanteuses... On ajoute quelques traits comiques qui ont ponctué l'horreur du drame. A la gare, un camelot criait :

— Achetez la grande victoire de Lille! Quinze cents prisonniers sans perdre un seul homme!...

*
* *

Voici le tableau que trace Yvonne X... de la vie à « Mon-Idée » : « Chaque matin, nous allons à la messe, puis nous nous mettons au ménage, ce qui nous prend beaucoup de temps. Il faut dire que nous avons mille difficultés à faire du feu. Nous n'avons que du bois vert. Il nous faut apprendre à le scier, à le fendre à la hache, il faut le sécher. C'est un travail si dur que, toutes les fois que nous le pouvons, nous allons ramasser les déchets des piquets pour tranchées qu'on confectionne à la gare... Le petit poêle, en outre, tire très mal. Une de nous doit surveiller le feu, tandis qu'une autre cuisine. Il nous faut beaucoup d'ingéniosité pour préparer nos repas, il en faut davantage pour varier les menus. Nos provisions sont si restreintes! C'est tout juste si, en battant les environs, nous arrivons à trouver quelques légumes.

« L'après-midi se passe en grands travaux. Puisque, tous

nous l'assurent ici, nous devons rester à « Mon-Idée » jusqu'à la fin de la guerre, il faut aviser à nous procurer le nécessaire par notre travail. »

Mme D... met un terrain à la disposition des jeunes filles. Elles y travaillent avec ardeur, bêchant, nivelant, ratissant, plantant des pommes de terre, semant des haricots. Ces heures laborieuses sont les meilleures pour les captives. C'est le soir, quand elles sont retirées dans leur maisonnette, que les idées mélancoliques, comme un vol d'oiseaux funèbres, s'abattent sur elles. Quand vient l'heure de se séparer pour la nuit, pas une qui ne se sente le cœur étreint de mille souvenirs douloureux! C'est l'instant où, dans les familles du Nord demeurées croyantes, la mère, avant de donner à ses enfans le baiser du soir, leur trace, sur le front, une croix légère. Yvonne X... étant l'aînée, « c'est moi, dit-elle, qui remplace les mamans, et qui, le soir, sur le front de mes amies, fais la « petite croix... » Puis, nous montons. Auparavant, j'ai fermé soigneusement notre porte à clé. Précaution inutile, puisque les fenêtres ne ferment qu'avec des toiles. Nous sommes comme dans un moulin. Les cloisons du grenier ne vont pas jusqu'au faîte dans ces constructions de village. L'escalade est facile... »

Aussi que d'angoisses, que de terreurs! Le moindre bruit suspect fait se dresser les jeunes filles, dans leur lit, l'oreille tendue. Quand nous parvenions à nous endormir, c'était d'un mauvais sommeil... » Souvent, dans la nuit, l'une des dormeuses poussait un cri de terreur. Ses compagnes se levaient, couraient pour lui porter secours. La dormeuse s'éveillait d'un cauchemar, le regard empli d'épouvante...

« Pour expliquer notre état de surexcitation, il faut aussi dire que les Allemands, afin que nul n'en ignore, avaient fixé, à notre porte, une grande pancarte sur laquelle étaient écrits, en grosses lettres, ces mots : « Six femmes. » Ainsi, chaque passant pouvait profiter du renseignement. A maintes reprises, dans la journée, des soldats entraient curieusement pour nous dévisager. Un matin, c'est un « diable vert, » comme on appelle les gendarmes dans le pays occupé. Il pousse son cheval jusqu'à la porte, fiche ses yeux sur nous, et, pour donner un prétexte à sa visite, demande :

— Pourquoi n'avez-vous pas de vitres à vos fenêtres?

Une autre fois, devançant mes compagnes, j'étais rentrée

pour préparer le repas. Il faisait très chaud. J'avais eu l'imprudence de laisser la porte ouverte. Une voix me fait me retourner. Un soldat est sur le seuil; il essaye d'entrer en conversation :

— Est-ce moi qui fais la cuisine?... Est-ce que nous ne travaillons pas encore?...

Il a une façon insistante de me dévisager. Je commence à ne pas être rassurée. Pour comble de malchance, un nuage crève, une averse s'abat :

— Entrer, mademoiselle! déclare l'Allemand.

Il entre en effet, et, derrière lui, un de ses camarades que je n'avais pas aperçu. Ils s'installent de chaque côté de la porte... Ils ont un drôle d'air. J'ai si peur que je ne trouve aucun moyen de m'échapper. Par bonheur, arrive la fille de Mme D... Les deux Boches interdits s'en vont. Je suis délivrée. »

Ce n'est pas impunément que l'on subit de telles épreuves, ce n'est pas impunément, quand on n'est qu'une femme, que l'on se sent guettée, traquée chaque jour, à chaque minute. Longtemps après sa libération, Yvonne X... devait conserver une expression farouche, l'attitude d'un être sur le qui-vive, prêt pour la défense. On ne pouvait, devant elle, faire allusion à son temps d'esclavage, sans la voir trembler et pâlir, tout son sang reflué soudain vers le cœur.

***

« Les choses en étaient là, quand, un mardi, le bruit se répand, dans le village, que le commandant est revenu! »

Au ton dont cette nouvelle est annoncée, les prisonnières peuvent juger de son importance. D'après les renseignemens qu'elles ont recueillis depuis leur arrivée, elles essayent de se faire une idée du caractère du commandant : « Il se montre, dit-on, moins rapace que les gouverneurs de nos villes du Nord. Les paysans ont conservé leurs vaches, leurs volailles, à la condition de fournir un certain nombre de litres de lait, pour la fabrication des fromages envoyés au front; ils doivent remettre un nombre déterminé d'œufs... Au surplus, les avis sont partagés. D'après les uns, il aurait un peu de sang français dans les veines. Il aurait longtemps habité la France. Il voudrait que les civils souffrent le moins possible de l'occupation... Les autres, sceptiques, concluent : C'est un Allemand comme tous les Allemands.

Le lendemain, nous sommes convoquées pour un nouvel appel à deux heures. Sans doute, le commandant veut nous passer en revue... Cette fois, nous sommes beaucoup plus nombreux. De nouveaux déportés ont doublé notre effectif. »

Dès une heure, les prisonniers se rendent à B... Le temps est orageux; le soleil brûle; vainement, sur la route, cherche-t-on un peu d'ombre. La marche est tout à fait pénible. Une femme enceinte de plusieurs mois avance lentement. De ce douloureux défilé s'exhale une morne tristesse.

« Quand nous arrivons à B..., les émigrés (c'est ainsi qu'on nous appelle dans le pays), qui logent à B... sont déjà sous le préau de la mairie. Les sous-officiers, plus pointilleux que d'habitude, montrent une grande activité. Ils courent, s'agitent, commandent :

— Les hommes d'un côté, les femmes d'un autre... Rangez-vous !...

Nous examinons nos nouvelles compagnes. »

Impression pénible. La râfle, cette fois, a surtout porté sur des filles publiques. Toutes les autres épreuves, Yvonne X... et ses amies les supportent d'un cœur ferme. Mais cette promiscuité les révolte :

« Ces malheureuses n'ont même pas la décence de se tenir convenablement. Elles rient très haut; elles provoquent les soldats dans un langage grossier. L'une surtout, une étrangère qui parle flamand, est odieuse. »

Heureusement, un auto stoppe devant la *Kommandantur*. Le commandant paraît, sanglé dans son uniforme couleur de cendre. La taille haute, la marche très alerte, la tête grisonnante, le visage affable, pas militaire du tout, on devine, en lui, l'homme du monde, le banquier qu'il était « dans le civil. » Il va, vient, tend la main à l'un, à l'autre, s'entretient avec le major : un homme de taille moyenne, celui-ci, maigre ou plutôt efflanqué, avec une tête petite, blonde, un teint blafard, des oreilles sans ourlet et comme grignotées par un mal mystérieux :

« Les sous-officiers procèdent à l'appel. Après quoi, l'un d'eux, Wecks, tout gonflé de son importance, roule vers nous des yeux sévères et nous harangue comme suit :

— Mesdames, Monsieurs, mainten*i*nt, il faut parler du travail. Si vous travaillez de bonne volont*ié*, vous serez cont*i*nts.

Si vous ne travaillez pas de bonne volontié, on vous mettra en colonnes et vous travaillerez tout de même.

Ayant dit, Wecks se tourne vers le commandant, qui approuve d'un signe de tête et parcourt nos rangs du regard. »

Son attention est retenue par Yvonne X... et son amie Mlle de V..., qui dépassent leurs camarades de toute la tête. Il va vers elles, les salue, les toise de bas en haut et, avec un profond étonnement :

— Mesdames! mais vous ne m'avez pas du tout l'air d'être faites pour les travaux des champs...

Puis, brusquement, coupant court à son embarras :

— Après tout, vous vous arrangerez avec le jardinier!

Il vire sur ses talons. Le jardinier s'approche. C'est un petit soldat rabougri; les poils de sa barbiche sont durs, raides comme brins de chiendent. Plus d'incisives, ni de canines. Un coup de feu les lui a fait sauter. Il a couru sous le soleil pour être exact. Il ruisselle de sueur. Son uniforme est sale et gras. Répugnant d'aspect, il porte sur lui une odeur forte et aigre : l'odeur boche!

Brusquement. je me mets devant Valentine (la domestique de Simone de V...) Cette grosse fille, pour l'instant, est des plus compromettantes. Elle semble avoir été mise au monde exprès pour travailler la terre. Ses joues rebondies sont rouges comme des tomates, ses manches courtes découvrent deux bras solides. J'affronte l'homme. Il ne sait que quelques mots de français.

— Combien êtes-vous ensemble?

— Six; mais nous travaillons déjà. Nous travaillons pour Mme D...

— Mme D..., connais pas! Pas sur mon carnet...

Il cherche dans des papiers et n'y trouve pas le nom de Mme D..., le jardin de celle-ci n'ayant pas été réquisitionné. J'insiste :

— Nous travaillons chez elle. Nous avons déjà planté des pommes de terre.

— *Nix, nix, nix!* Travailler avec moi.

Il me montre son carnet : sur une page est inscrit : « *Salat, planzen.* » Il me fait écrire nos noms. Puis, laborieusement, il explique :

— Vous (il me désigne de son crayon). Et vous... (il désigne

Simone de V...) rester à la maison, pour *fabricationen...* De la main, il fait le geste de tourner un moulin à café, ce qui, apparemment, signifie : les soins du ménage... Les autres, demain, ici, à huit heures, heure allemande.

Il procède de même avec les groupes suivans. »

Parmi les captives, deux jeunes femmes sont lourdes d'une maternité proche de son terme. Sans égard pour leur état, le jardinier veut les enrégimenter parmi les travailleuses. Ce n'est que devant la réprobation générale : « Mais, vous ne voyez donc pas... » qu'il consent à céder...

*
* *

Nous arrivons, maintenant, à l'un des passages les plus pénibles de ce récit douloureux. Encore, ce qui suit peut-il s'écrire. Parmi les victimes des déportations, combien, en effet, par pudeur, n'oseront jamais avouer, jamais publier ce qu'elles ont souffert! Au sujet de ces rapts de jeunes filles, répétons-nous-le, nous ne connaîtrons qu'une partie de la vérité, la moindre.

Tandis que les prisonniers sont autorisés à s'éloigner, les prisonnières sont dirigées vers une maison inhabitée depuis la guerre. C'est celle du notaire. Les Allemands l'ont en partie vidée de son mobilier. Le rez-de-chaussée a été transformé en corps de garde : « La salle où l'on nous introduit est au premier étage. Un bahut, une table y sont demeurés. Un soulier d'enfant, des bibelots couverts de poussière prouvent que la maison a été abandonnée en hâte. »

La salle est toute petite : ni stores, ni rideaux aux fenêtres; le grand soleil darde : une atmosphère suffocante. Entassées dans cet étroit espace, les prisonnières se demandent :

« Que nous veut-on encore? »

« Un sous-officier s'assure que toutes les victimes sont présentes. Il ferme la porte, s'assied sur la table, jambes allongées, buste penché en avant :

— Mesdames, vous allez passer une visite. Je sais bien que ce ne sera pas amusant; mais vous avez déjà quelquefois vu le docteur. Celles qui feront des difficultés seront mises au poste et elles passeront la visite tout de même... Vous passerez, une à la fois. Le major vous attend dans la chambre à côté.

Ces paroles tombent dans un lourd silence, un silence de mort. Nous pensons à la chose infâme qu'il va nous falloir subir

dans quelques minutes et que nous ne pouvons empêcher. Puis, nous donnons libre cours à notre indignation...

L'Allemand de garde, goguenard, propose à celles d'entre nous qui protestent le plus vivement de les conduire tout de suite au poste :

— Avec les rats, mesdemoiselles, avec les rats...

Puis, rudement, il nous fait taire. Cependant, mes amies et moi laissons passer les autres comme si un miracle pouvait nous sauver. Mais toutes les précautions sont prises. L'escalier est gardé; les cartes sont contrôlées; impossible de s'échapper. Mon tour vient. J'entre dans la chambre maudite. Le major s'essuie les mains. D'un coup d'œil, je vois la chambre nue, la table dressée, les oreillers, deux chaises pour soutenir les pieds; à côté une cuvette et les instrumens nickelés qui brillent.

Le major se tient debout, près de la table. De toute la clique allemande, il est le seul à ne jamais saluer. Il est avare de ses paroles. Est-ce honte de la besogne qu'on lui fait faire? Il me fait signe de m'étendre. Je proteste :

— J'ai déjà passé une visite.

— Ce n'est pas de celle-là qu'il s'agit.

— De quoi alors?

Gêné, cherchant ses mots comme s'il ne savait pas le français :

— Je vois que vous ne comprenez pas.

J'ai la gorge serrée comme dans un étau; ma voix s'étrangle. Je dois avoir l'air comme fou. Le major marche de long en large :

— Allons, mademoiselle...

Je le regarde fixement. Je ne veux pas prier, supplier; c'est une attitude que je n'ai jamais eue vis-à-vis d'un Allemand. Je n'oppose qu'une dignité énergique. Mais c'est cela sans doute qui pouvait le mieux lui en imposer. Il cherche un biais :

— Peut-être êtes-vous souffrante, aujourd'hui. Vous passerez une autre fois... »

Les victimes se retrouvent sur la place, frémissantes de colère, pâles de honte. Elles n'osent se regarder, elles n'osent s'interroger. Lentement, par des sentiers détournés, pour ne rencontrer personne, elles regagnent leur maison :

« Mais, à « Mon Idée, » on nous guettait depuis longtemps : Avons-nous vu le commandant?... Devons-nous tra-

vailler ? Que s'est-il donc passé ?... Pourquoi ces visages décomposés ? »

A grand'peine, les malheureuses se débarrassent des importunes. Elles rentrent chez elles, ferment la porte. A leur accablement, succède l'exaltation :

— Les misérables... Avoir osé !...

Dans un coin, trois des compagnes d'Yvonne X..., qui ont dû subir la visite, pleurent éperdument :

— Ils nous ont reconnues *bonnes à tout !...*

Trop de récits, depuis l'invasion, ont été faits devant ces jeunes filles pour qu'elles ignorent le sens de ces mots. Elles connaissent, entre autres, des faits que nous ignorons en France, mais qui sont publics en région envahie. Quand une femme a été possédée par un Allemand, si un enfant naît, le fils est envoyé en Allemagne, graine de soldat ; la fille est laissée à la mère.

***

« Le lendemain, à quatre heures et demie, la sonnerie du réveil me tire de mon sommeil. Je me lève. J'ouvre toute grande la fenêtre. Le temps s'annonce superbe. Je vais réveiller mes compagnes qui protestent : « Sûrement le réveil a sonné trop tôt. »

— Mais non, vous savez bien que l'heure allemande avance d'une heure sur la nôtre ; puis, c'est l'heure d'été maintenant et, si nous voulons communier, ce matin, il est grand temps de se lever.

Simone de V... allume le feu, fait bouillir le lait, le verse dans une bouteille qu'on enveloppe pour le garder chaud. Avec des tartines, il constituera le repas des travailleuses. Jeanne s'est blessée au pied l'avant-veille, en déplaçant un cuvier. Elle veut cependant se rendre au travail. Nous nous y opposons et, pour que les Allemands ne nous cherchent pas d'ennuis, Simone de V... dit simplement :

— J'irai à sa place.

Pour Yvonne X..., sa matinée a un autre emploi. Poursuivant son dessein d'obtenir le rapatriement de ses compagnes et le sien, elle veut voir le commandant :

« Je fais un brin de toilette, c'est-à-dire que je brosse plus soigneusement mon « tailleur » et mon chapeau. J'enfile mes gants dont l'un est troué au pouce. » Dans le village, en effet, on ne trouve plus ni fil, ni aiguilles. Dans les magasins, tout

a été réquisitionné dès le début de l'occupation, et ce n'est pas l'un des moindres soucis des prisonnières de voir leur garde-robe s'user sans pouvoir ni la raccommoder, ni la remplacer : « Nos chaussures surtout s'abîment à vue d'œil : les chemins sont rocailleux et nous les arpentons sans cesse. Chaque matin, nous constatons que les trous de nos bottines s'agrandissent... Dans la hâte du départ, nous n'avons pris que du linge. »

La petite troupe de prisonnières se met en branle pour B... Elles se quittent sur la place, mutuellement se souhaitent bonne chance :

« La porte de la *Kommandantur* est grande ouverte. Le cœur me bat, mais je suis résolue. Sans me soucier de la sentinelle qui ne pense pas d'ailleurs à m'arrêter, j'entre et me trouve dans une maison bourgeoise : petit vestibule, une pièce à droite, une pièce à gauche, toutes deux transformées en bureaux. Les fenêtres, grandes ouvertes sur la place, m'ont permis de voir qu'il y a quelqu'un dans celui de gauche. C'est un gros homme d'âge moyen, l'air doux. Il vient vers moi, me demande ce que je désire !

— Je voudrais voir le commandant.

— Il n'est pas ici.

— On le trouve tous les matins, m'a-t-on dit.

— Oui ; mais pas avant neuf heures.

— Il est neuf heures moins le quart. J'attendrai.

Survient un blanc-bec de secrétaire que j'ai déjà vu. Il a participé à l'appel, hier, sous le préau. Nous l'avons surnommé « Polo, » à cause de sa coiffure. »

Insolent, autoritaire, il parle aux captives ainsi qu'à des condamnées. Si on se permet de lui opposer la moindre objection, il explose comme un canon de 420. En allemand, il s'informe de ce que Yvonne X... vient faire :

— Elle veut parler au commandant.

— C'est pour une réclamation. Il faut la renvoyer.

Puis, tourné vers Yvonne X... en français, d'un ton hargneux, jetant chaque mot comme une injure :

— Qu'est-ce que vous lui voulez, au commandant? Il n'y a pas de réclamations à faire.

Très calme, Yvonne X... répète :

— Je veux voir le commandant.

— Il n'est pas ici.

— J'attendrai...

— Il ne viendra pas.

— J'attendrai tout de même.

« Devant mon insistance, le gros s'interpose :

— Madame peut attendre ici...

Et il indique le bureau en face. J'y entre. Le gros m'apporte une chaise. « Polo » me suit, s'assied, nerveux. Il fronce le sourcil et, brusquement :

— Qu'est-ce que vous avez à lui dire, au commandant?

— Je veux lui parler de ma situation, ici.

— Il n'y a rien à changer à votre situation, ici. D'ailleurs, le commandant ne viendra pas.

— Je vous demande pardon. Le voici qui arrive.

Le commandant, en effet, entre accompagné de Wecks. Il monte l'escalier sans tergiverser, je le suis. Il se retourne sur le palier, ouvre une porte, me fait entrer. Debout, il m'interroge du regard. J'expose que nous sommes ici, plusieurs jeunes filles qui ont été enlevées sans raison. Nos familles ont toujours subvenu à nos besoins. Nous ne sommes pas de la catégorie des chômeuses qu'on a prétendu enlever. Il m'écoute, un peu penché en avant :

— Je sais qu'on a fait... comment appelez-vous cela?... des erreurs...

Il parle un français très pur, en affectant de chercher ses mots. Il s'informe de quelques détails, demande où nous sommes installées et conclut d'un ton dégagé :

— Enfin, vous n'êtes pas si malheureuses que cela!

Je me rappelle ce que j'ai souffert depuis mon enlèvement, hier surtout :

— Vous conviendrez, monsieur le commandant, que des journées comme celle d'hier...

Cette fois, il m'interrompt brutalement :

— Que voulez-vous? C'est la guerre...

— C'est la guerre, je le sais! Mon frère a été tué, monsieur le commandant...

Des larmes me montent aux yeux. Indifférent, il me salue, sourit :

— Je verrai ce que je pourrai faire...

Formule banale, manière polie de se débarrasser de moi... »

Malgré sa déception, Yvonne X... fait diligence pour rentrer

au logis, préparer le repas des travailleuses, ses compagnes. Tandis qu'elle s'affaire devant le poêle, une de leurs voisines, la vieille petite Mlle B... vient, à pas de loup, lui chuchoter à l'oreille :

— Le commandant est à « Mon Idée. » Il vient d'entrer chez Mme D... On va parler de vous...

Quelques minutes se sont à peine écoulées que Mme D... arrive en courant, l'air radieux :

— Où est Simone de V...? Le commandant veut la voir.

— Elle est aux choux, vous le savez bien. Je vous l'enverrai quand elle rentrera...

« Midi sonne. Je vais au-devant de mes amies : je les aperçois sur la route où elles s'échelonnent, lassées. Sur leur tête, pour se protéger du soleil, elles ont mis de petits fichus. En me voyant, elles pressent le pas :

— Simone, le commandant est chez Mme D... Il veut vous voir.

— J'en suis bien fâchée. Je n'irai pas.

J'insiste. Elle s'obstine. Les autres m'expliquent :

— Elle est très mécontente parce qu' « Il » est venu aux choux. Il a voulu nous photographier. Nous leur avons tourné le dos. Alors, avec un air de se moquer de nous, il a dit :

— Comme elles travaillent bien ! Que pourrait-on faire, vraiment, pour soulager ces pauvres petites ? »

Cependant, tandis que Simone de V... cède et se rend chez Mme D..., ses compagnes pressées par la faim commencent de déjeuner. Toutes courbatues, elles se plaignent de douleurs dans le dos, dans les reins. Le grand soleil a ajouté à leur fatigue. Elles mangent d'abord en silence, mais, bientôt, entre deux bouchées, elles racontent l'emploi de leur temps :

— Nous avons travaillé sans arrêt, sauf une demi-heure, pour déjeuner. Il y avait un soldat pour nous apprendre. Il nous expliquait :

— Si petit chou pas assez enfoncé, *nix* bonne ; si pleuvoir. petit chou promenade... Si trop enfoncé, petit chou étouffer...

« Et, pour mieux nous faire comprendre, il gonflait ses grosses joues, il mimait l'asphyxié... »

Le repas n'était pas terminé que Simone de V... rentre accompagnée de Mme D. Elles apportent ce qu'en pareille détresse on appelle de bonnes nouvelles :

« D'abord, nous annonce Mme D..., vous pouvez écrire pour rassurer vos mères. Le commandant m'a promis d'envoyer la lettre. Il vous fera parvenir la réponse. Quant à la visite du major, Yvonne, vous pouvez être tranquille, ainsi que vos amies qui ne l'ont pas passée. Le commandant a dit qu'il parlerait au major, qu'on vous en exempterait. Il a ajouté qu'il était très étonné de la façon dont s'était conduit le major qui est, a-t-il dit, « un jeune homme très bien élevé... » Et puis, cet après-midi, vous ne travaillerez pas. J'ai fait remarquer au commandant qu'à ce jeu, dans huit jours, vous n'auriez plus de chaussures. Il est convenu que vous ne travaillerez que le matin... »

L'après-midi se passe à composer la lettre collective. Yvonne X... l'écrit, va la porter à Mme D..., la lui lit. Il est entendu que les jeunes filles iront la remettre elles-mêmes, le lendemain, à la *Kommandantur*.

Mais, le lendemain, le commandant est absent et le surlendemain, de même. Les captives se désolent de ces retards.

Enfin, l'après-midi du troisième jour, le commandant vient à « Mon Idée, » s'arrête chez Mme D... Lui aussi, il feint de tourner les choses en plaisanterie. Ce que souffrent ces malheureuses ravalées au rang de serves, il ne veut pas le comprendre. Il s'adresse à Yvonne X..., en riant :

— Alors, vous voulez toujours retourner à Lille ?

Yvonne X... le remercie de l'avoir autorisée à écrire et tend sa lettre. Le commandant la prend, la met dans sa poche. Au moment de se retirer, Yvonne X... dit un mot aimable à Mme D..., la remerciant de lui être « maternelle ; » le commandant approuve et s'écrie :

— Mme D... vous sert de mère, et moi je veux être votre « Père !... »

« L'inconscience de nos ennemis est, pour nous, vraiment inconcevable. »

* * *

Le dur travail des champs, l'éloignement du foyer, la privation de leur liberté ne sont pas les seules épreuves infligées aux déportées. Les vivres se font rares : « Nous avons mis en commun nos porte-monnaie, mais notre capital est bien petit. Je suis la seule à avoir emporté qnelques pièces d'or. Encore n'ai-je pas plus de deux cents francs. Si notre captivité continue,

comme on nous le dit, jusqu'à la fin de la guerre, il faut ménager nos ressources le plus possible. D'ailleurs, bien des choses manquent ici. A table, Madeleine a beau couper le pain parcimonieusement, il arrive un jour où nous n'en avons plus... »

Heureusement, une recette circule dans le pays. Avec du blé grossièrement moulu et du lait, on peut faire des gaufres. Une voisine prête un gaufrier ; une autre, dans le fond d'un panier, bien caché, apporte un peu de blé. Les jeunes filles commencent de le moudre. Attention à ne pas se laisser pincer! L'une d'elles fait le guet sur le pas de la porte. Bien lui en prend. Voilà le jardinier! Moulin à café, blé, gaufrier, comme par enchantement, disparaissent dans le buffet.

L'homme entre, ne s'aperçoit de rien

— Mademoiselle « Chef, » pourquoi vos amies pas être venues travailler ce matin ?

— Le commandant leur a donné congé.

— Demain alors.

— Oui, s'il ne pleut pas; parce que, s'il pleut, petits choux promenade.

L'homme s'en va. Les affamées procèdent à la confection de leurs gaufres, les font cuire... Elles leur paraissent exquises !

Le lendemain, il pleut. Quelle chance ! Pas de choux ! Mais le buffet est vide. Yvonne X... et Simone de V... décident d'aller dans les fermes voisines. Peut-être voudra-t-on bien leur vendre quelques œufs :

« La première maison où nous entrons est habitée par un vieux bonhomme tout cassé. Il se retourne, l'air méfiant.

— Vous n'avez pas d'œufs à vendre ?

Il fait « non » de la tête.

Rien, avec toutes ces poules !

— Vous ne savez donc pas qu'on doit donner les œufs à la *Kommandantur!* Est-ce que vous vous imaginez que j'ai envie de payer des amendes pour vous faire plaisir?... »

Et, pour se débarrasser des quémandeuses, le vieux les interpelle rudement :

— Pourquoi vous promenez-vous au lieu de travailler? Allez, allez, vous ferez bientôt les foins!...

Nous filons sans demander notre reste, mais, partout, c'est la même chanson :

« On n'a pas d'œufs... Allez voir ailleurs... Allez donc à

Foulzy... vous en trouverez là... La patrouille vient de passer. Point de danger que vous la rencontriez... »

Les bonnes pourvoyeuses suivent le conseil. Foulzy est loin et la pluie redouble. N'importe, elles continuent de marcher. Voici Foulzy. « Qui donc nous a répété que, depuis l'occupation, les villages français sont tenus selon les règles de l'hygiène, de la propreté ? Foulzy fait exception. Des tas de fumier sont amoncelés tout le long de la rue. Le purin coule... Nous sautons de pierre en pierre pour ne pas laisser nos souliers dans la boue. Nous frappons à une porte, à une autre... pas de réponse. Le village paraît désert. Enfin, nous apercevons une femme sur le seuil de sa maison :

— Des œufs! Ah! bien, vous tombez mal! Tous ont été portés à la *Kommandantur* ce matin.

Nous sommes navrées. Nos compagnes nous attendent et nous allons rentrer bredouille! Un mioche nous regarde, qui mord dans son pain :

— Petit, ta mère est là ?

— Non.

— Elle a des œufs ?

— Non.

— Tu ne sais pas où j'en trouverai ?

— A la petite porte brune, là-bas.

Je frappe à la porte. J'entre. En haut d'un escalier, une espèce d'échelle, paraît une vieille, débraillée, ni peignée, ni débarbouillée. Je répète ma question.

— Combien vous en faudrait-il ?

— Tout ce que vous pourrez me donner.

La vieille descend, ouvre un buffet, en sort une corbeille : et je compte avec elle jusqu'à vingt-huit!

— Qu'est-ce que je vous dois ?

— Deux sous l'œuf.

C'est insensé de bon marché! A Lille, un œuf m'aurait coûté soixante-quinze centimes.

Nous partons. A chaque détour du chemin, nous guettons pour voir si la patrouille ne paraît pas... Pas de patrouille. Nous arrivons à la maison. Nous sommes trempées, fourbues, crottées, mais nous rapportons de quoi manger. »

*
* *

Épuisées par des travaux pour lesquels elles ne sont pas faites, insuffisamment nourries, dormant peu et mal, déprimées par le chagrin, par de constantes angoisses, les captives sentent leurs forces diminuer : « Chaque jour, nous constatons que nous pouvons en faire un peu moins que la veille... »

Les semaines coulent toutes semblables, tristes, mornes! Longtemps, les pauvres petites ont attendu une réponse à la lettre écrite à leur famille, et que le commandant s'est chargé d'envoyer. La réponse n'arrive pas. La lettre est-elle seulement parvenue (1)?... A mesure que les jours passent, sans amener aucun changement dans leur situation, les prisonnières voient s'évanouir le mirage de leur libération :

« Certains spectacles n'étaient pas pour nous rasséréner. Un jour, sous une pluie battante, passe, devant nous, un « diable vert » à cheval. Il emmène, à toute allure, un homme et trois jeunes filles qui le suivent à pied, courant sous les rafales. Les vêtemens des jeunes filles sont trempés. La pluie les leur plaque sur le corps. Le « diable vert » les emmène au poste, parce qu'elles ont refusé de subir la visite infâme du major...

Nous craignions constamment que le commandant ne fût remplacé par un autre qui nous aurait appliqué le règlement dans toute sa rigueur. »

Les prisonnières ont raison de trembler. Le régime qu'elles subissent est vraiment un régime de faveur. Dans d'autres villages de la région ardennaise, des choses se passent, abominables. Trois jeunes femmes refusent de travailler; on les condamne à être fusillées; on les colle au mur; par trois fois, on les met en joue... Presque partout, on mélange, avec intention, les filles honnêtes et les prostituées. On affecte de les englober toutes dans le même mépris. Des jeunes filles, ayant protesté au moment de passer l'odieuse visite du major, reçoivent cette réponse :

— Ne réclamez donc pas tant! Pour ce que vous êtes toutes!...

Un fermier auquel on a donné six travailleuses qu'on lui a annoncées comme filles de mauvaise vie vient trouver l'officier,

(1) Plus tard, rentrée à Lille, Yvonne X... a eu la preuve que le commandant avait bien envoyé la lettre ; mais Mme X..., sa mère, ne l'a jamais reçue.

explique qu'il y a eu malentendu. Tout, dans le ton, dans les manières, indique que ces femmes sont honnêtes.

L'officier hausse les épaules :

— Oh! les Français, tous les mêmes! Tous des naïfs!...

Enquête est faite, cependant, qui donne raison au fermier (1).

Si les captives, logées dans des maisons particulières, ne souffrent pas trop de la faim; si les gens du pays, dont la bienfaisance a été entière, rivalisent à les aider, à les ravitailler toutes les fois qu'ils le peuvent; les infortunées, — et c'est le plus grand nombre, — qui sont campées dans des fabriques, sont beaucoup plus à plaindre. On leur donne juste assez, *to keep body and soul together*, comme disent agréablement les Anglais. Elles couchent sur de la paille; elles souffrent, et beaucoup, du contact avec leurs compagnons. Pendant les mois que dure leur captivité, nombre d'entre elles n'oseront pas se déshabiller une seule fois.

Fréquemment aussi, dans un dessein évident de démoralisation, les Allemands ont groupé, dans des maisons particulières, plusieurs hommes et une ou deux femmes. Que dire enfin de l'obligation où, à plusieurs reprises, des jeunes filles se trouvèrent, de loger chez elles des soldats, des régimens revenant de Verdun?...

Dans nombre de villages, les travailleuses sont astreintes à des travaux excessivement durs pour des femmes, tels que retourner les champs à la bêche. On les mène *à la cravache :*

« Si on relevait la tête, un instant, pour se reposer, si on se disait un mot l'une à l'autre, *on était cinglé en pleine figure.* »

A Antheny, une jeune fille d'une vingtaine d'années, toute mince et délicate, est harcelée de propositions honteuses par un Allemand. Elle le repousse, indignée. Par vengeance, il la condamne aux travaux les plus rebutans : enlever le fumier, le charrier. Quand il la juge venue à rémission, il redevient insistant. Même refus. Il lève sa cravache, la frappe au visage. Le ceinturon du misérable est à portée de main, sur une table; Mlle X... s'en saisit, en menace son persécuteur. Inutile de dire qu'elle passe en conseil de guerre...

(1) Deux déportées ayant pu, au prix de quels périls! s'évader et regagner Lille, y passent en conseil de guerre. Elles donnent, pour raison de leur évasion, qu'elles ne pouvaient supporter de vivre avec des filles publiques. Le jury les a acquittées.

Comment dépeindre enfin les souffrances des jeunes gens de seize à dix-huit ans, employés dans les coupes de bois? On les loge dans des baraquemens dont les doubles cloisons remplies de sciure entretiennent une vermine dont ils ne peuvent se débarrasser. Ils sont si mal nourris que, la nuit, furtivement, ils vont dérober des pommes de terre dans les silos des Allemands. Ils les font cuire, et la sentinelle laisse faire moyennant sa part de pommes de terre chaudes.

A Flaigues, les rats sont tellement nombreux que les « émigrés, » à tour de rôle, doivent faire le guet pour permettre à leurs camarades de dormir.

Dans ces « coupes, » on exige des jeunes gens qu'ils abattent les arbres, les transportent. Trop faibles pour un si dur travail, maladroits parce qu'ils manquent d'habitude, ils se blessent. Ils ont les jambes couvertes de plaies. On néglige de les soigner; leurs plaies s'enveniment. Un jeune homme de Tourcoing est revenu infirme pour le reste de sa vie. Quand on a enlevé son pansement, c'était une odeur infecte. Le pansement n'avait pas été renouvelé depuis trois semaines...

« Pourtant, déclare Yvonne X..., malgré tant de douleurs, malgré tant de tristesses, nous restions fermes. Que de raisons n'avions-nous pas de ne pas nous décourager! Nous nous rappelions combien l'armée allemande était formidable, au début de la guerre, quand ses troupes ont défilé dans Lille. Cette armée, nous l'avions vue, chaque jour, diminuer en force; nous voyions le moral des soldats faiblir, l'inquiétude les gagner. Nous savions que, finalement, nous serions victorieux, que nous ne pouvions pas ne pas l'être. »

*
* *

Un jour, enfin, un bruit se répand dans le petit village. D'où émane-t-il? De la *Kommandantur?* Peut-être. Il se confirme : quelques-unes parmi les captives vont être libérées.

En effet, Yvonne X... reçoit un papier écrit au crayon :

« M[lles] Simone de V..., Yvonne X..., Jeanne..., Juliette..., Madeleine... sont priées de se rendre à B..., à trois heures allemandes, très précises, avec leurs bagages. »

La joie des jeunes filles est si intense qu'elles restent d'abord sans parole, ébranlées jusqu'au plus profond d'elles-mêmes.

Mais, bientôt, elles sentent leur cœur bondir d'allégresse, elles rient, elles s'embrassent.

« Avec une sorte de fièvre, nous rassemblons nos quelques effets. Nous commencions nos valises, quand Hélène D... arrive en coup de vent :

— Le commandant veut vous voir. Venez vite à la maison.

Dans le salon de Mme D..., le commandant est assis sur le canapé, les jambes croisées. Il examine les jeunes filles d'un air narquois :

— Ah! ah! c'est qu'elles n'ont déjà plus la même figure! Elles veulent bien me regarder, à présent... »

Croyant qu'elles lui doivent leur retour, les captives le remercient.

— Oh! je n'y suis pour rien. J'ai reçu une dépêche de Lille vous réclamant.

Le commandant attend un de ses officiers, et comme ce dernier tarde, il demande à Yvonne X... :

— Racontez-moi donc comment cela s'est passé à Lille.

« J'obéis. Je ne retranche aucun détail. Je décris la brutalité de notre enlèvement. A tout moment, le commandant m'interrompt :

— C'est inconcevable! C'est vraiment inconcevable!

Et, s'adressant à notre hôtesse :

— Je pense à ma femme, à ma petite Maria-Ursula.

Puis :

— « Ils » ont fait cela bêtement. Tenez, hier, je vais à Z... Un émigré me demande sa libération. Je m'informe de sa profession. Il me répond : chanteur à l'Opéra! »

Et le commandant rit bruyamment... Après quoi, se tournant vers les jeunes filles, il les accable, à la mode allemande, de complimens d'une fade galanterie. Il ne s'arrête plus au milieu de ses hyperboles :

— Vous êtes contentes de partir. Moi, je suis désolé! C'est la fleur de « Mon Idée » qui s'en va... Il ne faut pas dire : non... Tout a son utilité en ce monde, les fleurs et les choux!

« Nous trépignons d'impatience. L'heure passe. Nos bagages ne sont pas faits. Enfin, l'officier arrive. Le commandant se lève; mais, peu pressé, lui, il entame la question de la guerre :

— Il n'y aurait pas la guerre, assure-t-il, si vous le vouliez.

C'est si énorme, cette affirmation, que je proteste :

— Pourtant nous étions bien tranquilles, chez nous...

Il poursuit :

— Je veux dire : la guerre serait finie depuis longtemps; mais, avec les Français, la Gloire, la Gloire !...

Là-dessus, il s'en va, non sans nous avoir souhaité bon voyage. En un tourne-main, nos bagages sont bâclés. Mme D... et Hélène veulent nous accompagner au village. Six jeunes filles y sont déjà. On fait l'appel et, devant les soldats et les paysans ébaubis, nous parcourons, pour la dernière fois, la route que nous avons arpentée si souvent depuis des semaines. Point jalouses de notre chance, nos compagnes nous souhaitent bon voyage. »

* * *

A quatre heures, le train s'ébranle. Les voyageuses sont montées dans des compartimens de troisième classe. Un soldat non armé les escorte. Elles ne sont pas au bout de leurs émotions. A Hirson, ordre de descendre.

« Nous pensons d'abord que c'est pour changer de train ; mais non. On nous fait entrer dans une salle d'attente où se trouvent déjà quarante-huit femmes et quatre hommes. Des voitures prennent nos bagages. Qu'est-ce que cela signifie ? S'est-on joué de nous? Le soldat nous dit que nous passerons la nuit à Hirson. »

Le cortège, en longue file, déambule par la ville. Les habitans s'attroupent pour le regarder.

« La lune serait tombée sur la grand'place, ils n'auraient pas été plus stupéfaits. Depuis la guerre, aucun civil ne voyage en pays envahi. Puis, nous avions un aspect lamentable. Notre unique costume, nous l'avions traîné partout : dans le wagon à bestiaux, aux champs, sous la pluie, sous le soleil; j'avais, aux pieds, une paire de gros souliers d'homme, en cuir jaune, que j'avais fini par me procurer.

Curieuses, des femmes s'approchent.

— D'où venez-vous?... Que faites-vous, ici?

Les soldats ne sont pas moins étonnés que les civils. Dans les maisons, les officiers soulèvent les rideaux des fenêtres. D'autres, dans les rues, s'arrêtent.

La route paraît longue quand on ignore le but. Nous arrivons enfin à la *Kommandantur*. Nous attendons longtemps,

debout, dans la cour. Un officier paraît. Il parle français aussi bien que nous.

— Mesdames, je vais faire l'appel... Nous allons vous renvoyer dans vos foyers... Nous n'allons pas vous traiter comme des prisonnières, puisque vous n'avez rien fait de mal; mais comme vous n'êtes pas toutes là, nous allons vous conduire dans un lazaret où vous serez très bien... Il y a un jardin... Nous espérons que vous ne vous ennuierez pas trop... Vous ne pourrez pas sortir...

Ce lazaret est un ancien pensionnat de jeunes filles. Il a conservé ses dortoirs, ses lits étroits. Il possède une chapelle que dessert un aumônier allemand. »

Groupées dans un des dortoirs, les jeunes filles prennent leur repas : un peu de riz et quelques pommes de terre nageant dans beaucoup d'eau : « Tout en mangeant, nous nous examinions curieusement. La plupart de mes nouvelles compagnes, dans les villages où on les avait déportées, avaient visiblement souffert de la faim. Leurs visages blêmes étaient maigres, leurs yeux fiévreux. On les avait fait travailler durement... Avec elles, nous étions les premières qu'on allait rapatrier à Lille : *quarante-huit sur six mille!...* »

Le lendemain matin, les jeunes filles descendent à la chapelle. L'aumônier allemand les y rejoint, leur distribue des recueils de cantiques. On entonne : « Je suis chrétien... » La messe commence. Après la lecture de l'évangile, l'aumônier se retourne vers les fidèles. Sa difficulté à prononcer le français est extrême. A tout moment, il s'arrête comme s'il cherchait ses mots à tâtons :

« Mes chères chrétiennes, je ne sais pas beaucoup de français, mais je veux dire quelque chose. Vous excuserez, n'est-ce pas? La Sainte Vierge, mes chères chrétiennes, c'est notre modèle. La Sainte Vierge, ce n'était pas le plaisir et la joie, c'était la crèche et la croix. Et vous, mes chères chrétiennes, c'est aussi la souffrance et la douleur pendant cette guerre... Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas? Mais la Sainte Vierge, maintenant, c'est, dans le ciel, la fin de toutes ses souffrances. Pour nous autres, chrétiens, ce sera la fin aussi, mais en passant par toutes ces choses pénibles, douloureuses. Je ne sais pas bien dire. Mais vous comprenez, n'est-ce pas, mes chères chrétiennes!... » Paroles toutes simples, mais combien émou-

vantes dans leur incorrection! « Pour la première fois depuis l'occupation, m'a dit Yvonne X..., nous avons senti une âme battre sous l'uniforme de nos ennemis et s'élever au-dessus des passions humaines. »

La journée se traîne mortellement longue.

« Vers le soir, un officier vient nous annoncer que notre départ est fixé au lendemain, dimanche. Nous devrons nous lever à quatre heures du matin. »

Les voyageuses ont tellement peur de manquer leur train que, le lendemain, dès trois heures, elles sont levées. Elles s'habillent, se coiffent à la lueur d'une unique bougie. A cinq heures, elles défilent dans les rues désertes. A six heures, leur convoi s'ébranle. Installées dans des compartimens de troisième classe, elles se trouvent confortablement, en comparaison de leur voyage d'aller. Elles regardent le paysage. Avec une tristesse poignante, elles voient, sous le ciel clair, passer les hauteurs des Ardennes complètement dépouillées. Disparues, les forêts sombres qui habillaient la terre! Celle-ci apparaît nue, calcinée.

Le train avance lentement. Les arrêts sont fréquens, parfois interminables. A Aulnoye, on stoppe quatre heures sur une voie de garage. A chaque station, les Allemands demandent où nous allons. Nous répondons : « Lille; » et comme tout bon Allemand ne peut voir une joie chez ses ennemis sans vouloir la transformer en amertume, ils nous crient :

— Lille! *Capout! Capout!* »

Enfin, les voyageuses entendent la grande voix du canon. Quelle émotion!

« Il nous manquait là-bas. Quelquefois, des coups lointains étaient perceptibles : c'était le canon de Verdun. Mais, ici, c'est la lutte toute proche, la preuve du bon travail que font les Alliés, la certitude de notre délivrance. Nous croisons des trains militaires de plus en plus nombreux. Fives! nous sommes tout près! A trois heures, nous entrons en gare de Lille. Nous croyions qu'on allait nous garder dans une salle d'attente pour ne nous laisser rentrer chez nous qu'à la nuit. Mais non... »

Accompagnées de deux soldats, les jeunes filles suivent la rue de la Gare. « C'est le dimanche après-midi : les Lillois sont en promenade, ils font la haie pour nous voir. On nous reconnaît. On nous interroge. Notre guide nous fait passer devant

les ruines de la mairie incendiée le lundi de Pâques; il nous mène à la *Kommandantur*. On nous renvoie plus loin, rue de Pas. Là, on procède à un dernier appel, à une vérification de notre identité. »

Les prisonnières déjà se croient libres : elles respirent, le cœur au large. Pas encore! Un gros officier, très chamarré, très décoré, entre, le front dur. Il les toise et, d'un ton rogue, mais plus bête encore que méchant :

— Alors, vous ne voulez pas travailler?...

Sa demande tombe dans un silence méprisant.

« Un officier nous dit :

— Vous êtes libres!

Fendant la foule, arrêtée à chaque pas, par l'un, par l'autre, je finis par sauter dans un tramway. Prévenue, maman m'attendait à la porte de la maison. »

***

Tel est dans sa douloureuse simplicité ce récit d'une déportée. Les notes d'Yvonne X..., que j'ai en partie transcrites, ont été rédigées dans la forme, non d'un réquisitoire mais d'un procès-verbal : « Les choses se sont passées ainsi... « Ils » nous ont fait cela... » Je ne sais si je me trompe; cette impersonnalité me semble produire, sans y prétendre, une impression plus forte que ne le ferait une violence pourtant bien justifiée...

Quant à moi, je me bornerai à dire à chacune de mes lectrices : « Imaginez que l'une de celles dont le supplice vient de vous être décrit soit votre propre fille... »

H. Celarié.

ERNEST PSICHARI[1]

C'était le petit-fils d'Ernest Renan. « Grec par son père et tout ensemble Français, Latin, Breton par sa mère, en qui sont unis le sang catholique des Renan et le sang protestant des Scheffer, » son cas symbolise avec une force singulière l'aventure spirituelle d'une génération qui, de très bonne heure, sur la plupart des grandes questions, a pris le contre-pied des idées en honneur chez nous il y a un demi-siècle.

Ernest Psichari était né en 1883. Il put connaître son grand-père, et il fut élevé dans le culte de l'auteur de la *Vie de Jésus*. Cependant quelques autres influences se disputèrent assez vite la direction de sa pensée. « A dix-huit ans, — nous dit son ami M. Henri Massis dans l'excellente biographie qu'il lui a consacrée, — il publiait des vers subtils, à la manière de Verlaine et de Mallarmé qui fut aussi celle d'Ary Renan, son oncle. Par ailleurs, épris de métaphysique, il annotait Spinoza et Bergson. » Licencié de philosophie en 1902, il entre au régiment pour accomplir, comme dispensé, son unique année de service militaire.

A cette âme inquiète et partagée la vie de soldat fut une révélation. Là point d'incertitude : la discipline; point de rêveries inutiles, de discussions démoralisantes : l'action; une vie régulière et saine, transfigurée par le sentiment du devoir et l'idéalisme patriotique. Du premier jour il fut conquis. En 1904, il signe un réengagement dans l'infanterie; mais, épris d'une

(1) *La Vie d'Ernest Psichari*, par M. Henri Massis (librairie de l'Art catholique, 1916; recueilli dans *le Sacrifice*, du même auteur, Plon, 1917; — Ernest Psichari, *Terres de soleil et de sommeil* (Calmann-Lévy, 1908); nouvelle édition, préface de Mgr A. Le Roy (L. Conard, 1917); — *l'Appel des armes* (G. Oudin, 1913); — *le Voyage du Centurion*, préface de M. Paul Bourget (L. Conard, 1916).
Un frère d'Ernest Psichari vient de tomber lui aussi au champ d'honneur.

vie plus active, il change d'arme, quoique sergent, et passe comme simple canonnier dans l'artillerie coloniale. On le nomme bientôt maréchal des logis, et, choisi par le commandant Lenfant, il part en mission au Congo.

Il a raconté dans son premier livre, *Terres de soleil et de sommeil*, ses impressions d'Afrique. Il y a déjà bien du talent dans ce livre, mais, comme il est naturel, un talent qui n'a pas encore pleinement dégagé son originalité. Il rappelle souvent, avec quelque chose de plus heurté, la manière de Loti, dont l'exemple, les leçons, et, peut-être, la destinée ont dû, j'imagine, fortement séduire le jeune écrivain. En tout cas, il imite le plus naïvement du monde ses tours de phrase, et jusqu'à ses procédés de style : « Les mimosas épineux épandaient toujours dans la campagne leurs *blondes odeurs amoureuses*. » Et encore :

Les Bayas sont couchés sur le sol. Cercles noirs autour des feux qui s'éteignent, dans la nuit sombre. Quelques-uns dorment. D'autres sont là, immobiles, étendus sur le dos, les yeux ouverts. Tout à coup, un chant s'élève, et il emplit mon âme, *à en mourir. O le souvenir de cette obsédante lamentation!* Son endormante tristesse! Il n'y a pas de paroles à cet air. C'est une gamme en mineur qui commence haut, par une note éclatante, et s'achève en sourdine, par une note traînée et basse, comme un soupir de détresse. Ceux qui chantent s'arrêtent subitement, et d'autres reprennent, *avec des voix lasses et blanches qui font mal.*

Cette vie et ces paysages d'Afrique ont incliné « l'âme violente et navrée » d'Ernest Psichari à des dispositions un peu contradictoires. Tantôt il se laisse aller à des rêveries d'un paganisme volontiers voluptueux; il « s'accorde avec les choses naturelles, non en les divinisant, mais en y rentrant comme dans son milieu naturel et familier. » Il se vante d'être « libéré des ancestrales croyances. » Il écrit : « J'ai reçu une carte d'un ami, chrétien fervent et mystique. Il me disait : « J'espère que de ces solitudes, tu nous reviendras croyant en Dieu. » J'ai pensé souvent à ce mot. Hélas! non, cette Afrique n'est pas la patrie de Dieu. Cette Afrique est le propre triomphe de l'individu. » D'autres fois, — et c'est sur cette impression qu'il nous laisse, — il constate que cette « terre des Barbares » lui a rendu l'espoir et la foi dans « la bonté de l'action; » il éprouve une joie indicible à se répéter à lui-même : « Je suis soldat

français; » il est « fier de garder en soi cette petite lampe de l'héroïsme, si vacillante aujourd'hui; » il a recherché et retrouvé « le meilleur héritage des ancêtres » qui est de faire la guerre, « la guerre pour la guerre. » Voilà l'idée qui donnera à la vie, telle qu'il la rêve, « sa raison et son but. » Et il s'écrie : « Avant de quitter les rives de la Sangha, j'ai la prétention inouïe d'avoir conquis une croyance et d'avoir pu hausser mon rêve au-dessus des doutes et des relativités. »

Credo un peu sommaire peut-être, mais qui du moins a le mérite d'avoir été vécu. En 1908, Ernest Psichari rentrait en France avec la médaille militaire (1). En septembre 1909; il sortait de l'école de Versailles avec les galons de sous-lieutenant, et partait peu après pour la Mauritanie où il devait rester trois ans; il emportait peu de livres : les *Pensées* de Pascal, les *Sermons* de Bossuet, un exemplaire de *Servitude et Grandeur militaires*, et quelques *Cahiers* de son ami Péguy. Il se battit avec une bravoure qui lui valut, avec la croix, une citation à l'ordre de l'armée. A ses heures de loisir, il relisait ses livres de chevet, il méditait, il écrivait. Quand, au mois de décembre 1912, il quittait son « magnifique exil. » il rapportait deux romans, *l'Appel des armes*, celui-ci « achevé sous la tente saharienne, » l'autre, inachevé, *le Voyage du Centurion*.

A les examiner au point de vue purement littéraire, ces deux récits pourraient soulever plus d'une objection. Le style, qui a tant de rares qualités pittoresques et psychologiques, pourrait être parfois plus simple, plus dépouillé, plus direct. Il y a aussi quelque obscurité dans certains détails et dans le dessein général des deux œuvres, et les divers élémens n'en sont pas toujours suffisamment fondus. Mais ce sont là imperfections de jeunesse qu'une plus longue expérience du « métier » d'écrire eût sans doute fait disparaître, — ce dur métier que les mieux doués doivent apprendre, et auquel les improvisations mêmes du génie ne sauraient entièrement suppléer. C'est d'ailleurs faire tort à ces deux livres que de les envisager comme des romans véritables; ce sont, bien plutôt, sous une forme à peine fictive, des demi-confessions, des mémoires, des témoignages d'âme; à ce titre, ces « méditations juvéniles » sont d'un très vivant intérêt.

(1) Les régions qu'il avait explorées sont celles que nous avons cédées à l'Allemagne en 1911 et reconquises en 1914.

On sait la donnée de *l'Appel des armes*. Le fils d'un instituteur anticlérical, pacifiste et antimilitariste, — il en y avait de cette sorte avant la guerre, — Maurice Vincent, à fréquenter un officier heureux et fier de son métier, le capitaine Timothée Nangès, sent naître en lui la vocation militaire, s'engage dans l'artillerie coloniale, et, sous les ordres de Nangès, va faire campagne en Mauritanie. Blessé et réformé, il passera le reste de ses jours à regretter la belle vie d'action disciplinée qu'il a quelque temps connue. Évidemment Ernest Psichari s'est peint lui-même tantôt sous les traits de Nangès, tantôt sous ceux de Maurice Vincent. Comme celui-ci, il se rallie à une tradition vénérable; comme le premier, il se fait du rôle de l'officier une idée hautement éducatrice, une idée véritablement mystique. Comme tous deux enfin, il professe « le militarisme intégral, » et il n'hésite pas à déclarer, ce qui est sans doute excessif, que les canons, ce sont « les réalités les plus réelles qui soient, *les seules réalités du monde moderne*. » Nous voilà assurément bien loin de cette « foire aux vanités, » fruit de la défaite, où s'attardait la génération antérieure. Lui, le jeune officier, il appartient à cette génération nouvelle qui n'a pu prendre son parti de « cet abandonnement de la France, » et qui « n'a pas vu la défaite, et qui s'en souvient » pourtant; et il « pense à la guerre, à la guerre qui purifiera, à la guerre qui sera sainte, qui sera douce à nos cœurs malades... »

Et ce « militarisme intégral » le conduit à d'autres pensées. Maurice Vincent a comme le pressentiment de la mystérieuse parenté qui existe entre l'Église et l'Armée. C'est que toutes deux sont une marche vers l'absolu. « Nous sommes embarqués dans deux grands voyages, entrepris vers une morale, vers une foi, vers une certitude. Routes parallèles, non point convergentes, mais éternellement l'une au-dessous de l'autre, et l'une étroite, l'autre large, mais toutes deux cheminant ensemble. » Quant à Nangès, médiocre, mais modeste chrétien, et qui « ne se croyait pas assez de lumières pour juger la foi de Pascal et de Chateaubriand, » « il aimait les cérémonies de l'Église... Il admirait que la foi fût vivace encore au cœur de la race... Tout l'effort de la pensée humaine avait échoué devant la représentation sensible de ce crucifié. Tous les philosophes et les savans étaient restés impuissans devant le mystère inouï, formidable de la transsubstantiation... Cette perpétuité de la foi, voilà pour

cet homme de grande inquiétude qu'est Nangès, voilà le grand mystère, le mystère transcendant entre tous. »

Que le capitaine Nangès ne fasse qu'un ici avec le lieutenant Psichari, c'est ce que prouve surabondamment *le Voyage du Centurion*. Maxence, le héros du livre, « humble lieutenant des armées de la République, » voyage et combat en Mauritanie. Il voyage aussi à travers l'aride région des idées, en quête d'une certitude et d'une foi. « Maxence avait une âme. Il était né pour croire, et pour aimer, et pour espérer. Il avait une âme, faite à l'image de Dieu, capable de discerner le vrai du faux, le bien du mal. Il ne pouvait se résoudre à ce que la Vérité et la Pureté ne fussent que de vains mots, sans nul soutien. » Dans la solitude et le silence du désert, sous l'action lointaine d'un ami chrétien, ce Pierre-Marie « qu'il revoyait, avec ses joues transparentes, sa barbe rare et mal venue, ses yeux tranquilles et sûrs, cette face blanche inclinée sur l'épaule fragile, » entre son Pascal et son Vigny, Maxence s'interroge anxieusement sur lui-même. « Il écoute pieusement les heures tomber dans l'éternité qui les encadre, il meurt au monde qui l'a déçu. »

Dans cette retraite spirituelle, il est en contact avec les Maures. Il constate, il admire en eux la puissance du sentiment religieux, et il a honte, devant eux, de se déclarer incrédule. « Si absurde est cette infidélité, s'avouait Maxence, que je n'ose même le confesser devant les Maures, et je leur dis : « Nous croyons !... » Ah ! oui, ma lâcheté devant eux me fait comprendre combien, malgré moi, et à mon insu, Jésus me lie ! » En fait, n'est-il pas, chez les Barbares, l'envoyé de la grande puissance occidentable ? Comme tel, il s'oppose à eux, il se sent supérieur à eux. « Au fond, rien n'y peut faire : ce sont vingt siècles de chrétienté qui le séparent des Maures... Il a derrière lui vingt mille croisés, — tout un peuple qui est mort l'épée dressée, la prière clouée sur les lèvres. Il est l'enfant de ce sang-là. » « Maxence arrive au point où les expédiens apparaissent misérables et où il faut choisir. *Il rejettera l'autorité et le fondement de l'autorité, qui est l'armée. Ou bien, il acceptera toute l'autorité, l'humaine et la divine. Homme de fidélité, il ne restera pas hors de la fidélité.* Dans le système de l'ordre, il y a le prêtre et il y a le soldat. Dans le système du désordre, il n'y a plus ni prêtre ni soldat. Il choisira donc l'un ou l'autre. »

Son choix n'est pas douteux. Précisément parce qu'il est

« un soldat de fidélité » il ne saurait choisir le désordre. « La loyauté devant la France mène vite à la loyauté devant le Christ (1). » Et les dernières pages du *Voyage du Centurion* sont un ardent appel à la grâce, une originale reprise et une éloquente paraphrase du *Mystère de Jésus :*

— Je veux, dit Dieu, que ta maison soit en ordre, et que d'abord tu fasses le premier pas. Je ne me donne pas à celui qui est impur, mais à celui qui fait pénitence de ses fautes, je me donne tout entier, comme mon Fils s'est donné tout entier.

— C'est une dure exigence que la vôtre, ô Seigneur. Ne pouvez-vous d'abord toucher mes yeux?

— Ne peux-tu donc me faire crédit un seul jour?

— Vous pouvez tout, Seigneur!

— Tu peux tout, ô Maxence. Voici que dans tes mains mortelles, tu tiens la balance, avec le poids juste et le contrôle infaillible. Je t'ai libéré du joug et de l'aiguillon. Je t'ai fait plus grand que les mondes, puisque je t'ai donné commandement sur le Paradis qui est plus grand que les mondes... O Maxence, il n'est pas de bornes à ta liberté que mon amour.

C'est, semble-t-il, dans ces dispositions morales qu'Ernest Psichari quittait l'Afrique au mois de décembre 1912. Rentré à Paris, il franchissait le dernier pas. Dans cette Église dont son grand-père s'était détaché il y avait 78 ans, il rentrait par une porte un peu imprévue. On eût sans doute fort étonné Renan, si on lui eût dit que le « militarisme intégral » pouvait conduire au catholicisme intégral. Mais « il y a plusieurs demeures dans la maison de mon père. » Et il faut croire que l'état d'esprit dont témoigne cette conversion était fort répandu parmi la jeunesse contemporaine, car il semble bien que, dans le milieu fréquenté par le jeune officier, son changement d'idées n'ait provoqué aucune objection. Étrange jeunesse, qui, parfois, nous avait fait sourire par l'intempérance batailleuse de ses affir-

(1) Voyez, dans le même ordre d'idées, la lettre qu'il écrivait, en 1911, à Mgr Jalabert, évêque de Sénégambie (Henri Massis, *op. cit.*, p. 13-14). Et il écrivait, le 15 juin 1912, à son ami M. Maritain : « Tout essai de libération du catholicisme est une absurdité, puisque, bon gré, mal gré, nous sommes chrétiens, et une méchanceté, puisque tout ce que nous avons de beau et de grand en nos cœurs nous vient du catholicisme. Nous n'effacerons pas vingt siècles d'histoire, précédés de toute une éternité... Avec tout cela, je n'ai pas la foi. Je suis, si je puis dire, cette chose absurde, *un catholique sans la foi...* Et nullement semblable à l'aveugle qui ne demande pas la guérison, j'appelle à grands cris le Dieu qui ne veut pas venir... »

mations et la candeur de ses élans, mais que nous comprenons mieux aujourd'hui, maintenant qu'elle s'est révélée, mûrie, et si noblement sacrifiée sur les champs de bataille! Elle avait le pressentiment de la vie dangereuse qui allait s'ouvrir pour elle, et, pour la mieux vivre, cette vie d'action héroïque, elle réclamait le traditionnel viatique qui avait, sur notre vieux sol gaulois, soutenu et fortifié tant de courages.

Notre génération, — écrivait Ernest Psichari à Agathon en 1913, — notre génération, celle de ceux qui ont commencé leur vie d'homme avec le siècle, est importante. C'est en elle que sont venus tous les espoirs, et nous le savons, *c'est d'elle que dépend le salut de la France, donc celui du monde et de la civilisation.* Tout se joue sur nos têtes. *Il me semble que les jeunes sentent obscurément qu'ils verront de grandes choses, que de grandes choses se feront par eux.* Ils ne seront pas des amateurs ni des sceptiques. Ils ne seront pas des touristes à travers la vie. Ils savent ce qu'on attend d'eux.

Et, après avoir lu *les Jeunes gens d'aujourd'hui :* « Il me semble que tous les traits que vous notez doivent nous mener un jour *à de la gloire guerrière et, pour tout dire, à une revanche dont nous ne devons jamais détourner nos regards.* »

En attendant, Ernest Psichari était tout à ses convictions nouvelles. Il était retourné à Cherbourg. Il y achevait *le Voyage du Centurion* dans des sentimens de ferveur mystique que révèle suffisamment ce mot d'une lettre à M. Paul Bourget : « C'est un tremblement que d'écrire en présence de la Sainte Trinité. » Une idée le hantait : « être prêtre à tout jamais. » Il songeait très sérieusement à se faire dominicain. Au printemps de 1914, il visita le séminaire d'Issy, et retrouva avec émotion, avec piété les lieux qu'ont rendus célèbres les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse.* Il fut convenu qu'il irait d'abord à Rome, pour y prendre ses grades théologiques, et qu'il suivrait comme auditeur libre les cours du Collège Angélique.

La guerre, en éclatant, allait disposer de lui autrement. Il partit dès le second jour, avec le 2e régiment d'artillerie coloniale. Quelques mois auparavant, il avait écrit : « Il faut que la France fasse la guerre, si elle veut reprendre sa place dans le monde : » vérité d'évidence que ses aînés, peut-être, n'ont pas toujours assez résolument regardée en face. Il disait en quittant Cherbourg : « *Je vais à cette guerre comme à une croisade, parce*

que je sens qu'il s'agit de défendre les deux grandes causes à quoi j'ai voué ma vie. » Et le 20 août, il écrivait à sa mère :

Mon commandement, si modeste qu'il soit, me donne les plus grandes satisfactions : j'ai autour de moi une bande de gaillards très fiers de marcher à l'ennemi et très décidés à se conduire en braves gens... Nous allons certainement à de grandes victoires, et je me repens moins que jamais d'avoir toujours désiré la guerre, qui était nécessaire à l'honneur et à la grandeur de la France. *Elle est venue à l'heure et de la manière qu'il fallait.* Puisse la Providence ne pas nous abandonner dans cette grande et magnifique aventure !

Le 22 août, à Saint-Vincent-Rossignol, près de Neufchâteau, en Belgique, son régiment était engagé dans un terrible combat.

Lancés beaucoup trop en avant pour compter sur aucun secours, — raconte un des survivans, — cernés dès les premières heures de la journée par un ennemi très supérieur en nombre, nous n'avons pu que vendre chèrement notre vie, et c'est ce que nous avons fait. Des marsouins, quelques-uns ont pu s'échapper, de l'artillerie personne. A sept heures du soir, il ne restait plus qu'un charnier de notre belle artillerie divisionnaire : les canons étaient hors de service, après avoir consommé toutes les munitions ; les chevaux étaient éventrés, la moitié du personnel était hors de combat. Les survivans, à la nuit, étaient faits prisonniers par les Allemands... Les hommes ont été d'une bravoure sans égale ; pas un n'a bronché. Alors qu'ils étaient sûrs d'y passer tous, pas un n'a flanché : ils ont servi leurs pièces comme à la manœuvre.

Ernest Psichari fut de ceux-là. Il était cinq ou six heures. Le jeune lieutenant venait d'assister son capitaine, grièvement blessé. Il retournait à sa pièce. Les Allemands n'étaient plus qu'à quelques mètres. Soudain on le vit s'affaisser, frappé d'une balle à la tempe. Quand on le retrouva, il avait le visage étrangement calme ; autour de ses mains était enroulé son chapelet.

Le lieutenant Ernest Psichari repose aujourd'hui sur le champ de bataille, avec quatre officiers français et vingt-cinq de ses canonniers. Il l'avait écrit lui-même : « Ce n'est pas en vain qu'il a souffert les premières heures de l'exil, ni que le soleil l'a brûlé, ni que la solitude l'a enseveli sous ses grands voiles de silence. »

VICTOR GIRAUD.

LES
FINANCES DE L'ALLEMAGNE

La situation économique de l'Allemagne se présente sous des aspects différens selon qu'on la considère au point de vue alimentaire, industriel, commercial ou financier. C'est un fait indéniable que, grâce au blocus anglo-français qui s'est enfin resserré, le problème de la nourriture a pris chez nos ennemis une acuité croissante. Les innombrables mesures de taxation et de réquisition auxquelles ils ont eu recours en sont une preuve éclatante, à laquelle s'ajoutent les nombreux témoignages de neutres ayant pu pénétrer l'Allemagne et les aveux contenus dans les lettres saisies sur les soldats morts, blessés ou prisonniers. Au point de vue industriel, l'Allemagne, ayant un approvisionnement considérable de charbon et ayant complété les ressources que lui fournissent ses ferrières et celles du Luxembourg par l'occupation du bassin français de Briey, n'a pas éprouvé de difficultés à maintenir l'activité de ses établissemens métallurgiques. Les hausses de la houille et de l'acier et même celle de certains objets fabriqués, locomotives et wagons, qui sont parvenues à notre connaissance, sont faibles par rapport à celles que nous avons dû enregistrer en France. Mais une foule d'autres industries sont arrêtées par la difficulté ou l'impossibilité de se procurer les matières premières, telles que le coton, la laine, la soie, un grand nombre de métaux, les corps gras. Au point de vue commercial, le coup porté à nos ennemis a été rude : il doit à l'heure actuelle rester peu de chose de ces relations avec l'extérieur dont ils enregistraient avec fierté le volume croissant et qui avait à un moment placé

leur commerce extérieur au second rang dans le monde, immédiatement après celui de l'Angleterre. Plus des deux tiers de leurs exportations allaient aux pays qui sont aujourd'hui en guerre avec eux, et si, dans les premiers temps du conflit, ils ont réussi à continuer certaines transactions avec les neutres, dont le territoire avoisine immédiatement le leur, nous ne pensons pas que le volume en ait beaucoup augmenté.

Ce n'est pas au moyen des sous-marins soi-disant marchands, tels que le *Bremen* et le *Deutschland*, dont il a été si fort question à une certaine époque et qui sont aujourd'hui amarrés sous bonne garde dans un port anglais, que pourront se faire des échanges de quelque importance à travers l'Atlantique. On se demandera d'ailleurs bientôt quelle est la nation du Nouveau Monde qui serait encore disposée à traiter avec les négocians allemands.

Parmi les usines, il n'y a de prospères que celles qui travaillent pour la guerre et la marine. Les établissemens Krupp sont en pleine activité; ils ont fondé une filiale près de Munich. Les fabriques de wagons et de locomotives sont actives. Mais un grand nombre d'autres chôment. L'une des nombreuses industries allemandes qui ont souffert de la guerre, est celle de la potasse, dont les exportations ont été considérablement réduites. Le *Journal de Francfort*, au mois de janvier 1917, n'hésitait pas à déclarer que les sociétés concessionnaires, au lieu de se fortifier comme elles auraient dû le faire en temps de paix, avaient suivi une politique aventureuse. La valeur de leur production, qui avait dépassé 200 millions de marks par an, est tombée à la moitié de ce chiffre. L'intervention de l'Empire a été tardive et viciée par la considération des intérêts que plusieurs États particuliers possèdent dans des mines de potasse. Les capitaux qui se sont placés dans ces entreprises sont trop considérables et ne reçoivent qu'une rémunération dérisoire. Il faudra un travail énergique et une politique prévoyante pour assainir cette industrie. On a parlé d'instituer un monopole d'Empire. Mais s'il devait racheter les sociétés sur la base des cours actuels, le résultat serait déplorable pour les finances publiques; si au contraire on n'attribuait aux propriétaires que la valeur réelle de leurs gisemens, il en résulterait pour eux une perte énorme. Voilà un exemple d'autant plus significatif que l'Allemagne avait jusqu'ici une sorte de monopole de cette

matière, monopole qui cessera d'ailleurs d'exister, le jour où nous serons rentrés en possession de l'Alsace.

L'ensemble de cette situation a eu sa répercussion sur les finances et sur la monnaie. L'Allemagne ayant vu se fermer la plupart des débouchés au dehors et ne pouvant plus se procurer de disponibilités à l'étranger, a vu son billet de banque se déprécier rapidement. Elle a émis six emprunts, qu'elle a fait souscrire grâce à de nombreux artifices. Elle a augmenté ses ressources propres au moyen des exactions, des pillages, des vols de toute nature dont ses armées se sont rendues coupables : mais elle n'en approche pas moins du moment où elle éprouvera des difficultés croissantes à se procurer les sommes dont elle a besoin pour elle-même et pour ses alliés.

Nous étudierons le budget, les emprunts, les impôts, la situation bancaire et monétaire; avant de conclure, nous exposerons quelques-unes des idées qui ont actuellement cours en Allemagne au sujet de l'après-guerre et des méthodes envisagées par nos ennemis pour rétablir leur prospérité économique.

I. — BUDGET

Le budget allemand,dont l'origine remonte à la fondation de l'Empire, c'est-à-dire à moins d'un demi-siècle, a suivi une progression rapide, due presque exclusivement aux dépenses militaires. En effet, la plupart des services civils sont assurés par les États particuliers qui ont à leur charge les travaux publics, le commerce, l'industrie, l'instruction publique, la justice, l'agriculture, en un mot tout ce qui n'est pas armée, marine, diplomatie, dette impériale, chemins de fer d'Alsace-Lorraine, assurances ouvrières, postes, télégraphes et téléphones. Pendant longtemps les seules ressources de l'Empire consistaient en impôts de consommation, droits de douane, accise sur un certain nombre de denrées telles que l'alcool, la bière, le sucre, le sel, le tabac, timbre. En cas d'insuffisance de ces recettes, diminuées d'ailleurs par la remise aux États confédérés d'une partie de leur produit, l'Empire était autorisé à réclamer de ces États une contribution dite matriculaire. Théoriquement, il semblait donc qu'il ne dût jamais emprunter, puisque ses déficits, d'après la Constitution, devaient être couverts par les versemens de ses feudataires. Mais il

se garda d'user jusqu'au bout de cette faculté, de crainte de mécontenter les contribuables et de provoquer chez eux d'amères réflexions sur les exigences du pouvoir central. Il emprunta à jet continu pour équilibrer des budgets qui se soldaient régulièrement par un déficit. A la veille de la guerre, le capital de la Dette impériale atteignait cinq milliards de marks, soit six milliards et quart de francs.

Mais cela même n'avait pas suffi aux appétits dévorans du Hohenzollern qui avait toujours le mot de paix sur les lèvres, mais qui ne découvrait d'autre moyen d'en assurer les bienfaits à l'humanité que de forger la plus formidable machine de guerre que le monde eût connue. Il empiéta sur le domaine des impôts directs qui, par une sorte d'accord tacite, semblaient avoir été réservés aux États particuliers. Des droits de succession, un impôt sur l'augmentation de la fortune furent institués en faveur de l'Empire. Mais tout cela ne faisait pas rentrer assez vite dans les caisses du Trésor les sommes dont le *Kriegsherr*, le maître de la guerre, titre dont l'Empereur aime à se parer, avait besoin pour l'exécution de ses plans. Impatient d'accumuler dans ses arsenaux tout ce que ses ingénieurs et ses chimistes avaient inventé de moyens de destruction, il fit voter, en 1913, par un Parlement docile la fameuse contribution d'armement (*Wehr Beitrag*) qui fut comme le tocsin d'alarme nous annonçant ce qui se préparait. C'était un impôt sur la fortune et le revenu, prélevé à titre exceptionnel et payable en trois termes annuels : il devait fournir au moins un milliard de marks, entièrement absorbés par les dépenses militaires.

Telles étaient les conditions dans lesquelles l'Empire abordait la guerre. Les dépenses de celle-ci ont toutes, jusqu'à ce jour, été comprises dans un budget séparé, alimenté par l'emprunt et constitué en vertu de votes de crédits globaux consentis par le Parlement et dont le total s'élève, à l'heure actuelle, à 79 milliards de marks. C'est ainsi qu'une loi du 4 août 1914 autorisait le chancelier à faire appel au crédit pour réaliser une somme de 5 milliards de marks et à émettre à cet effet des obligations ou des bons libellés en monnaie nationale ou en monnaies étrangères. Au même budget extraordinaire était versée la réserve métallique de l'Empire d'ensemble 300 millions, comprenant 240 millions d'or et 60 millions d'argent. Les budgets ordinaires sont maintenus pendant la guerre à peu près dans

les cadres et les limites du dernier budget de paix, c'est-à-dire celui de 1914, couvrant la période du 1er avril 1914 au 31 mars 1915.

Le budget ordinaire de 1915 a été fixé à un total de 3 323 millions, inférieur d'environ 80 millions au précédent. Une grande partie des dépenses de l'armée et de la flotte ont été enlevées du budget ordinaire, qui a, d'autre part, subi une augmentation de plus d'un milliard du chef du service de la Dette. L'article qu'on s'étonne le plus de voir porté sans changement aux recettes est celui des douanes, inscrites pour 712 millions en 1913 comme en 1914, alors que les relations de l'Allemagne avec une grande partie du monde sont arrêtées. Les dépenses extraordinaires de guerre étaient prévues, par la même loi du 22 mars 1915, à 10 042 millions. Quant aux pays de protectorat, presque entièrement occupés par la France et l'Allemagne, le législateur allemand semblait ignorer cette conquête et inscrivait tranquillement aux prévisions de 1915 le chiffre de 1914.

Le budget impérial de 1916, dans sa partie ordinaire, ne dépassait le précédent que de 336 millions et s'élevait à 3 659 millions. Aux recettes, les douanes continuaient de figurer pour 712 millions. Les dépenses de l'armée et de la marine, sauf un résidu de 48 millions, avaient entièrement disparu du budget ordinaire, qui se trouvait grossi, au chapitre de la Dette, de 1 035 millions. Les dépenses extraordinaires de guerre s'élevaient cette fois à 30 milliards, à couvrir sur fonds d'emprunt.

Le budget impérial pour 1917 a été présenté au mois de février. Il s'élève à 4 941 millions, en augmentation de 1 282 sur celui de l'année antérieure. L'augmentation provient du service des intérêts de la Dette, qui passe de 2 303 à 3 566 millions. 81 millions sont prévus pour le remboursement d'anciennes dettes; mais les emprunts de guerre ne sont l'objet d'aucun amortissement. Les dépenses de l'armée et de la marine, à 100 millions près, sont couvertes par le budget extraordinaire de guerre. Quant aux dépenses civiles, le budget reste, pour les dépenses permanentes, dans les limites des dernières estimations du temps de paix, sauf le service des postes et télégraphes qui est en augmentation.

Les dépenses comprennent 3 566 millions pour la dette, 750 pour les postes et télégraphes, 146 millions pour les pen-

sions, 120 millions pour les chemins de fer. Le budget spécial de guerre pour l'année en cours s'élèvera vraisemblablement à dix fois le service de la Dette, soit 36 milliards, environ 100 millions de marks par jour. En Allemagne, comme chez les autres belligérans, les dépenses militaires proprement dites et celles qui ont leur source dans la guerre, c'est-à-dire le service des emprunts contractés pour des buts belliqueux, absorbent à peu près la totalité de l'effort financier du pays.

Pour dresser un tableau complet des charges qui pèsent sur chaque habitant de l'empire, il faudrait joindre à ces chiffres ceux du budget de l'État particulier, de la commune et de l'union des communes auxquels il appartient. C'est ainsi que nous pourrions constater que le budget prussien qui va du 1er avril au 31 mars 1915, l'année financière du royaume cadrant avec celle de l'Empire, s'élevait à 4 846 millions de marks. Il est vrai que la majorité des recettes provenait des chemins de fer, des forêts et autres domaines agricoles, miniers et industriels de l'État. Les impôts, qui ne figuraient que pour 600 millions, ont été augmentés au cours de la guerre, en particulier par la loi prussienne de juin 1916 qui a ajouté une surtaxe variant de 8 à 100 pour 100 à l'impôt sur le revenu payé par les particuliers, de 15 à 160 pour 100 à l'impôt sur le revenu payé par les sociétés, et de 50 pour 100 sur l'impôt complémentaire (impôt sur le capital). Les taxes communales sont particulièrement lourdes : elles atteignent, dans beaucoup de cas, le double de la part de l'État pour l'impôt sur le revenu; dernièrement, un ministre déclarait qu'il fallait s'attendre à les voir monter à deux fois et demie cette part, c'est-à-dire que les centimes communaux vont être de 250 pour 100.

II. — LES EMPRUNTS

Nous avons vu quels crédits ont été ouverts aux budgets extraordinaires, pour la conduite de la guerre. Ils s'élevaient au début de mars 1917 à 79 milliards, pour la couverture desquels six emprunts ont été émis. Ils ont été à peu près uniformément offerts au public sous une double forme qui correspondait chaque fois à deux ordres d'idées différens, celui de la Dette à court terme et celui de la Dette consolidée, remboursable à longue échéance, ou même perpétuelle.

Dès le mois de septembre 1914, l'Empire mettait en souscription, au cours de 97 et demi, 1 milliard de marks de Bons du Trésor rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920, et une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1er octobre 1924, pour un montant indéterminé. Il inaugurait, par cette dernière formule, le système qui allait être celui de la plupart des emprunts émis au cours de la guerre par les belligérans. Cette méthode donne aux souscripteurs la certitude de recevoir le montant qu'ils désirent obtenir et les dispense de majorer leurs demandes, en prévision d'une réduction éventuelle. La seconde émission a eu lieu en février 1915 : elle laissait le choix aux souscripteurs entre des Bons du Trésor 5 pour 100 remboursables en 1921 et 1922 ou une rente perpétuelle, identique à celle qui avait été émise en 1914. Le troisième emprunt a eu lieu en octobre, le quatrième en avril, le cinquième en octobre 1916. D'après les publications allemandes, ces cinq opérations auraient fourni 4, 9, 12, 11 et 11, soit au total 47 milliards.

Au mois de mars 1917, l'Empire allemand a émis son sixième emprunt de guerre; l'opération s'est ouverte au lendemain même de l'échéance du dernier versement effectué sur le précédent emprunt. Les souscripteurs ont eu le choix entre une rente 5 pour 100 au cours de 98 pour 100, non remboursable avant 1924, et des Bons du Trésor 4 et demi au même cours de 98. Les souscripteurs qui se sont engagés à ne pas vendre leurs titres avant le 15 avril 1918 les ont reçus à 97,80 pour 100, c'est-à-dire qu'ils ont touché une bonification de 20 pfennig pour 100 marks. Les Bons sont remboursables, à partir du 1er janvier 1918, par tirages semestriels à 110 pour 100. L'amortissement annuel représente un vingtième du total. A partir du 1er juillet 1927, le Trésor a le droit de rembourser au pair ceux des bons qui n'auraient pas été antérieurement amortis. Les porteurs auront de leur côté la faculté de refuser ce remboursement et de réclamer, en échange de leurs bons 4 et demi, des bons 4 pour 100 remboursables par tirages à raison d'un vingtième par an à 115 pour 100. Dix ans plus tard, c'est-à-dire en 1937, ces nouveaux bons pourront à leur tour être remboursés au pair ou être convertis, à la demande des porteurs, en bons 3 et demi, remboursables par tirages au sort à raison d'un vingtième par an à 120 pour 100. La combinaison consiste

à faire coïncider la baisse du taux de l'intérêt avec un relèvement du prix de remboursement. Les derniers bons 3 et demi ne peuvent être remboursés avant 1967; et ils le seront alors au taux de 110, 115 ou 120, suivant qu'il subsistera des bons 4 et demi, 4 ou 3 et demi pour 100. C'est un véritable emprunt à primes. Les titres des emprunts antérieurs peuvent être convertis en Bons du Trésor de la nouvelle émission, mais à condition que leurs possesseurs souscrivent en argent au moins la moitié du capital qu'ils demandent à convertir.

Le fait que le gouvernement a dû avoir recours à une forme d'emprunt aussi nouvelle et consentir une prime de remboursement aussi élevée semble indiquer qu'il craignait de ne plus trouver de souscripteurs en nombre suffisant. Il paie, par ces diverses primes qu'il promet, un taux d'intérêt bien supérieur au taux apparent de 4 et demi qui représente un rendement de 4,59 au prix d'émission de 98, mais qui s'élève à 6 et demi pour 100 pour le porteur dont le bon serait remboursée à 110 au bout de 5 ans et à un taux bien supérieur pour celui qui serait remboursé avant ce délai.

Pour échauffer le zèle des souscripteurs, les journaux publient des graphiques indiquant qu'à ce jour l'Allemagne et ses alliés n'ont dépensé que 102 milliards de marks pour la guerre, tandis que ses adversaires en ont dépensé 210. La charge par tête serait de 928 marks en Allemagne, de 1 350 en France et de 1 608 en Angleterre. D'autres diagrammes prétendent démontrer que l'Allemagne n'a jusqu'ici dépensé que 56 pour 100 de son revenu national en frais de guerre, alors que nous et la Grande-Bretagne en aurions consacré 80 pour 100 au même objet.

On a remarqué que le prospectus du sixième emprunt parlait avec moins de jactance que les précédens de l'indemnité de guerre qui devait assurer le remboursement des rentes émises. Et pourtant M. Heydebrand, le chef du parti conservateur, déclare que, si l'Allemagne ne touche pas une forte rançon, elle sera ruinée. Les journaux publient de longues listes de souscripteurs. Mais on y relève moins de particuliers que lors des précédentes émissions. Cette fois-ci, ce sont surtout des municipalités, des caisses d'épargne, des institutions d'État qui apportent leur contingent. Les caisses de prêt font d'ailleurs toutes les avances qu'on leur demande au taux réduit de 5 un huitième pour 100 qui, à 2 centimes près, est le même que celui du revenu fourni

par l'emprunt. Quel que soit le résultat de ce dernier appel au crédit, la Dette impériale, à l'heure où nous écrivons, représente à peu près douze fois ce qu'elle était au 1er août 1914.

III. — LES IMPOTS

Les premières mesures fiscales provoquées par la guerre furent des élévations d'impôts décrétées par les communes au début de 1915. En décembre de la même année, une loi obligea les sociétés et maisons de commerce à porter à une réserve spéciale 50 pour 100 des bénéfices supplémentaires réalisés depuis le début des hostilités. Ce n'était pas encore la taxation, mais une sorte de préparation à l'impôt futur. Une disposition spéciale visait la Banque de l'Empire : outre la taxe de moitié sur l'excédent des bénéfices, elle était tenue d'acquitter une contribution spéciale pour compenser la suppression de l'impôt de 5 pour 100 qui, d'après la charte de la Banque, frappe les billets de banque dépassant le contingent. Ce dernier nom s'applique à la somme que l'émission pouvait atteindre, au delà du chiffre correspondant à l'encaisse métallique, avant d'être taxée : elle était de 550 millions en temps ordinaire et s'élevait à 750 millions à la fin de chaque trimestre, c'est-à-dire les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Au printemps de 1916, l'Empire procéda à l'établissement de nouveaux impôts et au relèvement d'un certain nombre de taxes existantes. La loi du 12 juin 1916 a majoré les droits de douane sur le tabac sous ses diverses formes, feuilles, côtes, tiges, carottes, tabac à priser et à fumer, cigares, cigarettes; a porté à 7 pfennigs l'impôt par mètre carré de sol planté en tabac, et, tout en surélevant l'impôt sur les cigarettes, a frappé d'une surtaxe de guerre la vente au détail des mêmes cigarettes. Une loi du 17 juin a augmenté le droit de timbre sur les documens relatifs aux transports, lettres de voiture des chemins de fer. Une loi du même jour a relevé les taxes postales et télégraphiques. Enfin la loi du 21 juin 1916 a établi un impôt dit de guerre *(Kriegsteuer)* sur tous les patrimoines qui, au 31 décembre 1916, présentent un accroissement par rapport à leur situation au 31 décembre 1913 et même sur ceux qui dans cet intervalle n'ont pas subi une diminution de plus de 10 pour 100.

Pour bien comprendre les dispositions de la nouvelle loi, il

est utile de rappeler celles de la loi du 3 juillet 1913 sur l'accroissement de la fortune *(Vermögenzuwachssteuergesetz)* généralement désignée sous le nom de loi de l'impôt sur la possession *(Besitzsteuergesetz)*.

La loi du 3 juillet 1913 décidait que le point de départ serait la fortune des contribuables évaluée au 1er janvier 1914 selon les règles posées par la loi de contribution spéciale d'armement. Ce montant sera rapproché de celui de la fortune au 31 décembre 1916, et, s'il résulte de cette comparaison une plus-value, l'impôt sera perçu. L'assiette sera opérée dans la suite, de la même manière, tous les trois ans. Le taux s'élève par degrés de 0,75 à 1,50 pour 100. Une surtaxe allant de un dixième à 1 pour 100, frappe les fortunes supérieures à 100 000 marks. La surtaxe maximum de 1 pour 100 ne s'applique qu'aux patrimoines supérieurs à 10 millions de marks.

Partant de ces principes, la loi du 21 juin 1916 considère comme matière imposable, l'accroissement de fortune déterminé conformément à la loi de 1913. Seront déduits de la fortune les biens acquis par voie d'héritage, les versemens effectués par suite d'une assurance, les biens acquis par donation, les sommes provenant de l'aliénation d'immeubles ou de capitaux d'exploitation sis à l'étranger ou d'autres objets ne faisant pas partie de la fortune imposable au début de la période d'assiette. Sont au contraire ajoutées à la fortune au 31 décembre 1916, les sommes que le contribuable a employées en donations, les sommes placées par lui en biens fonds ou en capitaux d'exploitation à l'étranger, les sommes consacrées à l'acquisition d'objets d'art, de pierres et de métaux précieux. La taxe est de 5 pour 100 sur les premiers 10 000 marks et s'élève par degrés jusqu'à 50 pour 100, ce dernier taux étant applicable aux accroissemens qui dépassent 300 000 marks. La taxe n'est que de 1 pour 100 sur la différence entre la fortune au 31 décembre 1913 et la fortune au 31 décembre 1916, lorsque le dernier chiffre atteint les neuf dixièmes du premier. On voit qu'il n'y a aucun rapport entre le taux de l'impôt s'appliquant à un accroissement véritable et celui qui frappe la moindre diminution.

Les sociétés par actions, en commandite, les associations minières, les sociétés à responsabilité limitée acquitteront une taxe extraordinaire de guerre sur l'excédent de leurs bénéfices

déterminé par la différence entre la moyenne des profits commerciaux antérieurs et ceux des exercices de guerre. Sont considérés comme tels les trois exercices annuels consécutifs dont le premier embrasse encore le mois d'août 1914 ou l'embrasserait si une société fondée ultérieurement avait déjà existé à cette date. On entend par bénéfices commerciaux les bénéfices constatés au bilan, calculés conformément aux prescriptions légales et aux principes relatifs à la tenue des livres. Il ne sera tenu compte des amortissemens que dans la mesure où ils correspondent à uue diminution de valeur. La moyenne sera calculée d'après les résultats des cinq exercices qui ont précédé les exercices de guerre, en éliminant la meilleure et la plus mauvaise année. En tout cas, on admettra comme minimum une somme représentant 6 pour 100 du fonds social. La taxe est à la base de 10 et s'élève par degrés à 30 pour 100 de l'excédent, selon que cet excédent représente 2 pour 100 du fonds social, ou dépasse 15 pour 100. Une surtaxe s'ajoute à la taxe principale, à partir du moment où l'excédent dépasse 10 pour 100. Un tarif spécial est applicable aux sociétés étrangères. Le chancelier de l'Empire est autorisé à prendre des mesures afin d'éviter une double imposition.

Une loi du 26 juin 1916, en supprimant le timbre sur les chèques qui de toute façon cessait d'être en vigueur à la fin de l'année, a établi sur les échanges de marchandises *(waren umsatz stempel)* un timbre d'un dixième pour 100. Sont frappées les déclarations de fournitures de marchandises acquittées, toutes prestations de contre-valeur même quand elles ne sont pas effectuées au comptant, les fournitures de gaz, d'eau, d'électricité. Quiconque exploite une industrie *(Gewerbe)* est tenu de déclarer le montant total des paiemens qu'il a reçus au cours de l'année pour les marchandises livrées dans l'exploitation de son établissement, si ce montant dépasse 3 000 marks.

De nouveaux impôts ont été proposés au mois de mars 1917, notamment une taxe sur la houille et le lignite, une surtaxe de 20 pour 100 à l'impôt de guerre qui frappe déjà l'augmentation de la fortune, un droit sur des transports par chemins de fer, routes et canaux, le tout devant produire 1 250 millions de marks. Ces mesures sont loin d'avoir rencontré une approbation unanime dans la presse. Des journaux même modérés comme la *Gazette de Francfort* ont reproché au chancelier d'avoir enlevé

par surprise le vote du Reichstag au moment où il lui faisait entrevoir des réformes constitutionnelles démocratiques. « Jamais encore le Reichstag n'avait accordé une somme pareille d'impôts, et jamais il n'avait voté aussi rapidement, presque sans débat ni publicité, tout à peu près ayant été réglé dans le sein de la commission. » Les taxes nouvelles sont critiquées à divers points de vue : la surtaxe à l'impôt d'accroissement de la fortune, parce qu'elle n'est accordée que pour un an ; la taxe des charbons et des transports, parce que c'est l'Empire lui-même qui en paiera la majeure partie, étant en ce moment le plus gros consommateur et transporteur de houille et d'autres matières destinées aux fabrications de guerre. D'une façon générale, le parti social-démocrate reproche à ces mesures de ne reposer sur aucun principe économique, d'avoir été prises au hasard, de façon à saisir l'argent où il se trouve. C'est là un précédent des plus dangereux et qui est gros de périls pour l'après-guerre.

IV. — MONNAIE, BANQUE ET CHANGE

L'étalon monétaire de l'Allemagne est le *reichsmark* ou mark, qui correspond au pair, c'est-à-dire lorsque les paiemens se font en or, à 1 fr. 23 centimes. Le pivot de la circulation fiduciaire est, depuis la loi fondamentale de 1875, la *Reichsbank*, banque de l'Empire, au capital de 180 millions, investie du droit d'émettre des billets. A côté d'elle subsistent quatre autres banques d'émission, celles de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade, dont l'importance est bien moindre.

La question de la circulation des billets, importante à toute époque, prend, en temps de guerre, une gravité particulière. Les yeux du pays et ceux de l'étranger sont fixés sur les bilans des banques et en scrutent avec un intérêt croissant les fluctuations hebdomadaires. Le belligérant qui renonce à publier ce document, fait un aveu de faiblesse significatif, qui pèse lourdement sur son crédit. La Banque austro-hongroise n'a plus communiqué aucun compte depuis le 1er août 1914 ; elle s'est bornée à distribuer à ses actionnaires des dividendes sans les accompagner d'aucun commentaire. Ce silence a contribué à la chute de la couronne, qui est la monnaie la plus dépréciée parmi toutes celles des nations engagées dans la lutte.

Le gouvernement allemand ne s'est pas opposé à ce que la Banque de l'Empire continuât à faire connaître son actif et son passif. A travers les situations publiées quatre fois par mois, nous avons pu suivre le développement d'une politique qui s'est efforcée d'abord d'être conservatrice, mais qui, sous l'action des circonstances, a été de plus en plus dirigée dans le sens de l'inflation. La règle fondamentale de l'émission des billets en Allemagne est qu'ils doivent être garantis par une encaisse or égale au moins au tiers du chiffre de la circulation. Dès le début de la guerre, ce principe a été violé ; il ne l'a pas été directement par la Banque impériale dont, par divers artifices, les bilans ont été, jusqu'à la fin de 1916, maintenus dans un cadre qui semblait répondre aux exigences de la loi. Mais celle-ci a été tournée de deux manières, par l'émission de billets d'État et par la création des caisses de prêt. Les billets d'État consistent en Bons de caisse de l'Empire *(Reichskassenscheine)*. L'origine de ces derniers remonte à une quarantaine d'années, à l'époque où s'accomplit l'unification du système monétaire et bancaire : il en existait, en 1914, 240 millions de marks; ce chiffre a été porté à 360 millions, et peut-être davantage, au cours de la guerre. D'autre part, dès le début des hostilités, des Caisses de prêt ont fonctionné dans les principales villes allemandes et consenti des avances sur titres et marchandises : ces avances étaient faites au moyen de billets *(Darlehens Kassenscheine)* dont le montant dépasse aujourd'hui 3 milliards et demi de marks. Ces Caisses de prêt faisaient partie de l'arsenal financier que nos ennemis avaient préparé avec le même soin que leur outillage militaire. Toutes les mesures étaient prises; les documens rédigés et imprimés d'avance. Aussi, dès le premier jour de la mobilisation, ces établissemens ont-ils ouverts leurs guichets. Leur activité s'est particulièrement développée au moment des émissions successives d'emprunts de l'Empire, pour la souscription desquels ils fournissaient d'amples facilités. La Banque impériale est tenue de recevoir les billets des Caisses de prêt aussi bien que les Bons de caisse de l'Empire; elle est autorisée à les faire figurer dans son encaisse, c'est-à-dire à gager, en les immobilisant, une circulation triple de ses propres billets. On voit quelle atteinte cette réglementation porte aux principes essentiels de l'établissement.

Il résulte de ce procédé que l'on ne saurait se contenter,

pour comparer la situation de la France et celle de l'Allemagne, de rapprocher les bilans des banques d'émission, même en ajoutant, aux chiffres de celui de la *Reichsbank*, ceux des banques de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade. Il faut comprendre, dans le total des billets de banque, celui des Bons de caisse de l'Empire et des Bons des caisses de prêt. On trouve alors qu'au 31 décembre 1916 l'augmentation de la circulation allemande, depuis le 1er août 1914, avait été beaucoup plus rapide que celle de la nôtre. Plus élevée au début de la guerre, la circulation de la Banque de France ne s'était accrue, en 29 mois, que de 150 pour 100, tandis que celle de d'Allemagne a grossi de 265 pour 100. La première était encore couverte, au 31 décembre 1916, par une encaisse métallique du tiers, tandis que l'or en dépôt à la *Reichsbank* ne dépassait pas le cinquième du papier de diverse nature circulant en Allemagne. Les calculs par lesquels on essaie de faire apparaître une proportion bien plus favorable ont été critiqués même chez nos ennemis. M. Bendixen, directeur de la Banque hypothécaire de Hambourg, dans une brochure intitulée : « Politique monétaire et théorie de l'argent à la lumière de la guerre mondiale » *(Währungspolitik und Geldtheorie im lichte des Weltkrieges)*, n'a pas craint de qualifier d'expédient misérable la disposition législative qui permet à la Banque de faire figurer dans son émission des « chiffons de papier, » fussent-ils revêtus de la signature du caissier de l'Empire ou des directeurs des Caisses de prêt.

L'Allemagne, se rendant compte des dangers que lui fait courir cette inflation, s'efforce de réduire la quantité des billets ou tout au moins de la contenir dans les limites actuelles. Elle encourage l'emploi des chèques en affranchissant ceux-ci de tout droit de timbre. Elle institue le chèque certifié, en déclarant que tout chèque tiré sur la *Reichsbank* et revêtu du visa de celle-ci l'oblige au paiement entre les mains du porteur. Cette ordonnance fait du chèque certifié une sorte de billet de banque temporaire. On parle de donner aux banques particulières l'autorisation de procéder de même à la certification de leurs chèques.

En dépit de ces mesures, l'augmentation de la circulation n'a pas cessé. Elle a entraîné la hausse des prix et contribué à la dépréciation de la monnaie allemande, que mesure d'une

façon inexorable la baisse ininterrompue, depuis août 1914, du mark sur les places étrangères. Le gouvernement a beau multiplier les déclarations pour expliquer que cette baisse est due à la suppression des exportations allemandes, personne ne se laisse prendre à ce paradoxe, puisque les importations sont ralenties dans la même proportion que les exportations et que, si les Allemands sont privés des milliards qu'en temps ordinaire ils recevaieut de l'étranger pour prix des marchandises qu'ils leur expédiaient, ils n'ont presque rien, en revanche, à payer en dehors de leurs frontières. C'est avant tout à la méfiance qu'inspire la signature de l'Empire qu'est due la chute du mark. En Suisse, par exemple, il est coté à 75 centimes, alors que le pair est de 1 fr. 23; il perd donc presque les deux cinquièmes de sa valeur.

Le gouvernement impérial, conscient du danger, cherche à diminuer la circulation de ses billets. En Belgique et en Pologne, occupées par ses armées, il s'est efforcé d'organiser une circulation indigène qui lui permet de faire rentrer en Allemagne les billets libellés en marks. On sait par quelles mesures arbitraires l'autorité allemande a arraché à la Banque nationale de Belgique et à la Société générale belge, investie par lui depuis le 22 décembre 1914 du droit d'émission, les 400 millions de billets de la *Reichsbank* et de Bons de caisses de prêt allemands qui étaient entre les mains de ces deux établissemens à Bruxelles.

Les ordonnances militaires ayant établi l'équivalence du mark à 1 fr. 25 centimes, c'est-à-dire ayant prétendu donner à la monnaie allemande une valeur supérieure d'à peu près 50 pour 100 à celle que lui assignent les cotes des pays neutres, l'effet classique s'est produit : la population s'est empressée de se débarrasser de tous les billets allemands en conservant ceux qui étaient libellés en francs.

En Pologne, les envahisseurs ont d'abord voulu déprécier le rouble, en lui assignant une valeur beaucoup trop faible par rapport au mark. Mais ils ont échoué. Le rouble n'a cessé de monter. Au mois de janvier 1917, il s'échangeait à Varsovie contre 2 marks 70, somme supérieure à sa parité métallique, qui n'est que de 2 marks 17 pfennig. Deux établissemens ont été fondés. La Caisse de Kovno est une succursale de la Banque pour le commerce et l'industrie de Posen. Elle est autorisée à émettre des Bons pour 100 millions de roubles, garantis par

des lettres de change et des Bons du Trésor allemand. La Caisse de prêt du pays de Pologne, fondée à Varsovie en décembre 1916, émet des billets libellés en une nouvelle monnaie, le mark polonais, auquel on a assigné la valeur du mark allemand. Les billets sont garantis par l'Allemagne ; on espère qu'ils remplaceront dans la circulation les billets allemands, qui pourront ainsi être rapatriés. Cette Caisse varsovienne est ainsi destinée à prendre la place, en Pologne, de la Banque d'émission qu'on avait projeté d'y fonder et pour l'organisation de laquelle le président de la *Reichsbank*, M. de Havenstein, s'était rendu sur les lieux : il avait d'ailleurs échoué dans sa tentative. Les débiteurs avaient été provisoirement autorisés à s'acquitter en billets allemands ou en billets russes, le rouble étant compté au pair, c'est-à-dire à 2 marks 17 pfennig. Mais, depuis le mois d'avril 1917, le mark soi-disant polonais, dont la valeur officielle est identique à celle du mark allemand, est seul reconnu comme monnaie légale.

Dans l'Empire, les administrations s'efforcent de multiplier les règlemens par chèques ou viremens. Les Caisses militaires ont été rattachées au service de viremens de la poste ou de la *Reichsbank*. Les Directions de chemins de fer multiplient le nombre de leurs caisses affiliées à la poste et étendent le nombre de leurs employés dont elles paient le traitement par chèque. Le Comité permanent du Congrès des villes allemandes recommande aux municipalités de faire acquitter au moyen de chèques toutes les taxes d'eau, de gaz et d'électricité. D'une façon générale, on rend le chèque postal plus accessible en abaissant le montant du dépôt initial exigé pour l'ouverture d'un compte et qui était jusqu'ici de 50 marks. D'autre part, les comptes de dépôt à la *Reichsbank*, qui jusqu'en juin 1916 se tenaient aux environs de 1 600 millions, ont dépassé à la fin de l'année le chiffre de 4 milliards. Toutes les banques particulières ont été invitées à verser la plus grande partie de leurs disponibilités à la *Reichsbank*, ce qui a permis à celle-ci de grossir son portefeuille en un an de 3 800 millions, en n'augmentant sa circulation que d'un chiffre moindre. Mais celle des billets des Caisses de prêt a bondi, dans la même période, de moins d'un milliard à trois milliards et demi de marks, franchissant ainsi la limite maximum qui avait été fixée en 1914.

Si l'on tient compte de l'ensemble des engagemens de la *Reichsbank*, circulation et dépôts, on trouve que la proportion de l'encaisse métallique par rapport à ce total a été en décroissance rapide. De 36 pour 100 au 30 juillet 1914, elle est tombée à 20 pour 100 au 31 décembre 1916 ; elle est de 15 pour 100, si on ajoute les Bons des Caisses de prêt au passif à prendre en considération. A cette même date, la proportion était de 27 pour 100 à la Banque de France. L'effet de l'inflation n'a pas tardé à se faire sentir sur le change allemand.

On sait l'importance qu'a prise, au cours de la présente guerre, cette question du change entre les divers pays, belligérans et neutres. Parmi ceux qui ont été le plus maltraités sous ce rapport figurent en première ligne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Depuis le début, l'unité monétaire germanique n'a pas cessé de baisser. Dès le mois d'avril 1915, le mark était en perte de 14 pour 100 sur le pair à New-York; par degrés, il y est descendu jusqu'à 30 pour 100 de perte, cours coté au mois de décembre 1916. Une chute parallèle a été enregistrée aux bourses de Genève, d'Amsterdam, des royaumes scandinaves. Celle de la couronne autrichienne a été bien plus profonde encore : celle-ci, dont la valeur au pair est d'un franc cinq centimes, est tombée au-dessous de 50 centimes, c'est-à-dire qu'elle est dépréciée de plus de moitié. La situation de l'Autriche-Hongrie est plus mauvaise encore que celle de son impériale et impérieuse alliée. Celle-ci, du moins, a réussi jusqu'ici à conserver une façade financière qui peut faire illusion sur sa détresse réelle; mais à Vienne, on n'a pas su « plastronner » comme à Berlin. Dès le premier jour, le gouvernement a interdit à la Banque d'Autriche-Hongrie de publier aucun bilan, et, depuis lors, personne n'a connu les comptes de cet établissement qui inonde la monarchie de son papier, dont le total reste un mystère.

La baisse du mark a eu des conséquences inattendues. Certaines industries en ont ressenti d'une façon particulièrement curieuse les conséquences. Les services de la navigation rhénane aboutissent pour la plupart en Hollande, où se trouvent, depuis longtemps, les chantiers qui construisent les navires, les compagnies qui les assurent, les banques qui font des avances hypothécaires aux armateurs. Toutes les opérations se règlent en florins hollandais, c'est-à-dire dans une monnaie qui,

depuis le début de la guerre, n'a cessé de s'élever par rapport au mark. Les ouvriers et employés hollandais, de plus en plus nombreux à bord des bâtimens et dans les bureaux des armateurs, exigent le paiement de leur salaire en florins. Le personnel des bateaux, dès que ceux-ci naviguent dans les eaux bataves, demande aussi le règlement de ce qui lui est dû, en florins. Il résulte de ces diverses circonstances une offre constante et, par suite, une dépréciation de plus en plus profonde de la monnaie allemande par rapport à la monnaie hollandaise.

Cet avilissement persistant est un grave sujet de préoccupation pour nos ennemis, bien qu'ils affectent de considérer le phénomène comme peu important. Le professeur Weyermann (de Berne), en essayant d'en rechercher les causes, nous a fait des révélations sur l'étrange manque de confiance de certains Allemands dans l'avenir de la monnaie nationale; ces bons patriotes ont transporté à l'étranger, particulièrement en Suisse, des sommes importantes, de façon à ne pas subir, sur cette portion de leur fortune, l'effet d'une baisse ultérieure du mark. D'autres ont voulu soustraire au fisc des bénéfices de guerre et les ont placés en diamans, en perles qu'ils ont déposés en lieu sûr chez leurs correspondans. Nous retenons l'aveu. M. Weyermann réclame une action plus énergique de la commission des charges *(Devisen Centrale)*, instituée à Berlin. Il considère que celle qui fonctionne aux bords du Danube a exercé une action plus efficace. Depuis l'ordonnance de décembre 1916, qui a réglé à nouveau la question des paiemens à l'étranger, il semble que les changes soient soumis, sur la place de Vienne, à des fluctuations moins violentes qu'auparavant. Mais ici s'est produit un incident assez piquant. Les Autrichiens créanciers de l'Allemagne doivent mettre à la disposition de leur commission nationale du change les marks qu'ils ont à Berlin. Or, le règlement allemand défend aux débiteurs nationaux de payer leurs créanciers étrangers en marks! Les Viennois se plaignent également de ne pas pouvoir réaliser à Berlin leurs valeurs allemandes; ils font observer qu'il serait cependant de l'intérêt de leur allié de laisser la monnaie autrichienne remonter quelque peu. Comme elle subit une perte encore plus forte que le mark, celui-ci fait prime par rapport à la couronne. Il conviendrait, au dire des Autrichiens, que les défenses d'importation édictées en Allemagne se ralentissent vis-à-vis des pro-

duits austro-hongrois. On voit quelle peine les deux alliés ont à se mettre d'accord.

Si, après avoir examiné les banques d'émission, nous considérons les établissemens particuliers, nous constatons que les banques allemandes ont fait grand état du grossissement de leurs chiffres d'affaires et des dividendes qu'elles ont distribués pendant la guerre. A serrer leurs bilans de près, on découvre le côté factice de cette apparente prospérité et les dangers de la situation. Le marché allemand ayant été livré à lui-même depuis le début de la guerre, une diminution rapide des stocks, une utilisation intense des matières premières disponibles y ont amené une abondance relative de capitaux flottans. Il existe, dans l'Empire, 193 banques ayant un capital supérieur à un million, savoir 5 banques d'émission, 40 banques hypothécaires, et 148 banques de crédit proprement dites. On estime que le portefeuille des banques comprend en moyenne 60 pour 100 d'emprunts et de Bons du Trésor de l'Empire et des États, 26 pour 100 de valeurs cotées à la bourse, 14 pour 100 de valeurs diverses. D'autre part, le gros des débiteurs est constitué par l'Empire, les États confédérés, les provinces, les communes, les caisses d'épargne, en un mot les administrations publiques, qui ne seront vraisemblablement pas en mesure de rembourser les banques à la fin des hostilités. On peut dès lors se demander si celles-ci auront, à ce moment-là, les ressources nécessaires pour répondre aux demandes que leur clientèle ne manquera pas de leur adresser.

Nous terminerons ce chapitre par un tableau de notre propre situation bancaire que nous emprunterons à un auteur peu suspect de partialité pour nous. Au milieu des calomnies que les Allemands ne se lassent pas de répandre sur tout ce qui est français, nous relèverons un aveu échappé à la plume d'un de leurs économistes, M. Respindeck, qui, dans un livre récent, a étudié nos finances de guerre. « La Banque de France, dit-il, était admirablement préparée à remplir sa triple tâche, d'aider le gouvernement, de créer des signes fiduciaires, de combattre la dépréciation du change. La créance sur le Trésor est couverte par le pays tout entier, par la fortune nationale, la capacité de travail des habitans. La Banque, a, dès le 20 avril 1915, ramené son taux d'escompte à 5 pour 100, c'est-à-dire à un niveau très modéré pour les circonstances; elle a, par de multiples

moyens, jeté les bases de la renaissance financière du pays, grâce auxquelles la défense nationale et la résistance économique sont assurées. Avec une prudence raisonnée, une attention soutenue, la Banque a rempli son rôle de régulateur de la circulation : le rapport entre le montant des billets et la couverture métallique répond aux exigences formulées par tous les théoriciens. Il est incontestable que la Banque s'est montrée à la hauteur de sa tâche et qu'elle a été le pilier inébranlable sur lequel peuvent reposer solidement toutes les tractations financières. Elle a été la source inépuisable où l'État et l'économie nationale ont trouvé l'aide nécessaire. Elle finance la guerre, elle vivifie l'activité économique, elle soutient les banques et les particuliers, elle travaille de toutes ses forces à la suppression des moratoria des effets, de la bourse et de la banque. Elle stimule le réveil des énergies et elle n'hésite pas à entreprendre la lutte difficile contre la dépréciation du change national qui lui est confié comme un bien suprême. Ses services inestimables resteront pour elle un titre de gloire. »

Tel est le jugement porté par un Allemand sur notre institut d'émission. Il serait intéressant de savoir comment il envisage l'avenir de la Banque impériale de Berlin.

V. — L'APRÈS-GUERRE

L'après-guerre préoccupe énormément nos ennemis. Ils parlent sans cesse de la création de nouveaux syndicats dans le commerce et dans l'industrie, de comptoirs de vente. Ils comptent ne conserver que les usines le mieux installées et travaillant le plus économiquement. Ils parlent beaucoup de monopoles, dirigés par des ingénieurs et non des fonctionnaires, organisés sous forme de sociétés dont les actions, non cotées, seraient entre les mains de l'État, des provinces, ou des communes. Cette idée est tellement dans l'air que l'inventeur d'un nouveau procédé de distillation de la houille demande qu'il fasse l'objet d'un monopole ; celui de la force électrique a déjà été voté en Saxe.

Pour la période de transition de l'état de guerre à l'état de paix, le ministre de l'Intérieur a suggéré diverses mesures en ce qui concerne le travail, le crédit et les approvisionnemens de matières premières. En attendant, les négocians et les fabri

cans s'efforcent de se syndiquer de façon à concentrer les commandes dans les maisons qui sont le mieux placées pour les exécuter. Les manufactures fermées recevront une indemnité de celles qui resteront ouvertes; leur personnel passera tout entier au service de l'État, en vertu de la mobilisation civile.

Les Allemands essaient de maintenir leur influence chez les neutres qui n'ont pas les yeux encore suffisamment ouverts sur les dangers que les exécrables ambitions teutonnes ont fait courir à l'univers civilisé. Dans la gazette commerciale qui continue à paraître à Buenos-Ayres sous le titre de *Handels Zeitung*, nous voyons, à côté des réclames de la Banque allemande transatlantique, de la Banque germanique de l'Amérique du Sud, s'étaler de pompeuses annonces du *Norddeutscher Lloyd*, l'une des deux principales compagnies de navigation allemandes, dont pas un navire cependant ne circule sur les mers depuis le mois d'août 1914. Les fabriques de Berlin, d'Augsbourg, de Nuremberg publient des avis comme si l'Océan leur était ouvert et comme si elles étaient en mesure d'expédier leurs produits à leurs cliens. Jusqu'à la dernière minute, nos ennemis tenteront de faire croire que leur armature économique est intacte et feindront d'agir comme si, à la minute où cesseront les hostilités, leurs relations avec le reste du monde devaient d'elles-mêmes se rétablir sans difficultés.

Ils s'imaginent que chacun va leur redemander immédiatement les marchandises dont il avait coutume de s'approvisionner chez eux, et dressent un plan de constitution de stocks à cet effet. Ils comptent par exemple sur les produits chimiques, les matières colorantes, les appareils électriques, les sels de potasse. Nous ne savons ce que feront les neutres, dont le nombre diminue d'ailleurs chaque jour. Mais les efforts qui se poursuivent, au cours même des hostilités, chez nous et nos alliés pour organiser la fabrication d'une partie notable de ces objets, nous paraissent de nature à déjouer, sous beaucoup de rapports, les calculs que font nos ennemis. Ceux-ci comptent un peu trop naïvement qu'au lendemain de la paix tout reprendra son cours normal, que les échanges entre eux et nous redeviendront ce qu'ils étaient avant le 1er août 1914. Ceux d'entre eux (ils sont rares) qui ont gardé quelque clairvoyance avouent qu'un facteur essentiel de leur expansion d'antan leur manquera, celui des relations personnelles :

ils sentent eux-mêmes qu'elles ne pourront être rétablies.

Aussi se préoccupent-ils de cimenter une union commerciale de plus en plus intime avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, au moyen d'arrangemens douaniers d'une part, de l'autre par le développement des voies de communication, notamment des canaux. La condition première de la combinaison était le renouvellement du compromis entre l'Autriche et la Hongrie qui expire précisément cette année. On sait que les deux moitiés de cette monarchie vivent sous un régime bizarre qui n'est pas même celui de l'union personnelle, puisque l'empereur habsbourgeois n'est connu des Hongrois que comme leur roi, porteur de la couronne de Saint-Étienne. Depuis qu'en 1867 Beust et Andrassy réglèrent pour la première fois selon le nouveau mode les questions économiques et politiques désormais soumises à l'agrément des deux gouvernemens de Vienne et de Budapest, l'accord ne s'est jamais fait que pour dix ans. Or, comme le disait un homme d'État sceptique, les cinq premières années de la décade se passent à éclaircir les points douteux, les cinq dernières à préparer les modifications que chacune des deux parties demandera lors du renouvellement. Les questions douanières, celles du régime des chemins de fer, de la législation sur les sociétés, de la quote-part supportée par la Cisleithanie et la Transleithanie dans les dépenses communes, le problème de la Banque d'émission ont toujours donné lieu à d'âpres débats entre les deux associés, qui vivent en ennemis plutôt qu'en frères.

L'Allemagne savait qu'elle ne pourrait songer à jeter les bases de la retentissante combinaison centre-européenne *(Mittel Europa)* dont il est fort question aux bords de la Sprée, aussi longtemps que les deux tronçons de la Monarchie alliée ne seraient pas d'accord. Aussi a-t-elle insisté pour qu'une entente, tout au moins de principe, fût conclue entre l'Autriche et la Hongrie. Elle en a reçu l'avis au mois de février 1917. Toutefois, les Parlemens n'ont pas encore donné leur approbation et bien des surprises peuvent encore être réservées de ce côté-là. Le pacte s'étendrait cette fois à vingt et non plus seulement à dix ans.

Les industriels aiment mieux avoir en face d'eux une période plus longue, au cours de laquelle ils pourront amortir des dépenses de premier établissement plus considérables. Mais le

désir de voir le traité signé jusqu'en 1937 est surtout vif du côté de l'Empire allemand, qui se prétend disposé à faire de grands sacrifices à son allié et réclame en échange la certitude d'une plus longue stabilité. La Hongrie aurait obtenu le maintien des droits d'entrée minima de 6 couronnes 30 pour le blé, d'un chiffre proportionnel pour les autres céréales, et une élévation des droits sur la viande et le bétail. La fixation de sa quote-part dans les dépenses communes est réservée, de même que la prolongation du privilège de la Banque.

Les questions de chemins de fer ont été âprement débattues. Les journaux allemands déclarent que cette partie de la discussion a été empreinte de « déloyauté » et que les questions d'exploitation et de tarifs ont été débattues en dehors des considérations d'intérêt général. Ils vont jusqu'à demander qu'on enlève la direction des réseaux aux autorités actuelles pour la remettre entre les mains de l'État-major général!

Les Allemands sont loin d'être unanimes à voir leur salut économique dans la conclusion de l'entente de « l'Europe du milieu. » M. Gotheim, député au Reichstag, a un programme tout différent. Il insiste pour que l'Allemagne s'assure partout la clause de la nation la plus favorisée et soit garantie contre toute taxe d'exportation qui serait dirigée contre elle.

Il demande qu'elle puisse librement s'approvisionner de matières premières et vendre ses objets fabriqués; les deux tiers de son exportation, avant 1914, allaient à ses ennemis et à leurs colonies. Le seul pays qui actuellement fasse concurrence aux produits allemands est le Japon; mais sa fabrication, d'après M. Gotheim, n'est pas assez soignée pour pouvoir lutter d'une façon durable. L'Allemagne, selon le même auteur, reconquerra bien vite les marchés où elle vendait ses machines électriques, ses produits chimiques. Il condamne l'union douanière de l'Europe centrale. La clause de la nation la plus favorisée, qui est le thème sur lequel roule l'argumentation de M. Gotheim, suppose, dit-il, la réciprocité et ne permet donc pas d'accorder un traitement préférentiel à l'Autriche ni à la Bulgarie ni à la Turquie. Il rappelle que l'Autriche-Hongrie n'absorbait en 1913 que 11 pour 100, la Bulgarie et l'Empire ottoman que 1 pour 100 du total des exportations allemandes. Continuant à raisonner en vainqueur, il demande la suppression des traitemens de préférence, que les métropoles, telles que

la France ou l'Angleterre, pourraient accorder à leurs colonies. Il réclame la porte ouverte. Enfin il préconise l'institution d'une Cour internationale chargée de juger les difficultés qui naîtraient pour l'application des tarifs et l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée.

Cet appel à une Cour de la Haye commerciale a une saveur toute particulière sous la plume d'un membre de ce Reichstag qui s'est associé avec enthousiasme aux plus monstrueuses violations du droit international. Se rendant compte d'ailleurs de la difficulté qu'éprouveront les belligérans à régler cette partie du futur traité de paix, l'auteur propose que les anciens tarifs douaniers et conventions commerciales soient remis provisoirement en vigueur jusqu'à la conclusion des accords définitifs. C'est la mentalité nouvelle qui commence à poindre chez les Germains. Pressentant la ruine de leurs plans de domination, ils voudraient revenir au *statu quo ante bellum* sur tous les terrains.

Dans le même ordre d'idées, un professeur de Leipzig, M. Franz Eulenburg, s'imagine que l'Allemagne retrouvera, après la guerre, la plus grande partie des débouchés qui lui étaient ouverts avant 1914. Il reconnaît toutefois le danger qui résultera pour elle de la rupture des relations personnelles, de l'impossibilité d'envoyer des représentans ou de fonder des maisons allemandes dans certains pays. Mais M. Eulenburg estime que ni la France ni la Russie ne pourront se passer des charbons westphaliens et rhénans, et que cette dernière aura besoin d'acheteurs germaniques pour ses céréales. Quant aux neutres, ajoute-t-il, ce serait une erreur que de leur accorder un traitement moins favorable qu'à l'Autriche et aux États balkauiques. Tout en reconnaissant la puissance formidable des États-Unis et celle du Japon, M. Eulenburg prétend que l'Amérique du Sud restera ouverte aux Allemands, qui seuls, dit-il, seront en mesure d'acheter les produits agricoles de ce continent en lui vendant des objets fabriqués. En Europe, une union douanière austro-allemande n'augmenterait pas la capacité d'achat de ces deux empires et diminuerait même plutôt celle de l'Autriche, dont le développement économique serait entravé.

Les espoirs fondés sur le Sud-Est européen et sur le chemin de fer de Bagdad paraissent très exagérés à M. Eulenburg. Peut-être la conquête de la Mésopotamie par les Anglais lui

inspire-t-elle cette sage réserve : il déclare en tout cas que l'Allemagne a besoin du monde transatlantique et que, pour elle, la voie de l'avenir passe par la mer du Nord et non par les Dardanelles. Il échafaude de chimériques calculs sur le marché des deux Amériques : sa brochure était écrite avant le message du président Wilson du 2 avril 1917 et avant que Cuba, le Brésil, et d'autres républiques du Nouveau Monde se fussent rangées aux côtés du Cabinet de Washington.

La déclaration de guerre des États-Unis a achevé de ruiner le rêve allemand de domination maritime, qui s'évanouissait déjà devant l'énergie victorieuse avec laquelle la Grande-Bretagne a conservé la maîtrise de l'Océan. En même temps, la prise de Bagdad a fait s'envoler les plans orientaux de la chancellerie de Berlin. Elle se rabat alors sur les projets de tarifs, de canaux, de moyens de communication de toute sorte au moyen desquels elle espère conserver à l'industrie germanique les débouchés dont elle a besoin.

Toutes ces tentatives dissimulent mal l'inquiétude qui commence à gagner nos ennemis. Ils affectaient, avant 1914, de se révolter contre la tyrannie britannique. Aujourd'hui, que diront-ils des États-Unis. dont l'intervention va être aussi redoutable? L'Amérique n'exporte plus seulement des matières premières, mais elle augmente d'une façon suivie ses expéditions d'objets fabriqués, qui, de 1900 à 1912, ont grandi de moitié vers l'Europe, l'Asie et l'Australie; elles ont triplé vers le Canada et le Mexique, quadruplé vers l'Amérique du Sud, plus que doublé vers l'Afrique. L'un des principaux buts poursuivis par les Allemands dans la constitution de la *Mittel Europa* est d'arriver à se créer des débouchés à l'abri de la concurrence américaine; mais cela est bien peu de chose en comparaison de ceux qu'ils vont perdre.

VI. — CONCLUSION

Nous avons essayé de donner à nos lecteurs une idée de la situation actuelle des finances de l'Allemagne et de son avenir économique. Grande est la difficulté d'un pareil travail. L'observation sur place, qui est la condition première de l'exactitude, étant écartée, il a fallu avoir recours presque exclusivement à des documens de source allemande. Et, comme nos

ennemis excellent à déguiser la vérité, nous sommes en droit de nous demander si les statistiques qu'ils publient sont exactes. Nous les avons admises toutefois comme base de notre étude, parce que nous pensons qu'il est moins dangereux d'exagérer la force de son adversaire que de la sous-estimer. Ne cherchons pas à nous faire d'illusions sur la prétendue faiblesse des Teutons. C'est une race vigoureuse, animée d'un patriotisme étroit, brutal et farouche, mue par des instincts bas et prête à fouler aux pieds toutes les institutions divines et humaines pour asseoir sa domination sur le reste du monde. Son armature économique, nous ne cessions de le répéter avant la guerre, était puissante ; elle l'a fortifiée au début de la campagne par l'occupation de la Belgique et du Nord de la France, plus tard par celle de la Pologne, de la Serbie et de la Roumanie. Elle a pressuré de la façon la plus éhontée les populations des territoires envahis, prélevé des contributions monstrueuses et augmenté ainsi ses disponibilités financières. Elle paraît avoir récemment accentué ses pillages, en ne respectant plus aucune partie de la propriété privée et en allant jusqu'à fracturer des coffres-forts et à voler des titres. Quant à l'enlèvement systématique des machines, des matières premières, l'exploitation à son profit des mines et des houillères appartenant à des particuliers, c'est depuis les premiers jours de l'invasion que cette vaste entreprise de banditisme se poursuit. L'addition des sommes et des valeurs que l'État-major berlinois s'est ainsi adjugées forme un nombre respectable ou plutôt très peu respectable de milliards, qui ont allégé d'autant les budget de la guerre de nos adversaires. Ils auront à nous le restituer, et avec usure. Mais, en attendant, cela leur a permis de dépenser relativement moins que nous et nos alliés, d'autant mieux qu'ils avaient à leur disposition le fer et le charbon que nous sommes obligés d'importer partiellement à des prix très élevés.

Toutefois, l'effort financier qu'ils ont dû faire a tendu à l'excès les ressorts de leur crédit, et nous ne pensons pas qu'ils soient en mesure de procéder à beaucoup de nouvelles opérations d'emprunt. L'échafaudage des Caisses de prêt, la superposition d'une triple circulation de billets, la souscription de tranches successives de rentes et de Bons du Trésor au moyen d'avances consenties sur des titres de même nature antérieure-

ment émis avec les mêmes artifices, constituent un ensemble peu solide. La mesure vraie de la situation financière est donnée par la dépréciation formidable de la monnaie nationale, du mark, dont la baisse, nous l'avons démontré, s'explique essentiellement par la méfiance universelle qu'inspirent, même aux neutres, les procédés du Trésor germanique.

Nous n'insistons pas sur la disette qui sévit en Allemagne et qui contribuera à l'effondrement. Mais, une fois la vie normale rétablie de l'autre côté du Rhin, il s'y trouvera une population nombreuse, disciplinée, habituée au travail et qui sera en mesure de produire annuellement une valeur susceptible de gager l'indemnité de guerre due aux Alliés. Certes, l'expansion teutonne ne reprendra pas son cours dans le monde comme elle le faisait si gaillardement jusqu'en 1914, avec le consentement tacite ou exprès du reste de l'univers. Nous, nos alliés et beaucoup de neutres, nous avons maintenant les yeux ouverts et nous ne laisserons plus ces « indésirables » s'asseoir à notre foyer. Avec un certain nombre de contrées, ils pourront encore commercer ; ils paieront, au moyen d'objets manufacturés, le supplément d'objets d'alimentation et de matières premières qu'ils auront besoin d'importer. Mais ils ne sauraient se flatter de retrouver chez nous et nos alliés les débouchés qu'ils s'y étaient assurés avant la guerre. Nous avons organisé et nous organiserons chez nous un grand nombre de fabrications pour lesquelles nous ne voulons plus être leurs tributaires. Leur industrie et leur commerce seront de ce chef notablement diminués. Voici, par exemple, la *Compagnie nationale des matières colorantes*, qui se prépare à produire, en France, pour nous et nos alliés, des marchandises que nous demandions jadis à l'Allemagne. La *Compagnie générale de construction de locomotives*, fondée sous l'égide d'un de nos grands établissemens de crédit et de deux de nos plus puissantes sociétés métallurgiques, nous affranchira d'une sujétion qui entraînait de graves dangers pour la défense nationale. Il y avait non seulement quelque chose d'humiliant à voir nos Compagnies de chemins de fer et notre réseau d'État confier des commandes aux usines germaniques ; mais c'était courir un péril évident que de dépendre d'un ennemi pour des fournitures essentielles. Désormais, l'Allemagne n'aura plus à nous compter au nombre de ses cliens sur ces divers domaines.

Quant à l'Autriche, sa situation est bien pire. Elle se traîne dans le sillage de son alliée ou plutôt de sa souveraine, copiant servilement les institutions allemandes, telles que Caisses de prêt, offices de ravitaillement et de taxation, modelant ses emprunts sur les emprunts allemands, essayant à Vienne et à Budapest de marcher à la même allure qu'à Berlin. Mais la monarchie dualiste n'a pas la vigueur de celle des Hohenzollern. Depuis longtemps elle luttait contre des difficultés financières et monétaires sans cesse renouvelées. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle qu'après une longue série d'efforts elle avait réussi à écarter le fléau du papier-monnaie. Elle y est lourdement retombée dès 1914, à tel point qu'elle n'ose même pas publier le chiffre des billets de banque qu'elle a lancés dans la circulation. La plupart des industries sont arrêtées et les souffrances des populations plus vives encore qu'en Allemagne.

Au début de la guerre, on s'était trop pressé d'annoncer l'épuisement de nos ennemis. Un blocus insuffisant leur a permis de tirer beaucoup de ressources du dehors. Mais celles-ci s'épuisent, et la garde montée par les marines française, anglaise et américaine est plus efficace que jamais. Les prédictions qu'il était prématuré de faire en 1914 et 1915 peuvent être formulées aujourd'hui. L'heure de la justice immanente approche. L'édifice économique des Empires centraux s'écroulera en même temps que leur puissance militaire.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

REVUE LITTÉRAIRE

LITTÉRATURE DE GUERRE (1)

A mesure que la guerre se prolonge, la littérature de la guerre s'enrichit de tous les sentimens que multiplie et développe la dure épreuve. Dans les premiers temps, on la vit aller, pour ainsi dire, au plus pressé, qui était de commenter les événemens, de prouver le bon droit du pays, de montrer le devoir de tous et de chacun, de créer un état de pensée où fussent en éveil l'enthousiasme et la résignation. Les écrivains de la guerre ont accompli une tâche excellente. Ils ont été les véritables meneurs de l'opinion publique, aux jours de la tribulation la plus terrible : on n'a pas oublié ce que fut, par exemple, pour des milliers et des milliers de Français tourmentés, le conseil sûr et souverain d'un Albert de Mun. Depuis lors, la guerre a pris un tel caractère de durée, elle a si profondément posé les questions de vie et de mort, elle pénètre si loin dans l'âme de nos âmes, qu'il ne s'agit plus désormais d'une période cruelle à passer avec courage, à subir avec entrain : mais il s'agit encore de toutes les idées sur lesquelles a vécu notre peuple, de toutes les conditions de son avenir. La littérature de la guerre est ainsi portée, de la remontrance patriotique, à la méditation philosophique.

Cela est sensible, et cela est extrêmement beau, dans le nouveau livre de M. Maurice Barrès, *Les diverses familles spirituelles de la*

(1) *Les diverses familles spirituelles de la France*, par Maurice Barrès (Émile-Paul); *Lettres à une dame blanche* (Société littéraire de France) et *Pendant qu'ils sont à Noyon* (Tallandier), par Maurice Donnay; *Croquis de Paris*, par Maurice Demaison (Plon) ; *Quelques aspects du vertige mondial*, par Pierre Loti (Flammarion) ; *La famille française*, par Henri Lavedan (Perrin).

France. L'auteur, au 4 août 1914, applaudit à l'union sacrée, salut de la France, la veille déchirée de toutes les querelles qui ont occupé les dernières années avant la guerre et principalement les dernières semaines : soudain, les querelles sont finies, sont abolies, parce que la France est en péril. Ce fut un admirable jour, celui que l'union, proclamée à la Chambre, voulue et faite par le pays tout entier, rassembla tous les Français dans une seule énergie. Les semaines passèrent, les mois et les années. On ne peut pas dire que l'union sacrée se soit maintenue en sa perfection première. C'est que les motifs déterminans de l'union sacrée ont disparu; non qu'ils n'existent plus : on les voit beaucoup moins. La confiance qu'il y a dans le pays donne à tout le monde et donne à de vifs partisans une sécurité à la faveur de laquelle plus d'un recommence de chicaner. Cependant, l'union sacrée ne cesse pas d'être indispensable; et, si la guerre continue, la guerre est déclarée tous les jours : elle exige tous les jours la même discipline, et plus rigoureuse, qu'à l'heure exaltée de la mobilisation. Mais il faut compter avec l'usage, l'habitude et voire les manies de nos cœurs : nos sentimens brefs n'ont pas la même façon de se comporter que nos lentes patiences; nos sentimens ne résistent pas au temps et ne survivent pas sans se modifier. Puis il y a du loisir, à l'arrière du front, comme au front il y a des répits : la spontanéité première se complique de rêve et de réflexion. La spontanéité, peu à peu, tombe. Et ainsi, l'union sacrée, qui fut au 4 août le chef-d'œuvre de la spontanéité patriotique, a bel et bien risqué de se défaire. A la vérité, elle s'est défaite ; mais, par un bonheur, elle se refit, nouvelle, d'une autre sorte et plus résistante, à mesure qu'elle se défaisait. Travail splendide, qui sauve la patrie, et qui est celui que M. Maurice Barrès analyse.

« L'union sacrée, dit-il, n'a pas consisté à renier nos croyances, ou à les reléguer dans une armoire comme un objet inutile dont on reparlerait plus tard. » A les renier, non; mais à les mettre dans une armoire, en quelque sorte, si! les premiers jours, et quand il n'était question que d'une guerre courte, épisode qui excitait la curiosité autant que la bravoure, et après lequel on retournerait à la causerie interrompue, à la causerie et volontiers à la chamaillerie. La première union sacrée ouvrit une parenthèse : et la victoire, au bout de la saison, devait fermer la parenthèse. Mais, quoi! l'on ne met pas entre parenthèses trois fois les quatre saisons de l'année. Et, la nouvelle union sacrée, la voici, comme la décrit M. Barrès : « Elle ne comporte aucun oubli de ce qui fait vivre nos consciences; mais, au contraire,

elle est née de ces croyances qui, par tout ce qu'elles ont de plus excellent, se rejoignent en profondeur. Chaque famille spirituelle a maintenu ses droits, mais sous leur forme la plus pure, et, par là même, s'est trouvée toute proche des autres familles qu'elle aurait crues ennemies. » C'est le phénomène le plus étonnant de la guerre.

Des anecdotes le révèlent, par le dehors. Un soir de bourrasque et de pluie, trois aumôniers, un prêtre catholique, un pasteur et un rabbin, se trouvaient ensemble, non loin de soldats qui relevaient des cadavres. Avant de rejeter la terre sur les défunts, les soldats s'adressent à ces trois aumôniers, pour la prière des morts. Et, — de quelle religion, ces défunts? — Mystère. « Eh! nous allons, à tour de rôle, les bénir... » Le catholique, le protestant et le rabbin, successivement, bénirent les corps; et puis, « ils ont serré la main des soldats, qui n'étaient pas nécessairement des croyans. » A la bataille de Verdun mourut le capitaine Millon, prêtre. Et le grand ami de ce prêtre-capitaine, c'était son chef de bataillon, lui nettement libre penseur. Le libre penseur alla trouver un de ses soldats, un catholique : « Si j'étais tombé le premier, il aurait dit une messe pour moi. Voulez-vous que nous demandions au curé un service à son intention? » Le libre penseur assista au service avec les soldats et les gens du village. Le curé, après l'évangile, dit quelques mots et pria le chef de bataillon de parler à son tour. Sur les marches de l'autel, le chef de bataillon libre penseur glorifia son ami, le prêtre-capitaine, et sut déclarer « qu'il fallait à la France de demain l'étroite collaboration du prêtre, de l'officier et de l'instituteur. » Ce sont des anecdotes. M. Maurice Barrès ne s'en contente pas, pour montrer cette union profonde et intime des croyances qui ont entre elles le plus de différence et de contrariété. Il va examiner ces croyances, il va examiner le tour qu'elles prennent, dans les âmes où elles sont le principe de toute activité. Les âmes sont difficiles à connaître? Il n'en doute pas. Elles ne se livrent pas aux regards : elles ont leur pudeur, elles ont leur maladresse, elles ont aussi leur simplicité qui déroute l'amitié même. Pourtant, leur histoire est leur aveu; et ces lettres que les combattans écrivent, dans les minutes qui vous arracheraient votre sincérité, si vous aviez le goût de la modestie ou de la supercherie, ces lettres-là sont l'évidente vérité. M. Maurice Barrès les a consultées; il les cite et il les interprète avec une poignante sympathie. Ces témoignages si brûlans de ferveur, il en tire une lumière vive et qui éclaire de larges pans de la conscience nationale. Il a une admirable puissance de divination morale. Et il

ouvre d'amples vues dans le mystère des rêveries individuelles et collectives. Il étudie ces diverses familles spirituelles de la France, les catholiques, les protestans, les israélites, les socialistes, les traditionalistes. Chacune de ces familles a ses idées particulières qui, au lieu de les diviser, de les séparer, les dirigent vers le même devoir. Tels socialistes puisent dans le souci de la société future la même abnégation, le même dévouement que les catholiques doivent à leur dogme de la vie éternelle. Les protestans consentent à l'idée de la justice le même sacrifice que font les traditionalistes au vœu de maintenir intact l'héritage français. Les uns et les autres « distribuent la même pensée sous des vocables différens ; » tous, en défendant la France, « défendent leur foi particulière : » et c'est leur foi particulière qui les dévoue à la France. « Chacun d'eux confond avec la France sa religion ou sa philosophie. O miracle! ils ont tous raison !... » Tant la France est une opulente synthèse de pensée.

Dans les anciens tableaux religieux, on voit souvent les personnages, placés côte à côte, merveilleusement dissemblables : il y en a de tous les âges, de tous les métiers, de doux et de violens, de riches et de pauvres ; et chacun d'eux est comme s'il n'avait pas de voisin. Chacun d'eux a son air, sa coutume ; et chacun d'eux est à part soi. Mais tous ont pareillement les yeux levés vers le ciel. Et c'est l'oraison commune, l'oraison particulière adressée au même Dieu, qui les groupe. C'est l'oraison qui fait la composition du tableau. Ainsi, nos diverses familles spirituelles, dévouées à la même patrie, composent par leur dévouement la France.

Pour que fût parfaite l'unanimité du pays dans l'épreuve qu'il subit, on voudrait qu'à l'arrière l'esprit de guerre eût la maîtrise. Il ne l'a pas absolument. Et faut-il appeler famille spirituelle de la France la tribu des frivoles qui paraissent ne pas savoir qu'il y a la guerre? M. Maurice Donnay a entrepris de les avertir. Il s'adresse, pour ainsi dire, aux gentils et aux gentilles, que l'esprit de guerre n'a pas touchés. C'est pour eux qu'il a écrit ses charmantes *Lettres à une dame blanche :* et, à l'égard de cette dame blanche, il n'a que tendresse et déférence ; mais il lui montre la comédie, assez ridicule et triste, que mènent, à Paris, quelques dames moins blanches et, autour d'elles, bon nombre d'hommes qui, sur ce point, sont femmes. La dame blanche est délicieuse. Dans les premiers temps de la guerre, elle a trempé, distribué des soupes ; elle a tricoté ; elle a chanté pour les blessés ; elle a été marraine ; elle a donné aux œuvres. Et, avec tout

cela, elle n'était pas contente d'elle... « Comme dans le vieil opéra-comique cher à nos pères, une dame blanche vous regardait : c'est très gênant; et c'était la dame blanche que vous vouliez être qui vous regardait ainsi... » Elle n'était pas infirmière encore, pour la seule raison que le projet de voir du sang la faisait défaillir. Et puis, ce fut en Bretagne, à la fin d'une belle journée, l'automne... « Un angélus tintait; rien ne manquait à l'émotion de ce moment et l'on pensait que rien n'était plus beau que ce paysage de France, et que la France... D'un hôtel transformé en hôpital, deux infirmières sortaient; leur cape sur le bras, toutes blanches dans le crépuscule, elles montaient une côte assez longue et rapide, d'un pas cadencé, décidé, allongé. Quand elles passèrent, nous vîmes qu'elles étaient toutes jeunes et que leur visage rayonnait de cette gaieté que donne une noble tâche accomplie. Et, quand elles eurent passé, vous avez dit : « Décidément, en rentrant à Paris, je suivrai des cours. » Ainsi, deux filles de la plus active et tangible charité, la beauté de l'heure, la double mélancolie d'un beau jour et des beaux jours qui finissaient, tout cela collabora à votre décision... » La dame blanche est en Bretagne, confinée dans un hôpital militaire, loin des yeux qui la verraient si brave et si bonne : toute seule; et, le soir, dès que ses blessés dorment, elle se retire dans sa chambre et lit Montaigne.

A Paris, elle a laissé sa cousine Clotilde. Et, Clotilde, M. Maurice Donnay l'a rencontrée, qui descendait de son auto et allait rue de Rivoli, prendre le thé. Elle devait retrouver à ce thé le comité de l'œuvre dont elle est présidente, l'œuvre des Désœuvrées : les dames du comité ont rendez-vous, chaque soir, entre cinq et six heures, dans un thé différent ; « quelle sujétion !... » Clotilde n'approuve pas, et traite de véritable folie, qu'on soit dame blanche et qu'on choisisse un hôpital à cinq cents kilomètres de Paris et des amis. Elle n'a pas le goût de l'exil ; et elle n'a point envie de donner à ses contemporaines un grand exemple : son œuvre des Désœuvrées lui suffit. « Ayant dit ces choses, elle s'est aperçue qu'elle mourait littéralement de froid, malgré ses fourrures, et elle est entrée précipitamment dans la maison de thé où l'attendaient la vice-présidente, la secrétaire et la trésorière... » M. Maurice Donnay déteste Clotilde; et, s'il ne le lui dit pas avec une sévérité rude, c'est que la rudesse ne changerait pas Clotilde, quand la guerre ne l'a point changée. Les personnes qui traversent le temps effroyable de la guerre sans avoir l'air de s'en apercevoir et sans tirer de la guerre aucun enseignement, que leur faut-il? Ce sont des âmes préservées ; ce sont des âmes abritées : ce sont des

âmes qui ne sont point des âmes, n'ayant ni charité, ni sensibilité, ni seulement ce peu d'imagination qui vous alarme sur la douleur des autres et vous invite à compatir.

Il y a, dans ces *Lettres à une dame blanche,* les portraits de maintes Clotildes et de maints « rigolos » qui veulent oublier la guerre. Il y a aussi d'assez bonnes gens qui n'oublient pas la guerre, mais enfin qui ont trouvé le moyen de s'en accommoder. Et d'autres en profitent : ceux-là, ce ne sont pas de bonnes gens. M. Donnay ne s'attaque pas aux plus mauvais et dont les fautes ont de quoi choquer tout le monde. Il malmène les demi-coupables : et de grands coupables encore, si la guerre ne leur est pas une souffrance quotidienne et si, de la souffrance, ils ne font pas de la pitié. Il les malmène, à sa façon qui n'est pas brutale. Il les taquine ; mais avec une si adroite justesse que ses victimes auraient mille fois raison de préférer les coups à une telle taquinerie. Jamais il ne se fâche ou ne s'emporte; mais, souvent, au frémissement de la phrase, il est facile d'apercevoir son impatience. Et, comme l'impatience n'a ici d'autre motif que les sentimens les plus proches du cœur, froissés par le futile égoïsme des badauds, cette satire des badauds, c'est une élégie de la guerre. Ainsi la moquerie est toute mêlée de mélancolie, le rire voilé de larmes. Cette discrétion qui atténue de gaieté le chagrin, de chagrin la gaieté, a une grâce qu'on trouve en plusieurs ouvrages de M. Maurice Donnay et qui, dans ces *Lettres,* émeut infiniment. Puis, il arrange les mots au gré de sa délicate pensée, avec un art qui ne se voit presque pas, avec un art si ingénieux, si habile qu'on le cherche et ne le découvre pas. Il écrit à la dame blanche : « Un des résultats de la grande guerre sera de rendre à la littérature de la spontanéité. Un plus grand nombre d'écrivains oseront être eux-mêmes, se donner, s'abandonner... » Je n'en suis pas sûr; et même je ne suis pas sûr qu'on doive beaucoup le désirer. Un plus grand nombre d'écrivains! Et ils se donneraient, s'abandonneraient !... En se donnant, que donneraient ils? Et, quelques-uns, leur abandon ne vaut pas qu'ils renoncent à être un peu guindés. « Ils pourront être sincères... » Veuillent-ils ne l'être pas tous ! Mais la sincérité de M. Donnay, et dans ces *Lettres*, est ravissante. Il était délicieusement naturel dès avant la guerre ; et l'on n'a pas attendu la guerre aussi pour aimer qu'il le fût. Naturel avec un tour qui est de lui ; et il ne s'applique pas du tout, mais il ne fait que céder à son cœur et à son esprit pareils, s'il écrit de ces pages adorables qu'on ne saurait traduire en aucune autre langue, tant le son des syllabes et la mélodie

de la pensée ne sont que choses de chez nous, fines merveilles de France.

Celui-ci encore est de France, et de la plus jolie manière, l'auteur des *Croquis de Paris*, M. Maurice Demaison. Ses croquis, ses petits tableaux, d'une peinture attentive, exacte et habile, forment par leur réunion l'image ample et variée de Paris pendant la première année de la guerre. Et, dans ce mince volume, bat, comme dit un beau sonnet liminaire de M. Henri de Régnier, « le cœur vaillant, le cœur sublime ds Paris ! » M. Maurice Demaison ne cherche pas le sublime. Seulement, il l'avait sous les yeux : et le sublime de Paris, tout de simplicité, même dans l'héroïsme, et avec bonhomie... Il y a une lettre de Mme de La Fayette, où elle feint de ne pas être l'auteur de la *Princesse de Clèves* et profite du stratagème pour juger ce roman qu'elle ne méprise pas : elle aime qu'on n'y trouve rien d'emphatique et de « grimpé, » dit-elle. Rien de « grimpé » non plus, dans le sublime de Paris ni dans les croquis de M. Maurice Demaison. Paris s'attendit aux plus effroyables calamités : et il eut cette coquetterie, de subir élégamment son angoisse. Il fut sauvé : il ne retentit pas de cris de joie plus que, durant les mauvais jours, de cris d'épouvante. Le 3 septembre 1914, — et que n'avait-on pas à craindre alors ? — l'auteur des *Croquis* note qu'un avion boche versa des bombes sur notre ville et qu'un Parisien concluait : « Oui, nous avons le risque des bombes ; mais au moins les autobus ne nous écraseront pas ! » Rester, dans la chance, tel qu'on était avant cela : c'est une rare élégance et que n'ont pas, d'ordinaire, les parvenus. Dans le péril, garder son attitude habituelle : c'est une autre élégance, et presque la même en son origine, le signe de la bonne race et d'un usage ancien. Paris ne ressemble jamais à un parvenu : il a son passé, pour l'aubaine et pour l'infortune. Il a continué, pendant les terribles semaines, sa vie, son badinage aussi. Et M. Maurice Demaison, dans sa peinture de Paris, badine, comme son modèle badinait, avec un entrain qui veille à cacher la tristesse.

Il raconte qu'un de ses amis, jurisconsulte, reçut de province, au premier printemps de la guerre, la lettre que voici : « Modeste travailleur, je prépare une monographie de Charles le Simple et du traité de Saint-Clair-sur-Epte par lequel, l'an 911, il donna sa fille Gisèle en mariage à son vainqueur, Rollon, chef des Normands... » Le modeste travailleur demandait au jurisconsulte quelques renseignemens précis touchant les conventions matrimoniales réglées

par la coutume de Neustrie. Là-dessus, le jurisconsulte se récrie : douze millions d'hommes, d'un bout à l'autre de l'Europe, s'entre-tuent ; ça ne suffit pas pour divertir du mariage de Gisèle un érudit, un maniaque ! M. Maurice Demaison, plus sage : « C'est un brave homme ; il faut le citer à l'ordre du jour civil. » Ce maniaque ? « Il y a plusieurs manières de s'occuper pendant la guerre. La plus noble est de se battre ; ensuite viennent les services qu'on rend à nos soldats ; après cela, il n'en reste qu'une bonne, c'est de faire son métier. Quiconque n'est point dans les tranchées, les ambulances ou les œuvres charitables, n'a pas d'autre devoir. S'il est balayeur, qu'il balaye ; s'il est ferblantier, qu'il rétame ; mais, pour Dieu, qu'il continue sa vie !... » Peut-être, sur ce point, M. Donnay et M. Demaison ne sont-ils pas tout à fait d'accord. M. Donnay veut que tout le monde serve : tout le monde, et même Clotilde. M. Demaison sera content si Clotilde s'occupe. M. Donnay compte davantage sur l'utilité d'un chacun. M. Demaison n'ose pas demander à tout un chacun de servir : il conjure les inutiles de n'être qu'inutiles et, principalement, de ne pas nuire. Ils sont d'accord, au surplus, pour blâmer les désœuvrés ; et M. Donnay, certainement, approuve M. Demaison, qui écrit : « J'aime l'entomologiste qui pique des papillons. Il alimente le commerce du liège, l'industrie des épingles, celle de la créosote ; il participe à la vie du pays. Et je suis indulgent à la femme qui commande des robes à godets. Elle pourrait employer son argent avec plus d'altruisme ; mais sa coquetterie même n'est pas d'une mauvaise citoyenne : elle soutient le moral des couturiers. Cela vaut mieux que de s'affliger dans une jupe étroite et de dire : On n'avance pas ! » Le sublime Paris de guerre, M. Maurice Donnay lui a dédié plus d'un cantique d'amour et d'amical respect, dans ce recueil si attrayant, si pathétique, au titre glorieusement démodé, *Pendant qu'ils sont à Noyon :* « L'âme de Paris ! Elle fut résignée aux pires catastrophes, pendant les premiers jours de septembre. Depuis, elle est confiante et toujours pleine d'espérance et de certitude... L'âme de Paris, ceux qui la jugent du dehors, et sur certains dehors, peuvent la croire indifférente, habituée, légère : ils se trompent !... » Le sublime Paris de la guerre, M. Demaison, comme on voit, le traite avec un peu d'ironie. Entendons ce mot ; ne confondons pas l'ironie avec la moquerie. Il y a possiblement de l'amitié, dans l'ironie, même de la tendresse. Et que l'auteur des *Croquis* aime Paris, on le sent à chaque page de son livre. Il en aime les rues et les gens ; il en connaît tous les quartiers, et l'histoire. Il en aime les heures de jour et les heures de nuit, les

paysages, la pierre et la verdure. Il en aime l'esprit, la plaisanterie dans le courage; et il sait que, s'il plaisante, il est de mèche avec Paris. Premiers jours de janvier 1915 ; la neuvaine de Sainte-Geneviève: « La place du Panthéon offre d'étranges disparates. Un dôme, des colonnades, des torchères de bronze, de vastes étendues. C'est l'endroit le plus solennel et le plus romain de Paris, un Piranèse sans soleil, balayé par le vent. Tout à coup, elle s'achève en quartier provincial : une église posée de guingois, une tour gothique, les ogives d'un couvent, quelques vieilles masures composent pour l'aquafortiste un décor de petite ville dévote... » L'automne précédent, lorsque Paris était silencieux et désert : « J'ai vu un chat assis, au milieu de la chaussée, en pleine rue Richelieu, à trois heures de l'après-midi. La patte gauche dressée comme une antenne, il lissait les poils de ses cuisses avec sa langue râpeuse, aussi tranquille qu'au fond d'un cabinet de toilette. Effet bien mince de la guerre. Pourtant, c'est la première fois, depuis le cardinal, qu'on aura vu ce tableau dans la rue Richelieu à trois heures de l'après-midi. » Ne croirait-on, — je ne dis pas, lire une description parfaite, — mais voir, au musée Carnavalet, quelqu'une de ces jolies estampes d'autrefois, très pittoresques et d'un style accompli, et qui sont de précieux documens, et qui sont, avec une amusante simplicité, de menus chefs-d'œuvre par la justesse et le goût?

Il y a des croquis de Paris, dans le nouveau livre de M. Pierre Loti, *Quelques aspects du vertige mondial;* deux seulement : et l'un, terrible, scène d'hôpital, un soldat qui ne sait pas qu'il est aveugle et croit, sous les bandeaux, avoir des yeux ; il écarte les bandeaux, il tâte ses orbites vides et pousse un cri de détresse à vous déchirer le cœur; l'autre, l'Adieu de Paris au général Gallieni, est un hommage au grand chef et aux foules qui l'avaient reconnu. Et des croquis de la guerre : les villages dévastés, l'Alsace, maisonnettes enguirlandées de roses et qui ont l'air de resplendir sur les fonds de montagnes vertes et qui ont l'air de s'égayer sur les fonds lugubres de la guerre; les tranchées, les « secteurs tranquilles, » où pleuvent les obus et où les soldats se tiennent volontiers sur le pas des abris souterrains, aimant encore mieux « attraper ça dehors » que d'être enterrés vifs; maints croquis de tout ce qu'on voit, puis de ce qu'on devine, croquis des « aspects » et des âmes. Novembre 1916 : « Il pleut sur l'enfer de la Somme... » C'est une route, « sorte de voie sacrée qui mène au front, » et que suit, écrase, bouleverse un charroi continu : deux files de

camions, ceux qui vont là-bas, portant des soldats et portant des munitions, portant ce qui tuera et ce qui doit risquer la mort, puis les camions qui reviennent et, parmi eux, les camions d'ambulance. L'un de ces derniers, fermé de tous côtés : « il en coule, goutte à goutte du sang, qui fait des petites taches rouges sur la boue; il a l'air d'égrener un chapelet rouge : quelque hémorragie soudaine... » Et la pluie, régulière, épaisse : on n'imagine pas qu'elle puisse jamais finir; « il fait à peine jour tant le ciel est plein d'eau, rien n'indique l'heure, on ne sait pas si c'est midi ou le crépuscule... » Passent des prisonniers aux houppelandes grises : un vilain troupeau, que mènent des bergers étonnans. Les bergers, vêtus et encapuchonnés de toile cirée jaune. Sous le capuchon pointu, d'un jaune serin, sous le passe-montagne bleu, la figure est noire : « Eux, c'est au Sénégal, à la côte de Guinée, qu'on les avait rencontrés jadis, nus sous le soleil torride; et les voilà transportés sous le ciel pluvieux de la Somme, emmaillotés comme des momies ! » Et passent de singulières petites figures jaunes, avec des yeux retroussés à la chinoise, des figures d'extrême-Asie : « Ah ! des Annamites, imprévus ici, sous cette pluie d'hiver; mais tout est sens dessus dessous dans le monde, tout est Babel, en 1916 !... » Et puis, sur le détail divers de la route et jusqu'à l'horizon, l'infinie désolation de la nature, son retour au chaos; non le chaos des origines : comment imaginer que naisse de là quelque chose? le chaos dernier, la fin de tout. « Voilà donc ce que les hommes ont fait de la Terre, qui leur avait été donnée habitable, verte et douce, bien revêtue d'arbres et d'herbages... » Enfin, sur le désastre même, la souveraineté paradoxale de l'âme, les vertus. Le paysage est ainsi, un paysage d'épouvante et que l'âme domine.

A ses pages récentes, et qui sont des visions de la guerre, — des apparitions que le génie du peintre lève comme par un sortilège, — — M. Pierre Loti a joint, il a mêlé, des pages d'autrefois, feuillets de voyages, évocations des pays de lumière et de volupté, pays des Ouled-Naïlia, soirs dorés du Bosphore et la Stamboul d'Aziyadé. Il a mêlé aussi à ces images nouvelles ou anciennes les souvenirs de son enfance, le souvenir de sa poupée, le souvenir de sa maison, le souvenir de ses journées qui attendaient et qui ne savaient pas ce qu'elles attendaient. Tout cela, dans un désordre voulu, c'est l'emblème de nos pensées bouleversées, comme est bouleversée la nature en ce temps de la tribulation. Tout cela, pêle-mêle, se réunit et aboutit à la rêverie la plus pathétique, à ce « vertige, » où il semble qu'on assiste à l'effondrement des idées et du monde, où subsistent pourtant cer-

taines idées, celles qu'on appelle croyances, et qui sont la solidité suprême dans le désastre universel.

C'est à ses idées ou croyances que s'attache M. Henri Lavedan; c'est à leur opportun service qu'il a consacré son livre, *La famille française*.

On se bat, dit-il, on veut la victoire, et l'on s'égorge et l'on s'extermine, — *sic vos non robis*, — pour les enfans. Les hommes qui sont à la guerre et qui prodiguent leur courage ont fait abnégation d'eux-mêmes; leur sacrifice est au profit de l'avenir. Et donc il faut que dure le principe même de la continuité, de la fécondité, la famille. Or, la famille est en péril et, avec la famille, la fécondité française. Pour mille habitans, vingt-six naissances déclarées dans les années 1874-1876; dix-huit dans les années 1911-1915. Et les chiffres de la natalité, pendant cette période de quarante ans, baissent perpétuellement : il n'y a point une année où ils se relèvent, point de caprice dans la ligne descendante... « Cette idée effrayante et certaine, que la France, comme si on la tuait petit à petit, périt faute d'enfans, pénétrera-t-elle enfin dans les masses profondes et s'établira-t-elle comme une nécessité humaine, comme un devoir qui barre la route, auquel on ne peut plus se soustraire et qu'il faut remplir si on veut avancer... respirer, vivre? »

Le problème n'est pas nouveau; moins il l'est, et plus il devient urgent, à mesure que le mal augmente : et puis la guerre, « la guerre, avec ses hécatombes, qui aggrave et précipite la formidable baisse. » Le problème de la famille est ainsi un problème de guerre.

M. Lavedan l'examine avec un soin parfait, et avec une inquiétude qui donne à tout son livre un accent très pathétique. Il étudie les différentes classes de la société, les riches et les pauvres; et il n'est pas dupe de la séparation trop nette qu'on établit facilement des pauvres aux riches : mais il étudie les demi-pauvres, et les riches qui n'ont pas de fortune, ceux mêmes qui n'ont pas le sou, enfin les variétés des classes dites moyennes. Il étudie les conditions de l'existence. Il étudie la vieille fille et le vieux garçon : pour les connaître, il ne se borne pas à l'opinion commune. Le vieux garçon qu'il réprimande, ce n'est pas le « caractère de comédie, venu de Scribe ou de Barrière et qui fait songer à Balzac ou à Paul de Kock : » c'est le vieux garçon d'aujourd'hui, lequel a cessé d'être « un personnage gai et inoffensif de roman et de théâtre. » Sa vieille fille n'est pas un type une fois indiqué : il aperçoit de nombreuses variétés de vieilles filles;

avant de les accuser, il les comprend. Sa finesse de psychologue va très loin dans l'intimité des âmes ; et il pénètre jusqu'à des secrets que les familles dissimulent, secrets qui, lentement d'abord et de plus en plus vite, ont pour effet de ruiner les familles. Plus d'un passage de son livre est un drame : un drame où sont en jeu des êtres innocens presque tous, et les plus coupables presque innocens ; un drame où est en jeu, surtout, la patrie.

Que faire? Eh bien, des lois !... C'est le cri du cœur. Une loi, quelques lois : après cela, nous sommes tranquilles. Nous avons tort !... D'ailleurs, les lois ne sont pas toutes dénuées de toute efficacité. Probablement n'est-il pas vain qu'on prodigue aux familles nombreuses les encouragemens et l'aide sociale. M. Lavedan ne néglige pas les lois : il ne néglige rien, quitte à être méticuleux, avec raison. Mais, ce qu'il a très bien vu, c'est l'insuffisance des lois : « Les meilleures mesures d'ordre pratique, prises et appliquées, ne serviront à rien, malgré leur programme d'efficacité, si elles ne commencent par découler d'un nouvel état d'esprit franchement résolu, d'une conscience ressaisie... » Le problème de la famille est complexe : et, à tous égards, il apparaît, en dernière analyse, comme un problème moral. Refaire la famille, c'est par « une reprise de jugement, de raison, par un retour définitif aux éternels principes qui ont pour mission de régir la conduite humaine, » qu'on y réussira, qu'en tout cas on doit tâcher d'y réussir. Il faut une moralité nouvelle : et c'est l'ancienne moralité française retrouvée. Or, les conséquences morales de la guerre ne sont pas toutes visibles ou prévisibles dès à présent ; nous avons un immense inconnu devant nous. Cependant, il semble que la longue et dure épreuve de la guerre nous ramène aux idées et usages qui composaient anciennement la vie française, et il semble que nous retournons au bon sens. On n'ose dire davantage.

Il sera utile et indispensable même que tout le dévouement des hommes qui sont, par l'esprit et par le talent, les guides véritables de la nation, collabore à la meilleure et seule juste et salutaire interprétation de l'épreuve. C'est l'exemple que propose, avec une très belle ardeur, l'auteur de *Servir*, qui tient à servir et n'y manque pas.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA PRÉPARATION DU TIR DE L'ARTILLERIE

« Des canons, des munitions ! » ce *leit-motiv* aujourd'hui célèbre a été une formule véritablement heureuse pour nos armées, et il faut s'étonner qu'elle ait été si longue à s'imposer à quelques-uns de ceux qui avaient charge de préparer la guerre. Mais, si féconde qu'elle ait été et doive être encore, elle ne saurait suffire à tout. En effet, s'il n'était besoin pour vaincre que de projectiles lancés en vrac sur la bande de terrain où, de la mer aux Vosges, se tient l'ennemi, un calcul simple montre qu'il faudrait pour l'en déloger un nombre de ces projectiles pratiquement infini, ou du moins des milliers de fois supérieur à ce qu'on pourra jamais réaliser.

Faute d'être en état d'arroser uniformément d'une pluie continue de projectiles tous les points du terrain où peut être l'ennemi, où il peut aussi n'être pas, on a depuis longtemps tâché de ne tirer qu'aux endroits où il est réellement. Autrement dit, on a cherché à compenser le nombre forcément limité des obus par la précision et l'économie du tir, c'est-à-dire en préparant et en réglant celui-ci.

Si deux duellistes se battaient au revolver à une distance donnée et que l'un eût un bandeau sur les yeux et disposât de dix mille cartouches, il serait infailliblement vaincu par son adversaire, celui-ci n'en pût-il tirer que dix. S'agit-il de faire taire une batterie ou de détruire un abri de mitrailleuses, deux coups au but seront plus efficaces que des milliers à côté. Toutes ces choses, qui sous la forme où je les présente semblent plus que des truismes, ces vérités d'évidence que certaines théories outrancières négligent peut-être un peu trop, prouvent en définitive que la précision du tir, c'est-à-dire sa prépa-

ration et son réglage, sont une des meilleures manières de multiplier les projectiles, je veux dire les projectiles utiles.

Bien tirer est une des solutions les plus simples et la plus économique du problème des canons et des munitions, dont d'ailleurs le nombre, encore un coup, ne saurait jamais être trop grand.

Les problèmes que soulèvent la préparation et le réglage des tirs d'artillerie sont donc fondamentaux. Les solutions qu'on leur donne dans la pratique sont connues de tous ceux qui, dans le monde, se sont un peu occupés de balistique pratique, — et Dieu sait si le nombre s'en est multiplié depuis trois ans! — Dans l'exposé que je voudrais faire ici de ces solutions classiques et en évitant le langage ésotérique des initiés, ces spécialistes ne découvriront rien, je pense, qui ne leur soit connu; aussi n'est-ce point « à eux que ce discours s'adresse. »



Les règles, — car ce sont des règles! — qui président à la façon dont se répartissent sur le terrain les coups de canon qu'on y tire, sont les mêmes qui répartissent les petites boules d'ivoire dans les compartimens de la « roulette » en ces palais somptueux où les gens trop riches... ou trop pauvres allaient naguère, quand on avait encore le temps d'avoir des vices, changer leur or contre un peu d'espérance ou d'angoisse. Ce sont les lois de la chance... et de la malchance, ou comme on dit en Sorbonne du calcul des probabilités. Frédéric II l'avait bien compris qui accordait l'empire des champs de bataille à « Sa Sacrée Majesté le Hasard. » Une analyse un peu serrée montre en effet que ce que nous avons accoutumé d'appeler le hasard n'est que la probabilité d'un événement donné, lorsque cette probabilité nous est inconnue. Le hasard n'est qu'un de ces mots plus nombreux qu'on ne croit et derrière lesquels nous essayons pudiquement de cacher notre ignorance.

Mais dans beaucoup de cas, la probabilité des choses nous est accessible. Par exemple, si l'on joue à pile ou face, la probabilité pour que pile sorte est égale à 1/2. Cela ne veut pas dire que, si on fait quatre parties, pile sortira toujours deux fois; mais cela veut dire que, si on joue mille parties, il sortira à très peu près cinq cents fois. Autrement dit, le calcul des probabilités n'est valable que sur un très grand nombre de cas. Comme le nombre des coups de canon qu'on tire à la guerre est, hélas! très grand, et que même le nombre des obus lancés par une seule pièce l'est en général aussi, ces nombres sont justiciables du calcul.

Il règne d'ailleurs à ce sujet quelques petits préjugés parmi les soldats. Par exemple, beaucoup de fantassins sont persuadés que deux obus d'un même tir ne tombent jamais dans le même trou et on les voit, pour franchir une zone dangereuse, sauter d'« entonnoirs » en « entonnoirs, » en choisissant de préférence ceux qui sont les plus fraîchement creusés. Ils ont tort, ou plutôt ils n'ont ni tort ni raison : la chance pour qu'un coup de canon tombe sur un trou d'obus récent est la même que pour qu'il tombe sur un trou ancien donné et de même dimension ; elle est évidemment moitié moindre que pour qu'il tombe sur l'un de deux trous anciens ; et le quart, si on considère quatre trous anciens ; et, comme le nombre des « entonnoirs anciens » est en général plus grand que celui des entonnoirs tout neufs, c'est peut-être là ce qui explique ce petit préjugé. Il en est là comme à la roulette : la chance pour que la rouge sorte est toujours exactement de 50 pour 100, la blanche fût-elle avant sortie dix fois de suite. Faites l'expérience mille fois et vous le constaterez sans réplique. En résumé, et pour pasticher un mot célèbre de Joseph Bertrand, « le canon n'a ni conscience ni mémoire. »

Du point de vue de celui qui reçoit les coups de canon, passons maintenant au point de vue de celui qui les envoie.

***

Lorsqu'un canon est pointé sur un but donné, dans une certaine direction et pour une certaine distance, c'est-à-dire, pour parler le langage des idoines, avec une dérive et une hausse données, il semble que si, sans qu'on change rien, ce canon tirait plusieurs projectiles successifs, ils devraient tous tomber exactement au même point. Le problème du tir serait alors très simple et se réduirait à un pointage exact. Malheureusement, il n'en est rien, et les coups de canon tirés successivement sur hausse unique touchent en général en des points un peu différens. Cela tient à des causes multiples dont voici quelques-unes :

1° Tout d'abord les projectiles successifs dont s'alimente une pièce de canon ne sont pas rigoureusement identiques. Si soignée qu'ait été leur fabrication, ils diffèrent légèrement de poids ; il s'ensuit que, toutes les autres circonstances du tir fussent-elles les mêmes, ces projectiles n'auront pas la même portée ; en effet, ainsi que je l'ai déjà expliqué, deux projectiles de même forme, mais de poids différens portent, pour une même vitesse initiale, à des distances différentes, le plus lourd allant plus loin. Il convient d'ailleurs de remar-

quer que, pour une même charge propulsive, une augmentation de poids se traduit tantôt par une augmentation, tantôt par une diminution de la portée. La portée est diminuée aux faibles distances parce que la vitesse initiale est réduite par l'alourdissement du projectile que propulse une force inchangée. Mais, du fait même que le projectile alourdi a une vitesse initiale diminuée, la résistance de l'air est aussi diminuée (puisqu'elle croît, comme on sait, avec le carré de la vitesse). Il s'ensuit qu'après une certaine durée de trajet dans l'air, le projectile alourdi a regagné une vitesse égale à celle du projectile ordinaire ; et cette vitesse, il la conserve mieux que celui-ci, comme je l'ai expliqué, et finit par le dépasser. Pour le 75, c'est vers 3 500 mètres que se produit ce changement de sens dans l'effet du poids du projectile sur la portée.

D'autre part, le calibrage des obus n'est jamais parfait et uniforme ; il s'ensuit que les centres de gravité de plusieurs obus successifs, qui dépendent par surcroît de la répartition et du tassement variables de l'explosif inclus, ne sont pas rigoureusement au même point de ces projectiles. Il en résulte que leurs mouvemens de « nutation (1) » sur leurs trajectoires varient; que, par conséquent, la grandeur de la résistance opposée par l'air varie aussi, et, de ce fait, leurs portées sont inégales.

Il n'est pas jusqu'à l'état extérieur des projectiles qui n'ait sur celles-ci des effets importans. J'ai expliqué ici même, à propos de l'aviation, combien est importante pour le déplacement rapide d'un mobile dans l'air la rugosité ou le poli de sa surface. Des différences énormes dans les résistances aériennes peuvent en provenir, et c'est pourquoi le vernissage des surfaces alaires des avions est si important. Pareillement, les plus petites rayures, les plus légères dégradations, dans la surface extérieure des obus, influent sur leur trajectoire; aussi cherche-t-on à les éviter le plus possible en les protégeant par une couche de peinture ou de coaltar. Telles sont les principales causes, provenant des obus eux-mêmes, qui tendent à disperser les coups successifs d'un même canon tirant sur hausse unique.

2° Des effets du même genre proviennent de la charge de poudre qui propulse l'obus. Le poids de cette poudre n'est pas, dans toutes les

(1) Les obus ogivaux ne restent pas rigoureusement à chaque instant sur leur trajectoire, c'est-à-dire que leur axe ne reste pas tout à fait parallèle à celle-ci ; mais ils sont animés autour d'elle d'un petit mouvement de va-et-vient, d'oscillation, qui est une des causes de leur sifflement dans l'air et qui est analogue à la « nutation » de la lune sur son orbite, qui fait que nous connaissons en réalité, à cause du balancement de celle-ci, un peu plus de la moitié de sa surface.

cartouches et dans toutes les gargousses d'un type donné, exactement le même. En outre, la poudre, surtout la poudre moderne n'est pas toujours identique à elle-même; elle vieillit avec le temps, se décompose un peu, a ses maladies (les catastrophes passées de l'*Iéna* et de la *Liberté* nous l'ont cruellement appris). Par conséquent, les propriétés balistiques de la poudre changent d'un lot à l'autre; pour un même lot par surcroît elles changent légèrement avec la température et le degré d'humidité de l'air. On admet par exemple que, pour chaque degré au-dessus de 15° centigrades, la force propulsive augmente d'une quantité telle que la vitesse initiale du projectile est accrue d'environ un millième de sa valeur. La vitesse avec laquelle cette poudre brûle dans l'âme du canon n'est pas non plus toujours identiquement la même, car elle dépend des formes un peu variables des brins. On a d'ailleurs à cet égard fait des progrès immenses depuis les immortels travaux de Vieille, qui a eu l'idée de donner aux brins de poudre des formes géométriques leur assurant une combustion régulière et réglable.

3° A côté des causes de dispersion qui proviennent de l'obus et de la poudre, il faut placer celles qui proviennent du canon lui-même. D'abord, on ne peut pas pointer rigoureusement deux fois de suite la pièce d'une manière identique; la précision est en effet limitée par la puissance et le pouvoir séparateur de l'appareil de pointage qui ne sont pas infinis. Puis la pièce est plus ou moins chaude, suivant la température extérieure et le nombre de coups déjà tirés: la force propulsive de la poudre s'en ressent; les rayures sont plus ou moins usées, le frottement de la ceinture plus ou moins vigoureux et parconséquent la contention des gaz dans l'âme de la pièce plus ou moins complète. Toutes ces causes modifient les trajectoires des projectiles.

4° A côté de tout cela qui provient du matériel lui-même, il faut considérer les causes perturbatrices originaires de l'extérieur et surtout de l'atmosphère :

On s'est souvent demandé si les canonnades n'avaient pas d'effets météorologiques, et certains n'ont pas craint d'affirmer que telles pluies abondantes avaient été produites par elles. Cela n'est rien moins que prouvé et, pour ma part, si j'admets volontiers que l'action des ébranlemens produits par l'artillerie peut favoriser dans une certaine mesure les condensations, je crois que cette mesure est négligeable ainsi qu'il ressort de l'examen impartial des données et statistiques météorologiques.

Mais si les coups de canon n'ont pas une influence notable sur l'état de l'atmosphère, ils sont au contraire extrêmement sensibles à celui-ci. Cela est facile à démontrer :

Le vent, en premier lieu, a un effet très important sur les trajectoires des obus. Quand le vent est dirigé exactement dans le sens de la trajectoire, il est clair qu'il allonge celle-ci puisque, dans ce cas, la vitesse de l'obus par rapport à l'air qui va dans le même sens est diminuée, et que par conséquent la résistance de l'air qui dépend de cette vitesse est rendue bien moindre. Par exemple, un obus qui, dans la partie de sa trajectoire où sa vitesse est de 100 mètres à la seconde, traverse un vent de même sens de 10 mètres de vitesse (ce qui est un vent moyen) éprouve de la part de l'air une résistance d'un cinquième plus petite que s'il traversait un air calme et de deux cinquièmes plus petite que dans le même vent se déplaçant en sens contraire.

On conçoit que les portées en soient profondément altérées. En effet, si l'obus se déplaçait, — je fais une hypothèse naturellement irréalisable, seulement pour mieux faire comprendre ma pensée, — dans un vent dont la vitesse et la direction fussent constamment égales aux siennes, il n'éprouverait de la part de l'air aucune résistance et sa portée serait égale à sa portée théorique dans le vide. Or le 75 porterait à près de 28 kilomètres dans le vide, alors qu'en fait sa portée maxima est inférieure à 10 kilomètres ; pour les pièces plus lourdes, la différence entre la portée dans le vide et la portée réelle est proportionnellement moins forte, car l'effet de la résistance de l'air est moindre sur les projectiles lourds ; mais cette différence reste toujours considérable, et l'exemple précédent suffit donc à montrer que les effets du vent peuvent être très grands. Pour les calculer exactement, il faut tenir compte des variations de vitesse et de direction du vent avec l'altitude, qui sont notables et qu'on ne connaît jamais exactement. Ces calculs vérifiés par l'expérience établissent par exemple qu'un vent de 10 mètres produit un écart d'environ 150 mètres dans la portée du 75 tirant à 5000 mètres et d'environ 330 mètres lorsque celui-ci tire à 8000 mètres. — Pour le canon de 95 à la distance de 6000 mètres un vent longitudinal de 10 mètres entraîne une variation de portée de 97 mètres avec l'obus à vitesse initiale de 414 mètres et une variation de 360 mètres (4 fois plus grande) avec l'obus à mitraille à vitesse initiale de 308 mètres. Cette différence provient surtout de ce que l'obus à plus faible vitesse initiale parcourt dans l'air, pour arriver au même point que l'autre, une trajectoire beau-

coup plus incurvée et partant beaucoup plus longue, et aussi de ce que sa vitesse étant moindre, l'influence de celle du vent est proportionnellement plus grande. Ces quelques données montrent, je pense, d'une façon frappante quelles erreurs, quelles pertes de temps et quel gaspillage de munitions commettrait un commandant de batterie qui préparerait son tir sans tenir compte de l'influence du vent. Il va sans dire d'ailleurs que de même qu'un vent longitudinal fait varier la portée, un vent transversal déplace le plan de tir vers la droite ou la gauche et influe sur la dérive. La plupart des vents agissent donc à la fois sur la portée et sur la direction.

L'influence de la température et celle de la pression barométrique ne sont pas moindres. Lorsque la température s'élève, l'air se dilate, sa densité diminue et sa résistance aussi; le contraire a lieu lorsqu'il fait plus froid. Pareillement, lorsque la pression barométrique augmente, l'air est plus dense et offre plus de résistance à l'avancement des projectiles.

Or les tables de tir dont nous parlerons tout à l'heure et qui sont les bréviaires des commandans de batterie et les auxiliaires indispensables de la préparation des tirs sont calculées pour la température de 15° centigrades et la pression de 750 millimètres. Le poids du mètre cube d'air dans ces conditions est de 1 208 milligrammes; il s'abaisse à 1 105 milligrammes pour une pression de 690 millimètres et une température de 30° centigrade; il s'élève au contraire à 1 350 milligrammes pour une pression de 770 millimètres et une température de — 7°,5. Ces variations de sa densité peuvent donc atteindre 1/5 de sa valeur et leur influence sur les portées sont donc très notables. En revanche et contrairement à ce que fait le vent, la température ni la pression n'agissent sur les directions des trajectoires.

Tout cela montre à quel point l'institution d'observations météorologiques régulières et complètes est nécessaire auprès des commandemens d'artillerie. Aussi, dans l'armée allemande comme dans la nôtre, le baromètre, le thermomètre, l'anémomètre complétés par les ballons-sonde et les cerfs-volans qui vont les porter jusque dans les hautes couches atmosphériques, là où monte et s'infléchit la parabole sifflante des obus, sont devenus des accessoires indispensables du canon.

***

Tous les phénomènes que nous venons de passer en revue font que des coups successifs tirés sur une hausse unique ne tombent pas

au même point, et se *dispersent* autour du but. De ces phénomènes les uns tiennent aux imperfections et aux modifications du matériel, et on pourrait en somme y remédier en partie par des fabrications plus soignées; mais ceci même serait inutile, car elles n'empêcheraient pas les irrégularités du même ordre de grandeur produites, comme nous venons de voir, par les perturbations atmosphériques. Celles-ci, non seulement nous ne sommes pas maîtres de les modifier, mais nous ne pouvons même jamais les calculer exactement, puisqu'elles dépendent de données qui nous échappent en partie, concernant les régions inaccessibles de l'atmosphère... ne serait-ce que celles qui baignent les positions ennemies.

Ce sont les petites variations de ces causes qui produisent la *dispersion* des projectiles autour du but. La connaissance des lois de cette dispersion fournit des données indispensables à la construction des tables de tir, et il est nécessaire d'en dire ici un mot.

Si, avec une pièce donnée et sur hausse unique, on tire un très grand nombre de coups de canon (1 000 par exemple), on constate, en relevant soigneusement sur le sol les points d'impact de ces coups de canon, un certain nombre de faits généraux et constans :

Tous les points de chute sont groupés à peu près symétriquement autour d'un certain point O appelé point moyen et près duquel ils sont plus serrés que partout ailleurs. Si l'on trace sur le sol une ligne passant par le point O et par le canon qui a tiré, on remarque que les points de chute sont également répartis à droite et à gauche de cette ligne ; si on trace au point O une deuxième ligne perpendiculaire à la première, on fait la même constatation, mais avec cette différence que, de part et d'autre de cette deuxième ligne, les points d'impact s'éloignent en général plus loin que de part et d'autre de la première. Cela veut dire que les écarts en portée sont en moyenne plus grands que les écarts en direction. De là vient que les tirs d'enfilade, lorsqu'ils sont possibles, sont les plus efficaces des tirs d'artillerie. Si on mesure les distances des écarts en portée à la ligne qui les sépare et qu'on prenne la moyenne arithmétique de ces écarts, on a ce qu'on appelle l'*écart moyen* en portée ; on a de même l'écart moyen en direction. Si on trace d'un côté de la ligne qui sépare les écarts en portée une ligne parallèle et de telle sorte que le nombre des points de chute situés à l'extérieur de cette ligne soit égal au nombre des points de chute situés à l'intérieur, la distance qui sépare les deux lignes définit ce qu'on appelle l'*écart probable* en portée. On opère de même pour l'écart probable en direction. Donc dire l'*écart pro-*

bable est de tant de mètres, cela veut dire qu'il y a autant de chances pour qu'un coup donné tombe plus près ou plus loin du but que cette quantité ; pour parler plus précisément, cela veut dire que sur mille coups visant ce but, cinq cents environ s'en rapprocheront plus que cette quantité et cinq cents moins, ce qui est évident *a priori*, puisque cela résulte de la façon même dont on a déterminé l'*écart probable*.

Celui-ci est une donnée très importante dans les tables de tir et la préparation du feu, car lorsqu'un coup isolé tombe plus près du but que cet écart, cela signifie que le tir est réglé ; ou encore, lorsque sur un certain nombre de coups, la moitié environ tombe d'un côté du but, l'autre de l'autre, cela veut dire que le tir est réglé, qu'il n'y a plus moyen de le rendre plus précis en modifiant le pointage et que le seul moyen de toucher le but est, à partir de ce moment, de multiplier les coups sans modifier la hausse.

La grandeur, ou plutôt la petitesse des écarts probables ainsi déterminés (ce qui est fait en général dans des champs de tir et des polygones spéciaux), donne une mesure de la justesse d'un canon. Par exemple, il ressort du *Cours d'artillerie de l'École de guerre* du général Fayolle, que dans un cas déterminé, l'écart probable s'est trouvé pour le 75 de $0^m,60$, pour le canon de 90 de $1^m,10$, pour le vieux canon de 12 de 5 mètres, c'est-à-dire que ce dernier est environ 8 fois moins précis que notre petit 75.

Pour illustrer d'un exemple ce qui précède, nous voyons par les tables de tir du 75 que, quand il tire à 2 000 mètres et à 4000 mètres, les écarts probables en portée et en direction, sont respectivement dans le premier cas $8^m,8$ et $0^m,6$, et dans le second $13^m,3$ et $1^m,6$.

Ces indications des tables de tir permettent de résoudre une foule de problèmes pratiques.

Proposons-nous, pour prendre un exemple concret, de calculer la probabilité d'atteindre par un tir d'enfilade à 7 000 mètres une batterie ennemie de 60 mètres de front et de 6 mètres de profondeur par un tir d'obus ordinaire de 155 C tirés à charge O. La table de tir nous indique qu'à cette distance l'écart probable en portée est $Ep = 38^m,50$, et l'écart probable en direction $Ed = 9^m,45$. La longueur de la batterie étant égale à 144 Ep et sa profondeur à 0,62 Ed on en déduit par un calcul élémentaire que la probabilité cherchée est de 0,06, c'est-à-dire de 6 pour 100. En d'autres termes, sur 100 coups tirés, il est probable que 6 atteindront le rectangle occupé par l'objectif.

Par exemple, encore, la répartition dissymélatrique d'un certain nombre de coups tirés sur un objectif permet de connaître la distance du point moyen à celui-ci, et de rectifier le tir en conséquence. Ainsi, si on constate que les trois quarts des coups tirés sont trop courts, on en peut conclure que le point moyen est d'un écart probable en avant du but. On peut calculer facilement, par des procédés analogues et en utilisant les tables de tir, quel est le nombre de coups pour 100 que l'on a chance de placer avec un canon donné sur un but de dimensions données, placé à une distance donnée. Il est évident que le nombre de coups à tirer est, dans ce cas, d'autant plus petit que l'écart est plus faible, et c'est pourquoi les canons modernes et bien construits sont aussi ceux qui gaspillent le moins les munitions. Les mécanismes perfectionnés des pièces récentes, leurs instrumens de pointage, leurs affûts ingénieux n'ont donc pas seulement l'avantage d'un tir plus rapide, d'un transport plus aisé : ce sont des économiseurs de munitions. Tous ces calculs d'ailleurs simples ne sont qu'un jeu pour nos commandans de batterie.

Finalement, qu'est-ce que préparer un tir ? C'est déterminer les élémens initiaux qui servent à tirer le premier coup de canon de telle sorte que celui-ci soit déjà aussi près que possible du but. On voit tout de suite pourquoi il est nécessaire que cette préparation soit faite aussi exactement qu'il se peut : d'une part, elle économise les munitions qu'il faudrait dépenser pour faire des réglages approximatifs ; d'autre part, elle permet, par une efficacité immédiate, de surprendre l'ennemi et de le frapper rapidement au point vulnérable sans lui donner le temps de s'abriter ou de contre-battre.

Pour préparer le tir sur les divers objectifs qui pourront être assignés éventuellement à ses feux, le commandant de batterie procède à l'étude préalable du terrain par des reconnaissances ou sur la carte. Il organise et éprouve les postes d'observation et leurs communications téléphoniques (nous y reviendrons à propos du réglage du tir). Il a utilisé aussi pour ses préparatifs les résultats dûment consignés des tirs antérieurement faits sur les emplacemens qu'il occupe.

Il est clair que la connaissance de la position géographique des objectifs est la base essentielle de la préparation du tir. Il faut savoir avant tout où est chacun de ces objectifs, quelles sont sa distance et sa direction; en un mot, il faut l'avoir localisé, ou, comme on dit maintenant, repéré. A vrai dire, le sens du mot repérer est plus complet que celui du mot localiser : repérer un objectif, c'est à la fois le dé-

couvrir et le localiser, c'est-à-dire déterminer son existence et sa position. Il faut distinguer d'une manière générale les objectifs mobiles et les objectifs fixes. Parmi les premiers, (et pour ne pas parler ici du tir contre avions et aéronefs qui est un problème très spécial méritant lui-même une étude spéciale), on peut classer par exemple, les convois de ravitaillement ou troupes en marche en arrière des lignes ennemies signalés par les observateurs aériens ou terrestres. Le tir contre de tels objectifs est préparé en utilisant leur position momentanée par rapport à tel point fixe et connu du terrain : telle croisée de route, tel arbre, telle maison, etc. Ce tir contre objectifs mobiles dans ces conditions se ramène au tir contre des points fixes corrigé convenablement.

Quant aux objectifs fixes, tranchées et abris, positions de batterie, nœuds de routes, etc., leur repérage est fait par diverses méthodes, aujourd'hui communément employées par l'ennemi comme par nous-même, et dont certaines sont classiques.

L'observation directe des points intéressants faite des observatoires d'artillerie ou d'infanterie permet en général de les localiser, lorsqu'on les voit directement à l'œil nu où à la jumelle. Mieux encore les *recoupemens* des visées faites sur un point donné d'au moins deux observatoires différens permettent de reporter avec exactitude sur la carte la position de ce point. Quand l'observation terrestre n'est pas possible, on emploie l'observation aérienne complétée par la photographie, et ce sont surtout les photographies prises par les avions de reconnaissance qui permettent de reporter sur les cartes, au moyen d'ingénieuses méthodes de reconstitution, les principaux retranchemens de l'ennemi et ses positions de batterie. Beaucoup de celles-ci étant inaccessibles à la vue, même des avions, à cause des masques naturels ou « camouflés » qui les cachent, on a songé à employer pour les repérer non plus la lumière mais le son. Je décrirai quelque jour les méthodes de repérage par le son que l'ennemi aujourd'hui emploie comme nous et je raconterai leur suggestive histoire. Tout cela fournit les objectifs qu'on situe sur la carte.

Lorsque le but est visible, il suffit de connaître sa distance au canon, et leur différence d'altitude, pour déterminer, à l'aide de la table de tir et des données complémentaires dont nous avons parlé, les élémens initiaux du tir en portée. Mais le but n'étant généralement pas visible, on pointera sur un but auxiliaire, après avoir déterminé l'angle que fait la direction de celui-ci avec celle du but.

Cet angle de direction et la distance sont généralement reportés

avec précision sur des cartes à grande échelle (généralement à l'échelle du 1 /20 000) où sont indiqués les emplacemens des batteries, de leurs objectifs et des repères nécessaires à l'exécution et à l'observation du tir. Ces documens topographiques analogues à ceux que les Allemande emploient de leur côté constituent, suivant l'expression aujourd'hui consacrée, des sortes de canevas directeurs du tir. L'échelle du vingt millième, qui est d'ailleurs encore amplifiée dans certaines cartes, est largement suffisante pour la plupart des besoins, puisque 1 centimètre y représente 200 mètres et qu'on peut facilement y faire des déterminations et des pointages à 1 quart de millimètre près, c'est-à-dire à 5 mètres près, ce qui est largement suffisant, les écarts probables des tirs et les erreurs même des déterminations topographiques dépassant cette valeur dans presque tous les cas. Cette échelle a d'ailleurs servi constamment à l'auteur de ces lignes pour ses repérages de batteries par le son, et elle a toujours suffi à tous les besoins.

Sur ces cartes, les emplacemens sont désignés très simplement par leur longitude et leur latitude kilométriques, grâce à un quadrillage kilométrique numéroté à partir d'une origine donnée. Celui-ci permet d'exprimer en mètres les coordonnées des points qui reçoivent d'ailleurs ensuite des désignations conventionnelles.

Ayant placé sur son plan directeur, soigneusement fixé sur la planchette de batterie les positions de ses propres pièces et celles des repères et des objectifs dont on lui a communiqué les coordonnées, le commandant de batterie, peut facilement préparer les élémens de ses tirs futurs par rapport à chacun d'eux.

Pour compléter ce matériel auquel est adjoint le classique rapporteur en zinc, les tables de tir ouvrent dans quelque coin de la « cagna » leurs pages austères où des chiffres balistiques s'alignent en bataille. Nos tables de tir sont d'ailleurs tout à fait analogues à celles de l'ennemi et conçues suivant le même type. Elles sont pour l'officier d'artillerie les compagnes silencieuses de tous les jours, surtout de ceux où l'on se bat, et où les bouches des canons clament la mélodie étourdissante que le chef a déchiffée au long des noires colonnes numériques.

Pour compléter ceci, il me reste maintenant à exposer brièvement comment, après avoir préparé le tir, on le règle et on l'observe.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

De la guerre elle-même, des opérations militaires, il n'y a cette fois que peu de chose à dire. Il semble, non pas qu'on se soit reposé, mais qu'on ait repris haleine un peu sur toute la ligne, de la Mer du Nord à l'Adriatique. Les offensives alternées, la triple offensive d'Occident, l'anglaise, la française, l'italienne ont paru être un instant suspendues. Mais déjà la première se renoue, et l'armée britannique, enlevant le système de défense ennemi au Sud d'Ypres, a conquis une crête qui l'arrêtait depuis 1915, et ramené plus de cinq mille prisonniers.

En face d'elle et de nous, Hindenburg, cette espèce de roi casqué des chemins de fer stratégiques, soumet à un trafic intense les grandes voies qui traversent l'Allemagne d'Est en Ouest et grâce auxquelles il peut tisser ses trames sur l'énorme métier dont des millions d'hommes sont les navettes. Sans métaphore, tout ce que l'inaction du front russe lui permet d'enlever de là-bas, artillerie par centaines de pièces et divisions pas vingtaines, il les jette sur nous; quant à présent, il s'est borné à nous barrer le passage en contre-attaquant avec l'extrême brutalité qui caractérise sa manière. Il tâte le mur qu'il a devant lui, et si, en quelque point, ses coups de bélier répétés parvenaient à y faire une brèche, il lancerait tout de suite, pour l'élargir et pour y passer, les réserves qu'il économise en Russie, ou gratte dans les fonds de tiroir de l'Empire, transporte et accumule ici. Comme la situation est telle sur le front russe que, bien que ce ne soit pas la paix, ce n'est pas non plus la guerre, il y renvoie à tout événement ses régimens fatigués, qui s'y mettent au vert, tranquillement, dans la douceur imperturbée du printemps septentrional, et nous renvoie autant de régimens frais, qu'il met au feu, jusqu'à ce qu'ayant atteint le nombre de pertes réglementaire, ils soient relevés à leur

tour et encore remplacés. Pour la même raison, les Autrichiens font de même sur le Carso.

Il est vrai qu'à en croire même des dépêches de source allemande, tel ou tel secteur du front russo-roumain se réveillerait, et qu'on y entendrait de nouveau gronder le canon. Le nom glorieux de Broussiloff recommence à être prononcé ailleurs que dans des clubs d'officiers ou de soldats. Le voilà généralissime des armées de la Révolution. Espérons que bientôt, le plus tôt possible, ce mot qui fit naître tant d'espérances : « le front unique, » aura retrouvé son sens plein, et ne signifiera plus, au détriment des forces de l'Entente, un seul front, le front d'Occident, anglo-franco-italien, contraint ainsi à recevoir toute la charge et fournir tout l'effort.

En France, la quinzaine appartient presque tout entière à la politique, mais, naturellement, la politique tourne presque tout entière autour des événemens ou des circonstances de la guerre. La Chambre des députés, rentrée le 22 mai, a, en séance publique ou en comité secret, entamé trois discussions sur des sujets qui, à divers titres, ne pouvaient laisser l'opinion indifférente : le ravitaillement, la guerre sous-marine, le projet de voyage des socialistes à Stockholm. De ces trois débats, le plus gros de beaucoup et le plus passionné, on peut dire le plus émouvant, a été le dernier, relatif à la Conférence, à cause de ce que l'outre recélait dans ses flancs. Mais il faut, pour le suivre en ses gonflemens successifs, et jusqu'à l'ordre du jour qui a crevé le sac, prendre l'affaire à son origine.

On se rappelle comment, au lendemain de la révolution russe, est née l'idée de cette espèce de Diète de la Confédération socialiste. Elle apparut d'abord, — ou c'est par là que nous la connûmes d'abord, — dans le journal hongrois *Vilag*, que les bulletins officieux, en leur classification, étiquètent « radical et franc-maçon, » et qui la saluait avec un emportement de lyrisme extravagant. « Stockholm, s'écriait-il, va devenir le second Bethléem de l'humanité ! » Sur l'initiative même de la réunion, il y eut, au début, quelque obscurité. Régulièrement, deux personnes avaient qualité pour lancer la convocation : M. Émile Vandervelde, président, et M. Camille Huysmans, secrétaire du bureau socialiste international, dont le siège avait été fixé à Bruxelles, du consentement de la social-démocratie allemande, afin qu'il y fût plus en sûreté. Mais, cette année, en avril, quand on parla de la Conférence, le président et le secrétaire étaient séparés ; M. Vandervelde était au Havre, M. Huysmans était en Hollande. Est-ce justement parce que ce dernier était en Hollande que la lettre d'invitation fut

signée du socialiste hollandais Troelstra, ou ne doit-on y voir qu'une rencontre fortuite, un pur hasard? Toujours est-il qu'au bout de deux ou trois semaines, nous retrouvons ensemble à Stockholm M. Troelstra et M. Huysmans, fort occupé à fournir sur son aventure des explications qui ne sont pas très claires, au moins pour nous.

Mais enfin, par l'un ou par l'autre, la convocation avait été lancée. Le parti socialiste, le nôtre, S. F. I. O, — Section française de l'Internationale ouvrière, — en sa grande majorité, la reçut plus que froidement, il la traita avec dédain. Qu'est-ce que Troelstra venait faire là-dedans, et que lui voulait cet intrus? Et puis, se rendre à Stockholm, pourquoi? Pour y rencontrer Scheidemann et ses camarades du Schloss et de la Wilhelmstrasse? Tant que la social-démocratie allemande n'aurait pas fait les gestes nécessaires, le socialisme français n'aurait rien ni à lui dire, ni à entendre d'elle. Donc il ne répondrait que par un refus, qu'il n'envelopperait pas de prétextes et n'adoucirait pas d'excuses. Cependant la minorité travaillait, et peu à peu gagnait des voix. Elle en gagnait assez, dans la Fédération de la Seine, — organisation départementale, — pour y devenir majorité et se faire, par suite, attribuer la majorité des mandats au prochain Conseil national, sorte de Convention de tout le socialisme français. Néanmoins l'ancienne majorité, alors, ne désespérait point, ne songeait pas à se rendre, se montrait résolue à lutter.

On apercevait bien l'amorce d'une transaction : dans le cas où la majorité déciderait d'aller à Stockholm, il serait entendu que ce serait pour éclairer le socialisme international, qui peut-être n'en était pas instruit suffisamment, sur les causes et les culpabilités de la guerre, et mettre devant lui en accusation l'Empire allemand et le socialisme allemand, hautement déclarés complices dans le crime et solidaires dans le châtiment. Telles étaient, au matin du dimanche de la Pentecôte où tous ces bons apôtres se réunirent dans leur cénacle, les positions et les dispositions. La majorité d'hier voulait voir surtout une chose: si, après avoir résisté, elle acceptait de faire le voyage, ce serait dans un dessein en quelque manière, et à sa manière, patriotique : afin de confondre le socialisme allemand, et de le faire condamner par le socialisme universel. La minorité d'hier, déjà triomphante, ne voyait qu'une chose dans le fait qu'on allait à Stockholm, c'est qu'on y allait. Par delà se tenaient, dans leur île qui n'était ni escarpée ni sans bords, et où une société de jour en jour plus mêlée débarquait, avec les « zimmerwaldiens, » MM. Bourderon et Merrheim, les trois « kienthaliens, » les trois mousquetaires

de la petite classe, MM. Alexandre Blanc, Brizon, Raffin-Dugens. La première séance languit parmi les procédures; mais l'après-midi, il se fit un coup de lumière; l'esprit descendit sous la forme de deux députés, retour de Russie, M. Marcel Cachin et M. Marius Moutet.

M. Marcel Cachin, le visage violemment contracté, avec une sorte d'ardeur sombre, les yeux brillans et humides, dans l'exaltation qui, au contact du délire slave, s'était emparée de son âme celtique, peignit en traits de flamme ce qu'ils avaient vu. — Dans l'armée russe, il n'y a plus aujourd'hui que des soldats-citoyens et des officiers ayant une conception nouvelle de leur rôle; des représentans élus veillent au respect des institutions démocratiques introduites au front. Les comités des ouvriers et soldats, les *Soviet*, en particulier le Soviet de Pétrograd, qui avait délégué dans le gouvernement provisoire M. Kerensky, l'emportent définitivement. Ils veulent que le gouvernement ne soit pas seulement démocratique à l'intérieur, mais qu'il impose à l'extérieur la politique de guerre et de paix pour laquelle, en Russie, toutes les tendances socialistes et révolutionnaires combattent. Ce que demande le Soviet, ce n'est pas une paix séparée, ni une paix à tout prix. C'est pour une guerre de véritable libération qu'il s'est prononcé. — « Obtenez donc de vos gouvernans, dit le Soviet aux socialistes alliés, qu'ils marquent enfin des buts de guerre qui montreront de façon évidente que, si la guerre dure encore, la faute en est uniquement imputable au militarisme allemand. L'infaillible moyen de le montrer, c'est une réunion de l'Internationale. »

Sur quoi, la conscience française de M. Cachin et de M. Moutet a plus qu'un scrupule, une révolte. Ils distinguent obligeamment : « Nous sommes, ont-ils déclaré sur-le-champ au Soviet, opposés à une réunion internationale convoquée dans les conditions que vous savez, mais une convocation émanant de la Révolution russe recevra de nous le meilleur accueil. Quant aux formules de paix du Soviet : « Pas d'annexions, pas de contributions, » elles sont nôtres. Mais la question d'Alsace-Lorraine, mais les ravages subis par la Belgique et le Nord de la France, est-ce que cela prend le sens d'une politique d'annexion et d'indemnité? En poursuivant ces buts, ne sommes-nous pas au centre même de la politique de guerre du socialisme? — Non, répondent les socialistes russes, ce n'est pas là la politique du socialisme. Celle-ci consiste dans la consultation des populations intéressées et dans le respect absolu de leur verdict. » M. Moutet, non moins brûlant que son compagnon,

confirma, appuya, conclut : « Nous sommes pour qu'on réponde à la Révolution russe, et pour que les conditions posées par elle-même soient acceptées. Nous demandons seulement des explications et nous pensons qu'on peut donner une acceptation de principe à la convocation. » Quelqu'un de la minorité interroge, à double fin : « Nos camarades russes nous demandent-ils de nous rendre à une réunion de l'Internationale ? Nous demandent-ils d'aller à Stockholm ? » — A Stockholm, pense M. Moutet, pour y préparer une réunion de l'Internationale que désirent les camarades russes. La Conférence de Stockholm se limiterait probablement à des auditions séparées des sections nationales ou de fractions de ces sections, qui se côtoieraient, mais ne s'assembleraient pas. On se frôlerait sans se frotter. Les Russes paraissent être aussi de cet avis. Mais il n'y a encore rien de fait, et l'on ne sait pas bien.

Toutefois, voici qui est plus précis. En revenant de Petrograd, les missionnaires se sont arrêtés à Stockholm, où M. Branting, président désigné, leur a remis un document qui porte la date du 19 mai et le titre de : *Programme pour les discussions aux conférences préliminaires.* Ce document est un monument, et, par la substance, sinon par le volume, toute une encylopédie. Il est divisé en cinq chapitres. — I. Conditions de paix ; — II. Élémens fondamentaux des rapports internationaux ; — III. Réalisation politique de ces buts ; — IV. Action de l'Internationale et de la démocratie ; — V. Conférence socialiste générale. Chacun de ces chapitres, à son tour, se subdivise en plusieurs paragraphes, où il n'est pas un problème politique, juridique, économique qui ne soit soulevé. Là-dessus une controverse s'engage au sein du Conseil national, mais ce n'est pas qu'on juge le programme trop vaste ou qu'on se juge incompétent : on n'a pas de ces faiblesses. Bref, il est résolu, le lundi soir, qu'on ira à Stockholm pour Petrograd, à Petrograd par Stockholm ; tous les chemins sont ouverts, et toutes les portes, d'entrée, de sortie et de rentrée. A l'unanimité, on a voté une motion dont l'essentiel tient en ces lignes : « Le Conseil national... accueille l'initiative des camarades russes, s'y associe pleinement et se joint à eux pour demander la réunion de l'Internationale ; décide en même temps l'envoi d'une délégation à Stockholm apportant dans les conférences préparatoires les vues de la section française pour une action commune destinée à préparer la paix selon les principes formulés par le gouvernement révolutionnaire et les socialistes de Russie. » Les mots ne sont pas mâchés, et la proposition finale est à retenir.

Au premier bruit d'un voyage possible de nos socialistes à Stockholm, et d'une rencontre possible entre eux et la social-démocratie allemande, tandis que ce n'était encore qu'une fantaisie de la minorité, et avant même que le vote du lundi 28 mai l'eût changée en décision unanime du parti, les inquiétudes les plus vives, les plus légitimes, s'étaient fait jour. Une demande d'interpellation avait été déposée à la Chambre. Si, comme en un temps ordinaire, M. Longuet et M. Renaudel, délégués par la Commission administrative permanente du parti, qui en est le pouvoir exécutif, eussent pu se mettre librement en route, et si, de ce fait, ils n'avaient engagé que M. Longuet et M. Renaudel, ou tout au plus, avec eux, la C. A. P., et si l'on le veut, par surcroît, le Conseil national, et, au total, le parti socialiste, peut-être aurait-ce été déjà tomber dans le piège allemand que de prêter à leur déplacement tant d'importance. Mais, dans le temps malheureux où nous sommes, il leur fallait des passeports, qui ne pouvaient pourtant pas être signés de M. Dubreuilh, et que le gouvernement seul avait qualité pour leur donner. C'était l'obstacle, dès le point de départ. Car, de la part du gouvernement, donner aux mandataires du parti socialiste leurs passeports, c'était marquer, permettre de supposer, admettre implicitement soit qu'on les approuvait, soit, à tout le moins, qu'on ne les désapprouvait pas, qu'on ne les désavouait pas. Le sentiment, à cet égard, de M. Ribot et de son Cabinet ne pouvant guère être douteux, une deuxième question sortait immédiatement de la première, qui s'élargissait : il s'agissait de savoir si le gouvernement serait indépendant, ou si le parti socialiste serait prépondérant; en d'autres termes, s'il n'y avait qu'un gouvernement, dans le Conseil et sur les bancs du ministère, ou s'il y avait, dans la coulisse et sur les bancs de l'extrême-gauche, un gouvernement du gouvernement.

Nous devons rendre à M. Ribot cette justice que son parti a été pris tout aussitôt, et qu'il s'y est tenu inébranlablement, en dépit de toutes les manœuvres et de toutes les pressions auxquelles il a été en butte, du premier au dernier moment. Mais, s'il savait l'obstination redoutable des socialistes, il connaissait aussi la résolution, nous ne dirons pas seulement de ses amis, quoiqu'ils se soient empressés de lui en porter la ferme expression, mais des trois quarts de la Chambre et de la quasi-unanimité du Sénat; et, au dehors, autour des murailles, il entendait la clameur répétant la grande parole, non de la Révolution russe, mais de la Révolution française, qu'on ne traite pas, qu'on ne « cause » pas avec l'ennemi qui

foule le territoire national. Au surplus, il n'a eu besoin de consulter personne que lui-même, et même, plus exactement, il n'a pas eu besoin de se consulter. Il a refusé les passeports. Même pour Pétrograd? car la subtilité socialiste épiloguait, et le cas était délicat. Mais, de même que M. Renaudel distinguait entre les lieux, M. Ribot pouvait distinguer entre les temps. « Le gouvernement, a-t-il dit, accordera toujours volontiers des facilités pour aller visiter et entretenir nos amis de Pétrograd, lorsque cette question du congrès de Stockholm aura été écartée et que ceux qui se rendront à Pétrograd ne courront pas le risque de rencontrer, malgré eux, les Allemands. » D'ailleurs, le voyage des deux socialistes, leurs passeports, c'est l'accident ou l'apparence. Le fond, c'est la liberté, l'autorité, la responsabilité du gouvernement, c'est la vérité constitutionnelle. M. le président du Conseil ne s'y est pas trompé, et il y est allé tout droit, après un court exorde : « Le premier inconvénient d'un pareil projet, qui n'est pas né en France, c'est de laisser supposer qu'un parti peut avoir la prétention de se substituer au gouvernement dans la détermination de la politique nationale... Eh bien! la paix future ne peut pas être l'œuvre d'un parti quel qu'il soit... La paix future ne peut être, en ce qui concerne la France, qu'une paix française, c'est-à-dire une paix résumant les aspirations du pays tout entier. » Ensuite, au milieu des « applaudissemens prolongés, » M. Ribot a continué : « Maintenant, comment pourrait-on, à cette heure, à cette heure de la lutte la plus dure et la plus rude, converser avec ceux qui sont nos ennemis, qui, à aucune heure, depuis le commencement de ce drame terrible, n'ont pas eu un mot qui désavoue le crime qui a été commises contre nous, qui ont approuvé de leur silence toutes les atrocités commises contre nous? Et c'est quand la France est encore occupée par l'ennemi que nous pourrions entamer ces conversations? Cela est impossible. La paix ne peut sortir que de la victoire. »

Les acclamations de la Chambre, subitement dressée, duraient encore quand M. Marcel Cachin monta à la tribune, moins pour répondre à M. le président du Conseil que pour tracer devant les députés, comme il l'avait esquissé maintes fois devant le Conseil national du parti socialiste et partout où une curiosité amicale lui avait fait un auditoire, le tableau pathétique de la Russie révolutionnaire telle qu'elle lui était entrée dans les yeux et dans le cœur. Ici, la Chambre s'enferme en Comité secret, et nous ne savons plus rien jusqu'à ce que se rouvre la séance publique. Mais, en rejoignant les deux tronçons, il ne sera pas si malaisé de combler l'inter-

valle et de deviner ce qu'il importe de ne pas tout à fait ignorer.

L'ordre du jour dont il a été donné lecture à la reprise de la séance publique prouve que, dans le Comité secret, le débat s'est encore élargi ; que non seulement la question de gouvernement, la question de savoir s'il y a un gouvernement et où est le gouvernement, s'est superposée à celle, devenue secondaire, des passeports pour le voyage à Stockholm, et par conséquent que le fond même de notre politique intérieure a été évoqué ; mais qu'on a parlé des « buts de guerre, » ou des conditions de la paix, pour le jour, quelque incertain et lointain qu'il puisse être, où la paix sera possible ; de ses conditions, pas de ses moyens ; et par conséquent que l'on s'est occupé des directions mêmes de notre politique extérieure ; à ce point que l'objet primitif de la discussion, l'octroi des passeports, précédemment subordonné, a finalement été abandonné, éliminé.

Cet ordre du jour est ainsi conçu : « La Chambre des députés, expression directe de la souveraineté du peuple français, adresse à la démocratie russe et aux autres démocraties alliées son salut. Contresignant la protestation unanime qu'en 1871 firent entendre à l'Assemblée nationale les représentans de l'Alsace-Lorraine malgré elle arrachée à la France, elle déclare attendre de la guerre, qui a été imposée à l'Europe par l'oppression de l'Allemagne impérialiste, avec la libération des territoires envahis, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie et la juste réparation des dommages. Éloignée de toute pensée de conquêtes et d'asservissement des populations étrangères, elle compte que l'effort des armées de la République et des armées alliées permettra, le militarisme prussien abattu, d'obtenir des garanties de paix et d'indépendance pour les peuples, grands et petits, dans une organisation, dès maintenant préparée, de la société des nations. Confiante dans le gouvernement pour assurer ces résultats par l'action coordonnée, militaire et diplomatique, de tous les Alliés, etc. »

Et certes, une déclaration aussi solennelle eût pu être composée et écrite autrement. Quelqu'un aurait préféré dire : « La Chambre, approuvant l'attitude du Gouvernement, confiante en lui pour conduire énergiquement, avec le plein concours des Alliés, la guerre que la France a été forcée de subir, mais qu'elle est décidée à poursuivre jusqu'à une victoire qui lui assure, conformément à ses droits historiques, à ses intérêts politiques et économiques, aux conditions de sa vie dans le présent et de son développement dans l'avenir, les restitutions, les réparations et les garanties nécessaires ; résolue à n'accepter qu'une paix qui récompense le sacrifice héroïque d'une géné-

ration par la libération des autres et qui fonde sur la justice la sécurité nationale et les relations internationales, etc. » C'eût été peut-être la même pensée, presque le même langage, ce n'était pas le même accent. C'eût été à la fois plus précis et plus général, plus vaste et moins limitatif, moins parlementaire et plus politique ; surtout, cela sonnait plus haut. Mais ce n'est pas ce que la Chambre cherchait.

On voit très bien pourquoi et comment a été rédigé le texte qu'elle a retenu. Il a été le fruit de concessions réciproques, ou plutôt de concessions balancées aux uns et aux autres, qui se sont mis à cent pour le dicter. Le salut initial à la démocratie russe n'est pas, de la part de son principal auteur, un simple souvenir classique : c'est une politesse aux socialistes. Le rappel de la protestation des Alsaciens-Lorrains est une idée ingénieuse de M. Klotz. La répudiation de l'esprit de « conquête » est encore une attention pour les socialistes, qui se laisseraient engager en échange à « abattre le militarisme prussien. » L'acte de foi ou d'espérance dans la « société des nations » est à l'adresse de M. Renaudel autant que de M. Wilson, et, par son intention, devient un peu un acte de charité. C'est le « comment ; » quant au « pourquoi, » il n'est pas plus difficile à saisir. La complaisance de tous les groupes, la patience de la Chambre, les adjurations de M. Ribot le révèlent : il s'agit d'éviter une coupure, de retenir les socialistes, de les reprendre, de les ramener. Il s'agit de refaire ou d'affirmer l'union des âmes par l'unanimité des voix. La peine n'a pas été absolument perdue. L'ordre du jour fut adopté par 467 députés contre 52, dont 47 socialistes impénitens et 5 socialistes ou radicaux fantaisistes. Le Sénat qui, selon l'habitude, a doublé sans délai le Comité secret du Palais-Bourbon, a corrigé heureusement par un second ordre du jour, voté, celui-là, à l'unanimité (on n'y connaît pas de socialistes), ce que ce style avait de trop mou. Et, pour ce que ce programme pourrait avoir de trop modeste, M. le président du Conseil a tout réservé en jurant : « Il n'y aura de paix que dans la victoire. » Le Destin n'a pas les mains liées. Nous le forcerons par notre constance ; et notre volonté seule, qui donnera la mesure de notre vertu, fixera celle de notre fortune.

Ce n'est pas à dire, — et il faut même dire franchement le contraire, — que nous ne soyons pas, suivant la remarque de M. Ribot, « à l'heure de la lutte la plus rude. » Il n'y a point de place ici pour les fanfaronnades. Oui, l'heure est rude et longue à s'écouler ; et derrière elle viennent peut-être de plus longues et de plus rudes heures. Mais ce n'est pas entre des jours tissés d'or et de soie et des jours emplis

de misères et de deuils, ce n'est pas entre la vie douce et la vie âpre ou gênée que nous avons à choisir, c'est entre la vie et la mort.

La France ne vivra que si les Français, qui ont si magnifiquement montré qu'ils savent mourir, montrent maintenant qu'ils savent souffrir : elle ne durera que s'ils endurent. Qu'est-ce, auprès de cette nécessité, que les petites privations qu'on nous impose? Nous demandons seulement, non pour ne pas les supporter, mais pour pouvoir en supporter d'autres et les supporter plus longtemps, qu'on ne nous en impose pas d'inutiles ou d'inefficaces. Nous demandons que le gouvernement et l'administration comprennent que leur rôle ne consiste pas à tout espérer et tout exiger du public, parce que, s'il en était ainsi, il ne serait besoin ni de gouvernement ni d'administration, et l'on aurait pratiquement établi l'identité de l'ordre et de l'anarchie. Nous demandons que le ministère du ravitaillement ait, plus nettement qu'il ne paraît l'avoir, la conception qu'il peut être et doit être autre chose qu'un ministère du rationnement, qu'un organe d'intervention par interdiction à tort et à travers. Nous demandons que, lorsqu'il n'arrange point, il ne dérange pas, et que, lorsqu'il ne trouve pas en lui-même assez de compétence, il ne craigne pas d'en emprunter. De même pour le blocus et la guerre sous-marine. Sans exagérer les effets de la campagne scélérate entreprise par l'Allemagne « pour mettre l'Entente à genoux, » — du moins ses effets de destruction, ses effets directs, — sans oublier que le résultat est très loin d'avoir atteint ce qu'elle s'était promis, cependant ses effets indirects, ses effets d'intimidation et de paralysie, se font et à la longue se feraient de plus en plus sentir. Nous demandons une action vigoureuse; il y a deux ans que l'amiral Degouy, dans cette *Revue*, en démontrait infatigablement l'urgence et la possibilité; deux ans qu'il ne cessait de rappeler que, pour détruire un nid de guêpes, il ne faut pas attendre qu'elles aient essaimé; que sans doute il en coûtera et l'on paiera, mais que le seul moyen de limiter la perte, dans les cas extrêmes, est de consentir un sacrifice. On s'est enfin décidé à l'entendre ou à faire comme si on l'avait écouté. Toute une série d'attaques combinées, par air et par mer, contre les bases d'Ostende et de Zeebrugge produiront vraisemblablement plus qu'une chasse de plusieurs mois aux mauvais insectes envolés.

Nous avons longuement regardé chez nous ; regardons à présent chez l'ennemi. Le besoin de paix, d'une paix rapide, brusquée, qu'éprouvent les Empires du Centre, se trahit chaque jour davantage par des signes chaque jour plus nombreux, plus manifestes, plus concor-

dans. Les menées du prince de Bülow et de M. Erzberger auprès des catholiques, en Suisse, viennent corroborer l'intrigue de M. Scheidemann, en Suède, auprès des socialistes. A défaut d'élémens positifs d'information sur la situation de l'Allemagne (encore que nous sachions qu'elle s'use, même militairement, et nous savons de combien de divisions dans les dernières batailles), cette hâte, cette fièvre, cet épuisement, sont des indications qui créent en nous la certitude morale. Pareillement, les incidens qui ont marqué la réunion du Reichsrath autrichien, après trois années de vacances, le discours du Trône prononcé par l'empereur Charles, les embarras politiques de la Hongrie où l'on ne trouve pas de successeur au comte Tisza, ne sont-ce pas là des symptômes? L'haleine qui commence à manquer aux deux Empires, ce ne sont pas leurs satellites, ce n'est ni la Bulgarie essoufflée, ni la Turquie effondrée, qui la leur rendront. Ils les portaient pour ainsi dire à la force du poignet; mais il n'est pas de poids plus lourd qu'un poids mort, et l'Allemagne, réduite à traîner l'Autriche-Hongrie, sera tôt ou tard réduite à se traîner.

Tout ce qu'elle peut faire, si elle le peut, c'est de maintenir péniblement, c'est de ne laisser tomber que lentement ses forces, c'est d'épargner sur son déclin. Il ne lui vient de secours, de renfort de nulle part, pas même de la révolution russe, qui n'est pour elle qu'un répit, qu'une halte, que le temps de s'éponger et de se retourner. Mais nous, il nous vient de partout du secours, du renfort, du rafraîchissement. Pendant que la Russie marque le pas, les États-Unis l'allongent, habitués qu'ils sont à marcher vite. Leurs navires de guerre et de transport sont sur nos côtes; leurs premiers contingens se forment; ils enrôlent en un jour plus de dix millions de soldats. S'il y avait, dans l'Entente, ce qui n'est pas dit, une défaillance du côté de l'Orient, elle serait compensée du côté de l'Occident, et c'est ce qui n'arrivera pas, mais c'est, au bout du compte, le pis qui puisse nous arriver; en aucune hypothèse, nous ne courons aucun péril, nous ne courons d'autre risque que celui-là. Partout, au moins, les sympathies se déclarent, s'affirment, s'affermissent, s'enhardissent, grandissent de tout ce dont nous avons grandi dans l'estime et le respect universels, par le prestige de nos chefs, par la vaillance de nos soldats, par la bonne tenue de la nation. La bienveillance du Brésil se change progressivement en un sentiment plus actif, qui ne s'en tiendra pas, il est probable, au sentiment. Nous pouvons, aux cris de l'Allemagne, nous assurer que le coup lui est douloureux pour aujourd'hui et pour demain. Et c'est une preuve de plus de ses

angoisses sur aujourd'hui, que ses inquiétudes sur demain. Comme elle sait, par une expérience d'un demi-siècle, que le pavillon fait plus que de couvrir la marchandise, qu'il l'estampille, et que le commerce suit la victoire, elle doute du fer puisqu'elle doute de l'or, et, puisqu'elle doute du marché, elle doute du drapeau.

En Espagne, s'élèvent, pour nous, les voix les plus chaudes, les plus éloquentes. Il serait injuste et maladroit de laisser croire que seuls des adversaires ou des indifférens y ont la parole. Dans cette même Plaza de Toros, qui entendit naguère les réticences et les équivoques de M. Maura, en présence de vingt mille personnes, dont beaucoup peut-être étaient les mêmes, les orateurs des gauches, professeurs illustres ou députés en vue, MM. Albornoz, Ovejero, Castrovido, Menéndez Pallarès, Unamuno, Melquiades Alvarez et Lerroux, nous ont apporté de nobles et touchans témoignages, qui nous induiraient en péché d'orgueil, si la France, en armes pour une cause si juste qu'elle en est sainte, n'avait le droit d'avoir toutes les fiertés.

Qu'elle les ait toutes, pourvu qu'elles lui ouvrent des sources et lui fournissent des raisons de fermeté. En d'autre temps, elle eut l'audace : dans le nôtre, il lui suffira d'avoir de la persévérance. Vouloir et tenir, tenir et vouloir, c'est, « à cette heure de la guerre la plus dure et la plus rude, » le grand secret. Ne pas affaiblir, ne pas énerver notre effort militaire par le fléchissement de notre sens politique; ne pas couper, de l'arrière, les jarrets à l'avant. Voir clair, mais assez loin, ne pas voir en myope; ne pas fixer trop près de nous des « buts de guerre » contre lesquels irait se briser notre élan. Non seulement ne pas désespérer, mais espérer plus qu'on ne désire. Prenons exemple sur l'Italie. Ce qu'elle veut par-dessus tout, c'est Trieste et c'est le Trentin. Mais elle profite de ses succès de l'Isonzo et du Carso pour proclamer l'unité et l'indépendance de l'Albanie sous sa protection. Elle se munit d'une monnaie d'échange, se prémunit contre un futur grand État yougo-slave sur l'Adriatique. Et elle fait, par l'Épire, coup double contre la Grèce. — Elle a recueilli les leçons de Rome, et il y a toujours, en politique, à apprendre à son école.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-NEUVIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1[er] Mai.

Livraison du 15 Mai.

Livraison du 1er Juin.

Livraison du 15 Juin.

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 53855.